



JRC MAGAZINE

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
MINISTRY OF COMMUNICATION

OUEST

Quand la communication se fait entendre

La 1^{ère} édition des
Journées Régionales
de la Communication
s'ouvre à Bafoussam,
avec des projecteurs
sur l'action publique.

Engagement, grands
projets, vie associative
et communautaire :
découvrez le panorama
des visages et des
initiatives qui
transforment notre
région.

***"Inclusive Public Action: A Strategic Lever for the Effective Contribution
of the Regions to Cameroon's Emergence by 2035"***

BAFOUSSAM, DU 29 AU 31 OCTOBRE 2026



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland



Son Excellence Paul BIYA
Président de la République du Cameroun
President of the Republic of Cameroon



JRC-OUEST

Direction de la rédaction
René Emmanuel Sadi,
ministre de la Communication

Coordination éditoriale
 Félix Zogo et Philip Metuge Ekaney,
 président et président-adjoint de la Commission nationale d'organisation des JRC-Ouest

**Coordination rédactionnelle
 et secrétariat de rédaction**
 Suzanne A. Zogo et Chrétien Domche,
 membres de la Commission nationale et
 de la Commission locale d'organisation des
 JRC-Ouest

Equipe rédactionnelle
 Membres de la Commission locale d'organisation des JRC-Ouest
 Correspondants particuliers

Traduction
 Rodolph Ngouah Minko, chef de la Cellule de
 Traduction/Mincom

Infographie
JAE GROUP SARL
 +237 6 7788-7895 / +237 6 9558-3330

Impression
 Sopecam



Chief Dr. Joseph DION NGUTE
Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Prime Minister, Head of Government



René Emmanuel SADI
Ministre de la Communication
Porte-parole du Gouvernement
Minister of Communication
Spokesperson of Government



Félix ZOGO
Secrétaire général du Ministère
de la Communication
Secretary General of the Ministry
of Communication



AWA FONKA Augustine
Gouverneur de la Région
de l'Ouest
Governor of the West Region



A Reflection of a Region in Transformation

By René Emmanuel Sadi
Minister of Communication
Spokesperson of Government

You are holding in your hands the inaugural issue of the magazine of the Regional Communication Days (RCD), an initiative of the Ministry of Communication which opens a new chapter in public communication in Cameroon, starting in the West Region. Conceived as a travelling event, this initiative reflects our desire to bring government action closer to citizens, strengthen dialogue between institutions and the population, and make information an essential lever for participation in national development.

Under the Esteemed impetus of the President of the Republic, H.E. Paul BIYA, our country continues its march towards emergence by 2035. In this dynamic, communication occupies a strategic position: it sheds light on public action, reports on the policies implemented and enables citizens to better understand the efforts made by the State to improve their living conditions. Informing, explaining and showcasing public achievements also means strengthening trust, fostering a sense of national belonging and mobilising energies around development objectives.

The West Region, a land of hard work, ingenuity and solidarity, provides a particularly fitting setting for this first edition. For three days, from 29 to 31 October 2026, Bafoussam and the other participating localities will be at the heart of a dynamic of exchanges and reflections involving media professionals, administrative, traditional, religious and political authorities, economic stakeholders and other active forces of society. The aim will be to highlight the transformations under way in the areas of infrastructure, health, sport and electrification, while opening up debate on the challenges that still call for collective responses.

Held under the theme “Inclusive Public Action: A Strategic Lever for the Effective Contribution of the Regions to Cameroon’s Emergence by 2035”, the RCDs underscore a fundamental requirement: national development is also built from the regions, their potential and the participation of their populations. Communication must therefore go beyond the mere transmission of information to become a space for listening, public education, dialogue and the promotion of local initiatives.

I commend the commitment of the central and devolved services of the Ministry of Communication, as well as the contribution of all regional stakeholders, foremost among them the Governor of the West Region, who have worked towards bringing this initiative to fruition. Their mobilisation demonstrates our common determination to establish the RCDs as a lasting feature of Cameroon’s institutional landscape.

Beyond this first edition, our ambition is to make these days an event of excellence, serving public communication that is closer to citizens, more accessible and more responsive to the challenges of our time. For a region undergoing transformation, it must be able to tell its story, showcase its achievements and take a clear-eyed look at the challenges that remain to be addressed.

Let us make the Regional Communication Days a lasting instrument of dialogue, cohesion and the building of Cameroon’s image.

I wish you all an enjoyable reading and resounding success to the Regional Communication Days in the West Region! ■



Novembre 2026
Yaoundé - cameroun

Miroir d'une région qui se transforme

René Emmanuel Sadi
Ministre de la Communication
Porte-parole du Gouvernement

Vous tenez entre vos mains le numéro inaugural du magazine des Journées régionales de la communication (JRC), une initiative du ministère de la Communication qui ouvre, dans la région de l'Ouest, une nouvelle page de la communication publique au Cameroun. Conçu comme un rendez-vous itinérant, cet événement traduit notre volonté de rapprocher davantage l'action gouvernementale des citoyens, de consolider le dialogue entre les institutions et les populations et de faire de l'information un levier essentiel de participation au développement national. Vous tenez entre vos mains le numéro inaugural du magazine des Journées régionales de la communication (JRC), une initiative du ministère de la Communication qui ouvre, dans la région de l'Ouest, une nouvelle page de la communication publique au Cameroun. Conçu comme un rendez-vous itinérant, cet événement traduit notre volonté de rapprocher davantage l'action gouvernementale des citoyens, de consolider le dialogue entre les institutions et les populations et de faire de l'information un levier essentiel de participation au développement national.

Sous la très haute impulsion du Président de la République, S.E. Paul Biya, notre pays poursuit sa marche vers l'émergence à l'horizon 2035. Dans cette dynamique, la communication occupe une place stratégique : elle éclaire l'action publique, rend compte des politiques mises en œuvre et permet aux citoyens de mieux appréhender les efforts consentis par l'État pour améliorer leurs conditions de vie. Informer, expliquer et valoriser les réalisations publiques, c'est aussi renforcer la confiance, nourrir le sentiment d'appartenance nationale et mobiliser les énergies autour des objectifs de développement.

La région de l'Ouest, terre de travail, d'ingéniosité et de solidarité, offre un cadre particulièrement évocateur à cette première édition. Pendant trois jours, du 29 au 31 octobre 2026, Bafoussam et les autres localités mobilisées seront au cœur d'une dynamique d'échanges et de réflexions associant professionnels des médias, autorités administratives, traditionnelles, religieuses et politiques, acteurs économiques et forces vives. Il s'agira de mettre en lumière les transformations engagées dans les domaines des infrastructures, de la santé, du sport et de l'électrification, tout en ouvrant le débat sur les défis qui appellent encore des réponses collectives.

Placées sous le thème « L'action publique intégratrice, levier stratégique d'une contribution efficiente des régions à l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035 », les JRC rappellent une exigence fondamentale : le développement national se construit aussi à partir des territoires, de leurs potentialités et de la participation de leurs populations. La communication doit ainsi dépasser la simple transmission de l'information pour devenir un espace d'écoute, de pédagogie, de dialogue et de valorisation des initiatives locales.

Je salue l'engagement des équipes centrales et déconcentrées du ministère de la Communication, ainsi que la contribution de tous les acteurs régionaux, au premier rang desquels Monsieur le Gouverneur de la région de l'Ouest, ayant œuvré à la concrétisation de cette initiative. Leur mobilisation témoigne de notre détermination commune à inscrire durablement les JRC dans le paysage institutionnel camerounais.

Au-delà de cette première édition, notre ambition est de faire de ces journées un rendez-vous d'excellence, au service d'une communication publique plus proche des citoyens, plus accessible et davantage tournée vers les enjeux de notre temps. Car une région qui se transforme doit pouvoir raconter son histoire, faire connaître ses acquis et regarder lucidement les défis qui restent à relever.

Faisons des Journées régionales de la communication un instrument durable de dialogue, de cohésion et de rayonnement du Cameroun.

Bonne lecture à toutes et à tous, et plein succès aux Journées régionales de la communication de l'Ouest ! ■

6 | EDITO

8 | FORUM CITOYEN

- Have Your Say...

10-13 | GENÈSE D'UN RENDEZ-VOUS

- Les JRC ou la réponse aux questions qui... détonnent

14-15 | PAROLES AUX SECTORIELS

- « Créer davantage de passerelles entre les administrations... »
- "The various public sectors need to be sold to the public"
- « Une opportunité de concrétiser notre synergie d'action »

16-31 | MONOGRAPHIE RÉGIONALE

- Les Grassfields, à hauteur de collines
- Dates historiques : Six siècles en une page
- A Breadbasket that Exemplifies a Successful Blend of Livestock Farming, Agriculture and Fishing
- Un indéniable potentiel humain à la croisée des peuples
- West Region Undergoes Major Infrastructure Transformation Through Strategic Public Investment
- A Tourist Destination That Has Become a Must-Visit
- Descendants des Baladis d'Égypte jusqu'aux Tikars du Cameroun
- Bafoussam : Attractive et résiliente, la métropole régionale affiche un nouveau visage

32-45 | EN VITRINE

- Relais de l'action publique : une mission de proximité, un engagement territorial
- The Qualitative and Quantitative Digital Leap
- Handicap et communication : quand les mots deviennent des leviers d'inclusion
- CRTV Ouest : au cœur de la région, la branche territoriale de la chaîne nationale
- SOPECAM-Bafoussam : l'information nationale au plus près des réalités locales
- A Regional Media Landscape in Full Evolution
- Les radios communautaires de l'Ouest : elles font entendre la voix des territoires
- La câblodistribution dans la région de l'Ouest : un secteur en pleine mutation

47-50 | INTERVIEW

- « Pas d'action publique efficace sans communication institutionnelle »

52-67 | HOMMAGE À QUELQUES PLUMES EMBLÉMATIQUES

- Dans les pas de ses devanciers de... la région
- « Je ne suis rien sans mon appareil photo »
- Le journaliste qui ne boude ni le métier... ni le manioc
- Comme un météore dans le ciel médiatique d'ici et d'ailleurs
- Daniel Rim, une plume trempée dans les années de braise
- L'insoumise des mots et des images
- La voix qui veut rendre l'Afrique à son histoire
- En mémoire d'une pionnière dont l'écho vocal ne doit pas s'éteindre
- Le « Coach » qui avait le journalisme dans le sang
- Le micro pour passeport
- L'homme qui trouvait le monde formidable
- Du terrain international aux grandes enquêtes africaines
- Le précurseur d'une télévision pour l'Afrique

68-79 | GOUVERNANCE LOCALE

- Transferts de compétences : les nouveaux leviers de croissance
- The Challenge of Digitising Public Services
- Un modèle attractif de la gouvernance locale
- Under Cross-border Pressure and in the Face of Interconnected Challenges
- Plus de 2 000 milliards de BIP transférés à l'Ouest en 2026
- Vitrine d'une décentralisation dynamique
- Jeunes et femmes au cœur de l'engagement du gouvernement
- Life with Internally Displaced Persons from the North-West and South-West Regions

82-89 | DÉVELOPPEMENT LOCAL

- Un potentiel riche et diversifié, mais sous-exploité
- Pleins gaz sur le désenclavement économique
- The Urgent Need of a Sustainable Ecological Transition
- Noun at the Top of the Pastoral Ladder in 2023
- Rapidly Expanding Connectivity

- L'Ouest, une terre d'entrepreneurs et de grands marchés
- Les terres exploitées occupent 65 à 70 % de la superficie totale

95-96 | REPORTAGE

- Quand la débrouille cartonne à l'Ouest

97-101 | IMPORT-SUBSTITUTION

- Les fleurons agro-industriels de l'Ouest : moteurs de l'emploi et de l'innovation
- The Venture into Organic Wheat at Fongo-Tongo
- Apples Take on an Exotic Flavour in 237
- Louise Kanmogne : A Success Story in the Artisanal Processing Sector
- De l'arbre à la bouteille, le bon cru local
- Meli Civil Dieuseul : deux décennies à bêcher et à fouiller...
- Le travail de la terre, un rempart contre le chômage et l'exode

102-123 | SERVICES SOCIAUX

- Une explosion démographique qui redessine les territoires
- When Civic Values Meet the Spearhead
- La flamme du pétrole lampant vacille, l'odeur du gaz monte
- Entre urgences humanitaires et dynamiques d'inclusion
- L'entrepreneuriat vert comme levier d'émancipation
- Le modèle unique du maillage communautaire
- Le défi des effectifs et de la couverture en personnel
- The Rise of an Academic and Technological Centre of Excellence
- L'Université des Montagnes : fleuron de l'enseignement supérieur privé à l'Ouest
- « Some Courses Reach an Employability Rate of 80% »
- Incursion au Centre hospitalier régional de Bafoussam
- Focus on the Regionalisation of Research and Healthcare

124-139 | ÉLITES

- Théodore D. Atouo : pas à pas, jusqu'au panthéon du parlement
- Albert K. Ouinche : le pari de la proximité
- Bernard Fongang : le baroudeur qui fait battre le cœur de sa communauté
- Pr Euloge Yiagnigni Mfopou : le père de Corocur a proprement curé Covid-19
- Pr Pascal Nguiché Kanté : le savoir, l'État et la proximité au service d'une vision
- Célestine Ketcha Courtès : « J'aime cuisiner la dinde farcie au rommertoff, façon belle-maman, pour mon époux »
- Matthias Diesse : le maire qui a raté la soutane sans jamais quitter l'Église

140-153 | PATRIMOINE CULTUREL

- A Blend of Tradition and Modernity
- Mariages mixtes : le couple Nguini, symbole du vivre-ensemble
- Mariage coutumier : entre tradition et modernité, la dot reste sacrée
- Quand la cloche, le minaret et le tam-tam jouent la partition de la communion
- A Rich Cultural Heritage at the Service of Present and Future Generations
- Chefferies traditionnelles : symboles d'enracinement identitaire, un riche patrimoine communautaire
- Chefferie Bamendjinda : un trésor emblématique chargé d'histoire
- Chefferie supérieure de Bana : plus d'un siècle d'excellence au service de la tradition
- Bandenkop : un village entre mémoire, traditions et modernité
- Chefferie supérieure Bangangté : une dynastie de cinq siècles condensés en trois points

154-165 | TOURISME, LOISIRS, GASTRONOMIE

- A Multifaceted Marvel
- Mont Bamboutos : une merveille aux multiples facettes
- Chutes de la Metche : quand l'âme de l'eau chante la mémoire de l'Ouest
- Les chutes de la Mouankeu : un joyau naturel et culturel au cœur du Haut-Nkam
- Grottes de Fovu : entre le monde des vivants et celui des ancêtres
- Le Haras de Balatchi : entre splendeur sauvage et modernité
- At Ma'a Gi's, the Secret of the Pots is Passed on
- Sultanat Bamoun : déjà six siècles d'histoire au cœur du patrimoine africain

166-168 | SPORT EN PISTE

- Sport et éducation physique : un pôle stratégique de détection de talents
- Infrastructures sportives : l'Ouest logé à très bonne enseigne
- The Top 5: The Legendary Football Clubs of the West

Have Your Say...

Citizens speak out on government action through devolved services in their respective sectors of activity.

"The State does not hinder us in carrying out our activities"

Alassa, motorcycle taxi rider in the city of Bafoussam

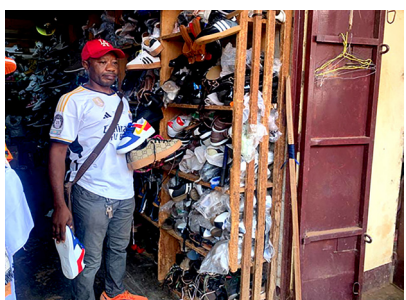


"We would like the public authorities to support us in our activities by reducing fuel prices so that our daily earnings can increase, enabling

us to take better care of our families. I have not yet benefited from any form of State support, whether in the form of high-visibility vests, protective helmets or even boots. Nevertheless, we acknowledge that the authorities allow us to operate freely, despite our not having some of the required documents, such as driving licences and insurance."

"Chinese suppliers cheat us"

Jean Baptiste Woubou, second-hand clothing seller at Bafoussam's Market A



"The main problem we encounter as second-hand clothing dealers concerns Chinese suppliers. For example, you order a pair of shoes worth

CFAF 2,500, but they deliver a pair worth CFAF 2,000. Faced with such fraudulent practices, the State must call them to order.

As for price control agents, the civil servants responsible for these inspections are not doing their jobs properly. They are only interested in money."

"I thank the State for my salary, as it is paid regularly"

Ms Mbobda Hélène, teacher



"I thank the State for my salary, as it is paid regularly. However, the cost of living is really very high. The Government should reduce the prices of foodstuff in mar-

kets. I also appeal for the payment of salaries to other teachers who are not yet receiving the fruits of their labour."

« L'Etat doit organiser les campagnes agricoles »

Mme Jeanne, cultivatrice



« Je fais le champ et un peu de commerce de saison (avocat, maïs, banane). Pour améliorer mes récoltes, je demande aux pouvoirs publics de distribuer les semences améliorées aux agri-

culteurs ainsi que l'engrais, car s'il n'y a pas d'engrais, la récolte sera mauvaise. L'Etat doit organiser les campagnes agricoles pour expliquer aux populations comment faire les champs qui produisent de bonnes récoltes sans détruire notre environnement. »

Les JRC ou la réponse aux questions qui... détonnent

Longtemps cantonnés, dans certains esprits, au rôle de simples relais d'information, les services déconcentrés du ministère de la Communication peinent parfois à faire reconnaître leur véritable place dans l'architecture administrative. De cette méconnaissance, nourrie de préjugés et de frustrations, est née une idée appelée à faire son chemin : les Journées régionales de la communication (JRC). Retour sur la genèse d'une initiative qui entend redonner à la communication gouvernementale ses lettres de noblesse.





Vous servez à quoi ? » « Quel est exactement votre rôle ? » « En quoi consiste votre travail ? » À première vue, ces interrogations pourraient passer pour de banales demandes d'éclaircissement. Mais lorsqu'elles émanent de hauts responsables administratifs et s'adressent, parfois avec une condescendance à peine voilée, aux représentants territoriaux du ministère de la Communication, elles prennent une tout autre résonance. Derrière leur apparente innocence se profile une méconnaissance persistante des missions d'une administration pourtant appelée à intervenir dans tous les secteurs de l'action publique. Car la communication gouvernementale ne se résume ni aux conférences de presse, ni aux communiqués officiels, encore moins à la simple couverture médiatique des cérémonies. Elle constitue un maillon essentiel de la chaîne de l'action publique, celui qui permet d'expliquer les politiques gouvernementales, d'en faire connaître les réalisations et d'en favoriser l'appropriation par les populations.

Le décret n° 2012/380 du 14 septembre 2012 portant organisation du ministère de la Communication, notamment en son article 76 et les dispositions suivantes, en précise les contours. Coordination des activités des services déconcentrés, suivi des stratégies de communication gouvernementale, accompagnement des administrations sectorielles, promotion de la communication pour le développement, observation des médias, suivi de la réglementation des activités de communication, valorisation de l'image du Cameroun : le champ d'intervention est aussi vaste que transversal. À cela s'ajoutent, entre autres, les relations avec les médias publics et privés, l'accompagnement des radios communautaires et le suivi territorial des organismes relevant de la tutelle du ministère, notamment la Crtv et la Sopecam.

Autant de responsabilités qui devraient suffire à dissiper les malentendus. Et pourtant ! « Certaines autorités administratives en sont encore à questionner la pertinence de notre administration », déplore un délégué départemental

GENÈSE D'UN RENDEZ-VOUS



de la Communication, sous le couvert de l'anonymat.

La frustration devient une idée

Le malaise, loin d'être anecdotique, alimente régulièrement les échanges entre responsables des services déconcentrés du ministère. Une question revient avec insistance : comment faire mieux connaître leurs missions et asseoir leur légitimité auprès des autres administrations et des autorités locales ? À l'analyse, le constat est sans complaisance. Si les préjugés persistent, c'est aussi parce que les délégations de la Communication souffrent d'un déficit de visibilité sur le terrain. Leur action, souvent discrète, demeure insuffisamment perceptible. À cette difficulté s'ajoute une réalité moins reluisante : la faiblesse des moyens humains, matériels et financiers, qui compromet parfois l'exécution des cahiers de charges.

Il fallait donc sortir des sentiers battus. Ne plus seulement expliquer ce que fait la Communication, mais le démontrer. Faire de la visibilité institutionnelle non plus une revendication, mais une réalisation concrète. C'est dans ce contexte qu'un responsable départemental, en poste dans le Koung-Khi, imagine un programme destiné à mettre en lumière les administrations de sa circonscription de compétence. L'idée est simple, mais porteuse : offrir aux services publics une tribune commune pour présenter leurs missions, exposer leurs réalisations et dialoguer directement avec les populations. Autrement dit, faire de la communication le trait d'union entre l'administration et les citoyens.

D'une initiative départementale à une ambition régionale

Conçu initialement à l'échelle départementale, le projet prend une nouvelle di-

mension lorsque son inspirateur accède aux fonctions de délégué régional de la Communication de l'Ouest. L'ambition change alors d'échelle. Le programme s'élargit, s'enrichit et se structure autour d'un concept fédérateur : les Journées régionales de la communication. L'initiative reçoit d'abord un accueil favorable du gouverneur de la région de l'Ouest, avant de susciter l'adhésion du ministre de la Communication. Celui-ci décide de lui donner une portée institutionnelle plus importante, en faisant de l'Ouest la terre d'accueil de la première édition d'un rendez-vous appelé à essaimer dans les autres régions du Cameroun.

Ainsi naissent les JRC, non comme une manifestation supplémentaire destinée à meubler un calendrier administratif déjà bien rempli, mais comme une plateforme de valorisation de l'action gouvernementale dans sa diversité. Car derrière cette initiative se dessine une ambition autrement plus grande : offrir aux administrations déconcentrées une vitrine collective, rapprocher les services publics des citoyens et faire de la communication un véritable instrument de pédagogie, de dialogue et de mobilisation autour des politiques de développement. Au fond, les JRC apportent une réponse grandeur nature à ces questions qui, hier encore, faisaient grincer des dents dans les délégations de la Communication.

« Vous servez à quoi ? »

La réponse ne se trouve désormais plus seulement dans les textes réglementaires. Elle se lit sur le terrain, à travers une initiative qui rassemble les administrations, valorise leurs réalisations et donne toute sa dimension à la communication gouvernementale. Une manière élégante de rappeler que, dans la grande mécanique de l'action publique, celui qui porte la parole de l'État n'est ni un figurant ni le dernier des Mohicans de l'échiquier administratif.

Il en est, au contraire, l'un des indispensables traits d'union avec le citoyen. ■



LUCIEN SEMBI

« Initiative très louable »

Délégué Régional des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique de l'Ouest.

« Je trouve cette initiative très louable. C'est une innovation qui marque désormais le décompte des éditions futures. Pour cela, mes impressions ne peuvent qu'être bonnes et encourageantes.

Bon vent ! »



BAYARD NKWELE

« Un partenaire institutionnel fiable »

**Délégué Régional des affaires sociales,
Inspecteur principal des Affaires sociales de classe exceptionnelle**

« Les services du Dras Ouest entretiennent d'excellentes relations avec la Drcom Ouest. Quelques raisons soutiennent cette affirmation à savoir :

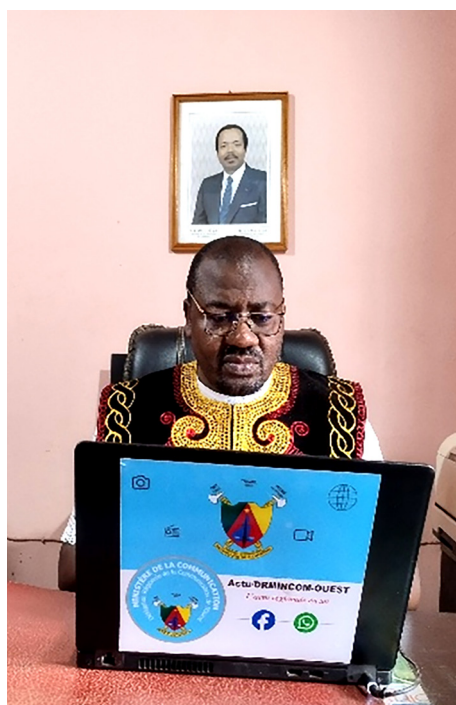
- La couverture médiatique de certaines activités du Minas dans la région (célébration de la Journée de l'albinisme le 13 juin, la Journée de l'Enfant africain chaque 16 juin, la Journée des populations autochtones le 09 août, la Journée des personnes âgées le 1^{er} octobre et la Journée des personnes handicapées le 03 décembre).

- Les services de la Dras Ouest ont toujours bénéficié chaque fois qu'ils le souhaitent des tranches d'antennes pour éduquer et sensibiliser les populations sur les questions sociales préoccupantes dans la région.

- Les interviews sont généralement aux responsables des services sociaux.

Bref, la Drcom Ouest est un partenaire institutionnel fiable qui accompagne la Dras Ouest dans son déploiement dans la région.

La Journée régionale de Communication de l'Ouest est une belle initiative qui permettra à nos services de mieux faire connaître leurs missions et leurs activités auprès de nos cibles en particulier et du grand public en général. »



CHRÉTIEN DOMCHE

« Créer davantage de passerelles entre les administrations... »

Journaliste Principal, le Délégué régional de la communication de l'Ouest est une force de proposition dans son domaine d'activités

« Depuis notre nomination au poste de Délégué régional de la communication de l'Ouest par son Excellence René Emmanuel Sadi, ministre de la Communication, notre secteur d'activités à l'Ouest a connu des avancées importantes, notamment dans la professionnalisation des acteurs, le développement des initiatives locales et le renforcement des échanges entre les différents secteurs du sous-secteur de la communication. Ces réalisations sont le résultat d'un accompagnement permanent de son Excellence monsieur le gouverneur Awa Fonka Augustine.

Pour l'avenir, je pense que la communication avec les autres secteurs de l'administration doit être davantage basée sur la complémentarité. Aucun secteur ne peut évoluer durablement en restant isolé. Il est donc essentiel de créer davantage de passerelles entre les administrations, les entreprises, les institutions, les associations, les médias, les acteurs culturels et les jeunes entrepreneurs afin de partager les expériences, les opportunités et les bonnes pratiques.

Le numérique, un défi et une formidable opportunité

Le numérique représente à la fois un défi et une formidable opportunité. Il nous oblige à revoir nos méthodes de travail, à développer de nouvelles compétences et à être plus réactifs. Mais il permet également de toucher un public beaucoup plus large, de valoriser nos initiatives et de créer de nouvelles possibilités de collaboration. Notre page Facebook Actu/DR-Mincom-Ouest enregistre parfois plus d'un million de vues en un mois.

À mon avis, l'avenir passe donc par une communication plus ouverte, plus professionnelle et davantage tournée vers le numérique, tout en conservant la proximité humaine qui reste essentielle à la réussite de nos actions. Toutefois, nous projetons de lancer la version papier de Actu/DR-Mincom-Ouest l'année prochaine, tout comme notre rêve est de doter les journalistes de la région de l'Ouest d'une PRESS HOUSE. Mais en attendant, notre préoccupation majeure reste la réussite de la première édition des Journées régionales de la communication (Jrc). »

FUAFUNG JOHNSON YENWOLUA

“The various public sectors need to be sold to the public”

Regional Delegation of Posts and Telecommunication

“With respect to the relationship between the Regional Delegation of Posts and telecommunications and the Regional Delegation of Communication, I should say that at one point, the two entities were one. Though separated, there are still issues that connect them. For instance, the ministry of communication manages radio and TV stations while the ministry of posts and telecommunications takes care of the frequencies used by these radio and TV stations.

Concerning the organisation of the first edition of the Regional Communication Day, I find it quite good and laudable. First and foremost I believe that the various public sectors need to be sold to the public. Secondly, the potentials of the region need to be brought to the limelight.”



EVELYNE NKOANTEL MEPANG, ÉPSE ESSOMBA

« Une opportunité de concrétiser notre synergie d'action »

Evelyn Nkoantel Mepang, épse Essomba, Délégué régionale de l'Eau et de l'Energie

« À l'occasion de cette toute première édition des Journées régionales de la communication, je tiens à saluer la pertinence de cette belle initiative, et en particulier la tenue du « Carrefour de la Communication », un espace d'exposition privilégié de trois jours qui met en lumière les actions gouvernementales en faveur de nos populations. Pour la Délégation régionale de l'Eau et de l'Énergie, cet événement constitue une opportunité majeure de concrétiser notre synergie d'action avec la Délégation régionale de la Communication, en exposant directement aux usagers les efforts consentis pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'énergie dans notre région.

Cette collaboration étroite et dynamique renforce considérablement l'impact de nos missions de service public, prouvant que la réussite des politiques publiques repose sur un pont solide entre l'action technique de terrain et sa diffusion médiatique. Grâce à cette vitrine d'échange, nos projets structurants trouvent un écho direct auprès des citoyens, consolidant ainsi la confiance du public envers l'action du gouvernement. Je formule le vœu que ce partenariat exemplaire entre nos deux délégations continue de s'intensifier pour le rayonnement et le développement socio-économique de la région de l'Ouest. »

Les Grassfields, à hauteur de collines

L'Ouest couvre 13 892 km², soit 3 % du territoire national. Elle est située autour du 5° 30' de latitude Nord et du 10° 30' de longitude Est, sur un ensemble de hautes terres dont l'altitude oscille entre 1 000 et 1 500 mètres.



La région couvre une superficie de 13 892 km² soit 2,98 % du territoire national. Elle est située au centre-ouest du pays. Elle est limitée par cinq régions. Au nord par la région du Nord-Ouest, au nord-est par la région de l'Adamaoua, au sud-est par la région du Centre, au sud par la région du Littoral et à l'ouest par la région du Sud-Ouest. Cette position de carrefour, à l'articulation des façades septentrionale, littorale et centrale du pays, n'a rien d'anecdotique : c'est elle, en effet, qui constitue l'une des caractéristiques de cette zone. Son climat est équatorial de type camerounéen. Elle compte deux grandes saisons : une saison sèche qui va d'octobre-novembre à mars-avril et une saison des pluies qui commence en mars-avril jusqu'en octobre-novembre avec des précipitations annuelles

moyennes situées autour de 1 600 mm ponctuées par d'importantes variations. Les températures oscillent entre 11 et 30 °C en moyenne avec une forte variation journalière. En général, la température moyenne est de 22 °C. C'est cette altitude qui explique des températures plus basses durant la nuit et des écarts diurnes plus élevés.

Le relief, que l'on qualifie d'agro-écologique, associe en effet des massifs montagneux, des plaines et de nombreux plateaux. Le plus important d'entre eux est le massif des Monts Bamboutos, qui culmine à près de 2 740 mètres et domine ainsi les massifs du Mbam (2 335 m). A ces hauteurs s'ajoutent : le Mont Nkogam (2 263 m), Mont Baloum (1 980 m) et le Mont Bapit (1 970 m) ainsi que les plaines de Mbo, Baïgom et de Tikar. La végétation, quant à elle, est essentiel-

lement constituée de savane herbeuse — les Grassfields —, de raphias et de forêts-galeries dans les bas-fonds. Les sols, eux, sont variés : bruns, rouges et noirs dans les zones volcaniques. Fertiles, certes, mais vulnérables car le relief les expose à l'érosion et au lessivage fréquent. La diminution de la fertilité des sols est une problématique récurrente pour la production agricole régionale, avec des effets documentés sur les migrations urbaines et agricoles.

Le réseau hydrographique se compose, d'une part, des affluents du Mbam — le Noun, la Mapé et la Mifi — et, d'autre part, des affluents du Nkam, dont le principal cours d'eau est la Menoua. Les autres cours d'eau sont : le Noun, la Mifi, le Nkam, etc. Autant d'atouts dont peuvent se prévaloir ces populations réputées pour leur dynamisme. ■



A Breadbasket that Exemplifies a Successful blend of Livestock Farming, Agriculture and Fishing

As the country's leading poultry-producing region, the West supplies the national market and part of the sub-regional market. It achieves this largely through small-scale farms and with virtually no mechanisation, factors which account for the unique nature and fragility of its economy.





The West has built its wealth on agro-pastoral production, in particular Arabica coffee, which is well suited to the high valleys comprising Bandjoun, Bafoussam, Bamendjou, Bamougoum, Bayangam, Bangou and Baham. Two types of agricultural production are practised there: subsistence farming and cash crop production. The main subsistence crops are potatoes, tomatoes, carrots, green beans, maize, etc. Cash crops include Arabica coffee, Robusta coffee and tea, which need no introduction. In the agricultural sector, there are se-

veral production areas, mainly located in the Noun, Bamboutos and Menoua Divisions, while secondary production areas complement the system in the Upper-Plateaux, Upper-Nkam and Ndé. It is the fertility of these lands and the trade that has resulted from them that has earned the region the name “the breadbasket” of Cameroon and of certain neighbouring countries such as Nigeria.

Vast areas suitable for agriculture have been identified in the Ndé, the Baïgom plain, the Tikar plain and the Santchou area; however, these areas – which still

have tracts of land suitable for mechanised farming – are precisely those where the population is the sparsest. Consequently, large-scale farming remains underdeveloped, and the tea plantations at Djutitsa, in Bafou, as well as the market garden crops at Foubot, are rare exceptions to this.

Unable to expand geographically, the West has therefore focused on intensifying production. This is how the Region has become Cameroon’s leading poultry-producing region. This ranking relates to the commercial production of broiler chickens and table eggs. According to a 2017 report by the National Institute of Statistics (INS), at least 69,230 tonnes of eggs are produced there each year. These products supply not only the domestic market but also a significant part of the sub-region. Alongside poultry and pig farming, rabbit farming is also worth mentioning; this constitutes a promising sector catering to an affluent clientele seeking this lean white meat, which is highly prized for its delicacy, its numerous nutritional benefits and its low calorie content.

Fishing, on the other hand, operates according to a completely different logic, one dictated by a landlocked territory. It is supported by a suitable ecological environment and investments in fish farming.

Most activities are centred on two rivers: the Noun and the Nkam. By diverting the majority of these watercourses, it has been possible to develop small ponds of less than 500 m², and more recently, above-ground fish tanks, which over time have come to supply several local markets. Fishing in the Region remains, in fact, small-scale and inland. In 2016, 3,207 people working in the sector – of Cameroonian, Nigerian, Nigerien, Beninese and Malian nationality – were recorded. The Noun Division, with the Mapé reservoir and the River Noun, had the highest number of fishermen. There are many challenges to be addressed, including the professionalization of the trade. ■

Un indéniable potentiel humain à la croisée des peuples





Dans le top 5 des régions les plus densément peuplées du Cameroun, ne pas la citer serait être de mauvaise foi. La région de l'Ouest est la plus petite en superficie mais la plus importante du pays en termes de densité de la population. En 2021, selon le Bucrep, la population était estimée à 2 095 230 habitants, et projetée à 2 160 133 habitants en 2022 dont environ 49 % de la population urbaine. Il est important de préciser que cette population n'est nullement répartie de ma-

nière homogène, elle se concentre dans certaines zones clés.

Avec une densité de 913,5 habitants au km², le département de la Mifi constitue la zone de plus forte concentration démographique de la Région avec son chef-lieu Bafoussam. Les autres villes de grande importance de la région de l'Ouest sont : Mbouda, Bangangté, Dschang, Foumban, Bafang. Les Bam-boutos, les Hauts-Plateaux, le Koung-Khi et la Menoua dépassent eux-aussi les 200 habitants au km². En revanche, les

départements du Noun et du Ndé présentent les densités les plus faibles car inférieures à 100 habitants au km². Les écarts varient donc d'un département à l'autre.

Cinq groupes ethniques y sont recensés : les Bamilékés, les Bamouns, les Tikars, les Mbo et les Mbororos, réunis dans un ensemble que l'on désigne sous le nom de Grassfields. Selon le Ministère de l'Administration Territoriale, les Bamilékés et les Bamoun y sont majoritaires. À cette diversité s'ajoute une donnée démographique décisive : la jeunesse de la population. En 2022, environ 46 % de la population régionale avait moins de quinze ans, tandis que la population active, comprise entre 15 et 65 ans, représentait environ la moitié de l'ensemble. L'âge moyen s'établit en effet à 21,6 ans pour les hommes et à 24,8 ans pour les femmes. Le ratio de masculinité, quant à lui, s'établit à 88,1.

Cette région englobe dès lors un important réservoir de développement en termes de capital humain qui s'il veut être conservé devra obligatoirement être soutenu à travers 04 axes à savoir : l'éducation, la formation, l'encadrement et l'insertion des jeunes dans le milieu socio-professionnel. ■

Tableau récapitulatif de la population de la région de l'Ouest

Département	Population	Superficie (km ²)	Densité (hab/km ²)
Bamboutos	356 190	1 173	303,7
Haut-Nkam	176 368	958	184,1
Hauts-Plateaux	98 277	415	236,8
Koung-Khi	79 204	353	224,4
Menoua	348 096	1 380	252,2
Mifi	367 210	402	913,5
Ndé	115 539	1 524	75,8
Noun	554 346	7 687	72,1
TOTAL	2 095 230	13 892	150,8

Répartition de la population par département — données 2020. Source : Bucrep.

West Region Undergoes Major Infrastructure Transformation Through Strategic Public Investment

Roads, hospitals, schools, sports facilities and public buildings are reshaping the economic and social landscape of Cameroon's West Region.





Cameroon's West Region is witnessing one of the most ambitious infrastructure transformations in its history, driven by sustained Government investment aimed at improving connectivity, stimulating economic growth and enhancing the quality of life of its population. According to figures consolidated by the Ministry of Public Works as of 28 May 2026, a total of 190.3 billion CFAF has been mobilised to modernise and rehabilitate the region's road network. Of this amount, 148.6 billion CFAF has already been paid to contractors, representing an overall disbursement rate of 78.11%, with direct investment projects recording an impressive 96.17% payment rate.

Opening up the agricultural production basin

One of the most significant achievements has been the complete opening up of the West Region's agricultural production basin. Supported by an investment exceeding 94 billion CFAF, the tarmacking of the Galim–Bamendjing–Foumbot–Bantangé road corridor has transformed

the movement of agricultural produce, enabling farmers to transport their goods more efficiently to markets across the country.

Meanwhile, emergency stabilisation works on the dangerous Dschang cliff are nearing completion, with physical progress reaching 97%, while road signage and finishing works are currently underway.

Reflecting on these accomplishments, the Regional Delegate of Public Works for the West Region, Manfred Etchu, expressed satisfaction with the progress made.

«The road network in the West Region is in very good condition today because we have achieved our principal objectives. The rehabilitation of National Road No. 4 linking the Centre and West Regions has been completed, while the development of the Region's agricultural basin has reached 100% completion.»

Addressing unfinished projects

Despite these achievements, several challenges remain. Construction of the Foumban–Koupat–Matapit road has stalled following the withdrawal of

contractor SORUBAT, despite Government disbursements amounting to 1.918 billion CFAF, while physical progress stands at only 38.62%.

However, the Regional Delegate assured road users that measures are underway to resume construction.

He also highlighted ongoing efforts to construct bypass roads around Bafoussam to ease congestion at major transport agency terminals and announced preparations for the provisional acceptance of works on the R0623 road.

Looking ahead, the comprehensive rehabilitation of the strategic Bandjoun–Bafang–Douala highway has been identified as the region's next flagship infrastructure project. The road has already been divided into three construction lots, while financing discussions between the Government of Cameroon and the Islamic Development Bank continue.

Strengthening local connectivity

Infrastructure development extends beyond major highways. Local roads have benefited from more than 6.11 billion CFAF in direct investment.

Among the completed projects are the 9-kilometre Bakotcha–Bakassa Domga agricultural road, now fully operational, and the first phase of the Bandja–Fondjomekwet–Kékem road. Urban road improvements have also transformed sections of Mbouda and Bafoussam, improving mobility for residents and businesses.

Bridges and drainage structures have equally received significant attention. With nearly 1.9 billion CFAF invested, bridge construction has been completed in several localities, including Babadjou, Galim, Penka-Michel and Njimon. In Kékem, installation of ACROW steel bridges across the Ngoum River has reached 90% completion.

Investing in education, health and public services

The Government continues to invest heavily in social infrastructure throughout the West Region. This year alone, 1.77 billion CFAF has been allocated to schools, hospitals and public administrative buildings, with overall implementation standing at 74.78%.

Completed projects include the new Regional Delegation of Agriculture headquarters in Bafoussam, while renovation works continue at Bafang Town Hall. Construction has also progressed on the Regional Delegation of Communication building, alongside new hospital wards in Mifi and Foumbot, and additional classroom blocks in Fokoué and Batcham.

Sporting infrastructure drives regional development

The West Region is also strengthening its reputation as a major sporting hub. Modern facilities, including the Kouekong Multi-Sports Stadium, training grounds at Bamendzi and Tocket, renovated stadiums in Bafang and Bandjoun, and the newly constructed indoor multi-sports complex in Foumban, continue to promote youth development and host national and international sporting competitions.



Challenges remain despite remarkable progress

While welcoming the impressive achievements, the Regional Delegate identified several persistent obstacles affecting project delivery.

Land acquisition remains one of the most significant challenges, with speculation frequently delaying construction.

«As soon as communities learn that a road project has been announced, many assume substantial compensation will be available, making negotiations increasingly difficult,» Etchu explained.

He also cited delays in relocating electricity, water and telecommunications networks due to limited coordination among utility providers, as well as fuel shortages that have affected construction activities.

To overcome these constraints, the Government has worked closely with the SCDP to ensure the minimum fuel supply required to keep projects operational.

Etchu further stressed the importance of securing legal land titles before launching public infrastructure projects, noting that

unresolved land ownership issues continue to delay the construction of administrative buildings.

Building a modern and resilient West Region

From expanding strategic highways and modernising urban infrastructure to investing in healthcare, education, sports facilities and public administration, the West Region continues to experience unprecedented development.

With additional projects such as the future Regional Council Headquarters and the Kouekong Mini Mall in preparation, public investment is steadily transforming the region into a more connected, economically vibrant and competitive territory.

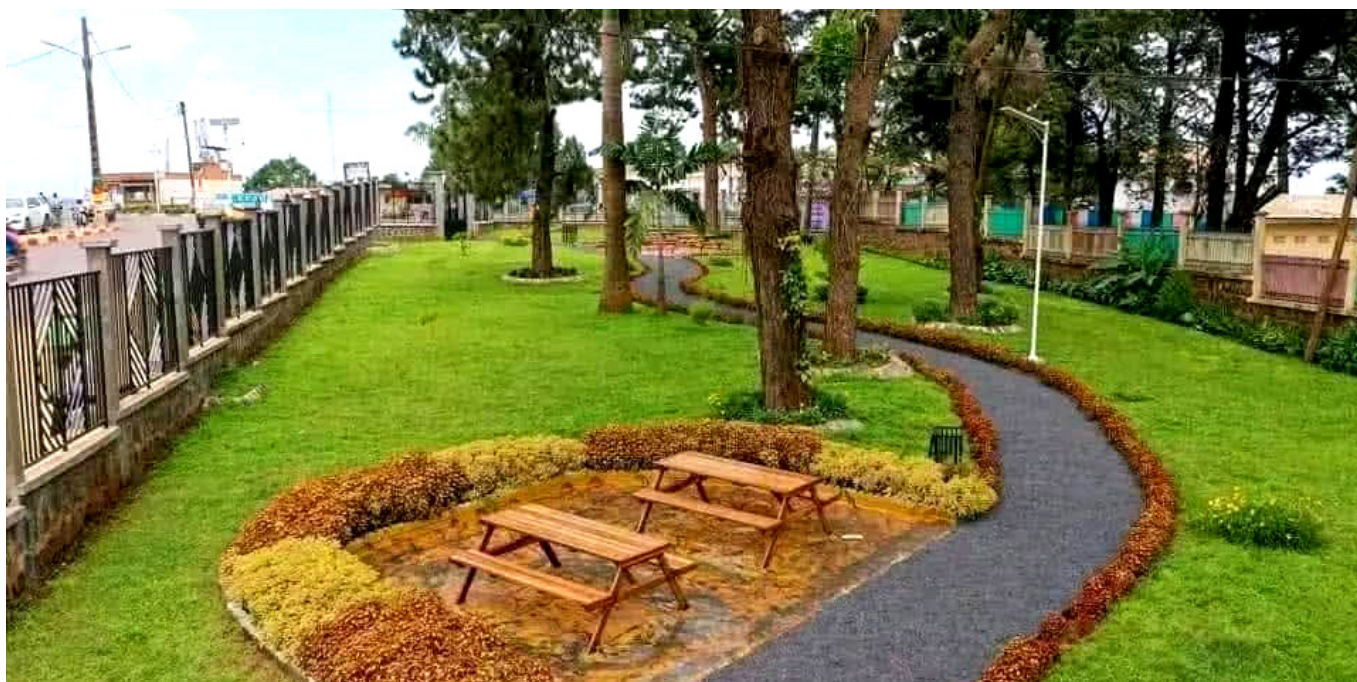
These achievements demonstrate the Government's sustained commitment to accelerating regional development, strengthening modern infrastructure and promoting inclusive and sustainable growth for the benefit of the people of the West Region and Cameroon as a whole. ■

Postcard

A TOURIST DESTINATION THAT HAS BECOME A MUST-VISIT

According to the classification adopted by the West Cameroon Regional Tourism Board (ORTOC), the region's tourist attractions fall into two categories: the primary attractions, comprising natural features, and the secondary attractions, comprising cultural features. The region indeed is home to over a hundred scenic sites spread across

its eight divisions. Despite these undeniably compelling attractions, ORTOC notes that, to date, only about fifteen sites have adopted a structured approach to receiving tourists. The development of tourist itineraries is one of the key areas identified for the region's development.



Category	Main Sites
Mountain Ranges and Highlands	Bamboutos Mountains (2,740 m), Mbapit, Batié, Neyang, Foreké-Dschang, Baloum, Bana
Waterfalls	Mamy Wata (Fongo-Tongo), Mouankeu, Ekom-Nkam, Méché
Lakes	Lake Baleng, Lake Bamendjing
Caves	Demvoh and Fovu Caves
Agro-tourism Sites	Tea plantations at Djutitsa; coffee and cocoa plantations
Cultural Sites	Foumban Royal Palace, Bamoun Kings' Museum, Dschang Museum of Civilisations, and the traditional chiefdoms of Bandjoun, Baham, Batoufam and Bafoussam

Descendants des Baladis d'Egypte jusqu'aux Tikars du Cameroun

De ses origines à son organisation traditionnelle et socio-économique en passant par les tribus qui la composent, la région de l'Ouest se laisse raconter dans le cadre de la première édition des Journées régionales de la communication qui se tiennent cette année sur son territoire, dans le chef-lieu Bafoussam, sous le thème : « L'action publique intégratrice, levier stratégique d'une contribution efficiente des régions à l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035 ».



L'organisation traditionnelle de la région de l'Ouest Cameroun est documentée dans les archives de la Délégation régionale des Arts et de la Culture de l'Ouest. Selon les données consultées, cette région constituée de huit départements comprend 11 chefferies de 1^{er} degré, 116 chefferies de 2nd degré et 1309 chefferies de 3^{ème} degré.

Les ethnies

Plusieurs ethnies sont présentes dans la région de l'Ouest. Ce sont les Bamilékés, les Bamoun, les Mbô, les Foulbés, les Peuls et les Tikars. Les ethnies majoritaires sont les Bamoun et les Bamilékés.

Les Bamouns occupent majoritairement le département du Noun tandis que les Bamilékés constituent l'essentiel de la population des sept autres départements. Les Bamilékés et les Bamoun pratiquent le culte des ancêtres et l'organisation politico-religieuse est marquée par la présence de plusieurs sociétés secrètes à caractère initiatique. Les us et coutumes des deux ethnies sont très proches, bien que les Bamouns soient en majorité musulmans et les Bamilékés chrétiens ou animistes. Les communautés dans ces deux ethnies sont organisées autour des rois (chefs supérieurs) qui sont dépositaires du pouvoir ancestral. Le roi règne, assisté d'un conseil des notables.

Origines des Bamilékés

Les Bamilékés seraient les descendants des Baladis partis de l'Égypte médiévale au IX^e siècle de notre ère. Les Baladis arrivent en région Tikar vers le milieu du XII^e siècle avant de se diviser vers 1360 à la mort de leur dernier souverain, le roi Ndeh. Le premier prince héritier du nom de Yende, va refuser le trône et traverser la rivière Noun pour fonder le royaume Bafoussam. Sa sœur cadette, dans le même élan migratoire, ira vers la région de Bansa. De Bafoussam naîtront quasiment tous les autres groupements Bamilékés entre le XV^e siècle et le XX^e siècle.

Les Bamilékés s'identifient, par leur origine, à celle de la Haute Égypte antique. La signification figurative des Bamilékés est la suivante : descendants des anciens égyptiens. Le mot « Bamiléké » est une appellation moderne, pour faciliter la lecture dans les langues occidentales. Ba' Mieh Lah Ke' est l'appellation la plus proche de la prononciation originelle. La signification littérale du mot « Bamiléké », son par son, est la suivante :

- Ba' : les, ceux de... (Pour désigner l'origine géographique de quelqu'un) ;
- Mieh : les frères ;
- Lah : le pays, la région ;
- Ke' : haut, le haut, ce qui est en haut d'un endroit, une région, d'une terre ; haut, en parlant d'un pays ou d'une région en Afrique, il s'agit de la Haute Égypte.

Des seigneurs de la terre

Au-delà de ses collines pittoresques et de ses riches chefferies traditionnelles, la région s'affirme chaque jour un peu plus comme un poumon économique et agricole majeur du Cameroun. Entre initiatives entrepreneuriales des jeunes et résilience des producteurs locaux, le dynamisme de l'Ouest force l'admiration.

« Ici, la terre ne ment pas, et le travail des hommes encore moins. » C'est par ces propos que Saliou, un fonctionnaire à la retraite, reconverti en paysan agricole dans son village à Njitapon, dans le Noun, ouvre notre échange. On en apprend que dès les premières lueurs de l'aube, les vallées et les flancs de montagnes s'animent. De Foumban à Dschang, en passant par Mbouda et Bafoussam, la région de l'Ouest bat au rythme d'une agriculture intensive et d'un commerce florissant.

À la Délégation régionale de l'Agriculture et du Développement rural, à Bafoussam, chef-lieu de la région, il ressort que la culture des pommes de terre, des maraîchers, du café, mais aussi l'incontournable élevage avicole sont les principales filières locales. Elles sont destinées à l'approvisionnement non seulement des grands centres urbains du pays comme Douala et Yaoundé, mais s'exportent bien au-delà de nos frontières nationales. « Ce succès repose sur un savoir-faire ancestral, combiné à l'audace d'une nouvelle génération d'agripreneurs qui modernisent les techniques de production », fait savoir un responsable de la délégation.

Mais l'Ouest, c'est aussi un carrefour culturel et touristique unique. « Les musées de nos chefferies et l'artisanat local continuent d'attirer des visiteurs du monde entier, créant une chaîne de valeur essentielle pour l'hôtellerie et les petits métiers », confie notre interlocuteur à Njitapon.

Face aux défis routiers et climatiques actuels, la solidarité communautaire — véritable marque de fabrique de la région — associée aux efforts d'accompagnement des pouvoirs publics, permet de maintenir le cap de l'émergence. À l'Ouest, chaque jour est une promesse de productivité au service de la nation. ■



Administration in Brief



The Governor's Office of the West Region.

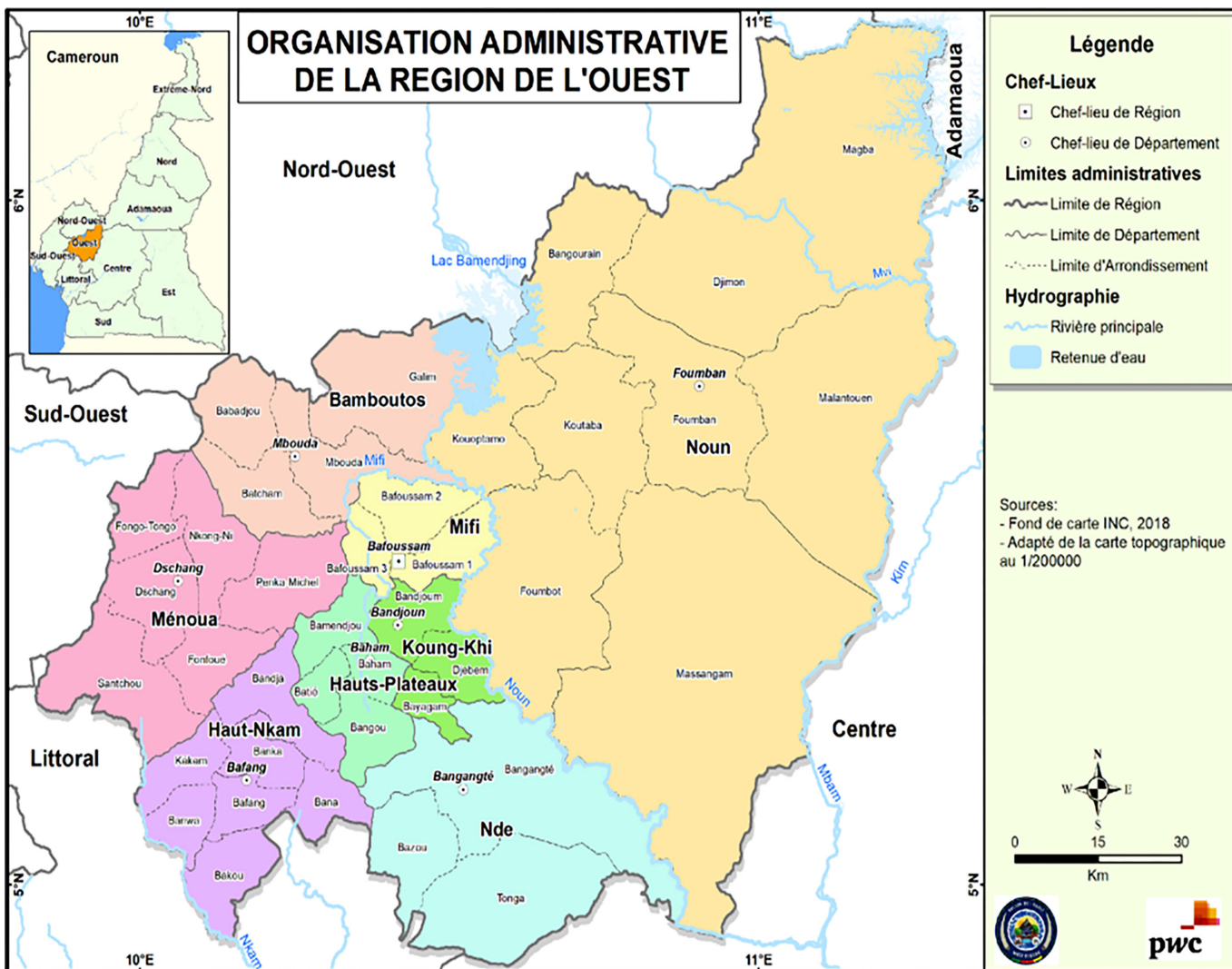
The West Region has Bafoussam as its regional capital. Augustine Awa Fonka has been Governor of the West Region since June 2014. The eight divisions that make up the region and their respective administrative headquarters are presented in the table below:

According to data from the Ministry of Territorial Administration, the West Region occupies 2.98% of the national territory. It comprises sub-divisions covering 40 councils, namely: one urban council (Bafoussam), 03 councils, including the Bafoussam I council, whose headquarters is in Bafoussam; the Bafoussam II council, headquartered in Baleng; and the Bafoussam III council, headquartered in Bamougoum; as well as 36 other councils. According to the National Institute of Statistics, there are 1,216 municipal councillors in the region. It also has no fewer than 11 first-class traditional chiefdoms, 114 second-class chiefdoms and 1,432 third-class chiefdoms.

However, this territorial organisation encompasses significant demographic and economic disparities. For instance, the Noun Division alone accounts for more than half of the region's total

land area, while Mifi represents less than 3% of the area but is home to nearly one-fifth of the population. In other words, the territory is densely populated where people want to live and sparsely populated where land remains to be cultivated. ■

Division	Administrative Headquarters
Bamboutos	Mbouda
Upper-Nkam	Bafang
Upper-Plateaux	Baham
Koung-Khi	Bandjoun
Menoua	Dschang
Mifi	Bafoussam (Regional capital)
Ndé	Bangangté
Noun	Foumban



Bafoussam : Attractive et résiliente, la métropole régionale affiche un nouveau visage

Grâce aux investissements couplés de la CAN et du Programme CD2 « Capitales Régionales », le chef-lieu de la région de l'Ouest connaît une fulgurante métamorphose.



Bafoussam est une ville carrefour non seulement pour les principales villes de la région de l'Ouest, mais aussi un carrefour entre plusieurs régions du Grand Sud-Cameroun d'une part et celles du septentrion d'autre part. Considérée aujourd'hui comme le 4^e centre urbain du Cameroun derrière Douala, Yaoundé et Garoua, elle est vallonnée et entourée de majestueuses collines recouvertes d'une végétation luxuriante. Avec un climat de type pseudo tropical de deux saisons, Bafoussam est

une ville radieuse, ouverte et offrant de nombreux attraits pour les affaires.

Des réalisations impressionnantes

Mais pour ceux qui ont connu cette ville il y a encore quelques années, ils ont du mal à la reconnaître aujourd'hui. Longtemps caricaturée sous le triste label de « ville pousière », la capitale de la région de l'Ouest s'est solidement arrimée à la modernité. « Bafoussam a changé. Il y a les routes partout maintenant. La ville est plus propre, il n'y a plus de boue partout », déclare

Kengni Flora, habitante de la commune de Bafoussam à Baleng. Cette mue historique est le fruit d'une synergie financière et technique du budget d'investissement public dans le cadre du projet CAN et du Programme Contrat de désendettement et de développement (C2D) dédié aux capitales régionales du pays. Un coup d'accélérateur qui a transformé le quotidien des populations.

Le premier grand choc visuel se situe au niveau de la voirie. La ville de Bafoussam s'est enrichie de 20,625 Km de routes. Pour désengorger le centre commercial longtemps asphyxié par les embouteillages, 5,65 Km de voies de contournement ont été aménagés. Parallèlement, 14 Km de routes ont été tracées pour désenclaver les quartiers périphériques denses, les connectant directement aux grands pôles d'activités. Des axes majeurs arborent désormais de fiers lampadaires solaires et des feux de signalisation.

Standard international

L'organisation de la CAN a laissé à Bafoussam un héritage infrastructurel de standard international. Le joyau de la couronne reste le stade omnisports de Kouekong, désormais interconnecté au reste de la ville par des voies d'accès rapides et fluides. Mais l'impact de la compétition s'est aussi fait ressentir dans le secteur de la santé. La ville s'est dotée d'un Centre hospitalier régional (CHR) ultra-moderne.

Au-delà des routes et des stades, c'est le poumon économique du chef-lieu de la région de l'Ouest qui a été réoxygéné. Le mythique marché central (Marché A) a vu ses pourtours entièrement reconstruits. Le marché Casablanca a aussi subi une mue de ses installations et de ses trois voies de desserte.

Le cadre de vie des populations s'est aussi amélioré grâce à la création du parc de loisirs Paul Biya. Ce grand espace vert sécurisé, véritable havre de fraîcheur au cœur de la cité, offre aux familles un lieu de détente inédit.

Aujourd'hui, portée par ces réalisations majeures, Bafoussam affiche fièrement ses ambitions de grande métropole régionale, attractive et résiliente. ■



RELAIS DE L'ACTION PUBLIQUE

Une mission de proximité, un engagement territorial

Riche de ses potentialités démographiques, agricoles, économiques et culturels, la région de l'Ouest donne à voir. Ici, la communication accompagne les initiatives, valorise les territoires et rapproche les institutions des populations. Projecteurs sur un secteur dont la transversalité pour la visibilité et l'appropriation de l'action publique au profit des populations est souvent peu ou mal connue des pairs régionaux et autres citoyens.



Des régions aux départements, les Délégués du ministère de la Communication constituent un maillon essentiel entre l'administration centrale et les réalités du terrain. Principaux piliers de la promotion de l'action gouvernementale et garants de l'écosystème médiatique local, les Délégués régionaux et départementaux de la communication constituent des relais essentiels de l'action publique au cœur des territoires. De ce fait, ils rapprochent l'administration des citoyens, accompagnent les médias, relaient l'information institutionnelle et valorisent les territoires.

Dans la région de l'Ouest, Bafoussam, chef-lieu de la région, est le principal pôle administratif de cet espace territorial qui compte huit départements. Son potentiel agro-pastoral, ses productions agricoles, son patrimoine culturel, artisanal et ses nombreux sites naturels constituent autant d'atouts qui participent au rayonnement de la région. La production vivrière et les cultures de rente, notamment le café, occupent une place importante dans l'économie régionale, tandis que le patrimoine culturel et les paysages de l'Ouest offrent également des possibilités de valorisation touristique.

Dans cet environnement riche et diversifié, la communication apparaît comme un instrument essentiel pour faire connaître les initiatives locales, accompagner les dynamiques de développement et renforcer la circulation de l'information entre les institutions, les médias et les populations.

La Délégation régionale de la communication (Dercom)

Au cœur de l'action territoriale du ministère de la Communication, la Délégation régionale de la communication de l'Ouest assure une mission de proximité auprès des acteurs de l'écosystème médiatique et institutionnel.

En tant que relais territorial de la politique nationale de communication, elle contribue à la mise en œuvre des



orientations nationales de communication à l'échelle régionale et participe au dialogue entre les pouvoirs publics, les professionnels des médias et les populations.

Son action s'inscrit autour de trois grandes priorités :

01 — Accompagner l'écosystème médiatique

La Délégation régionale de la communication de l'Ouest assure le suivi et l'accompagnement du paysage médiatique régional, constitué notamment de radios, de médias de presse écrite, de télévisions et de cybermédias.

Dans le respect des lois, de l'éthique et de la déontologie, elle contribue à l'amélioration du professionnalisme des acteurs et à la consolidation d'un espace médiatique responsable et constructif. Cette mission reprend l'un des axes fondamentaux attribués aux Délégués régionaux dans le document de référence.

02 — Valoriser les richesses de L'Ouest
La communication constitue également un outil de promotion du territoire. En synergie avec les autorités administratives, les collectivités territoriales décentralisées, les acteurs économiques, culturels et sociaux ainsi que les différentes forces vives de la région, la Dercom-Ouest contribue à faire connaître les initiatives et les potentialités de sa

sphère de compétence.

Agriculture, élevage, artisanat, culture, patrimoine, tourisme, initiatives locales et projets de développement constituent autant de domaines susceptibles d'être valorisés à travers une communication territoriale adaptée.

Cette mission rejoint la vocation des Délégués régionaux à mettre en lumière les richesses culturelles et les opportunités économiques de leurs territoires.

03 — Relayer l'information institutionnelle

La Délégation régionale constitue également un relais de l'information gouvernementale auprès des populations. Elle participe à la diffusion des messages, réformes et orientations des pouvoirs publics, avec pour objectif de rapprocher l'information institutionnelle des citoyens et de favoriser une meilleure compréhension de l'action publique.

La Délégation départementale de la communication (Dédécom)

Elle assure la communication au plus près des populations. Cette mission de proximité se prolonge dans les huit départements de la région de l'Ouest (Bamboutos • Haut-Nkam • Hauts-Plateaux • Koung-Khi • Menoua • Mifi • Ndé • Noun) à travers les Délégués départementaux de la communication.

Placés sous l'autorité du Délégué régional et en collaboration avec les autorités administratives locales, les responsables Ddcom assurent le suivi du paysage médiatique de leur circonscription et accompagnent les acteurs locaux de la communication.

Ils constituent également des relais de proximité de l'information institutionnelle. En collaboration avec les autres services déconcentrés, ils contribuent à vulgariser les orientations, les réformes et les projets de développement auprès des communautés.

Cette présence au plus près du terrain permet également de contribuer à la lutte contre la désinformation et à l'amélioration de la circulation de l'information au sein des territoires.

Les médias au cœur de la proximité

L'Ouest dispose d'un environnement médiatique qui accompagne la vie économique, sociale, culturelle et institutionnelle de ses territoires. De Bafoussam à Mbouda, de Dschang à Foumban, de Bangangté à Bafang, les médias constituent des acteurs importants de la circulation de l'information et du dialogue avec les communautés. Dans un contexte marqué par la montée en puissance des plateformes numériques, la mission d'accompagnement des professionnels de la communication prend une dimension nouvelle.

Les Délégations du Mincom contribuent ainsi à promouvoir une pratique médiatique fondée sur le professionnalisme, la responsabilité et le respect des règles qui encadrent le secteur de la communication.

Communication et développement local

La communication territoriale ne se limite pas à la transmission de l'information institutionnelle. Dans une région disposant d'importantes potentialités agricoles, culturelles et touristiques, elle peut également contribuer à mieux faire connaître les initiatives locales et les acteurs qui participent au développement du territoire.

Les Délégués départementaux entretiennent, à ce titre, des relations avec les collectivités territoriales décentralisées, les autorités traditionnelles et les organisations de la société civile.

Leur connaissance du paysage médiatique local leur permet d'accompagner les dynamiques de communication en faveur du développement, de la participation citoyenne et du vivre-ensemble.



• REPÈRES

DÉLÉGATION RÉGIONALE DE LA COMMUNICATION DE L'OUEST
Informer. Accompagner. Valoriser. Relier.

• MISSIONS

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

→ Régulation et accompagnement des médias

→ Valorisation des territoires

→ Relais de l'information gouvernementale

DÉLÉGUÉS DÉPARTEMENTAUX

→ Suivi du paysage médiatique local

→ Accompagnement des professionnels

→ Diffusion de l'information institutionnelle

→ Lutte contre la désinformation

→ Appui aux dynamiques de communication pour le développement local

• ADMINISTRATION CENTRALE

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Informer • Accompagner • Valoriser les territoires

L'Ouest face aux défis du numérique

Communiquer à l'ère du numérique, voilà une mission qui se renforce avec de nouveaux défis dans la région de l'Ouest ! En effet, la transformation numérique bouleverse les modes de production, de diffusion et de consommation de l'information.

Face à la rapidité de circulation des contenus et aux défis liés à la désinformation, la présence d'acteurs institutionnels au plus près des territoires revêt une importance particulière.

Dans ce contexte, le Délégué régional de la Communication de l'Ouest s'affirme comme un acteur stratégique et un partenaire des professionnels des médias, tout en facilitant le dialogue entre l'administration et les citoyens par une communication plus réactive, plus accessible, plus proche.

Cette dynamique se prolonge à l'échelle départementale, où la proximité constitue un levier essentiel pour mieux faire circuler l'information institutionnelle et accompagner les communautés. ■

SOCIAL COMMUNICATION

The Qualitative and Quantitative Digital Leap

Long dominated by mainstream channels, social communication – which falls under the technical supervision of the Ministry of Communication's devolved regional services – is becoming an indispensable driver of local development, fuelled by rapid urbanisation and digitalisation.

In the West Region, communication with a strong social impact has its own conventions. Community radio stations, which are well established in the Divisions of Ndé, Mifi and Noun, remain the primary source of local news. Broadcasting in local languages (Ghomala'a, Fe'efe'e, Medumba, Shupamem, etc.), they play a crucial role in fostering social cohesion. Whether be it health awareness campaigns, agricultural extension work or announcements of family gatherings, these local media outlets continue to enjoy unwavering public trust.

At the same time, traditional chiefdoms and village development associations (development committees) remain major channels of communication. In the West, social messages must first be endorsed by traditional authorities before being disseminated on a large scale.

The Meteoric rise of Digital Technology and online communities

The advent of the smartphone and improved network coverage are radically transforming usage patterns, particularly amongst young people. We are witnessing the proliferation of regional interest groups on social media (led by WhatsApp and Facebook).

These digital platforms are no longer used solely for entertainment. They have become veritable virtual public forums where mutual support is organised, awareness is raised about social scourges (such as drug use) and local entrepreneurial initiatives are promoted.



Local content creators and regional influencers are gradually establishing themselves as new channels for this social communication, translating global issues into local realities.

This dynamism is hampered by a number of challenges, including an economic model that is not conducive to the emergence of genuine businesses in the communication sector, particularly the press. "Social communication initiatives (NGO campaigns, community radio stations) suffer from a lack of sustainable funding and often depend on one-off grants or local elites," many professionals lament. The same sources raise the issue of professionalization, pointing out that there is a pressing need for training for those working on the ground to combat disinformation (fake news), which is particularly rife on social media. Digital exclusion is also highlighted as an issue. Whilst major urban centres such

as Bafoussam, Dschang and Foumban are connected, remote rural areas face a persistent digital divide.

A Catalyst for the Region's future

Social communication in the West of the country is no longer merely a means of conveying information; it has become a tool for local governance. Whether driven by local authorities as part of the decentralisation process, by civil society organisations or by citizens' groups, it holds the key to securing public support for development projects.

The challenge in the coming years will lie in the ability of local stakeholders to combine the power of traditional oral communication with the immediacy of digital tools. This is a technical and cultural challenge that the West Region already seems to be tackling with its characteristic ingenuity. ■

HANDICAP ET COMMUNICATION

Quand les mots deviennent des leviers d'inclusion

A l'heure où l'information circule à une vitesse sans précédent, la communication n'est plus un simple moyen de transmettre un message. Elle donne la parole, fait respecter les droits, façonne les représentations, influence les comportements et peut contribuer à transformer les rapports entre les citoyens et les institutions.



Faire de la communication un outil de transformation sociale. Voilà un enjeu particulièrement important pour les personnes handicapées, dont la situation a longtemps été présentée sous le prisme de la compassion, la dépendance ou la charité. « Les personnes en situation de handicap étaient souvent montrées comme des personnes à aider plutôt que comme des citoyens détenteurs des droits, capables de contribuer pleinement au développement », constate Claude Tiatse Nkue, handicapé hémiparétique côté droit (lpp : 80%). Chef de chaîne de la radio communautaire Fussep, et par ailleurs président du Directoire africain du réseau africain pour l'inclusion des personnes handicapées (Raiph), cet acteur de développement pense qu'aujourd'hui, « cette représentation doit évoluer ».

Lui et ses semblables relèvent qu'une communication inclusive commence par les mots et les images que nous utilisons. Présenter systématiquement une personne handicapée comme une victime, un objet de pitié ou une bénéficiaire d'assistance contribue à renforcer les préjugés. Et même à aggraver les vulnérabilités en déconstruisant la confiance, en soi, de la personne vivant avec un handicap. A l'inverse, montrer cette personne studieuse, entrepreneure, journaliste, agent de l'Etat, responsable associatif, commerçante, artisane, artiste, sportive ou acteur de la vie publique permet de refléter une réalité beaucoup plus juste.

« Le changement de regard ne veut pas dire nier les difficultés auxquelles les personnes en situation de handicap sont confrontées. Il signifie surtout ne pas réduire une personne à son handicap », plaide Léopold Dzuno Waffo, journaliste principal et responsable départemental de la communication dans la Mifi. Une posture en phase avec le ministère de la Communication qui initie des actions dans ce sens depuis quelque temps. A travers ses services compétents comme la Cellule de la communication pour le développement et la formation à la culture citoyenne, le Mincom se propose



d'améliorer la perception sur le handicap dans le champ de la communication publique, en s'appuyant sur les médias audiovisuels, notamment les radios communautaires, appelés « à changer le récit sur le handicap en montrant à la fois les obstacles et les capacités d'action, les discriminations et les combats, les difficultés et les réussites ».

De la Com' sur les personnes handicapées à la Com' avec elles

Pour cela, l'approche doit résolument impliquer les personnes handicapées qui, plus que quiconque d'autre, sont mieux placées pour parler des problématiques liées à leur statut. Car, il existe une différence fondamentale entre parler des personnes ayant un handicap et leur permettre de parler elles-mêmes. « Une communication réellement inclusive doit leur donner une place dans la production du message comme témoins, journalistes, créateurs de contenus, communicants, consultants, porte-parole ou acteur de plaidoyer », indique le chef de chaîne, Claude Tiatse Nkue, qui fait observer que le principe « rien pour nous, sans nous »

prend ici tout son sens.

Les personnes handicapées doivent pouvoir participer à la conception des campagnes qui les concernent, contribuer au choix des messages et être présentées dans les espaces où se construisent les stratégies de communication.

L'inclusion ne doit donc pas être uniquement un thème de communication. Elle doit également devenir une pratique de communication. Les médias ont une responsabilité particulière. La presse, la radio, la télévision et les réseaux sociaux disposent d'une capacité considérable à faire évoluer les perceptions. « Un reportage peut révéler une discrimination, une interview peut donner une voix à une personne longtemps ignorée, une vidéo peut sensibiliser des milliers de personnes, une campagne digitale peut interpeller une institution, un témoignage peut transformer une perception ».

Un instrument de plaidoyer et de visibilité

Cette puissance implique une responsabilité. Les médias doivent éviter les représentations stéréotypées. Ils ont l'obligation



de respecter la dignité et le consentement des personnes. De privilégier des informations vérifiées et donner davantage de visibilité aux personnes handicapées dans leur diversité. Il ne s'agit pas seulement de produire des contenus sur le handicap, mais de faire du handicap une question de société : éducation, emploi, accessibilité, santé, justice, culture, sport, économie et participation citoyenne.

Pour les organisations des personnes handicapées, la communication constitue également un instrument de plaidoyer. Documenter une barrière d'accessibilité, recueillir un témoignage, expliquer un droit, présenter une solution ou rendre visible une situation d'exclusion peut contribuer à nourrir le dialogue avec les décideurs.

Mais pour être efficace, le plaidoyer doit s'appesantir sur des informations fiables, documentées et vérifiables. La communication ne doit pas seulement provoquer une émotion momentanée. Elle doit pouvoir conduire à une prise de conscience, à une mobilisation et, lorsque cela est possible, à des changements concrets.

Les réseaux sociaux : une nouvelle frontière

Facebook, WhatsApp, TikTok, YouTube, LinkedIn et les autres plateformes numériques offrent aujourd'hui aux personnes en situation de handicap et à leurs organisations la possibilité de prendre directement la parole. Elles ne sont plus obligées d'attendre qu'un média décide de raconter leur histoire. Elles peuvent créer leurs propres contenus, sensibiliser, dénoncer les obstacles, partager leurs expériences, mobiliser des communautés et dialoguer directement avec le public. Mais cette liberté s'accompagne également d'une exigence : personnaliser la communication.

Les Journées régionales de la communication

La tenue à Bafoussam des Journées régionales de la communication de l'Ouest offre une occasion importante de faire un clin d'œil sur la problématique de l'inclu-



sion des personnes vivant avec un handicap dans l'écosystème de l'information et de la communication. La question essentielle n'est plus seulement : « comment communiquer sur le handicap ? ». Elle devrait également être : « comment faire de la communication un espace réellement accessible, participatif et inclusif ? ». Cela implique de rendre les contenus accessibles, de favoriser la participation des personnes handicapées, de renforcer leur présence dans les médias et de soutenir leur accès aux métiers de la communication.

Une communication qui ouvre les portes

L'inclusion ne se décrète pas uniquement dans les textes. Elle se construit aussi

dans les imaginaires. Chaque homme de média qui choisit un vocabulaire respectueux, chaque média qui donne la parole aux personnes concernées, chaque communicant qui produit un contenu accessible et chaque organisation qui associe les personnes en situation de handicap à sa stratégie contribue à faire évoluer la société.

La communication peut donc être un miroir qui reproduit les préjugés. Mais elle peut aussi être un levier qui les brise. C'est dans cette deuxième voie qu'il faut choisir : une communication qui ne parle pas à la place des personnes handicapées, mais qui leur donne les moyens de parler, d'être entendus et de participer pleinement à la construction d'une société exemplaire, prospère et égalitaire. ■



Le Mincom dans le champ de l'inclusion

Renforcer l'accès des personnes handicapées à l'information dans les médias, améliorer la perception du handicap ; favoriser l'intégration du handicap dans le secteur de la communication. Tels sont les trois chantiers où le ministère de la Communication est décidé à faire plus que la différence.

Depuis ces cinq dernières années, il bénéficie de l'accompagnement constant de deux acteurs de poids. Avec le ministère des Affaires sociales (Minas), le régulateur institutionnel du secteur de la communication collabore étroitement sur les questions liées à l'accessibilité de l'information et de la communication dans le cadre du Comité national de réhabilitation et réinsertion socioéconomique des personnes handicapées – Conrha. Cet organe consultatif a été mis en place par le Premier ministre, chef du gouvernement pour coordonner des réflexions entre toutes les parties prenantes engagées dans la défense des droits des personnes handicapées. Ces concertations multipartites ont été particulièrement déterminantes pour engager et suivre de bout en bout la présence de la langue des signes à la Crtv, chaîne publique nationale. Aujourd'hui, les discours du chef de l'État sont systématiquement traduits en langue des signes française (Lsf) et en American Sign Language (Asl). De plus, la dernière consultation électorale a été marquée par une mesure encore jamais expérimentée à ce jour : une

information électorale signée à la télévision publique, dès le lancement officiel de la campagne électorale jusqu'à la prestation de serment du président élu.

Pour préserver cet acquis, le Mincom, le Minas et des organisations de la société civile réfléchissent ensemble à la meilleure manière de promouvoir une communication gouvernementale inclusive au sein des administrations publiques et de pérenniser la présence de la langue des signes en premier à la Crtv, et graduellement dans les chaînes de télévision privées.

Autre acteur, autres centres d'intérêt : Sightsavers Cameroun. Engagée dans un partenariat formel avec le Mincom depuis plus de quatre ans, cette ong internationale basée au Cameroun apporte son appui au gouvernement dans la formalisation de l'inclusion du handicap dans le secteur de la communication. À ce jour, les deux partenaires multiplient les actions de sensibilisation et de plaidoyer auprès professionnels des médias. Objectif : encourager les médias à braquer leurs projecteurs sur le handicap comme sujet digne d'intérêt informationnel, pour accompagner progressivement un changement de perception du handicap chez les populations.

Quoique ces chantiers soient vastes, leur envergure n'a en rien ému l'ambition du Mincom à rendre véritablement effective une communication publique inclusive.

CRTV OUEST

Au cœur de la région, la branche territoriale de la chaîne nationale

La station régionale Crtv Ouest, comme les neuf autres, est un démembrement de l'Office national de radiodiffusion et télévision, la Cameroon Radio Television. Actuellement, la station régionale comporte trois structures : la chaîne régionale, la chaîne de proximité Poala FM (fréquence 104.7 FM) et le département technique. Gagnante du trophée de Diamant pour son œuvre "Les Mounoun : mystères et vie" du Grand Prix documentaire Serge Pouth, Crtv Bafoussam, sous la conduite de son chef de station René Njoya Mot, était à l'honneur le 13 octobre 2026 à Yaoundé.

Créée en 1978, Crtv Ouest est l'héritière de la radio Cameroun, qui dépendait à l'époque de la direction de la radiodiffusion de ce qui était alors le ministère de l'Information et de la Culture. La chaîne régionale est généraliste. Elle émet 24h/24 dont dix-neuf heures de production et cinq heures de rediffusion. Ses missions sont nombreuses. La première est celle de collecter, traiter et diffuser les informations sur tout ce qui concerne la région de l'Ouest. Les contenus sont nourris par tous les domaines d'activités : politique, culture, santé, économie, sport, religion, environnement, etc. A cela s'ajoute le divertissement. Cette mission est accomplie à travers la création, la production et la diffusion des émissions dans tous les genres journalistiques avec parfois des délocalisations. Crtv Ouest est également chargée de produire les contenus pour toutes les plateformes de l'office : Poste national, Crtv télé, Crtv News et Crtv web. Cette contribution se fait à plusieurs niveaux et dans tous les domaines : production des contenus pour les rédactions centrales, les magazines, les documentaires, etc.

15 langues de diffusion

Une autre mission importante consiste en la promotion des langues natio-



nales et de la culture locale. L'une des spécificités de la chaîne régionale est la pluralité des langues présentes sur ses antennes. En plus des deux langues officielles - l'anglais et le français - elle diffuse en 13 langues nationales : Aka'a, Fefe, Fulfuldé, Ghomala, Mbo'o (Kekem), Mbo'o (Santchou), Medumba, Mengaka, Nguemba, Nguiembon, Shumum (Bamoun), Tikar, Yemba. Sa ligne éditoriale, c'est d'accompagner la politique de l'Etat à travers ses représentants locaux à toutes les échelles.

Dans le souci d'accorder une attention particulière à la jeunesse, la direction générale a créé la chaîne de proximité Poala FM basée à Bafoussam. Elle a donc pour cible principale, la jeunesse. Sa mission est de produire et diffuser des

contenus ou des émissions prioritairement pour les jeunes, avec un accent sur le divertissement, la culture et le sport, entre autres.

Équipements de radio de commandement

L'autre mission incombe au département technique, qui s'occupe principalement des technologies et solutions. Il coordonne trois centres de diffusion qui sont implantés à Dschang, Bangou et Bafoussam. Le centre de Bafoussam est un hub qui héberge les émetteurs des organes de média ou non : Poste national, chaîne régionale, Poala FM, BBC, RFI et même des équipements de radio de commandement. ■

SOPECAM-BAFOUSSAM

L'information nationale au plus près des réalités locales

Depuis sa création en 2004, l'antenne régionale de la Société de presse et d'éditions du Cameroun (Sopecam) s'emploie à rapprocher l'information institutionnelle des populations de l'Ouest, tout en contribuant au rayonnement de la culture et des initiatives locales.

À Bafoussam, la Sopecam cultive la proximité. Relais régional de l'éditeur public, son antenne assure la collecte et la transmission des informations destinées notamment à Cameroon Tribune, quotidien national bilingue. Actualité politique, initiatives économiques, faits de société et vitalité culturelle des Grassfields nourrissent ainsi les colonnes du journal. À cette mission éditoriale s'ajoute la distribution des publications du groupe, dont Nyanga, Week-end Sports et Loisirs et Cameroon Business Today. Mais l'agence ne se limite pas à l'information. Sous la conduite d'Azize Mbohhou, nommé en octobre 2021, elle développe une activité commerciale et promotionnelle soutenue : diffusion d'ouvrages littéraires et parascolaires, collecte d'annonces publicitaires et de communiqués officiels, commandes de travaux d'imprimerie. Sa participation au festival Vent littéraire des montagnes (Velimo), à Bafoussam, illustre cette volonté d'accompagner la dynamique culturelle régionale.

Pour renforcer son ancrage territorial, l'agence mise sur une stratégie de proximité à trois niveaux. Elle s'appuie d'abord sur des points focaux permanents dans le Noun, le Haut-Nkam et la Menoua, chargés de faire remonter l'information du terrain. Elle entretient ensuite une collaboration avec les délégués départementaux de la Communication, notamment dans le Koung-Khi et les



Hauts-Plateaux. Enfin, elle mobilise les médias de proximité pour relayer les annonces d'intérêt public. « La connexion presse parlée et presse écrite renforce la proximité avec les cibles et la visibilité de l'agence », souligne Azize Mbohhou. Cette démarche répond aux attentes d'un lectorat particulièrement attentif aux réalités de son environnement. Braquages, inondations, incendies, réalisations communautaires et initiatives administratives suscitent un intérêt manifeste. « On achète un journal parce qu'on se sent concerné », résume le chef d'agence. Une conviction qui guide sa politique de fidélisation des lecteurs et de développement des abonnements.

La couverture de l'actualité politique participe également de cette exigence de représentativité. Pour Azize Mbohhou, les activités du Rdpc comme celles de l'opposition doivent trouver leur place dans le traitement de l'information, dans un souci d'équité éditoriale.

À l'heure de la transition numérique, l'antenne entend conjuguer présence physique et accès dématérialisé aux publications, grâce à la boutique numérique de la Sopecam. Une évolution appelée à élargir son lectorat et à conforter sa vocation : faire de l'information nationale un miroir fidèle des réalités régionales. ■

MEDIA LANDSCAPE

A Regional Media Landscape in Full Evolution

In the West region, audiovisual media, print outlets, online press, and cable distribution have been competing for space since the liberalisation of social communication in Cameroon, adapting steadily to technological advances.

Shortly after the opening of airwaves to private operators, the West region quickly joined the fray. Today, there are 18 television channels, the vast majority of which operate primarily on cable networks rather than terrestrial or satellite broadcasts. Most are generalist channels, around which a few thematic (mainly religious) channels orbit. Their programmes focus on news, entertainment, and sports. Event coverage constitutes a key part of their schedules. Regarding radio broadcasting, the “Land of the Setting Sun” has given rise to about forty radio stations spreading across all eight divisions. Editorially, the vast majority identify as community-based broadcasters, with only a few formally declared as commercial stations.

The Indispensable Cyber Press

Radio Batcham is the pioneer and the most listened to of all. However, the CRTV regional station remains the mother of radios in the region due to its reach far beyond the Grassfields region. Still in the audiovisual sector, cable TV distinguishes itself through widespread household penetration. Ten operators compete in the market, spread across the eight divisions, although most are based in Bafoussam. It is worth noting that cable TV is on the verge of being overtaken by digital distribution, thanks to the introduction of affordable digital decoders in the audiovisual field. Radio-vision and cyber press now assert themselves as indispensable, competing with traditional media such as print and



radio for event coverage. This is largely due to insufficient advertising revenue and the weak economic fabric. The print press sector comprises 19 newspapers, although very few are published regularly due to a lack of substantial advertising income. Even Ouest-Echos, the leading regional weekly news publication, is not immune to this severe impact on regional publications. Regarding advertising agencies, only four have

their headquarters in Bafoussam, the regional capital of the West. The communications sector has numerous printing houses and bookstores, photo labs, and independent photographers contributing to the media abundance in a region that has long lagged behind. Given the existing regional potential, there is confidence that the West's media landscape will continue to grow and intensify in the coming years. ■

LES RADIOS COMMUNAUTAIRES DE L'OUEST

Elles font entendre la voix des territoires

Information de proximité, langues nationales, agriculture, santé, éducation, autonomisation des femmes, dialogue communautaire : dans les villes comme dans les localités rurales, les radios communautaires occupent une place singulière dans la vie quotidienne. À l'Ouest, leur essor dessine les contours d'un véritable média de territoire.



Dans le paysage audiovisuel camerounais, la région de l'Ouest se distingue, à égalité avec le Centre, comme le territoire le plus densément pourvu en médias de proximité. Selon la cartographie des médias réalisée par le Conseil national de la communication (CNC) en 2024, l'Ouest en compte 23, dont une douzaine de stations de radios communautaires actives, recensées dans la région, sur un total national de 169 stations. Soit environ 14 % du réseau national. Cette présence se déploie dans plusieurs départements et au plus près des bas-

sins de vie. Ainsi de la radio communautaire du Noun, à Foumban, la radio rurale de Fotouni dans le Haut-Nkam, la radio Medumba, à Bangangté, la radio Yemba, la radio communautaire des Hauts-Plateaux ou encore la radio communautaire des Grassfield sont des antennes emblématiques, qui illustrent cette diversité d'implantations et de vocations. Ces structures, majoritairement parrainées par des comités de développement locaux, des municipalités ou des chefferies traditionnelles, agissent comme de véritables services publics alternatifs là où les médias nationaux ou commer-

ciaux pénètrent difficilement. Dans ces espaces, la radio n'est pas seulement un canal de diffusion de nouvelles. Elle devient un lieu où se rencontrent les préoccupations du quotidien, les initiatives locales et la parole des communautés. Là-bas, la radio rurale est un instrument privilégié de démocratisation de la parole, de cohésion sociale et d'éducation populaire.

Quand la langue rapproche le média de son public

Parler au plus près des populations, c'est aussi parler dans des langues qu'elles



comprennent, qu'elles pratiquent et auxquelles elles s'identifient. L'un des plus grands succès de ces stations à l'Ouest réside dans la valorisation du patrimoine linguistique et culturel. Le français demeure présent, mais en diffusant une grande partie de leurs programmes en langues nationales (Ghomala', Medumba, Bamoun, Yemba, etc.), ces radios assurent la survie de la diversité linguistique locale en contribuant à faire vivre les langues, les récits, les expressions et les savoirs transmis d'une génération à l'autre.

La vocation de ces stations s'observe surtout dans la nature des sujets qu'elles abordent. Agriculture, santé, éducation, environnement, citoyenneté, culture, jeunesse ou participation communautaire : les contenus sont conçus pour répondre aux besoins de publics souvent éloignés des grands centres d'information. Pour les agriculteurs, la radio peut devenir un relais de conseils et d'informations utiles à l'activité agricole. Pour les familles, elle constitue un vecteur de

sensibilisation sur la santé et l'hygiène. Pour les jeunes et les femmes, elle peut offrir un espace d'expression et de participation aux débats locaux. Cette fonction est au cœur du projet camerounais d'« Appui au développement local à travers les médias communautaires », porté avec l'appui de l'Unesco. Le programme vise notamment à améliorer l'accès des populations vulnérables à l'information, à favoriser l'expression communautaire et à soutenir leur participation aux processus de développement local et durable. La radio devient alors un trait d'union entre les institutions, les organisations locales et les citoyens.

Une précarité financière et technique

Mais derrière la dynamique affichée, des défis demeurent, mis en lumière par le Rapport final de l'Étude sur l'évaluation des radios communautaires au Cameroun en 2020. Le fonctionnement d'une radio communautaire suppose

des équipements fiables, une alimentation électrique régulière, des ressources financières suffisantes et des personnels capables d'assurer à la fois la production des contenus, la technique et la gestion quotidienne

La question de la viabilité financière apparaît aujourd'hui comme un enjeu majeur. En novembre 2025, un atelier consacré au projet d'appui au développement local à travers les radios communautaires a notamment porté sur les modèles de financement, la maintenance des équipements et la recherche de mécanismes permettant d'assurer une gestion durable de ces stations.

La pérennité des radios communautaires se joue donc autant sur les ondes que dans leur capacité à disposer d'un cadre de fonctionnement stable. C'est dans cette perspective que le ministère de la Communication, aux côtés de partenaires au développement, met en œuvre depuis 2025, le Programme national de développement, de coordination et de suivi des radios communautaires (Pncs-Radcom). Entre 2025 et 2026, l'on a apporté un appui en équipements techniques de production et de diffusion à 20 radios communautaires des 10 régions du pays pour un montant de plus de 150 millions de frs du BIP Mincom pour ces deux exercices budgétaires. Ce projet, qui va se poursuivre jusqu'en 2027, s'inscrit dans les préconisations de la Stratégie nationale de développement 2022-2030 au sous-secteur de la communication. ■

CHIFFRES CLÉS

- 23 radios communautaires recensées dans la région de l'Ouest
- 169 radios communautaires recensées au Cameroun
- 14 % du réseau national se trouve dans la région de l'Ouest
- 30 novembre 2024 : date de référence de la cartographie nationale du CNC

LA CÂBLODISTRIBUTION DANS LA RÉGION DE L'OUEST

Un secteur en pleine mutation

Dans la région de l'Ouest du Cameroun, le secteur de la câblodistribution connaît une profonde transformation. Longtemps dominé par des réseaux locaux de distribution d'images et des offres satellitaires, le marché évolue aujourd'hui sous l'effet conjugué de la transition numérique, du renforcement de la régulation, de l'intensification de la concurrence et des contraintes énergétiques.



Cette mutation redessine progressivement le paysage audiovisuel régional et impose aux acteurs du secteur de nouvelles exigences en matière de conformité, de qualité de service et d'adaptation technologique.

Un marché en voie d'assainissement

L'un des principaux changements observés dans le secteur concerne le renforce-

ment du contrôle et de la régulation des activités de distribution des services de communications électroniques.

Les autorités compétentes mènent des opérations visant à identifier les opérateurs et réseaux exerçant sans autorisation ou en dehors du cadre réglementaire. Dans les villes et localités de l'Ouest, cette démarche concerne notamment les réseaux clandestins qui ont longtemps proposé aux ménages des bouquets audiovisuels à faible coût.

L'objectif affiché est double : réduire les pratiques illégales et favoriser l'émergence d'un marché plus structuré, dans lequel les opérateurs disposent des autorisations requises et respectent les obligations qui leur sont applicables.

Cette dynamique d'assainissement constitue ainsi un enjeu majeur pour les câblodistributeurs locaux, désormais appelés à professionnaliser davantage leurs activités et à se conformer aux exigences réglementaires.



Une offre audiovisuelle en pleine recomposition

Parallèlement à cette évolution réglementaire, le marché connaît une intensification de la concurrence. Les habitudes des consommateurs se transforment avec la multiplication des solutions d'accès aux contenus audiovisuels : satellite, câble, TNT, fibre optique et services associés à Internet.

Les opérateurs sont ainsi conduits à diversifier leurs offres afin de répondre à une demande de plus en plus orientée vers la convergence entre télévision et Internet.

Les offres combinées, notamment celles associant accès à Internet et contenus audiovisuels, gagnent progressivement en importance. Cette évolution s'explique notamment par la recherche de solutions plus flexibles et adaptées aux nouveaux usages numériques.

Dans ce contexte, les câblodistributeurs traditionnels doivent faire face à un double défi : préserver leur clientèle tout en modernisant leurs infrastructures et leurs modèles économiques.

La concurrence ne porte donc plus uniquement sur le nombre de chaînes proposées. Elle concerne désormais la qualité du signal, la stabilité de la connexion,

la diversité des contenus, le prix des abonnements et la capacité à proposer des services intégrés.

La contrainte énergétique, un défi majeur pour la continuité du service

À ces transformations structurelles s'ajoute une difficulté particulièrement sensible : l'instabilité de l'approvisionnement électrique.

Les interruptions de fourniture d'électricité peuvent affecter directement les infrastructures techniques nécessaires à la réception, au traitement et à la distribution des signaux. Pour les câblodistributeurs comme pour leurs abonnés, ces perturbations sont susceptibles d'entraîner des interruptions ou une dégradation du service.

Face à cette situation, certains acteurs sont amenés à rechercher des solutions alternatives, notamment les groupes électrogènes, les batteries de secours et les systèmes solaires.

Cette contrainte énergétique représente cependant un coût supplémentaire pour les opérateurs, alors même que ceux-ci doivent déjà investir dans la modernisation de leurs réseaux et faire face à une concurrence accrue.

Entre contraintes et perspectives de modernisation

La câblodistribution dans la région de l'Ouest se trouve ainsi à la croisée de plusieurs dynamiques : assainissement réglementaire, transformation technologique, évolution des habitudes des consommateurs et contraintes liées aux infrastructures énergétiques.

Pour les acteurs locaux, l'enjeu consiste désormais à transformer ces contraintes en opportunités de modernisation. La professionnalisation des réseaux, l'amélioration de la qualité du service, l'intégration progressive des technologies numériques et la diversification des offres apparaissent comme des leviers importants pour accompagner l'évolution du marché.

Au-delà de la seule distribution des chaînes de télévision, la câblodistribution tend ainsi à s'inscrire dans un écosystème numérique plus large, où connectivité, contenus audiovisuels et services numériques sont de plus en plus étroitement liés.

Dans les villes comme dans les zones périurbaines de l'Ouest, cette évolution pourrait contribuer à redéfinir durablement les modes d'accès des populations aux médias et aux services numériques. ■



INTERVIEW

« PAS D'ACTION PUBLIQUE EFFICACE SANS COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE »

Le gouverneur de l'Ouest, Awa Fonka Augustine, fait un round-up socio-politique de sa sphère de commandement en démontrant le rôle de la communication dans le développement à l'occasion des JRC.



INTERVIEW

La région de l'Ouest abrite beaucoup de structures relevant du sous-secteur de la communication. Quelle est votre appréciation, Excellence Monsieur le Gouverneur, des activités menées par les professionnels des médias ?

La région de l'Ouest se distingue effectivement par la densité, la diversité et le dynamisme de son paysage médiatique. Nous comptons une presse écrite active, un réseau remarquable de radios communautaires et commerciales, des télévisions locales et une forte présence des médias en ligne qui témoignent de la vitalité démocratique de notre région. Cette excellence est d'ailleurs reconnue au niveau national. Je voudrais à cet égard me réjouir du brillant résultat obtenu par notre région lors de la 1^{ère} édition du documentaire Serge Pouth, placé sous le thème « Innovation et Excellence ». Notre région s'est honorablement distinguée en remportant le deuxième prix, "Prix d'Argent", de cette prestigieuse compétition. Cette distinction vient attester de la qualité du travail, de la créativité et du sens de l'innovation qui animent les professionnels de la communication dans la région de l'Ouest. Je salue donc le professionnalisme de la grande majorité des hommes et des femmes de médias qui, au quotidien, exercent leur noble métier avec courage, souvent dans des conditions difficiles. Ils sont un relais indispensable de l'action publique, un vecteur de l'éducation civique de nos populations et un acteur majeur de la préservation de la paix sociale et du rayonnement de notre région. Bien entendu, des défis persistent, liés à la formation, à l'éthique et à la lutte contre la désinformation, mais globalement, mon appréciation est très positive.

Dans le cadre de vos activités à la tête de la région, quelle importance revêt la communication ?

La communication revêt une importance stratégique et centrale dans l'exercice de mes fonctions de représentant de l'État dans la région. Gouverner, c'est avant tout communiquer. Il n'y a pas d'action publique efficace sans communication institutionnelle. Elle est l'outil qui nous permet d'expliquer les politiques publiques impulsées par le chef de l'État, Son Excellence Paul Biya, de rendre compte de l'action de l'État, de sensibiliser les populations, de prévenir



les crises et de mobiliser les citoyens autour des idéaux de paix, d'unité nationale et de vivre-ensemble. Dans une région comme l'Ouest, caractérisée par son dynamisme entrepreneurial et sa forte diaspora, une communication de proximité, transparente et réactive est indispensable pour maintenir la confiance entre l'administration et les administrés. C'est pourquoi j'entretiens une relation de partenariat franc et permanent avec la Délégation régionale de la communication et l'ensemble des médias.

S'il y avait un conseil à donner aux acteurs de la communication et des médias, quel serait-il ?

Mon conseil s'articulera autour de trois mots : responsabilité, éthique et patriotisme. Aux professionnels des médias, je voudrais dire : continuez à informer, mais informez juste et vrai. La liberté de la presse dont jouit notre pays est un acquis précieux qu'il nous appartient à tous de préserver. Cette liberté implique une grande responsabilité. Je vous exhorte au strict respect de l'éthique et de la déontologie, à la vérification systématique des faits, au recoupement des sources et au refus de la désinformation et du discours de haine. Notre pays fait face à de nombreux défis sécuritaires et sociaux. Le journaliste ne doit pas être celui qui jette de l'huile sur le feu, mais celui qui, par sa plume et son micro, apaise, rassemble et construit. Servez la vérité ! Servez vos concitoyens ! Servez le Cameroun !

Sir, how do you feel as the region under your responsibility hosts the very first edition of the Regional Communication Days?

First and foremost, I feel proud and satisfied. Hosting the first edition of the Regional Communication Days here in Bafoussam is a recognition of the West Region's central role in Cameroon's democratic and media landscape. Communication is the cement that holds public action together. These RCDs provide

a platform for explaining what the State is doing, listening to the population and making the necessary adjustments together. It is therefore an opportunity for dialogue, transparency and accountability.

This is an opportunity for us to review current regional affairs. How would you assess the region's present situation?

Generally speaking, the situation is calm and under control. The West Region remains a region of peace, hard work and conviviality. In the security, administrative and economic spheres, we are seeing positive signs. Institutions are functioning, projects are progressing and peaceful coexistence is being preserved. Of course, challenges remain, but the State is present and attentive to the population. The supreme interest of the people remains our guiding principle.

There are difficulties in the informal sector, particularly the disorderly occupation of public roads and a rise in motorcycle taxi-related accidents. What measures are being taken at your level to address these problems?

These are two issues that we take very seriously. Regarding the disorderly occupation of public roads, under my leadership, Divisional Officers, mayors and law enforcement agencies are conducting operations to clear public rights of way. However, our approach is gradual: awareness-raising, relocation to designated markets, and then enforcement against those who refuse to comply. The aim is not to deprive people of their livelihoods, but to bring order. As regards motorcycle taxis, we have stepped up checks on helmet use, vehicle registration and driving licences. We are working with unions to identify, train and supervise riders. Accidents have fallen considerably in areas where these measures are being implemented. The safety of road users is non-negotiable.



Monsieur le gouverneur, le chef de l'État a fait de la place des femmes et des jeunes l'une de ses priorités. Quelle place ces deux catégories occupent-elles dans la région dont vous avez la charge ?

Le chef de l'État a raison : sans les femmes et les jeunes, pas de développement. Dans l'Ouest, ils sont au cœur de l'action. Les femmes sont très présentes dans l'agriculture, le commerce, l'artisanat et maintenant dans la commande publique. Les jeunes sont moteurs dans le numérique, l'agro-business et les métiers.

Au niveau du Governorat, nous veillons à leur représentativité dans les comités de suivi des projets, les délégations et les programmes d'appui.

Quel est leur apport dans l'accomplissement au quotidien de vos missions ?

Il est déterminant. Les femmes sont souvent les premières actrices de la paix sociale, de la scolarisation et de la résilience économique des familles. Les jeunes apportent l'innovation, la force de travail et le dynamisme. Quand je descends sur le terrain, ce sont eux que je retrouve dans les coopératives, les start-ups et les chantiers. Sans eux, l'administration se serait en déphasage avec la réalité.

L'Ouest est en pleine mutation dans le secteur privé. Plusieurs projets sont déjà maturés, d'autres sont en cours de réalisation. Pouvez-vous nous en dire davantage sur cette transformation économique que subit la région de l'Ouest depuis quelques années ?

L'Ouest est en pleine transformation. Nous passons d'une économie de subsistance à une économie de projets. Plusieurs unités industrielles sont en cours : agro-industrie, BTP, transformation du manioc, de la tomate, du maïs. Le privé investit dans l'hôtellerie, la santé, les énergies renouvelables. Cette dynamique est tirée par la stabilité, la position de carrefour de Bafoussam, et la volonté des élites économiques de rentrer investir chez eux.

Quelles sont les mesures incitatives prises au niveau régional pour encourager ces entrepreneurs ?

Notre rôle n'est pas de faire à la place du privé, mais de faciliter. Un guichet unique de facilitation existe pour rapprocher les services et accélérer la création d'entreprises. Sur le plan du foncier, nous accompagnons dans la sécurisation du foncier économique avec les préfets et les maires. Dans le cadre du dialogue, le cadre de concertation Gouverneur-Secteur Privé se tient trimestriellement pour lever les goulots d'étranglement. S'agissant de la promotion du savoir-faire local, nous valorisons le "Made in West" lors des foires régionales.

One phenomenon that has certainly not escaped your attention is the rape of children in several localities across our country, including the West Region. What is your reaction to this practice, and what measures have been taken in your region to curb it?

This is an appalling and unacceptable phenomenon that goes against our values. My response is simple: zero to-

lerance. We have instructed Divisional Officers, Sub-divisional Officers, the police and the gendarmerie to ensure the systematic and swift prosecution of perpetrators. At the same time, we are conducting awareness campaigns in schools, markets and traditional chiefdoms, in collaboration with the Ministry of Women's Empowerment and the Family, NGOs and religious leaders. Protecting children means protecting the future of the nation.

Several councils in the region face difficulties that hinder improvements in the living conditions of their populations. What solutions do you recommend to regional and local authorities to address issues such as salary arrears, unfinished projects and the quality of human resources?

RLAs are the State's most immediate representatives at the local level. To help them address the issues you have raised, we are first ensuring the proper mobilisation of General Decentralisation Grants (DGD) and compliance with the priority given to the wage bill. The Ministry of Territorial Administration supports councils experiencing difficulties. Regarding unfinished projects, we have strengthened the monitoring of physical and financial implementation. It is better to launch a few projects and complete them. Finally, as regards human resources, we encourage mayors to professionalise their teams, provide training and recruit on the basis of competence. The Ministry of Public Service and Administrative Reforms provides support in this regard.

Traditional chiefdoms are experiencing various crises relating to succession management and the involvement of traditional authorities in politics. What approach is being adopted to help reduce conflict?

Traditional chiefdoms are a pillar of stability. When a chiefdom is in crisis, the



entire village is in crisis. Our approach has three components: respect for custom, strict application of the law and mediation.

Senior Divisional Officers and Sub-divisional Officers ensure that designation procedures are transparent. We also reiterate that traditional chiefdoms must remain non-political. A traditional ruler is the chief of all his subjects.

La question sécuritaire reste un challenge important dans la région. Depuis quelques années on enregistre une baisse considérable des attaques dans plusieurs localités frontalières avec la région sœur du Nord-Ouest, peut-on en savoir davantage ?

C'est un acquis dont nous sommes fiers. Grâce à la vigilance des forces de défense et de sécurité, à la collaboration des populations et à l'action administrative de proximité, nous avons enregistré une baisse significative des incursions. Les axes Bafoussam-Bamenda,

Galim-Kouoptamo sont plus sécurisés. Mais la vigilance reste de mise. Nous ne crions pas victoire trop tôt. La paix se protège chaque jour.

Les populations, malgré quelques griefs apprécient globalement le travail qui est fait par les forces de défense et de sécurité afin de leur permettre de vaquer paisiblement à leurs occupations. Que pouvez-vous leur dire dans l'optique de raffermir la relation entre les deux entités ?

Je voudrais d'abord saluer la confiance des populations. Cette confiance est notre plus grande force. Aux Forces de défense et de sécurité, je dis : merci pour les sacrifices, la discipline et la proximité. Continuez à être les gardiens de la paix, mais aussi les protecteurs du citoyen. Le policier, le gendarme, le soldat doit rester accessible, respectueux et républicain. Aux populations, je dis : la sécurité est l'affaire de tous. La collaboration, l'information fiable et le respect de la loi renforcent cette alliance. Quand vous voyez quelque chose de suspect, parlez-en. Quand vous êtes contrôlés, coopérez.

Nous allons multiplier les cadres de dialogue : réunions de sécurité élargies aux chefs de quartier, journées "portes ouvertes" dans les brigades, et numéros verts pour dénoncer les abus. Ensemble, nous consoliderons cette paix qui permet à chacun de travailler, d'étudier et de vivre dignement.

Pour conclure, monsieur le gouverneur, quel est votre message aux populations de l'Ouest à l'issue de ces JRC ?

Mon message est un appel à l'unité, au travail et à la confiance. L'État est à l'écoute. L'Ouest a tous les atouts pour être encore plus fort. Je compte sur chacun : jeunes, femmes, élites, opérateurs économiques, autorités traditionnelles. Sous la très haute impulsion du chef de l'État, construisons l'Ouest de demain, dans la paix et la prospérité. ■



L'Ouest en chiffres

Indicateur	Donnée	Source / millésime
Superficie	13 892 km ² (3 % du territoire national)	Note régionale
Départements / arrondissements	8 / 40	Note régionale
Population	2 095 230 habitants	Bucrep, 2020
Population projetée	2 160 133 habitants	Ins/ Bucrep, 2022
Taux d'urbanisation	≈ 49 %	Note régionale
Densité moyenne	150,8 hab/km ²	Bucrep, 2020
Densité maximale (Mifi)	913,5 hab/km ²	Bucrep, 2020
Point culminant	Monts Bamboutos, 2 740 m	Note régionale
Précipitations annuelles	≈ 1 600 mm	Note régionale
Production d'œufs	≈ 69 230 tonnes/an	Ins, 2017
Acteurs de la pêche	3 207	Recensement 2016
Musées	15 — premier rang national	Note régionale
Sites paysagers recensés	Plus de 100, dont ≈ 15 aménagés	Ortoc
Élèves (base et secondaire)	987 348	Délégations régionales



Dans les pas de ses devanciers de... la région

Il est difficile de parler de la presse dans la région de l'Ouest sans évoquer Ouest-Échos et son promoteur Michel Éclador Pekoua, un iconoclaste formé à l'école du Messenger et de Dikalo à Douala.

Michel Éclador Pekoua est un gladiateur de la plume, dont l'écho résonne au-delà des frontières de la région de l'Ouest. À 60 ans révolus, le directeur de publication de l'hebdomadaire régional Ouest Échos ne fait pas son âge. D'aucuns lui donneraient volontiers 40 ou 45 ans tout au plus. Diplômé en sciences économiques de l'université de Yaoundé en 1993, ce produit du lycée de New Bell à Douala a décidé d'embrasser le journalisme pour satisfaire sa « volonté d'être utile à la société ». Pour ce spécialiste des questions économiques, le journalisme est, dès le début des années 1990, la voie idéale pour s'ériger en « porte-parole des sans voix ». Il soutient mordicus que son rôle consiste, dès lors, à participer au « redressement des torts, au soutien des cadets sociaux dans leur quête d'émancipation et à l'appel à l'humanisme des puissants de l'époque ».

Pour parvenir à ses fins, il dépose ses valises au journal Le Messenger, qui a le vent en poupe et fait des tirages de près de 120 000 exemplaires par semaine (parfois avec retraitage). Et plus tard à Dikalo, qui connaît alors quelques essoufflements. C'est au sein de ces deux médias qu'il se fait la main aux côtés de Puis Noumeni Njawe, fondateur du Messenger et Emmanuel Noubissi Ngankam promoteur de Dikalo. Il est, à chaque fois, le responsable du desk politique.

Désormais émancipé, Michel Éclador Pekoua décide de s'affranchir du joug de ses anciens patrons pour devenir à son tour directeur de publication (DP). C'est ainsi qu'il quitte Douala, s'installe à



Bafoussam et crée, en 1994, son propre journal, l'hebdomadaire régional Ouest Échos. Selon lui, « la presse régionale est plus forte, partout dans le monde, que la presse à vocation nationale ». Son modèle, à l'époque, est le journal français Ouest-France qui a inspiré son titre et qui caracole en tête des quotidiens en termes de tirage, d'abonnement et de vente. La ligne éditoriale de Ouest Échos consiste donc à se concentrer sur les nouvelles concernant spécifiquement les communautés de l'Ouest, qui intéressent davantage les fils de la région installés à l'étranger. « Les membres de la diaspora ont beaucoup plus besoin des nouvelles de leurs villages que des histoires de colloques et séminaires tenus à Yaoundé ou Douala », affirme-t-il.

Il se fait donc volontiers le canal de son lectorat de cœur à travers son journal, qu'il tient, de main ferme, depuis 32 ans sans discontinuer.

Parlant de cet homme des médias, Mme Elsa Wandji, femme des médias, déclare que « Michel Éclador Pekoua est un aîné qui, professionnellement, a contribué à asseoir les canaux de la profession dans la région de l'Ouest. Il a tenu la main à de nombreux jeunes à qui il a fait confiance, leur a offert des espaces d'expression et a forgé leur expérience professionnelle. » Pour sa part, le Dr Césaire Mouliom, chef de chaîne de Runa FM émettant à Bafoussam, ajoute que Michel Éclador Pekoua est si humble qu'il n'a jamais mis de barrière entre lui et son personnel. « En tant que collaborateur du directeur de publication de Ouest Échos à mes débuts dans la presse, j'ai remarqué qu'il est très résilient et tenace. Il fonce et fonce encore. C'est son point fort. D'où la longévité de ce journal sur le marché. » En somme, le natif de Badenkop, dans le département des Hauts-Plateaux, est un formateur engagé et très résilient.

Le patron de Ouest Échos est, par ailleurs, un corporatiste engagé. Il a été de tous les combats au sein des associations telles que le Club médias Ouest (Cmo), l'Union des journalistes du Cameroun ((Ujc), l'Association des journalistes économiques du Cameroun (Ajec). À l'échelle de l'Afrique Centrale, il a contribué à la création et l'animation de l'Union des journalistes économiques de l'Afrique Centrale (Ujeac). Le DP de Ouest Échos a présidé aux destinées de chacune des différentes associations. ■

« Je ne suis rien sans mon appareil photo »

Daniel Nguembou, 68 ans au compteur, se présente comme le «réservoir photographique» de la région de l'Ouest. Ce fils de Batcham, dans le département des Bamboutos, raconte une passion juvénile devenue depuis plus de quarante ans une vocation professionnelle qui fait de lui, aujourd'hui, le doyen d'âge dans ce métier connexe du journalisme.

« Passionné par le dessin, j'ai commencé par reproduire avec le crayon ordinaire les images tirées des livres scolaires. Je reproduisais aussi, depuis l'école à Batcham, mon village dans les Bamboutos, les photos de mes instituteurs ou celles de nos voisins au quartier. Ils étaient bien impressionnés par le résultat. C'est ce qui m'a poussé tout droit vers la photographie, que j'ai commencé à pratiquer en amateur.

Cette passion fut comblée par un ami qui m'offrit, de retour d'un voyage effectué en République fédérale d'Allemagne, mon premier appareil photographique en 1979. Je travaillais déjà comme agent de la défunte Société nationale d'électricité mais avec mon appareil photo, j'étais de tous les événements : fêtes nationales, anniversaires, campagnes électorales, visites du chef de l'État à l'Ouest, etc. Mon magasin regorge des milliers de bandes magnétiques et de photos. Je dispose de très nombreux clichés et photos non vendues, stockés sous forme d'archives depuis plus de quatre décennies.

Malheureusement, il n'existe plus que de très rares studios photos ayant conservé les machines pouvant tirer les photos sur bande magnétique. Le numérique a tué la photographie classique. Je suis le doyen des photographes de la région de l'Ouest et je me réjouis d'avoir formé de nombreux jeunes, qui se sont installés à leur propre compte dans la région et même au-delà. Je pense que la relève est assurée parce que la photographie est un volet essentiel de la communication



en général et de la presse en particulier. Sans elle, les textes journalistiques sont sans âme.

Au-delà de la photographie, je milite pour la coalition des forces dans notre corporation. J'ai particulièrement contribué à la création de plusieurs syndicats de photographes. J'ai pris ma retraite à la Sonel à Bafoussam il y a une quinzaine d'années, mais je reste en activité grâce

à mon appareil photo. Je ne m'en sépare jamais. Je peux dire aujourd'hui que grâce à cette passion, je suis connu de nombreuses autorités administratives, politiques, religieuses et culturelles de l'Ouest, qui me font beaucoup voyager à l'effet d'immortaliser les événements auxquels elles participent. Pour tout dire, je suis un globetrotter et je ne suis rien sans mon appareil photo. » ■



Le journaliste qui ne boude ni le métier... ni le manioc

Il a commencé le journalisme quand beaucoup de ceux qui occupent aujourd'hui les rédactions n'étaient même pas encore une idée dans la tête de leurs parents. Près de soixante ans plus tard, Jean Vincent Tchienehom est toujours là. Toujours journaliste, toujours curieux, toujours prompt à donner son avis - et, accessoirement, toujours capable de défendre le manioc avec la conviction d'un ministre en campagne.

Il y a des carrières qui s'alignent comme les chapitres d'un livre. Celle de Jean Vincent Tchienehom ressemble davantage à un grand reportage : elle avance, bifurque, change de décor, traverse les époques et revient toujours à son point essentiel, le journalisme. À l'Ouest, où les mémoires professionnelles ont souvent la patience des montagnes, son nom appartient désormais au patrimoine vivant de la presse. Les professionnels de la presse l'appellent volontiers JVT, contraction élégante de ses prénom et nom. Une manière presque affectueuse de désigner celui que plusieurs générations de journalistes considèrent comme un témoin privilégié de l'histoire du métier et, plus largement, de la vie publique camerounaise.

1967 : le premier cours, et déjà le goût du métier

Tout commence à Tunis. À l'Institut Ali Bach Hamba, le jeune natif de Dschang, à tout juste 20 ans, découvre les fondamentaux du journalisme sous la conduite de son maître à penser, le regretté André Boyer. Il apprend notamment les exigences du journalisme d'agence : vérifier les faits, les rapporter avec rigueur et éviter de transformer une dépêche en tribune personnelle. Une règle qu'il n'oubliera pas. Bien au contraire. Des années plus tard, en 2016, il la mobilisera encore pour questionner publiquement la conception d'une Agence virtuelle d'information envisagée au ministère de la Communication.

De retour au Cameroun, Jean Vincent Tchienehom embrasse la radio, le terrain et le



pouvoir... des mots. Il entre effectivement dans les médias publics et dans l'administration de l'information. Il devient sous-directeur des nouvelles et des programmes de la radiodiffusion nationale. Mais c'est aussi à travers les émissions qu'il anime et dirige qu'il imprime sa marque.

« Canne, sucre et piment », « Lanterne rouge ».

Deux titres qui, à eux seuls, semblent annoncer le personnage : une certaine gourmandise des mots, un goût du contraste et cette pointe de piment qui donne du caractère aux choses. La satire et l'humour caustique deviennent alors l'une de ses signatures. Puis vient Maroua. Le

terrain. L'Extrême-Nord. Comme délégué provincial du ministère de l'Information, il découvre une autre dimension du métier avant de revenir à la Crtv comme directeur de la production radio et télévision. Il devient également journaliste de la présidence de la République dans le cadre des reportages de souveraineté.

Ainsi se construit une carrière à plusieurs visages : journaliste, responsable éditorial, administrateur, producteur, observateur des affaires publiques.

Changer de média, jamais de passion

Après avoir longtemps évolué dans les médias publics, le vétéran décide de changer d'air. Direction, la presse privée. En 2013, il devient directeur de la rédaction du quotidien *Le Messenger*, maison qu'il connaît déjà et à laquelle le rattache notamment une vieille amitié avec son fondateur, Pius Njawe. Puis il poursuit son itinéraire à Canal 2 International, où il assure pendant cinq mois la direction générale, tout en occupant plusieurs casquettes : rédacteur en chef de l'émission *Stratégie*, producteur de *Cameroun Vision* et chroniqueur à *Radio Equinoxe*. Chez Jean Vincent Tchienehom, la polyvalence n'est donc pas une compétence à ajouter au CV. C'est presque un mode de respiration.

La carrière prend ensuite une dimension internationale. En France, il devient directeur délégué de *Jeune Afrique Economie*, puis rédacteur-reporter à *Aitv* pendant une dizaine d'années. Le pays d'accueil lui décernera même une médaille d'honneur.

Mais le plus étonnant chez JVT est peut-être qu'après tant de responsabilités, tant de rédactions et tant de kilomètres professionnels, il ne semble toujours pas avoir contracté la maladie la plus fréquente chez les vétérans : l'allergie au changement.

« Tout le plaisir est de recommencer. »

Après 32 années passées entre radio, télévision et presse écrite, Jean Vincent Tchienhom crée sa propre agence d'images. Aujourd'hui encore, il conjugue plusieurs activités : consultant en communication, producteur audiovisuel indépendant et éditeur de presse. Pourquoi recommencer ? Pourquoi changer encore ? Pourquoi ne pas simplement s'installer dans le confort de l'expérience ? La réponse qu'il donne résume assez bien le personnage « Tout le plaisir est de recommencer. Chez lui, l'expérience ne semble pas destinée à devenir un fauteuil confortable. Elle sert plutôt à prendre de l'élan pour repartir.

Il y a pourtant un autre JVT. Celui qui parle de cuisine. Celui qui aime le terroir. Celui qui sait qu'une identité ne se raconte pas uniquement dans les livres ou les journaux, mais aussi autour d'une table. Il a ainsi défendu le manioc, ce « légume extraordinaire », lors d'une édition de Marmite d'Or en France. Et il n'en parle pas seulement comme d'un aliment. Pour lui : « La nourriture, c'est ce qui fait l'identité de l'homme. » Voilà donc JVT dans une configuration inhabituelle ! Après avoir été témoin de l'histoire du journalisme et de la vie politique camerounaise, on le découvre témoin - et défenseur - des plaisirs du palais. Le manioc, lui, peut dormir tranquille.

Derrière le journaliste expérimenté se trouve également un homme attaché à son terroir. Né à Dschang, dans le département de la Menoua, Jean Vincent Tchienhom assume pleinement son identité et reste proche des siens. Il participe aux échanges autour de l'histoire, des traditions et de la culture bamiléke et s'intéresse aux questions de développement de l'Ouest. Avec ses interlocuteurs du terroir, il évoque l'agro-industrie, l'énergie, le numérique, l'éducation ou encore la coopération dé-



centralisée. Il cite notamment la coopération entre Dschang et Nantes comme une expérience dont d'autres collectivités pourraient s'inspirer.

Quand l'expérience prend des aises

Chez Jean Vincent Tchienhom, l'expérience n'est pas silencieuse. Elle argumente. Elle compare. Elle conteste parfois. En 2016, dans une longue lettre ouverte adressée à Issa Tchiroma Bakary, alors ministre de la Communication, il s'était montré particulièrement critique envers le projet d'Agence virtuelle d'information. Le ton était ferme. Très ferme. Il rappelait notamment les principes appris à l'école de journalisme et défendait une conception rigoureuse du journalisme d'agence. « De quoi parle-t-il donc ? Les fondamentaux du journalisme d'agence ne sont-ils pas aussi enseignés dans les écoles et instituts de journalisme que nous autres avons fréquentés ? », avaient réagi quelques collaborateurs du ministre qui avaient évidemment vu dans cette sortie épistolaire de l'assurance. Beaucoup d'assurance, aux frontières de l'insolence. Mais ce serait oublier une autre caractéristique de JVT : cette capacité à mêler une impressionnante confiance en son expérience à une certaine humilité personnelle. C'est peut-être là que réside le paradoxe du personnage, considéré par ses pairs comme le patrimoine vivant d'un métier.

Les hommages qui lui ont été consacrés ne sont donc pas de simples cérémonies de reconnaissance. Ils racontent quelque chose de plus grand. Ils racontent la mémoire d'un métier. Ils racontent une époque où la radio, la télévision et la presse écrite étaient encore des univers distincts, où l'on apprenait patiemment les fondamentaux avant de se jeter dans l'arène. Ils racontent aussi les mutations d'une profession que JVT a accompagnées, parfois en les commentant, parfois en les contestant, mais toujours en restant dans le mouvement. Un hommage lui avait ainsi été consacré sous un titre particulièrement évocateur : « Jean Vincent Tchienhom, un journaliste sur deux siècles. Trajectoire, pratiques et leçons d'un itinéraire. » Difficile de trouver meilleure formule.

Et demain ?

La question pourrait sembler presque provocatrice. Que peut encore chercher un homme qui a déjà connu tant de rédactions, tant de responsabilités, tant de médias et tant de kilomètres professionnels ? Chez Jean Vincent Tchienhom, la réponse est probablement déjà connue. Recommencer. Parce qu'au fond, son parcours n'est pas celui d'un homme qui a simplement accumulé les années. C'est celui d'un homme qui a refusé de laisser les années décider à sa place. Il a commencé par apprendre. Il a continué en pratiquant. Il a ensuite dirigé, produit, écrit, conseillé, créé. Et il continue de transmettre.

Près de soixante ans après son premier cours de journalisme, le micro n'est peut-être plus le même, les rédactions ont changé, les technologies ont bouleversé le métier et les habitudes des publics ne sont plus celles d'hier. Mais JVT, lui, demeure. Avec son expérience. Son franc-parler. Son humour. Son attachement à Dschang, le fil rouge. Son goût du débat. Et, quelque part, son irréductible affection pour le manioc. Une belle manière, finalement, de rappeler qu'un grand journaliste peut traverser les époques sans devenir une pièce de musée : il lui suffit de continuer à regarder le monde avec curiosité. Et de tremper, de temps en temps, sa plume dans du piment. ■



Comme un météore dans le ciel médiatique d'ici et d'ailleurs

Journaliste de talent, homme de radio, critique littéraire, écrivain, éditeur et enseignant, David Ndachi Tagne aura vécu plusieurs vies en une seule. De la presse écrite aux grandes antennes internationales, des salles de cours aux maisons d'édition, cet intellectuel camerounais a consacré son existence au journalisme et à la promotion de la culture africaine.

Le 10 octobre 2006, la nouvelle tombe comme un couperet : David Ndachi Tagne vient de s'éteindre à son domicile de Yaoundé. Il a 48 ans. Marié et père de plusieurs enfants, le journaliste laisse derrière lui une famille endeuillée, une profession orpheline d'un de ses talents et un public encore incrédule. Une voix s'est éteinte.

L'émotion gagne les cœurs

À Baleng, son village d'origine, dans la région de l'Ouest, c'est « l'un de ses élites les plus éclairées » qui disparaît. Mais la douleur dépasse rapidement les frontières familiales et communautaires. Du Cameroun au Sénégal, du Gabon à la France, du Canada à la Belgique, en passant par le Kenya, les États-Unis et la Suède, les messages de condoléances affluent. Ils racontent tous la même histoire : celle d'un homme dont la voix avait su franchir les distances et rapprocher les peuples.

Pour Carole, une fidèle auditrice de Radio France Internationale (RFI), la disparition est un véritable choc. Elle confie alors avoir été profondément marquée par le professionnalisme du journaliste, son aisance à l'antenne et la justesse de ses mots. Mais un souvenir demeure particulièrement vivace : cette signature devenue familière, presque affective, qui ponctuait ses reportages : « David Ndachi Tagne, Yaoundé, RFI ». Derrière ces quelques mots se dessinait toute une relation de confiance entre un journaliste et ses auditeurs. À force de rigueur, de constance et de présence, David Ndachi Tagne avait fini par entrer dans le quotidien



de milliers de personnes.

Au Gabon, un certain Daniel résume l'émotion collective en saluant le départ d'« un porte-étendard de la culture africaine et du journalisme ». À Dakar, un jeune professionnel du Groupe Walfadjri témoigne, lui aussi, de l'influence de cette voix qui lui avait donné le goût du métier. David Ndachi Tagne n'avait donc pas seulement informé : il avait inspiré, transmis et suscité des vocations.

« Fait-tout », ou l'art de ne jamais tenir en place

Né le 3 mars 1958 à Ebolowa, chef-lieu de la région du Sud, David Ndachi Tagne manifeste très tôt une curiosité insatiable. Comprendre, apprendre, explorer : tout semble

l'intéresser. Son entourage lui attribue d'ailleurs un surnom révélateur de cette boulimie de connaissances : « Fait-tout ». La formule pourrait prêter à sourire. Elle annonce pourtant assez bien le personnage. Car, chez lui, la curiosité ne se contente pas de satisfaire l'esprit ; elle devient un moteur, presque une discipline de vie. Là où d'autres choisissent une voie et s'y tiennent, lui multiplie les expériences, les apprentissages et les champs d'exploration.

Son parcours professionnel commence en 1978. « Très tôt, il se distingue par sa capacité à naviguer entre plusieurs univers : l'information, la littérature, la critique, l'enseignement et l'édition », témoigne Fongang, un ancien collègue à Cameroon Tribune. Son doctorat en littérature africaine, obtenu en 1985 à l'Université de Yaoundé, vient conforter cette solide formation intellectuelle. « David Ndachi Tagne n'était décidément pas de ceux qui acceptaient de regarder le monde par une seule fenêtre. »

De Cameroon Tribune aux grandes radios internationales

C'est à Cameroon Tribune, le quotidien national, que David Ndachi Tagne fait ses premières armes dans la presse. Il y prend notamment la responsabilité de la rubrique culturelle de 1986 à 1989. Une expérience déterminante pour celui qui entend faire de la culture un sujet d'information à part entière, et non un simple supplément d'âme réservé aux pages de loisirs.

Mais le papier ne suffit bientôt plus à contenir son énergie. Le journaliste investit l'univers de l'audiovisuel et devient correspon-

dant de plusieurs médias internationaux : RFI, la Voix de l'Allemagne, la Radio Suisse Romande, la Voix de l'Amérique et l'Agence France-Presse au Cameroun. Cette diversité de collaborations témoigne de la confiance dont il jouit auprès de rédactions étrangères. Elle révèle aussi sa capacité à rendre compte de l'actualité camerounaise et africaine pour des publics éloignés, sans perdre de vue les réalités du terrain.

Sa signature radiophonique, notamment sur RFI, devient familière à de nombreux auditeurs. Sa voix, son sens de la formule et son professionnalisme composent une identité journalistique reconnaissable. Il porte ainsi l'information au-delà des frontières, tout en donnant une visibilité à son pays. Pour autant, sa notoriété ne repose pas uniquement sur ses prestations radiophoniques. Elle s'enracine également dans une conviction : la culture africaine mérite d'être étudiée, racontée, documentée et transmise.

La culture camerounaise en héritage

Chez David Ndachi Tagne, le journalisme culturel n'est pas un exercice accessoire. C'est un engagement intellectuel. Son travail contribue à mettre en lumière des artistes camerounais et à faire connaître leurs œuvres, à l'image de la chanteuse Anne-Marie Nzié et de l'artiste Francis Bebey, auxquels il consacre des ouvrages. Son ambition dépasse la simple présentation des œuvres. Il s'agit de conserver une mémoire, de donner des repères et de contribuer à l'écriture de l'histoire culturelle du Cameroun. Dans cette perspective, le journaliste devient aussi un passeur : il établit des liens entre les créateurs, leurs publics et les générations appelées à leur succéder.

Cette passion pour la culture s'accompagne d'un engagement patriotique affirmé. Alors que des propositions professionnelles venues de l'étranger auraient pu l'éloigner du Cameroun, David Ndachi Tagne choisit de rester au pays. Il entend y mettre ses compétences au service de la société et contribuer à la valorisation de ses richesses culturelles. Ce choix donne une dimension particulière à son parcours. L'homme pos-

sède des ouvertures internationales, mais son regard demeure profondément attaché à son environnement national.

Écrire, enseigner, publier : trois façons de transmettre

L'essentiel de Ndachi Tagne ne se limite pas au journalisme. Car l'homme de presse est également écrivain, critique littéraire, éditeur et enseignant. Autant de fonctions qu'il exerce avec une même volonté de produire, de transmettre et de faire progresser les idées. En 1985, il dispense des enseignements de critique littéraire, de journalisme et d'édition à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (Esstic), à Yaoundé. Il participe aussi à des projets de recherche internationaux, notamment avec la revue Notre Librairie.

Un éditeur qui croyait au livre camerounais

Visionnaire, David Ndachi Tagne s'investit dans le développement de l'édition. De 1989 à 1992, il dirige la maison d'édition de la Société de presse et d'éditions du Cameroun (Sopecam). Cette période demeure, selon des sources, un moment particulièrement fécond pour le livre au Cameroun. Lorsque la structure ferme ses portes, il ne renonce pas. Il crée les Éditions du Crac, poursuivant ainsi son ambition de donner une place aux auteurs et de participer à la vitalité de la production éditoriale nationale. Cette persévérance résume assez bien sa manière d'aborder les difficultés : une porte se ferme, une autre voie doit être trouvée. Là encore, il ne se contente pas de commenter le paysage culturel ; il contribue à le construire.

Son intérêt pour les formes d'expression ne s'arrête pas au livre. En 1993, il réalise le documentaire Portraits sur fond de crise, qui reçoit des distinctions internationales. Il collabore également avec l'Agence Syfia et Jeune Afrique Économie.

À travers ces expériences, se dessine le portrait d'un professionnel qui refuse les frontières étroites entre les genres. Presse écrite, radio, édition, enseignement, littérature et documentaire constituent autant

de territoires où il exerce sa curiosité et son savoir-faire.

Une œuvre foisonnante pour une vie trop courte

Le plus étonnant, lorsqu'on parcourt la bibliographie de David Ndachi Tagne, reste peut-être l'ampleur de sa production au regard de la brièveté de son existence. Une quinzaine d'ouvrages lui sont attribués, couvrant plusieurs genres littéraires et domaines de réflexion. Parmi les titres qui jalonnent son parcours figurent notamment :

- M. Handlock, pièce de théâtre publiée aux Éditions Clé en 1985 ;
- Roman et Réalités camerounaises, étude parue en 1986 ;
- La Reine captive, roman publié chez L'Harmattan en 1986 ;
- Ethnofascistes : la vérité du sursis, essai paru en 1987 ;
- Anne-Marie Nzié, voix d'or de la chanson camerounaise, biographie publiée par la Sopecam en 1990 ;
- Sangs mêlés, sang péché, recueil de poésie publié chez L'Harmattan en 1992 ;
- Une étude consacrée à Francis Bebey, publiée en 1993 ;
- Guide du journaliste africain en environnement, ouvrage didactique paru aux Éditions du Crac en 1996.

Cette bibliographie dessine un esprit éclectique, attentif aussi bien à la littérature qu'aux questions de société, à la création artistique qu'aux exigences du métier de journaliste.

Ses livres prolongent ainsi le travail du reporter. Là où le reportage saisit l'instant, l'ouvrage construit une mémoire. Là où la parole radiophonique accompagne l'actualité, l'écriture permet d'approfondir la réflexion et d'en conserver les traces. Un internaute, admiratif devant cette activité débordante, s'interrogeait d'ailleurs sur la manière dont ce « patriote infatigable », animé par une passion dévorante pour le travail, parvenait à accomplir autant de choses. La question reste révélatrice de l'impression laissée par l'homme : celle d'une énergie rarement satisfaite, d'un esprit toujours en mouvement et d'un professionnel qui semblait ne jamais considérer sa tâche comme achevée. ■



Daniel Rim, une plume trempée dans les années de braise

Il avait choisi un nom de plume comme on endosse une seconde identité. Sous la signature de « Daniel Rim », Célestin Lingo a longtemps manié les mots avec cette précision des journalistes qui savent que l'encre peut déranger, interpeller et parfois coûter cher. Dix ans après sa disparition, sa voix demeure dans les souvenirs de ceux qui l'ont connu et dans la mémoire d'une profession à laquelle il aura consacré une grande partie de sa vie.

Célestin Lingo n'a que 22 ans lorsqu'il prend la direction de L'Essor des Jeunes, un mensuel fondé en mars 1960 par l'abbé Albert Ndogmo, alors aumônier des lycées et collèges du diocèse de Nkongsamba. Le décor est loin d'être celui d'un début de carrière paisible. Le pays traverse des moments difficiles. Dans le Moundou, la rébellion et la lutte menée par l'administration contre les groupes armés installent un climat de suspicion généralisée. Le jeune directeur de publication découvre rapidement qu'entre informer et être soupçonné de prendre position, la frontière peut être dangereusement mince. Il en parlera des années plus tard à L'Effort camerounais, un journal catholique, avec le recul de celui qui a connu les contraintes d'une époque où le moindre mot pouvait être interprété comme un engagement. Pour le jeune journaliste, la situation était « vraiment intenable ». Mais il est des épreuves qui ne brisent pas. Elles forgent. Celle-ci va contribuer à tremper son caractère.

Dans cette période fondatrice, il y a aussi Albert Ndogmo. Lingo a grandi dans l'entourage de ce prêtre d'alors, dont la personnalité et les prises de position ne laissent personne indifférent. Albert Ndogmo deviendra plus tard évêque et héritera du surnom de « évêque du tonnerre », en raison notamment de ses positions controversées et de ses supposées accointances avec l'UPC illégale. L'influence est profonde. À travers la doctrine de l'Église et l'exemple de son mentor,



Célestin Lingo découvre un journalisme qui ne se contente pas de rapporter les faits, mais qui entend aussi participer à la formation des consciences.

Cette conviction ne le quittera plus. Sa plume s'affûte au contact des injustices sociales, des dérives et des causes qu'il estime justes. Le journaliste se construit ainsi avec une idée simple mais exigeante

de son métier : écrire, c'est aussi prendre ses responsabilités.

De Lille à Douala, la trajectoire d'un homme libre

La formation à l'École supérieure de journalisme de Lille, en France, vient consolider cette vocation. Puis les rédactions s'enchaînent. Fraternité Matin, en Côte

d'Ivoire. Cameroon Tribune, au Cameroun. Et enfin Le Messenger, à Douala. C'est dans les colonnes de ce quotidien privé que son parcours prend une dimension particulière. Auprès de son ami Pius Njawé, fondateur du journal, Célestin Lingo devient plus qu'un journaliste. Il est un conseiller, un compagnon de route et un passeur. Une génération de jeunes professionnels bénéficie de son expérience. Car Lingo n'est pas de ceux qui gardent jalousement leur savoir pour eux-mêmes. Il transmet. Il corrige. Il conseille. Il exige. La profession lui doit aussi un engagement institutionnel. Au sein de l'Union des journalistes du Cameroun, il participe à la réflexion sur la marche et la régulation du métier et en assume la présidence pendant un mandat. Mais c'est surtout dans l'écriture que son tempérament va véritablement s'exprimer.

Le visage d'une signature

Pour les lecteurs, Célestin Lingo possède surtout un autre visage. Celui de Daniel Rim. Le pseudonyme devient une signature. Et la signature, une réputation. Sous ce nom, Célestin Lingo déploie un style qui ne s'embarrasse guère des précautions inutiles. Sa plume est mordante. Ses billets sont savoureux. Ses articles, soigneusement travaillés. Les lecteurs apprécient. Les confrères observent. Les amateurs de belle écriture se régaler. Daniel Rim devient chroniqueur, mais aussi leader d'opinion. Sa plume dépasse les limites de la simple information pour entrer dans le champ du débat public. Il y a dans ses textes quelque chose de caustique, parfois de provocateur, mais toujours porté par une conviction : le journaliste doit pouvoir regarder son époque, droit dans les yeux.

Quand écrire devient un acte de courage

Les années de braise vont donner à cet engagement une autre dimension. Lorsque les mouvements populaires réclament le changement démocratique, Célestin Lingo ne reste pas spectateur. Il s'engage. Avec détermination. Avec une conviction qui, selon les témoignages

rapportés sur son parcours, frise parfois le zèle des martyrs.

Cette période lui vaut un séjour à New-Bell. Ses sympathisants le considèrent alors comme un prisonnier politique. La liberté de parole a parfois un prix. Lingo le paiera. Puis, progressivement, il se retire du métier. Pour les lecteurs de Daniel Rim, c'est une forme de silence. Une signature disparaît des colonnes. Une époque semble tourner la page. Mais une grande plume ne disparaît jamais complètement. Elle change simplement de territoire : des journaux, elle passe à la mémoire.

L'homme que les chroniques ne racontaient pas

Cependant, réduire Célestin Lingo à son engagement et à son style serait passer à côté de l'essentiel. L'histoire loin des colonnes de journaux est celle d'un journaliste exigeant derrière lequel se cachait un homme décrit par ses proches comme intègre, rassembleur et blagueur. Le trait est presque paradoxal : celui qui pouvait se montrer redoutable dans ses écrits était, dans la vie quotidienne, un homme capable de simplicité et de générosité. Une anecdote en dit davantage sur lui que de longs discours. Un jour, il rend visite à une connaissance hospitalisée. Il ne vient pas les mains vides. Il apporte des paquets à toutes les personnes qui partagent la même salle, alors même qu'il ne les connaît pas. C'était cela aussi, Célestin Lingo : un homme attentif aux autres.

Cette bienveillance n'effaçait en rien la rigueur. Jean-Baptiste Sipa, son compagnon de route depuis les débuts à L'Essor des Jeunes, parlait d'un journaliste exigeant, rigoureux, attaché à la vérité et qui n'avait pas peur. Les deux hommes avaient commencé à travailler le même jour. Ils étaient nés la même année, en 1938. Leur longue proximité professionnelle leur avait valu cette comparaison presque affectueuse : Célestin Lingo était pour lui comme un jumeau. Et ce « jumeau » professionnel avait une ligne de conduite. Il restait fidèle à ses valeurs. Il défendait une vision politique et so-

ciale qu'il considérait comme essentielle au rôle du journaliste. Une vision que Sipa jugeait peu commune chez les journalistes africains.

Le silence après la plume

Le 8 octobre 2016, Célestin Lingo s'éteint à Paris, après un long combat contre la maladie. Il avait 78 ans. Dix ans plus tard, sa disparition appartient désormais à l'histoire. Mais pas son souvenir. En octobre 2026, celui qui était né à Loum, dans le département du Mounjo, aurait eu 88 ans. Le destin en a décidé autrement. Ses anciens collègues, eux, continuent de parler de lui. Jacques Dobell garde le souvenir d'un aîné bienveillant, d'un professionnel méticuleux, peu enclin aux écarts de langage. Il évoque aussi un père capable de transmettre une bonne éducation partout où il se trouvait. Il y a, dans ces témoignages, quelque chose qui dépasse la carrière. Une trace humaine.

Au fond, Célestin Lingo aura peut-être passé sa vie à faire dialoguer deux personnages en lui. Célestin Lingo, l'homme. Daniel Rim, le journaliste. Le premier savait rire, rassembler, donner et transmettre. Le second savait écrire, dénoncer, provoquer et résister. Mais ils partageaient la même exigence. Celle de ne pas détourner le regard. Celle de rester fidèle à ses convictions. Celle, surtout, de considérer que le journalisme n'est pas seulement une profession, mais une responsabilité. Dix ans après sa disparition, les années ont passé. Les journaux ont changé. Les rédactions ont changé. Les outils ont changé. Mais certaines signatures ont une curieuse manière de survivre aux époques.

Daniel Rim est de celles-là. Et si l'on devait un jour résumer Célestin Lingo en quelques mots, il ne faudrait peut-être pas chercher plus loin que cette épithète à son image, simple et sans détour, imaginée par ceux qui gardent sa mémoire : « Ci-gît le journaliste qui signait Daniel Rim. »

Et tout serait dit. ■



L'insoumission des mots et des images

Du journalisme à la littérature, en passant par le cinéma documentaire et la photographie, Osvalde Lewat a fait de la création un territoire de liberté. Une trajectoire singulière, portée par le refus des silences convenus et la volonté obstinée de raconter ce que les sociétés préfèrent parfois taire.

Il est des plumes qui se contentent de raconter le monde. D'autres éprouvent l'irrésistible besoin de le questionner, d'en explorer les blessures et d'en débusquer les contradictions. Osvalde Lewat est de cette dernière trempe. Journaliste de formation, cinéaste par vocation et romancière par passion, cette Camerounaise a construit, d'un langage à l'autre, une œuvre dont la liberté constitue le fil conducteur.

Née le 17 septembre 1976 à Garoua, dans le septentrion camerounais, elle fait ses premières armes intellectuelles à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (Ess-tic) de Yaoundé. Son parcours la conduit également à Sciences Po Paris, puis vers les métiers de l'image, à l'Institut national de l'image et du son de Montréal et à la Fémis, en France. Un itinéraire de formation qui annonce déjà une curiosité peu disposée à s'enfermer dans les frontières d'une seule discipline.

Quand l'actualité ne suffit plus

C'est pourtant dans les colonnes de Cameroon Tribune que commence son aventure professionnelle. Reporter au quotidien national, elle découvre les exigences du terrain, la discipline des faits et cette école de l'urgence qui façonne les journalistes. « Cette journaliste était de la classe des belles plumes de Cameroon tribune. Elle savait manier l'humour et le calembour à tel point que je prenais toujours beaucoup de plaisir à la lire », s'émerveille encore un fonctionnaire du ministère des Arts et de la Culture. Ce dernier se souvient particulièrement d'un reportage sur "Ngoan Etenga", le surnom donné par les riverains au train wagon qui



desservait la ligne intérieure de Yaoundé à Ngoumou dans la Mefou et Akono. Non sans évoquer le fameux titre, "Douleurs tropicales", après un reportage au palais des Congrès sur une émission culturelle qu'était venu présenter l'ancien animateur de RFI, Claudy Siaar, sous le concept "Couleurs tropicales". « A partir du titre de cet article d'Osvalde Lewat, j'avais compris que l'événement avait été un fiasco. »

Mais l'actualité a ses impatiences. À peine une histoire racontée qu'une autre la chasse. Osvalde Lewat aspire à davantage de profondeur, à cette respiration du temps long qui permet de comprendre les êtres au-delà des événements. Le cinéma documentaire lui ouvre alors un nouvel horizon. Avec "Au-delà de la peine", en 2003, elle interroge l'univers carcéral camerounais. Puis vient "Une affaire de nègres", en 2008, plongée saisissante dans les violences et les dérives sécuritaires. "Land Rush", en 2012, explore les enjeux de l'accaparement des terres agricoles africaines, tandis que "MK,

l'armée secrète de Mandela", en 2023, revisite une page essentielle de la lutte contre l'apartheid. D'un film à l'autre, la même conviction affleure : derrière les grandes questions politiques et sociales se trouvent des vies humaines dont les histoires méritent d'être entendues.

La littérature, autre espace de liberté

Comme si l'image ne suffisait plus à contenir son imaginaire, Osvalde Lewat emprunte ensuite les chemins du roman. En 2021, "Les Aquatiques" fait une entrée remarquée dans le paysage littéraire francophone. À travers les tensions d'une société africaine fictive, elle explore le patriarcat, les apparences sociales et les aspirations féminines à l'émancipation. L'ouvrage lui vaut plusieurs distinctions, dont le Grand prix panafricain de littérature et le prix Ahmadou-Kourouma. Avec "Un corps indocile", paru en 2026, et qui fait déjà partie des premières sélections du prix Renaudot 2026, elle prolonge son interrogation sur les libertés individuelles, les normes sociales et le rapport au corps. Ce roman pourrait lui rapporter une autre distinction du monde littéraire en fin d'année », se réjouit le fonctionnaire du Minac.

Journaliste, photographe, cinéaste, écrivaine : les étiquettes se succèdent sans jamais épuiser le personnage. Chez Osvalde Lewat, épouse et mère, les disciplines changent, mais le regard demeure. Celui d'une femme qui préfère les questions inconfortables aux réponses faciles. Et si sa véritable signature résidait précisément là ? Dans cette manière de faire dialoguer les mots et les images pour rappeler que raconter le monde, c'est aussi refuser de le laisser sombrer dans l'indifférence. ■

La voix qui veut rendre l'Afrique à son histoire

Pendant plus de trois décennies, son timbre vocal a peint les grands événements du continent africain sur les antennes de Radio France Internationale. Aujourd'hui, Alain Foka poursuit une autre ambition : contribuer à faire émerger une Afrique qui raconte elle-même son histoire, assume ses choix et construit ses propres espaces d'expression.

Alain Foka, c'est cette voix grave, immédiatement reconnaissable, qui donne aux mots une résonance particulière. Une voix qui a traversé les frontières, interrogé les puissants, réveillé les mémoires et accompagné des générations d'auditeurs africains. Mais réduire Alain Foka à son timbre serait oublier l'essentiel : derrière le microphone se dessine un homme habité par une passion presque militante pour l'histoire et le devenir du continent. Né le 22 juillet 1964 à Douala, Alain Désiré Foka se forme en France, notamment à Sciences Po Paris, au Centre de formation des journalistes et à l'École supérieure de réalisation audiovisuelle. Ce solide bagage académique lui ouvre les portes d'une carrière internationale dont Radio France Internationale deviendra le principal théâtre.

L'homme qui faisait parler l'histoire

Pendant plus de trente ans, Alain Foka impose progressivement sa marque dans le paysage radiophonique francophone. Journaliste, intervieweur et homme de programmes, il rencontre de nombreux dirigeants africains, interroge les événements et s'intéresse particulièrement aux grandes figures qui ont façonné le destin du continent. Son œuvre emblématique demeure "Archives d'Afrique". À travers cette émission devenue une référence, il entreprend de restituer les épisodes majeurs de l'histoire politique africaine, donnant à entendre des témoignages, des documents sonores et des récits qui éclairent les générations présentes.



Thomas Sankara et bien d'autres personnalités historiques retrouvent ainsi une place dans une mémoire collective parfois fragmentée.

Une conviction guide cette démarche : « Nul n'a le droit d'effacer une page de l'histoire d'un peuple, car un peuple sans histoire est un monde sans âme. » Plus qu'une formule, une profession de foi.

En octobre 2023, Alain Foka annonce son départ de RFI. Après trois décennies dans une grande maison de radio, le journaliste choisit de poursuivre son aventure autrement. Une décision qui marque une

rupture professionnelle, mais aussi l'affirmation d'une nouvelle ambition à l'échelle continentale et pour laquelle le journaliste abandonne le microphone. Désormais, il entend participer plus directement à l'émergence d'un récit africain porté par les Africains eux-mêmes.

Cette volonté prend corps avec AFO Media, plateforme médiatique lancée en 2024, et Manssah, initiative panafricaine de réflexion et de propositions consacrée à la transformation du continent. À travers ces projets, l'ancien journaliste de RFI entend dépasser le commentaire de l'actualité pour investir le terrain des idées, de la transmission et de l'action collective. Le défi est considérable. Car construire un nouveau narratif africain suppose autant de revisiter le passé que d'affronter lucidement les difficultés du présent.

Une voix, plusieurs générations

Alain Foka ne laisse pas indifférent. Ses analyses suscitent l'adhésion, parfois la contradiction, et nourrissent des débats qui témoignent de son influence dans l'espace public africain.

Mais au-delà des controverses, une constante traverse son parcours : la conviction que la maîtrise du récit historique constitue un enjeu majeur de souveraineté intellectuelle.

Du studio radiophonique aux plateformes numériques, l'homme a changé d'espace d'expression sans renoncer à sa passion première. Celle de faire parler l'Afrique, de l'écouter et de l'inviter à mieux se connaître. Car pour Alain Foka, l'histoire n'est pas seulement une mémoire à conserver. Elle est aussi une boussole pour préparer l'avenir. ■



En mémoire d'une pionnière dont l'écho vocal ne doit pas s'éteindre

À une époque où le journalisme sportif se déclinait presque exclusivement au masculin, Marguerite Temgoua a contribué à donner une autre voix à l'actualité sportive camerounaise. Son souvenir renvoie aux belles heures de l'audiovisuel public et rappelle une exigence : préserver la mémoire de celles et ceux qui ont écrit les premières pages de notre histoire médiatique.

Il fut un temps où la radio avait ses voix, la télévision ses visages et les journalistes cette familiarité particulière qui les faisait entrer, presque naturellement, dans l'intimité des familles. Avant l'explosion des réseaux sociaux, bien avant que le nombre de vues ne prétende mesurer le talent, le public camerounais avait ses rendez-vous fidèles avec les professionnels du microphone. C'était l'époque des grands moments du Poste national de la Crtv, des émissions sportives attendues avec impatience et des voix qui savaient transformer une rencontre de football en événement national. Dans cet univers où les hommes occupaient l'essentiel de l'espace, quelques femmes ont osé faire entendre leur différence. Marguerite Temgoua a brisé le signe indien "mâle" des reporters sportifs et appartient à cette génération de professionnelles dont le parcours mérite aujourd'hui d'être remis en lumière.

Une femme dans l'arène des hommes

Dans le Cameroun audiovisuel des années 1980 et 1990, le journalisme sportif n'était pas précisément un territoire où les femmes se bousculaient. Les commentaires, les analyses et les grandes émissions consacrées aux compétitions semblaient naturellement réservés aux voix masculines. C'est dans cet environnement que Marguerite Temgoua s'est fait une place au sein de l'audiovisuel public.

Il fallait sans doute plus que de la passion pour s'imposer dans un milieu où les compétences féminines devaient encore surmonter bien des préjugés. Il fallait de la persévérance, de la maîtrise professionnelle



et cette assurance tranquille qui permet de convaincre sans nécessairement chercher à impressionner. À travers son engagement dans le journalisme sportif, Marguerite Temgoua participe ainsi à une évolution dont on mesure mieux aujourd'hui la portée : celle de l'accès progressif des femmes à des spécialités longtemps considérées comme des domaines masculins.

Le mérite des pionnières est souvent paradoxal. Elles ouvrent des portes que les générations suivantes franchissent plus aisément, mais leurs propres noms finissent parfois par s'effacer derrière les progrès qu'elles ont rendus possibles. Aujourd'hui, les femmes occupent une place de plus en plus visible dans les rédactions sportives, sur les plateaux de télévision et au bord des terrains. Une évolution qui invite à regarder en arrière pour mieux apprécier le chemin parcouru. Et il serait regrettable de laisser se dissoudre dans l'oubli la mémoire professionnelle d'une pionnière comme

Marguerite Temgoua. Car l'histoire des médias ne se résume pas aux grandes figures masculines, aux directeurs de rédaction ou aux présentateurs les plus célèbres. Elle s'écrit également à travers ces femmes qui ont imposé leur présence, leur travail et leur légitimité dans des univers où rien ne leur était spontanément acquis.

Sauver les voix de l'oubli

Que reste-t-il aujourd'hui des émissions, des reportages et des interventions de Marguerite Temgoua ? Quelles archives permettent de restituer son parcours ? Quels souvenirs ses anciens collègues et les auditeurs de son époque conservent-ils de son travail ? Ces interrogations dépassent le seul destin d'une journaliste. Elles posent la question de la conservation du patrimoine audiovisuel camerounais, de ses archives et de ses figures historiques.

À l'heure où la communication se réinvente sous l'impulsion du numérique, la sauvegarde de cette mémoire devient un véritable enjeu culturel.

Rendre hommage à Marguerite Temgoua, c'est donc célébrer davantage qu'une carrière. C'est rappeler que les progrès d'une profession se construisent aussi grâce à celles qui ont osé en bousculer les habitudes. Et que certaines voix, même lorsqu'elles ne résonnent plus quotidiennement sur les antennes, méritent de continuer à vivre dans la mémoire collective. Et c'est à cela que l'équipe de JRC Magazine s'est essayé dans le cadre de la première édition des Journées régionales de la Communication dans la région natale de cette devancière des Madeleine Soppi Kotto, et autres Monique Tjouden. ■

Le « Coach » qui avait le journalisme dans le sang

Une plume incisive, un esprit libre et une humilité désarmante. Pendant près de six décennies, Jean-Baptiste Sipa a traversé les grandes mutations de la presse camerounaise, laissant derrière lui l'image d'un journaliste passionné, d'un formateur généreux et d'un homme profondément attaché à la liberté de la parole.

Jean-Baptiste Sipa appartenait à cette race de journalistes pour lesquels écrire n'était pas simplement un métier, mais une manière d'habiter le monde. Il avait ni la stature imposante des grands tribuns ni le goût des honneurs tapageurs. Mais lorsqu'il prenait la parole, on l'écoutait. Et lorsqu'il saisisait sa plume, mieux valait avoir les arguments solides.

Né le 2 juin 1938 à Bayangam, dans la région de l'Ouest, celui que ses confrères surnommaient affectueusement « Coach » aura consacré près de soixante années de sa vie à l'information, à l'analyse et à la transmission du savoir professionnel.

Son aventure journalistique commence en 1960, dans les colonnes de L'Essor des Jeunes, publication catholique fondée sous l'impulsion de l'abbé Albert Ndongmo. Son binôme est alors Célestin Lingo, surnommé son "jumeau" parce que né la même année que lui et recrutés ensemble à L'Essor des Jeunes. Il poursuit son apprentissage à L'Effort camerounais, avant de participer, en 1974, à la création de La Gazette à Douala. C'est dans cette rédaction qu'il croise le chemin de Pius Njawé. Une rencontre qui allait durablement marquer l'histoire de la presse privée camerounaise.

En 1982, Jean-Baptiste Sipa rejoint l'aventure du Messenger. D'abord chroniqueur et éditorialiste, il devient progressivement l'une des figures les plus respectées du journal. Ses analyses, souvent mordantes, portent la marque d'un esprit indépendant, peu enclin aux accommodements avec ses convictions.



Un patron qui préférait former des champions

Lorsque Pius Njawé disparaît tragiquement en juillet 2010, Jean-Baptiste Sipa est appelé à prendre la direction de publication du Messenger. Une lourde responsabilité qu'il accepte sans renoncer à sa simplicité. D'ailleurs, le titre de directeur de publication lui convient assez peu. Il préfère celui de « Coach ». « Le journal est une équipe », aime-t-il rappeler, et son rôle consiste moins à commander qu'à accompagner les talents.

Cette philosophie résume admirablement le personnage. À ses yeux, la réussite d'un aîné ne se mesure pas seulement à ses propres accomplissements, mais aussi à la capacité de faire grandir ceux qui viennent après lui.

Exigeant sur les principes, disponible pour les jeunes confrères, il cultive une conception du journalisme où la liberté ne dispense jamais de la responsabilité.

Une plume s'éteint, une école demeure

Engagé dans la défense des droits humains, notamment à travers l'organisation Article 55, Jean-Baptiste Sipa poursuit ses interventions publiques bien après avoir quitté la direction du Messenger. Le 10 juillet 2019, il s'éteint à Douala, à l'âge de 81 ans, laissant la presse camerounaise orpheline d'une de ses figures historiques. Il rejoindra ainsi dans l'éternité, ses compères Njawé et Lingo en compagnie desquels il aura parcouru les chemins parfois escarpés du monde de la presse.

Mais les grandes plumes ne disparaissent jamais tout à fait. Elles survivent dans les rédactions qu'elles ont animées, dans les journalistes qu'elles ont formés et dans les convictions qu'elles ont contribué à transmettre.

Jean-Baptiste Sipa aura été tout cela : un témoin de son époque, un artisan de la presse camerounaise et, surtout, un maître qui savait que le plus beau succès d'un journaliste est parfois de voir ses élèves aller plus loin que lui. ■



Le micro pour passeport

Figure familière de la radio et de la télévision publiques camerounaises, Jean-Marie Watonsi appartient à cette génération de journalistes qui ont donné leurs lettres de noblesse à l'audio-visuel national. De la Crtv aux États-Unis, son parcours raconte une passion de l'information qui a traversé les frontières sans rompre le lien avec le Cameroun.

A une époque où les voix de la radio se reconnaissaient avant même que leurs propriétaires ne se présentent, trois lettres suffisaient à identifier un homme : JMW. Derrière ces initiales, Jean-Marie Watonsi, journaliste camerounais dont le parcours reste associé aux grandes années de la Cameroon Radio Television. Il appartient à cette génération de professionnels qui ont connu l'audio-visuel avant la révolution numérique, lorsque l'antenne imposait une discipline particulière et que la notoriété se construisait patiemment, au fil des émissions, des reportages et des rendez-vous avec le public.

Originaire de la région de l'Ouest, Jean-Marie Watonsi a inscrit son nom dans cette histoire collective, avant de poursuivre son itinéraire professionnel au-delà des frontières nationales. Journaliste sportif, reporter et homme de radio, l'homme s'impose progressivement parmi les visages et les voix connus de l'audiovisuel public camerounais. Son parcours le conduit notamment à la rédaction en chef de Yaoundé FM 94, station urbaine de la CRTV, dont la création, à la fin des années 1980, accompagne une évolution importante du paysage radiophonique national. L'époque est à l'élargissement des formats, à la proximité avec les auditeurs et à l'émergence de nouvelles habitudes d'écoute.

Pour les journalistes de cette génération, il ne suffit plus de transmettre l'information : il faut également apprendre à dialoguer avec un public dont les attentes se diversifient. Jean-Marie Watonsi participe



à cette aventure, mettant son expérience au service d'un média en pleine transformation.

L'Amérique, un autre chapitre

En 1994, il prend une décision qui marque un tournant dans sa trajectoire : quitter la Crtv pour s'installer aux États-Unis avec sa famille. Le changement est considérable. Il signifie l'éloignement des studios familiers, la découverte d'un nouvel environnement et la nécessité de réinventer son parcours. Mais on ne se défait pas si facilement de plusieurs années de passion journalistique.

Sur le sol américain, Jean-Marie Watonsi

demeure attaché aux médias. Son itinéraire révèle également une autre facette de sa personnalité : la pratique et l'enseignement du karaté, discipline dont il devient maître. Deux univers apparemment éloignés, mais qui ont en commun l'exigence, la maîtrise de soi et la persévérance.

La fidélité à la parole

L'éloignement géographique ne signifie pas la rupture avec les affaires camerounaises. Jean-Marie Watonsi continue de participer aux débats publics, notamment à travers des interventions dans les médias de la diaspora. Ses prises de position sur les questions politiques et sociales témoignent d'un intérêt durable pour l'évolution de son pays d'origine. En juin 2020, il intervient notamment sur Jmtv+ dans une émission consacrée à la situation politique camerounaise et aux relations entre la France et l'Afrique.

Son parcours illustre ainsi une réalité devenue familière : celle de journalistes africains qui, après avoir exercé dans les médias nationaux, prolongent leur présence dans l'espace public depuis l'étranger. Au-delà de ses engagements et des débats qu'ils peuvent susciter, Jean-Marie Watonsi demeure une figure de cette génération qui a contribué à façonner l'identité de l'audiovisuel camerounais.

Des studios de la CRTV aux plateformes médiatiques de la diaspora, le décor a changé. Mais le fil conducteur reste reconnaissable : la parole, l'information et cette relation particulière avec le public qui fait du journalisme bien davantage qu'une profession. ■

L'homme qui trouvait le monde formidable

De la présentation du journal télévisé aux chroniques et débats sur la CRTV, Paul Ngougnou a traversé l'univers audiovisuel camerounais avec une plume singulière, une voix reconnaissable et une formule devenue légendaire. Disparu en septembre 2022, ce fils des Bamboutos a laissé derrière lui bien davantage que des souvenirs d'antenne : une certaine idée du journalisme et une irrésistible invitation à célébrer la vie.

« Le monde est formidable. Vivons seulement ! » Il avait cette façon bien à lui de prendre congé de son public. Quelques mots, presque désinvoltes, lancés comme une boutade, mais qui finissaient par dessiner toute une philosophie de l'existence. Chez Paul Ngougnou, le monde pouvait bien être traversé de contradictions, secoué de turbulences ou encombré de mauvaises nouvelles, il n'en demeurerait pas moins formidable. Et la vie, malgré ses contrariétés, méritait toujours d'être vécue. Cette formule, devenue sa marque de fabrique, aura résisté au temps, aux changements de programmes et même à la disparition de son auteur. Comme si le journaliste avait trouvé le moyen de continuer à parler à ses téléspectateurs longtemps après avoir quitté les plateaux. Paul Ngougnou appartenait à cette génération de professionnels qui ont accompagné les grandes heures de la télévision publique camerounaise.

De Babété aux lumières de la télévision

Originaire de Babété, dans le département des Bamboutos, région de l'Ouest, Paul Ngougnou avait choisi très tôt le chemin de la parole publique. Formé à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information (Essti) de Yaoundé, il avait fait ses premières armes dans un univers médiatique camerounais encore en pleine construction. Déjà au lycée de Mbouda, il s'intéressait à l'écriture journalistique. Son ancien camarade, Jean de Dieu Momo, se souvenait, à l'annonce de son décès, de leur collaboration au journal scolaire L'Écho du Lymbo. Une vocation qui allait prendre toute sa dimension avec l'avènement de la télévision au Cameroun.



À la Cameroon Radio Television (Crtv), Paul Ngougnou s'impose progressivement comme l'un des visages familiers de l'information. Coprésentateur du journal télévisé de 20 h 30, il fait partie de ces professionnels dont la présence à l'écran participe à installer une relation de proximité avec les téléspectateurs. Mais l'homme ne se contente pas des lumières du plateau. Son parcours le conduit également à exercer des responsabilités éditoriales et administratives, notamment comme chef de l'information à la Crtv-Ouest, puis chef de station à la Crtv-Adamaoua. Autant d'expériences qui lui permettent d'appréhender les réalités du pays au-delà des studios de la capitale.

Le goût des mots et l'art de la différence

Paul Ngougnou avait cette qualité précieuse des journalistes qui ne se laissent pas enfermer dans un seul registre. Présentateur, reporter, éditorialiste, animateur de débats : il semblait trouver dans chaque exercice une nouvelle occasion de faire vivre sa passion.

À la Crtv-Ouest, il contribue notamment au développement de la revue de presse et de la chronique "La République". Plus tard, les téléspectateurs le retrouvent dans "Par ici le débat", une émission qui lui permet d'explorer un autre versant du métier : celui de la confrontation des idées et de la discussion publique. Son style ? Une écriture concise, un sens de la formule et une voix posée. À l'annonce de sa disparition, l'universitaire et homme politique, Vincent Sosthène Fouda, qui l'avait côtoyé, évoquait un homme au « papier succinct, synthétique et séduisant ». Trois adjectifs qui disent beaucoup de cette capacité à aller à l'essentiel sans sacrifier l'élégance du propos.

L'une de ses productions les plus remarquées demeure également "Sur le chemin du Christ, j'ai vu...", un documentaire réalisé en Israël, dans lequel il entraînait le téléspectateur sur les traces de Jésus-Christ. Une réalisation dont son confrère Fregist Bertrand Tchouta soulignera la qualité au moment de lui rendre hommage. Derrière cette diversité d'exercices se dessinait un tempérament curieux, créatif, attaché à une certaine liberté de ton. Paul Ngougnou ne semblait guère disposé à laisser la routine confisquer son plaisir de raconter.

Le dernier rendez-vous

Le 29 septembre 2022, la nouvelle de sa disparition tombe. Paul Ngougnou s'est éteint à Yaoundé. Dans les rédactions, parmi ses anciens collaborateurs et chez ceux qui avaient suivi ses interventions à la télévision nationale, l'émotion est palpable. Les hommages affluent. On salue le professionnel, l'éditorialiste, l'homme de médias. On se souvient de sa créativité, de ses productions et de cette manière si particulière de ponctuer ses interventions. ■



Du terrain international aux grandes enquêtes africaines

Grand reporter international, chroniqueur et journaliste, Patrick Hugue Fandio s'est construit une réputation grâce à ses reportages sur les grands événements de l'actualité mondiale et à son goût pour le terrain.



Dans le journalisme, certains racontent l'actualité, tandis que d'autres vont la chercher là où elle se produit. Patrick Fandio appartient à cette seconde catégorie. Né le 14 mars 1975 à Garoua dans la région du Nord, Patrick Hugue Fandio est un journaliste et grand reporter international. Il effectue ses études secondaires au CES de Ngoa-Ekelle à Yaoundé et au Lycée de Bangangté, où naît sa passion pour le journalisme au sein du club Unesco. Bachelier série D en 1993, il s'envole pour la France où il obtient une licence en Information et Communication à l'Univer-

sité Nancy II, puis une maîtrise au prestigieux Celsa Paris-Sorbonne. Sa carrière débute en 1998 à France 2. Il y exerce en tant que reporter pendant 5 ans. Cette période lui permet d'acquérir des compétences journalistiques solides et de se forger une réputation dans un milieu professionnel très rigoureux. Révélé lors du Tour de France, il s'impose rapidement par son professionnalisme. En 2003, il rejoint TF1 comme grand reporter au service International, couvrant les grands événements planétaires : attentats du 11 septembre, catastrophes naturelles, conflits. Sa compétence l'amène

à occuper le poste de chef de service du bureau du Moyen-Orient de 2010 à 2015. Il va donc s'envoler pour le Moyen-Orient, plus précisément à Jérusalem où est basé le poste. C'est ainsi qu'il va rayonner sur le Caire, Beyrouth, Istanbul et Amman. Cette expérience forge son expertise en géopolitique.

Son métier le conduit donc à travailler dans des contextes parfois extrêmement difficiles, où la rapidité de réaction doit s'accompagner de prudence, de vérification et d'une bonne compréhension des réalités locales. Cette expérience internationale contribue à forger son identité professionnelle : celle d'un journaliste qui privilégie l'observation directe, le témoignage et la recherche d'informations au plus près des événements.

En 2016, il fonde Hémisphère Médias Production, une entreprise de production de contenu audiovisuel. En juillet 2021, il est nommé par le président français Emmanuel Macron, membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), consécration de son engagement et de son expertise sur les questions africaines et internationales. A titre indicatif, le CPA est une structure indépendante qui réunit des personnalités issues de la société civile. Patrick Fandio incarne ainsi un journalisme de terrain, exigeant et tourné vers l'investigation. Son itinéraire rappelle que le rôle du journaliste ne consiste pas seulement à informer sur ce qui se passe, mais aussi à donner au public les moyens de comprendre pourquoi les événements surviennent et comment ils transforment les sociétés. ■

Le précurseur d'une télévision pour l'Afrique

Dans l'univers des médias africains, Constant Nemale occupe une place particulière. Son parcours associe journalisme, communication et entrepreneuriat.

Plus qu'un professionnel de l'information, il est un dirigeant de médias qui a fait de la visibilité de l'Afrique et de la création de plateformes audiovisuelles panafricaines les principaux axes de son ambition. Constant Nemale-Pouani est né le 14 juillet 1967 au Cameroun. Son itinéraire professionnel se distingue par une formation initiale en génie civil, complétée par des études en urbanisme en France. Pourtant, c'est dans le monde de la communication et des médias qu'il choisit progressivement de bâtir sa carrière.

Il fait ses premières armes dans la presse en travaillant notamment comme rédacteur en chef adjoint du magazine français « Mondial Basket ». Cette expérience lui permet de découvrir les exigences de la production éditoriale, de la gestion des contenus et de l'organisation d'une rédaction. Mais Constant Nemale voit plus loin que le journalisme traditionnel. Il s'intéresse à la création d'entreprises de communication audiovisuelles capables de produire et de diffuser des contenus à destination des publics africains et de la diaspora. En 1998, il participe à la fondation de 3A Télésud, une chaîne généraliste panafricaine qui contribue à renforcer la présence des programmes africains dans l'espace audiovisuel international.

En 2001, il crée également ETNIUM, une agence de communication et de marketing. En 2009, il concrétise son rêve en lançant AFRICA 24, basée à Paris, qu'il préside à travers son groupe Afrimedia. C'est aujourd'hui la chaîne d'information africaine la plus regardée du continent, surnommée la « CNN africaine ». À travers cette initiative, Constant Nemale défend une idée centrale : l'Afrique doit disposer



de moyens de communication capables de raconter elle-même ses réalités, ses transformations et ses perspectives. L'enjeu n'est pas seulement de diffuser des informations, mais aussi de participer à la construction d'un espace médiatique africain visible à l'échelle internationale. Cette ambition s'inscrit dans un environnement particulièrement exigeant. La création et la gestion d'une chaîne d'information supposent des investissements importants, une organisation éditoriale solide, des moyens techniques perfor-

mants et une capacité à attirer un public dans un secteur fortement concurrentiel. Le parcours de Constant Nemale illustre ainsi les défis auxquels sont confrontés les entrepreneurs africains qui souhaitent développer des médias d'envergure internationale. Son profil se distingue de celui du journaliste exclusivement attaché au reportage : il s'intéresse également aux infrastructures, au financement, à la stratégie et à la pérennité des entreprises médiatiques. ■

TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

Les nouveaux leviers de croissance

Forte de ses atouts naturels et de son dynamisme entrepreneurial, l'Ouest affronte deux défis : optimiser son potentiel économique tout en planifiant durablement l'occupation de son territoire. Face aux impératifs de la décentralisation, la synergie entre économie, planification et aménagement s'impose désormais comme la clé de voûte de son émergence.



C'est à juste titre que la région de l'Ouest est vue comme un moteur économique porté par l'agrobusiness et l'entrepreneuriat. Et pour cause, cette partie du pays brille par ses cultures maraîchères, sa production de café, de maïs et de pommes de terre, ainsi que par un secteur avicole hautement performant.

Au-delà de l'agriculture, la force de l'économie locale réside dans le dynamisme de son secteur privé. Il s'ajoute effectivement

à cette vitalité agricole régionale, un tissu de Petites et Moyennes Entreprises (PME) et d'initiatives artisanales particulièrement denses. Le «génie créateur» local se traduit par une forte culture du commerce et de la microfinance communautaire. Ce capital humain et financier, soutenu par les transferts de fonds d'une diaspora régionale très active, constitue un levier majeur pour le financement des investissements locaux. Mais la préoccupation en fond de teint est celle de l'occupation de l'espace pour développer durablement ces investissements.

La planification locale, un impératif face à la pression démographique

Avec une population en croissance constante et un territoire relativement restreint, l'Ouest subit une pression foncière sans précédent. Le passage à une décentralisation plus effective offre de nouvelles opportunités de planification territoriale. Les Collectivités territoriales décentralisées (CTD) — communes et Conseil régional — sont désormais en première ligne pour structurer le développement local. Les Plans communaux de développement (PCD) et les plans régionaux deviennent des outils de gouvernance indispensables. Aussi, la priorité devrait-elle être accordée à l'élaboration des PCD de deuxième génération et de plans d'aménagement régionaux, avec un double objectif, à savoir : optimiser l'allocation des ressources publiques et rendre les territoires attractifs pour les investissements privés nationaux et internationaux.

Les axes prioritaires de cette planification s'articulent autour de trois actions majeures, soit :

- La valorisation des infrastructures de connectivité, visant le désenclavement des bassins de production agricole vers les marchés urbains afin de réduire les pertes post-récoltes.
- L'accès aux services sociaux de base, par l'amélioration de l'offre en eau potable, en électricité et en infrastructures sanitaires, indispensable pour stabiliser les populations et freiner l'exode rural.

- L'appui à la décentralisation, en accélérant le transfert progressif des compétences qui donne aux Collectivités territoriales décentralisées la responsabilité de concevoir des programmes alignés sur les spécificités culturelles et économiques de chacun des huit départements de la région.

Les défis majeurs de l'aménagement du territoire

Seulement, l'Ouest peut-elle atteindre ses ambitions de transformation de son potentiel en un modèle de croissance durable, sans lever un certain nombre d'écueils liés à l'aménagement ? Avec l'une des densités de population les plus élevées du pays, la compétition pour l'accès à la terre s'intensifie. La conciliation entre l'extension des zones urbaines et la préservation des espaces agricoles est un défi quotidien. Des villes comme Bafoussam, Foumban ou Dschang connaissent une croissance rapide. L'extension des infrastructures de base (accès à l'eau potable, électricité, gestion des déchets, réseau routier urbain) doit impérativement suivre ce rythme pour éviter la paupérisation des périphéries. La topographie montagneuse de la région enrichit ses paysages et son potentiel touristique, mais elle complexifie et renchérit le coût des infrastructures de transport. Le maintien d'un réseau routier secondaire praticable en toutes saisons reste vital pour l'acheminement des produits agricoles vers les grands centres de consommation comme Douala et Yaoundé.

En somme, la région de l'Ouest dispose d'indéniables atouts pour devenir un modèle de développement régional intégré. La réussite de cette ambition repose néanmoins sur la capacité des acteurs publics, privés et de la société civile à harmoniser la croissance économique avec une gestion rigoureuse de l'espace. En investissant massivement dans la planification stratégique et des infrastructures d'aménagement résilientes, l'Ouest continuera non seulement de nourrir le Cameroun, mais s'affirmera comme un pôle de compétitivité majeur en Afrique Centrale. ■



CIVIL SERVICE

The Challenge of Digitising Public Services

The West Region plays a vital role in the implementation of the policy to modernise the State. Led by the Ministry of Civil Service and Administrative Reform (MINFOPRA), the transformation of local public services is navigating a balance between major technological advances and the realities on the ground.

Like all public services across the country, the Minfopra Regional Delegation for the West has reached a decisive milestone thanks to the digitisation of administrative procedures. The accelerated roll-out of dedicated institutional platforms is thus helping to reduce the volume of paperwork and shorten case processing times. Following several years of implementing the SIGIPES application (Integrated IT System for the Management of Civil Servants and Pay), it is now the turn of the AIGLES software package (IT Application for the Logical Management of Staff and Pay). Launched in 2024 by the Minister of Civil Service and Administrative Reform, "AIGLES has significantly reduced the phenomenon of 'pilgrim users'", according to the Ministry of Civil Service and Administrative Reform (MINFOPRA). Previously forced to make numerous costly journeys to the capital, Yaoundé, to monitor their career progression, civil servants in the Region can now track their files directly from Bafoussam, Mbouda, Foumban or other towns in the West. The processing of career-related matters (promotions, appointments, and retirements) has become more streamlined, thereby reducing the need for intermediaries and the risk of administrative corruption.

Proximity at the Heart of the Reform

Administrative reform in the West is not limited to IT tools. It is also reflected in the strengthening of local governance. The open days and outreach tours organised periodically across the Region demon-



strate a commitment to bringing the administration closer to the public. Emphasis has been laid on user service and transparency regarding the costs of services. The public display of the procedures required for each administrative process in regional and divisional delegations contributes to this culture of results and accountability promoted by the highest levels of government.

Towards a more Agile Public Service

However, persistent areas of uncertainty remain, which cast a shadow over the significant progress made and are holding back the overall impact of these reforms. Public service providers and beneficiaries at regional level regularly point to:

- The shortfall in energy and digital infrastructure: in some outlying divisions of the Region, power cuts and internet connectivity issues are temporarily disrupting access to online platforms.
- The need for professional development:

the uptake of new digital tools by all civil servants remains uneven, requiring greater efforts to build capacity.

- Staff management: ensuring that staff profiles match the posts they hold in the regions remains an ongoing challenge in optimising the performance of the public service in line with the expectations of the local population.

An assessment of the roadmap for administrative reform in the West Region shows that the transition to a development-oriented administration is well under way. To consolidate these achievements, the next challenges will lie in ensuring the long-term sustainability of technical infrastructure and the effective decentralization of further decision-making powers to regional officials.

At a time when Cameroon is accelerating its progress towards becoming an emerging economy, the effectiveness of its civil service in the regions remains the key factor in securing citizens' trust and supporting local economic growth. ■

DÉCENTRALISATION

Un modèle attractif de la gouvernance locale

À l'ère de l'accélération du processus de décentralisation impulsé par l'État du Cameroun, l'Ouest place le marketing territorial au cœur de la stratégie régionale. Entre transferts de compétences, dynamisme de la diaspora et valorisation du capital endogène, les Collectivités territoriales décentralisées (CTD) de cette partie du pays dessinent les contours d'un développement autonome et durable.

La région de l'Ouest Cameroun aborde le tournant de la décentralisation avec une ambition claire. Celle de transformer ses atouts communautaires en leviers de croissance économique moderne. Face aux exigences de la loi portant Code général des CTD, les communes et les conseils régionaux ne se contentent plus de gérer le quotidien ; ils planifient l'avenir.

L'une des grandes innovations de la gestion locale dans l'Ouest réside dans l'adoption progressive du marketing territorial. Pour les magistrats municipaux et les conseillers régionaux, l'enjeu est de taille : il faut rendre les villes et les villages attractifs pour retenir les talents et capter les investissements. Cette attractivité passe par la mise en valeur des filières d'excellence locales. Qu'il s'agisse de l'agriculture de seconde transformation (café, maraîchage, élevage), de l'artisanat d'art ou du tourisme culturel articulé autour des puissantes chefferies traditionnelles, chaque territoire cherche sa spécialisation pour se positionner sur l'échiquier national et international.

La diaspora, ce partenaire financier et technique incontournable

Le modèle de développement de l'Ouest Cameroun repose l'alliance entre les autorités locales et la communauté extérieure. La diaspora de la région, particulièrement active, s'implique de manière structurée dans le financement du développement à la base. Ainsi, des projets d'électrification rurale, d'accès à l'eau potable, de construction de centres de santé ou de di-



gitalisation des écoles ne dépendent plus uniquement des subventions de l'État ou des dotations du ministère de la Décentralisation et du Développement local (Minddevel). Ils naissent d'un co-investissement intelligent où la société civile et les ressortissants de l'étranger travaillent main dans la main avec les mairies.

Si le tableau affiche de réels motifs de satisfaction, des défis majeurs persistent, notamment l'optimisation des recettes fiscales locales et la pérennisation des mécanismes de financement. Pour y répondre, les communes s'ajustent aux nouvelles règles du jeu, principalement la politique d'évaluation du Minddevel, qui favorise désormais les subventions basées sur la performance. Les communes de l'Ouest les plus dynamiques se structurent en modernisant leur gouvernance pour capter ces ressources compétitives.

Un exemple à suivre

De plus, l'intercommunalité — qui permet à plusieurs municipalités de mutualiser leurs forces pour de grands projets d'infrastructures (routes, gestion des déchets) — s'installe peu à peu comme le nouvel outil indispensable pour contourner l'étroitesse des budgets individuels. En associant la rigueur de la planification locale à la ferveur des initiatives privées et communautaires, la région de l'Ouest Cameroun apparaît comme un exemple à suivre. Elle démontre que la décentralisation n'est pas qu'une affaire de transfert de textes juridiques. C'est, avant tout, une opportunité pour les populations de prendre en main leur destin économique, faisant de cette région un modèle inspirant pour l'ensemble du triangle national. ■

DEFENCE AND SECURITY

Under Cross-border Pressure and in the face of Interconnected Challenges

As an economic hub and strategic crossroads linking the country's major agricultural basin to the Anglophone Regions and the Nigerian border, West Cameroon occupies a unique position in the national security landscape. While the Region remains broadly stable, it faces significant indirect pressures that require the defence and security forces to constantly adapt.



Security in the West Region cannot be understood without analysing its geographical proximity to the North-West and South-West Regions. Owing to the socio-political crisis affecting these English-speaking areas, the West Region has become a natural refuge for tens of thousands of internally displaced persons (IDPs). This influx of people is creating potentially volatile situations, which pose major challenges for the authorities.

On this subject, the following can be mentioned:

- Pressure on resources, with increased demand for basic social services, housing and infrastructure in Bafoussam, Mbouda, Foumban and Dschang.
- Residual crime, caused by the infiltration of armed elements or criminal gangs fleeing combat zones, leading to a local rise in armed robberies, burglaries and ransom demands.
- Border incursions, in which neighbour-

ing Divisions – notably Bamboutos, Menoua and Ndé – are occasionally subjected to incursions by armed separatist groups, who come to obtain supplies or carry out lightning attacks on forward checkpoints. In the face of these diffuse threats, the security authorities have tightened their territorial surveillance network. Under the coordination of senior military and administrative leadership, the Defence and Security Forces (Army, National Gendarmerie, and Police) are structuring their



response around three main pillars. These are, specifically, border surveillance and checkpoints, predictive intelligence and targeted operations.

With regard to border surveillance and checkpoints, the stepping up of road checks on strategic routes (such as the Ba-foussam–Bamenda or Dschang–Santchou routes) helps to curb the illegal movement of firearms and dismantle smuggling networks.

As for predictive intelligence, the specialist services are focusing on proactive mea-

sures to nip in the bud the formation of sleeper cells or logistical funding networks within urban centres in the West.

As for high-impact operations, regular, targeted raids are carried out in outlying neighbourhoods and areas with high levels of crime in order to reassure the public and restore public order.

The Essential Link

The other pillar of stability in the Region is based on the concept of “people’s defence”, which promotes civil-mili-

tary collaboration – an essential link in the security framework. To this end, the administrative authorities, led by the governor, regularly emphasise the importance of local vigilance committees. In traditional chiefdoms and border villages, traditional rulers play a crucial role as information relays, reporting the presence of suspicious individuals. This synergy between the regular forces and the civilian population remains the most effective weapon for protecting the West from attempts at destabilisation from outside.

Ultimately, maintaining a climate of peace in the West is an imperative that goes beyond the strictly military sphere. It is, above all, a matter of socio-economic stakes. As the Region is Cameroon’s main food-producing area and a major commercial hub for the sub-region, any deterioration in its security situation would directly affect the national economy.

While the defence forces continue to carry out their security operations with rigour, the medium-term challenge will be to consolidate the socio-economic integration of internally displaced persons and to strengthen local development, in order to tackle the root causes of vulnerability to crime. ■

Breakdown by gender of the perpetrators of selected criminal offences dealt with by the police in the region in 2021

Nature of the crime	Gender	Number	Nature of the crime	Gender	Number	Nature of the crime	Gender	Number
Assassination	Men	106	Assault resulting in serious injury	Men	45	Human trafficking	Men	34
	Women	32		Women	04		Women	23
Murders	Men	149	Common assault	Men	249	Human trade	Men	16
	Women	38		Women	84		Women	05
Fatal blows	Men	28	Minor injuries	Men	665	Kidnapping	Men	31
	Women	11		Women	183		Women	03
Serious injuries	Men	69	Arrests and unlawful detention	Men	15			
	Women	02		Women	02			

Source: Statistical Yearbook West 2024, with DGSN.

Annual crime reports from the General Delegation for National Security.

TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

Plus de 2000 milliards de Bip transférés à l'Ouest en 2026

Grâce à ces ressources, des actions d'envergure sont portées par les collectivités territoriales décentralisées, qui constituent l'échelon local du pouvoir et visent à rapprocher l'administration des citoyens pour améliorer le cadre de vie pour tous.

C'est à juste titre que la région de l'Ouest est vue comme un moteur économique porté par l'agrobusiness et l'entrepreneuriat. Et pour cause, cette partie du pays brille par ses cultures maraîchères, sa production de café, de maïs et de pommes de terre, ainsi que par un secteur avicole hautement performant.

Pour de nombreux citoyens peu imprégnés de l'organisation de la décentralisation, les collectivités territoriales décentralisées renvoient aux maires, aux conseillers régionaux et municipaux. Ce n'est pas tout à fait faux si l'on se limite aux acteurs physiques qui animent les CTD. Mais il faut regarder plus loin et comprendre que les collectivités territoriales décentralisées sont des personnes morales de droit public distinctes de l'État. Elles sont dotées d'une autonomie administrative et financière pour gérer leurs intérêts et assurer les intérêts régionaux et locaux en complémentarité avec l'État. Leurs principales missions portent sur le développement local, l'aménagement du territoire et l'amélioration du cadre de vie des populations. Ces missions s'articulent autour du :

- développement économique, social et culturel ;
- l'aménagement du territoire et l'urbanisme ;
- services sociaux de base ;
- l'hygiène, la salubrité et l'environnement ;
- la coopération et le partenariat.

Le transfert de ces compétences et des ressources associées de l'État vers les collectivités territoriales décentralisées est régi par la loi 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités terri-



toriales décentralisées. Ces entités s'auto-administrent à travers les conseils municipaux et le conseil régional élus. Pour leurs investissements, elles bénéficient de l'accompagnement financier du Fond spécial d'équipement et d'intervention inter communale (Feicom).

Plus de 2000 milliards de BIP en 2026

Le budget d'investissement public (BIP) à la région de l'Ouest pour l'année 2026 est de 2 031,15 milliards de FCFA. Les financements alloués se concentrent sur le désenclavement des bassins de production agricole, le relèvement des plateaux techniques des hôpitaux, la construction d'infrastructures routières et le Plan intégré d'import-substitution agropastoral (PIISAH). Ces fonds se déclinent à plusieurs niveaux de service :

- es services déconcentrés de l'État : crédits délégués pour la construction et la réhabilitation des infrastructures de base ;
- le conseil régional de l'Ouest : porteur des projets de développement décentralisés (infrastructures régionales, appui au développement économique local) ;
- les communes : maîtrise d'ouvrage locale pour les projets d'adduction d'eau, l'électrification locale, les pistes agricoles et les écoles.

Le budget des collectivités territoriales décentralisées de la région de l'Ouest dépend étroitement de leurs ressources propres des dotations de l'Etat (comme le BIP et le budget citoyen 2025- RFP- Ressources Numériques) et des financements sectoriels, avec de fortes disparités, selon la taille des municipalités.

Au Cameroun, le budget communal standard consacre 56,88 % aux dépenses de fonctionnement (personnel, entretien) et 43,12% aux dépenses d'investissement. Le vote des budgets des CTD dans la région de l'Ouest s'effectue en session ordinaire du conseil municipal, avant d'être validé et approuvé par l'autorité de tutelle (Préfet de département). Ces budgets sont évalués en équilibre réel (les recettes doivent couvrir l'intégralité de la dépense).

Le Conseil régional budgétise plus de 10 milliards

Au niveau régional, le conseil régional de l'Ouest a arrêté son budget pour l'exercice 2026 à près de 10,5 milliards de FCFA. De 2024 à 2025, plusieurs projets ont été budgétés en attendant leur réalisation. Pour l'année 2024, 50 projets ont été budgétés pour un montant global de 4 945 752 841 FCFA. L'année d'après, le nombre de projets est passé de 50 à 79, avec un budget global de 4 751 718 734 FCFA. Au plan des réalisations, le Conseil régional a, de 2024 à 2026, mené à terme plusieurs projets au rang desquels :

- la construction du Lycée agricole de Galim (phase 3) ;
- les travaux de construction de l'atelier de menuiserie au Cetic de Bassoken, dans le groupement Babete ;
- la construction d'un bloc maternité R+1 à l'hôpital de District de Dja, à Bandjoun (phase 2) ;
- la construction et l'équipement d'un atelier de laboratoire au Lycée bilingue de Fokoué ;
- l'entretien du tronçon de route Bandja-Fotouni-Bamendjou carrefour Mebbeng-Karmaville-Penka-Michel (phase 2) ;
- l'achèvement du gymnase de la ville de Bafoussam (phase 3) ;
- l'acquisition du matériel médical pour l'hôpital de District de Massangam.

La région de l'Ouest compte 41 CTD, dont un conseil régional et 40 communes, répartis dans les huit départements ci-après, et les arrondissements y rattachés :

- Bamiboutos : Mbouda, Babadjou, Batcham, Galim ;
- Haut-Nkam : Bafang, Bana, Bandja, Banka, Banwa, Kekem, Bakou ;
- Hauts-Plateaux : Baham, Batie, Bangou, Bamendjou ;
- Koung-Khi : Bayagam, Poumougne, Djebem ;
- Menoua : Dschang, Fokoué ; Fongo tongo, Penka Michel, Santchou, Nkong-Zem ;
- Mifi : Bafoussam 1, Bafoussam 2, Bafoussam 3 et la Mairie de ville ;
- Nde : Banganté, Bassamba, Bazou, Tonga ;
- Noun : Fouban, Foubot, Bangourain, Kouoptamo, Koutaba, Magba, Malentouen, Massagam, Njimou.

Impact des services publics

Les actions des collectivités territoriales décentralisées englobent l'ensemble des services publics locaux visant à répondre aux besoins quotidiens des citoyens et à aménager leur cadre de vie. L'impact des services est direct et quotidien à travers ces actions pilotées par le conseil municipal et le maire et qui se structurent autour de plusieurs domaines d'intervention :

- administration et état civil ;
- éducation et jeunesse ;
- urbanisme et logement voirie urbaine et mobilité ;
- action sociale ;
- sécurité et salubrité ;
- sport et environnement.

Les enjeux majeurs des actions des collectivités territoriales décentralisées tournent autour du développement local, de la cohésion et de la solidarité sociales, de l'amélioration du cadre de vie par l'offre des services de base de qualité et la lutte contre les vulnérabilités sociales et économiques.

De fait, les CTD assurent la gestion des services publics de proximité, soutiennent le tissu économique local, renforcent la cohésion sociale et mènent des politiques d'aménagement. Pour citer les différents impacts par les services sociaux, les collectivités territoriales décentralisées luttent contre l'exclusion et accompagnent les familles en difficulté. En délivrant les permis de bâtir et en élaborant les plans locaux d'urbanisme, elles façonnent l'espace et attirent de nouvelles activités. Elles favorisent aussi le lien social en s'associant parfois aux organisations de la société civile pour répondre aux besoins des populations. Les réalisations des communes dans tous les domaines participent au développement intégral.

L'on ne saurait cependant occulter le fait que les collectivités territoriales décentralisées font face à de multiples difficultés. Lesquelles difficultés consistent notamment en l'insuffisance des ressources financières, l'insuffisance et parfois même le manque de personnels qualifiés ainsi que la centralisation des recettes au niveau de Yaoundé. ■

Vitrine d'une décentralisation dynamique

Grâce à des hommes et des femmes engagés, la vie des communes dans la région de l'Ouest est en perpétuelle mutations. Zoom sur ces acteurs de terrain les plus proches des communautés.

Les communes d'arrondissement et la Mairie de la ville appelées à travailler en collaboration participent au développement économique, environnemental, sanitaire, infrastructurel et éducatif. De manière schématique, les communes chacune dans les départements conduisent leurs Plans d'Actions Communaux en fonction de leurs priorités. Les chiffres présentent la commune du Noun comme celle ayant un plus grand nombre de conseillers municipaux 276, suivi de la Menoua 217, du Haut-Nkam 175 conseillers municipaux. Le département avec le plus petit nombre de conseillers est le Koung-khi 85 puis les Hauts-Plateaux 100 et le Ndé 112. Les Bamboutos 126 et la Mifi 150 occupent une place intermédiaire (c'est sans compter les conseillers municipaux de la Mairie de la Ville). De ces chiffres, il faut noter la faible représentation des femmes dans les différentes sphères de décision des municipalités, même si des efforts sont faits pour inverser la tendance. (Voir les données chiffrées dans le tableau ci-dessus).

Élus le 9 février 2020, les conseillers municipaux ont vu leur mandat prorogé jusqu'au 28 février 2027. Une prorogation qui donne de l'espace à ces élus locaux pour renforcer l'accompagnement de la population dans l'amélioration de leur condition de vie mais surtout mieux se préparer pour l'échéance électorale de 2027. Par ailleurs, dans une dynamique de continuité de la décentralisation dans sa complétude, le Président du Conseil Régional Hilaire Focka Focka a été réélu le 16 décembre 2025. Une réélection qui s'analyse pour les citoyens comme le vœu d'un renforcement des liens entre les populations et les collectivités Locales Décentralisées.



Président du Conseil régional Ouest.

Effectifs : 1331 élus locaux dont 352 femmes

La cartographie des communes dans l'ensemble de la région de l'Ouest se rapproche du quota de 30% de femmes dans

les postes électifs et décisionnels du pays, tel qu'indiqué dans le tableau de répartition dans les huit départements ci-après :

1) Département du Koung-Khi

Nombre de mairies	Nombre conseillers municipaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
3	85	25	60

2) Département des Hauts-Plateaux

Nombre de mairies	Nombre conseillers municipaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
4	100	22	78

3) Département de la MIFI

a) Commune d'arrondissement

Nombre de mairies	Nombre conseillers municipaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
3	150	49	101

b) Mairie de la Ville de

Nombre de mairies de Ville	Nombre de conseillers municipaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
1	33	7	26

C) Conseil Régional

Nombre de président	Nombre conseillers Régionaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
1	90	22	68

4) Département du Noun

Nombre de mairies	Nombre conseillers municipaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
9	276	76	200

5) Département du Ndé

Nombre de mairies	Nombre conseillers municipaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
4	112	35	77

6) Département du Haut-Nkam

Nombre de mairies	Nombre conseillers municipaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
7	175	42	133

7) Département de la Menoua

Nombre de mairies	Nombre conseillers municipaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
6	217	54	163

8) Département des Bamboutos

Nombre de mairies	Nombre conseillers municipaux	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
4	255	63	192

Totaux par catégorie

Nombre d'élus locaux (Mairies, Mairie de la Ville et Président du Conseil Régional)	Nombre conseillers municipaux (y compris la Mairie de la Ville et Conseil Régional)	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
41	1493	395	1098

Source : Délégation régionale du Minddevel.

Jeunes et femmes au cœur de l'engagement du gouvernement

Les structures de formation préparent à la professionnalisation et à l'auto-emploi, gage de prise en charge personnelle.

Le ton avait été donné lors de sa prestation de serment en novembre 2025. Le président de la République, S.E. Paul Biya, annonçait alors sa détermination à accorder une attention particulière au sort des jeunes et des femmes pendant son septennat. L'implémentation de cette politique de développement centré sur l'humain avait déjà commencé au Cameroun à travers des actions gouvernementales concrètes. Parmi celles-ci, il y a la mise en place des structures d'encadrement des jeunes et des femmes, qui constituent le creuset de leur autonomisation.

Comme sectoriels leaders de cette politique au plan technique, l'on note le ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique à travers ses centres multifonctionnels de promotion des jeunes (Cmpj), le ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille avec ses centres de promotion de la femme et de la famille (Cpff), le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, qui est la tutelle institutionnelle des sections artisanales rurales (Sar), des sections ménagères (SM) et des centres de formation professionnelle rapide aux métiers industriels (Cfpr-Mi).

Répartition géo-spatiale

À l'Ouest Cameroun, les centres multifonctionnels de promotion des jeunes se trouvent dans les chefs-lieux des huit départements. On en dénombre 41, correspondant aux 40 arrondissements de l'ensemble de la région et un centre multifonctionnel de promotion des jeunes à caractère spécial dans le groupement Bangam situé dans l'arrondissement de Bamendjou, département des Hauts-Plateaux.

Quant aux centres de promotion de la femme



Centre de formation promo de la femme et de la famille de Dschang.



Centre de formation promo de la femme et de la famille de Kekem.



Centre de formation professionnelle rapide aux métiers industriels de Bandjoun.

et de la famille, ils sont, à l'exception de la ville de Baham dans les Hauts-Plateaux qui n'en dispose pas pour le moment, implantés dans les autres sept chefs-lieux des départements, à savoir : Bafoussam (Mifi), Bandjoun (Koung-Khi), Bafang et Kekem (Haut-Nkam), Bangangté (Ndé), Dschang (Menoua), Mbouda (Bamboutos), Foumban et Koutaba (Noun).

S'agissant des sections artisanales rurales et des sections ménagères, ces structures sont également basées dans les huit départements à travers les arrondissements. Dans le département du Noun, les six arrondissements qui en disposent sont Foumban, Bangourain, Magba, Massangam, Kouoptamo, Njimom. Les Sar de Koutaba et de Malantouen (en zone urbaine et rurale) avaient été érigées en Collèges d'enseignement technique industriel et commercial (Cetic), puis en lycées techniques. Foubot n'a pas de Sar/Sm, mais dispose d'une capacité d'accueil d'un centre de formation professionnelle rapide des métiers industriels (Cfpr-Mi).

À propos des centres de formation professionnelle, deux sont fonctionnels dans la région de l'Ouest. Il s'agit de ceux de Bandjoun (Koung-Khi) et de Bandenkop (arrondissement de Bangou, Hauts-Plateaux). L'esprit fondamental de ces opportunités offertes pour l'encadrement des jeunes et des femmes s'inscrit dans les divers programmes "Un Jeune, Un Métier et Un Emploi" via les formations extrascolaires et des apprentissages pratiques.

Accompagnement financier des projets

Dans les centres multifonctionnels de promotion des jeunes tutorés par le Minjec, les formations proposées sont qualifiantes avec des opportunités de s'insérer directement dans la vie active, après des stratégies liées au réarmement moral et au leadership. Les jeunes peuvent bénéficier des accompagnements financiers pour monter des projets.

Le Minproff, qui impulse l'autonomisation des femmes et des jeunes à travers les centres de promotion de la femme et de la famille, bénéficie souvent des appuis extérieurs pour le renforcement de sa politique. Dans la région de l'Ouest, certaines organisations non gouvernementales sont aux côtés de l'État pour un partenariat gagnant-gagnant en faveur des aspects pratiques évoqués plus haut. À Bafoussam par exemple, un programme y relatif s'occupe des jeunes garçons et filles des milieux modestes. Au-delà du centre de promotion de la femme et de la famille de Bafang, celui de Kekem, dans le département du Haut-Nkam, a bénéficié dans sa mise en place des partenariats du Japon, du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et de l'organisation Onu-Femmes. La formation dans les Cpff sont basées sur des modules tels que la couture, l'hôtellerie et restauration, l'entrepreneuriat et la transformation agroalimentaire. La protection sociale n'est pas en reste à travers les campagnes de lutte contre les vio-

lences faites aux femmes. Des ateliers spécifiques dans le domaine des technologies de l'information et de la communication combleront également la formation.

Les sections artisanales rurales et les sections ménagères, sous la tutelle du Minefop, sont des établissements publics d'enseignement technique et professionnel à caractère spécifique. Les jeunes y sont formés en vue de leur insertion dans l'arrière-pays. La section artisanale rurale est axée sur l'apprentissage des domaines tels la maçonnerie, la menuiserie, l'agriculture, entre autres. La section ménagère intègre l'économie sociale et familiale, l'art culinaire et la transformation agroalimentaire de base.

Nouveaux pôles d'excellence

L'on accède à la section ménagère par voie de concours pour une durée de deux ans. À l'issue de son cursus, l'impétrant peut soit s'insérer dans le monde du travail, soit poursuivre sa formation dans les enseignements secondaires, notamment au Cetic. Les établissements de la région de l'Ouest, qui figurent dans les 288 existant au plan national, bénéficient progressivement, au même titre que les autres établissements de même catégorie, des équipements dans le processus de modernisation en cours, afin de s'arrimer à l'évolution du temps.

Les centres de formation professionnelle rapide aux métiers industriels sont de nouveaux pôles d'excellence en matière de formation professionnelle. Les points d'orgue de l'apprentissage sont l'autonomisation locale, la transformation agricole et l'élevage, la conservation des produits végétaux et animaux et l'énergie renouvelable. Les différents modules de formation sont dispensés au Centre de Bandjoun dans le département du Koung-Khi. Pour sa part, le Cfpr-Mi de Bandenkop dans l'arrondissement de Bangou, département des Hauts-Plateaux, a comme filières la mécanique automobile et soudure industrielle. Un créneau porteur qui profite aussi bien aux apprenants qu'aux entreprises. Il s'agit dans cette démarche de favoriser un développement durable et intégral des jeunes et des femmes, tel que projeté par le gouvernement. ■

HOSPITALITY

Life with Internally Displaced Persons from the North-West and South-West Regions

Between 150,000 and 180,000 men and women fleeing insecurity in these crisis-affected parts of the country have been hosted in the West Region. They assert themselves, coexist peacefully with the host populations, and have been struggling to engage in subsistence activities for several years.





The hospitality shown by the peoples of the West towards vulnerable outsiders has been particularly evident in the last decade. Proof of this is the flow of compatriots who have found refuge there to rebuild a somewhat normal life after fleeing the abuses inflicted by separatists on populations in their regions of origin. The figures speak for themselves. Indeed, the various mobility corridors for internally displaced persons (IDPs) are well known in the West region. In 2016, 51.55% were children, 26% women, and 22% men fleeing the security crisis who passed through the Noun, Bamboutos, and Menoua divisions before dispersing to other divisions. Life is very difficult as they must secure basic necessities such as clothing, shelter, food, healthcare, and daily engagement.

Rebuilding Broken Family Ties

Ashu Mary recounts her early days in the city of Bafoussam: «I was with my children in one room. My husband stayed in Bamenda to try and watch over the few belongings we had in the village and Bamenda. The children were constantly

ill. There was no money to treat them or to enroll them all in school. Now, things are beginning to improve.» This is a reality still faced by many families. Issues linked to socio-professional integration, violence against women, tensions with host communities, health problems, and housing are gradually finding solutions. The Ministry of Women's Empowerment and the Family (Minproff) is regarded as one of the ministries contributing to the rebuilding of family ties broken by various forms of violence. Achieving tangible results requires combined interactions among stakeholders. This is reflected in the joint actions of Minproff and other sectoral ministries. MINDEVEL, MINAS, MINAT, and even CSOs pool their efforts to bring hope to IDPs of all categories. Beyond these national institutional actors, multilateral and bilateral partners such as UNDP, UNICEF, Plan Cameroon, Care International, the Red Cross, and cooperation with Japan, Norway, Italy, and GIZ play significant roles. Each actor, depending on their themes and areas of intervention, responds to the needs of vulnerable people. These contributions help restore trust with displaced popula-

tions, who remain very wary because of the trauma caused by the crisis.

Awareness, Advocacy, Empowerment

Mr Mongo Mbock, Head of the Regional Service for Women's Economic Promotion at the West Regional Delegation of MINPROFF, outlines actions taken to ease the difficulties of IDPs: «With partners such as UNDP, family reunification is carried out as families are sometimes dispersed across three divisions. Beyond this, there are awareness campaigns, advocacy for the priority enrolment of children in schools, efforts to reduce rent prices or acquire cultivable land, and educational discussions.» Sustainable actions to empower IDPs in the region remain a major challenge. Effective options focus on encouraging agricultural or livestock activities and professional training for beneficiaries.

The total number of IDPs in the region can fluctuate due to their social and economic mobility as some move to other regions. The distribution of basic necessities alone is no longer sufficient; it is crucial to sustainably empower internally displaced persons through lasting activities and training that meet their needs. The volume of requests is such that civil society organisations are regularly on the ground to support IDPs. This includes Médecins du Monde Suisse, FAD, Horizon-Femmes, ALVF, and HURAC.

On this point, Myriam Mbogne, president of HURAC, speaks of her organisation's work: «We help restore the dignity of IDPs by assisting them in obtaining civil status documents and identity cards. We also provide psychosocial support and training related to social cohesion, socio-economic integration, and women's economic empowerment. Young girls and women remain particularly vulnerable,» she testifies.

Thanks to the coordination of government actions and interventions by various partners, the situation of IDPs has significantly improved, even though challenges remain. ■

INDUSTRIES ET MINES

Un potentiel riche et diversifié, mais sous-exploité

Grâce à son sous-sol, la région de l'Ouest opère progressivement une mutation vers un pôle émergent pour le secteur industriel et minier.

Traditionnellement, l'Ouest Cameroun est réputée dynamique dans les domaines agricole et commercial. Mais sous ses verdoyantes vastes étendues montagneuses et vallonnées, gisent des minerais qui font l'objet d'études et d'intérêts de la part des investisseurs nationaux et étrangers. En effet, la région compte 25 zones à risque géologique en 2023. Celles-ci se trouvent notamment dans la Mifi, qui en compte 06, autant dans les Bamoutos et 04 dans le Haut-Nkam. Des prospections menées avec l'aval du ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (MINMIDT) ont révélé la présence des réserves de bauxite, d'argiles industrielles de qualité supérieure et de minerais connexes dans plusieurs départements, notamment dans la zone de Fongo-Tongo.

Sur le plan extractif, la région de l'Ouest se distingue principalement par ses gisements de matériaux de construction et de roches industrielles. En 2023, l'on y dénombre 20 sites favorables au projet de carrières, dont 05 dans la Mifi, 04 dans la menoua et 03 dans le Noun. La région de l'Ouest compte 99 carrières, dont 31 dans le Noun, 16 dans la Mifi, 14 dans le Koung-Khi, selon les statistiques d'une enquête de l'INS réalisée en 2024. L'activité extractive locale est dominée par l'exploitation artisanale et semi mécanisée des carrières de sable, de latérite et de pierres ornementales.

Quant aux zones industrielles de l'Ouest, on en trouve un certain nombre dans plusieurs départements. On peut citer la zone industrielle de Mbouo Bandjoun



dans le Koung-Khi, la zone industrielle de Fondjomoko par Kekem dans le Haut-Nkam, la zone industrielle de Kamkop à Bafoussam dans la Mifi, la zone industrielle de Banengo à Bafoussam dans la Mifi, la zone industrielle de Kouekom dans la Mifi, la zone industrielle de Baïgon dans le Noun. Le tissu industriel repose sur la transformation agro-alimentaire et la petite manufacture. La forte production agricole de la région alimente des unités de transformation de café, de conditionnements de produits maraîchers et de fabrication d'aliments pour bétail. On note également la présence de plateformes de production de matériaux de construction légers et d'unités de recyclage tels que les

carreaux et les briques stabilisées. L'activité industrielle bénéficie du dynamisme entrepreneurial des populations locales, souvent qualifié de modèle d'investissement endogène, où les capitaux privés régionaux jouent un rôle moteur.

Déficit énergétique et infrastructurel

L'impact social de l'expansion industrielle et minière est visible au sein des populations de l'Ouest. Le secteur est devenu l'un des pourvoyeurs d'emplois stables pour la jeunesse. L'exode rural vers les principales capitales du pays s'en trouve ainsi limitée. De plus, les retombées fiscales générées par le secteur permettent aux communes d'améliorer le cadre de vie des populations à travers la mise à disposition des services sociaux de base.

Cependant, cette effervescence industrialo-minière butte à des contraintes structurelles persistantes. L'instabilité de l'énergie électrique et le coût élevé des hydrocarbures freinent le rendement des usines existantes. En outre, l'enclavement de certaines zones minières rend l'évacuation des matières premières complexe et onéreuse. Avec l'appui du MINMIDT, qui a engagé des réformes sectorielles, de nombreux opérateurs économiques locaux pensent que, pour libérer pleinement le potentiel de l'Ouest, il est impératif d'attirer davantage de capitaux, de renforcer les investissements publics dans les infrastructures routières, de faciliter l'accès aux financements à long terme, puis de d'améliorer l'encadrement technique des exploitants miniers artisanaux. ■

SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Pleins gaz sur le désenclavement économique

Du fait de son poids économique et démographique, la région fait l'objet d'une attention particulière en matière de développement des infrastructures routières.

Avec l'appui de partenaires internationaux, l'État consent d'importantes ressources pour financer le secteur des travaux publics dans la région de l'Ouest et soutenir la croissance locale. Le désenclavement des bassins de production agricole demeure la priorité majeure des autorités. Plusieurs chantiers de réhabilitation et de bitumage progressent pour relier efficacement les départements de la région (Mifi, Bamboutos, Menoua, Haut-Nkam, entre autres) aux grands centres de consommation comme Douala et Yaoundé.

Ces projets, réalisés pour la plupart avec l'expertise nationale et locale, visent non seulement à faciliter le transport des marchandises — notamment les vivres frais dont l'Ouest est l'un des principaux greniers du pays — mais aussi à fluidifier la circulation interurbaine.

Impact socio-économique

L'impact de ces investissements se fait déjà ressentir sur le quotidien des populations. La réduction des temps de parcours et la baisse des coûts de transport sur certains axes au trafic important stimulent le commerce local. De plus, les chantiers de travaux publics représentent une source majeure de création d'emplois directs et indirects pour la jeunesse de la région. Ces retombées significatives, engendrées par la modernisation du réseau routier de cette partie du pays, n'arrivent pas sans difficultés. Les entreprises de BTP locales et nationales font face à des défis structurels importants. Par exemple, à cause du relief accidenté, la topographie mon-



tagneuse de la région exige des ouvrages d'art complexes et des études géotechniques rigoureuses. L'autre défi est une pluviométrie élevée et incontrôlée due au changement climatique. Les saisons des pluies intenses perturbent régulièrement le calendrier des chantiers et accélèrent la dégradation des voies non bitumées. Le dernier point d'achoppement, c'est le suivi des chantiers. La rigueur dans les délais de livraison et le respect des normes de qualité restent des points de vigilance

constants pour les missions de contrôle. Il n'empêche qu'à l'horizon des prochaines années, la pérennisation de ces infrastructures dépendra fortement des budgets alloués à l'entretien routier et de l'implication des collectivités territoriales décentralisées dans la gestion des pistes rurales. L'Ouest Cameroun continue ainsi de bâtir les fondations de son émergence économique, un kilomètre de route après l'autre. ■



ENVIRONMENT, WILDLIFE AND FORESTS

The Urgent need of a Sustainable Ecological Transition

From soil degradation to the complex management of urban waste and local reforestation initiatives, the West Region is grappling with today's environmental challenges.

Between 2018 and 2021, the West Region was characterised by 25 forest reserves and 16 reforestation areas, covering an area of 38,978 hectares and 2,546 hectares respectively. This information is taken from a statistical survey carried out by the National Institute of Statistics in 2024 in this part of the country. The information was obtained by analysing documents produced by the West Regional Delegation of the Ministry of Forests and Wildlife (DR-MINFOF) on the various protected species and reforestation areas. According to this source, forests currently classified as such account for barely 3 per cent of the Region's total area (13,980 km²). Furthermore, there is no timber export from the West Region.

West Cameroon is therefore bearing the brunt of the effects of climate change and human pressure. Once renowned for its temperate climate and regular seasons, the Region now faces disruptions that threaten both its biodiversity and its predominantly agricultural economy. Human pressure and soil erosion are indeed having serious consequences for agriculture, which forms the economic lifeblood of the Region. However, the intensification of agricultural practices, combined with the widespread use of chemical inputs, is gradually contributing to soil depletion. This phenomenon is exacerbated by alarming deforestation on the mountainsides to expand cash crop cultivation and supply.

This loss of vegetation cover destabilises the rugged terrain of the West, increasing the risk of landslides and se-



vere water erosion during the rainy season. The once-abundant watercourses, meanwhile, dry up prematurely during the dry season, disrupting the supply of drinking water to local communities.

The Challenge of Waste Management

The rapid urbanisation of towns such as Bafoussam, Dschang, Foumban and Mbouda presents another major environmental challenge: that of solid and liquid waste management. In 2022, Hysacam planned to collect 99,200 tonnes of waste

across Bafoussam. By the end of 2022, the company had collected 86,200.02 tonnes of waste. In 2023, the forecast was 98,031 tonnes, and by the end of the year, the company had collected 98,874.13 tonnes – a result of 100.86 per cent. Despite the efforts of local authorities, waste collection and treatment remain a complex challenge. Illegal dumping and the disposal of plastic waste into natural watercourses block waterways, contributing to urban flooding and the proliferation of disease vectors.

However, there are glimmers of hope on the municipal management front. Pilot initiatives, notably led by certain local authorities in collaboration with international partners, are centred on waste sorting and the conversion of organic waste into agricultural compost, illustrating the potential of the circular economy in the Region.

Endogenous Solutions

Faced with these urgent challenges, civil society and traditional chiefdoms in West Cameroon are becoming increasingly active. Local non-governmental organisations (NGOs) are stepping up awareness-raising campaigns on watershed protection and promoting agro-ecology amongst producer groups.

Community reforestation projects, aimed at replanting fertile and suitable tree species on barren hillsides, are gaining ground. Furthermore, the traditional reverence for certain forests (sacred forests) remains a powerful and effective cultural lever for the conservation of pockets of unique biodiversity. ■

LIVESTOCK AND FISHING

Noun at the Top of the Pastoral Ladder in 2023

Livestock farming in the West region is dominated by cattle, sheep, goats, pigs, and poultry. Other types of livestock such as dogs, cats, and fish farming are also practiced.

In addition to agriculture, the Grassfields offer suitable grazing land for large-scale pastoral activities. While all eight divisions in the region engage in these activities, some notably stand out. This is the case with the Noun Division, which excels in terms of livestock farming and the size of certain livestock herds. In 2023, this division alone produced 90,614 cattle out of 111,828 for the entire region. It also led in sheep farming during the same year, with 73,843 sheep produced out of 104,866 counted across all eight departments. It maintained the same pastoral momentum by producing 85,743 goats out of 185,457 in the whole West Region.

Noun also emerged as a major producer of tilapia fingerlings, with 953,220,816 units in 2023, out of a regional total of 953,439,259 fingerlings. In this regard, Bamboutos, Upper-Nkam, and Koung-Khi recorded zero tilapia fingerling production. Conversely, Noun did not produce catfish fingerlings, whereas Upper-Nkam, Upper-Plateaux, Menoua, Mifi, and Ndé did.

Regarding poultry activities, the Mifi Division holds the top spot compared to other areas of the West. In 2023, its poultry population reached 1,821,264 heads, followed by Noun with 811,100 heads out of 4,528,052 for the entire region. Mifi flooded the market with its production of 395,998,020 table eggs, surpassing Noun's 151,148,328 eggs produced, out of a total of 902,636,500 eggs across the West region. Mifi also produced 26,916 litres of honey in 2022, compared to 81,144 litres for the entire region. In 2023, it retained first place as honey producer despite a drop to 16,948 litres, against a regional total of 83,852 litres.



Table: Meat Production in Tonnes and Organisation of Producers in 2023

CATEGORIES		TOTAL YEAR 2023
Cattle	Cattle slaughtered	29520
	Meat production (tonnes)	536,4315
	Number of producers	590
	Average price per live animal	283 750
Sheep	Sheep slaughtered	4 367
	Meat production (tonnes)	85,43
	Number of producers' organisations	253
	Average price per live animal	31 714
Goats	Goats slaughtered	7721
	Meat production (tonnes)	138,56
	Number of producers' organisations	327
	Average price per live animal	33750
Pigs	Pigs slaughtered	19 041
	Meat production (tonnes)	1 860,44
	Number of producers' organisations	1128
	Average price per live animal	73 035
Poultry	Poultry slaughtered	692 703
	Meat production (tonnes)	1860,44
	Number of producers	987
	Average price per live animal	3750
Fish farming	Number of active ponds	711
	Number of fish farmers	333

Source: Regional Statistical Yearbook with DR/ MINEPIA-West.

POSTS AND TELECOMMUNICATIONS

Rapidly Expanding Connectivity

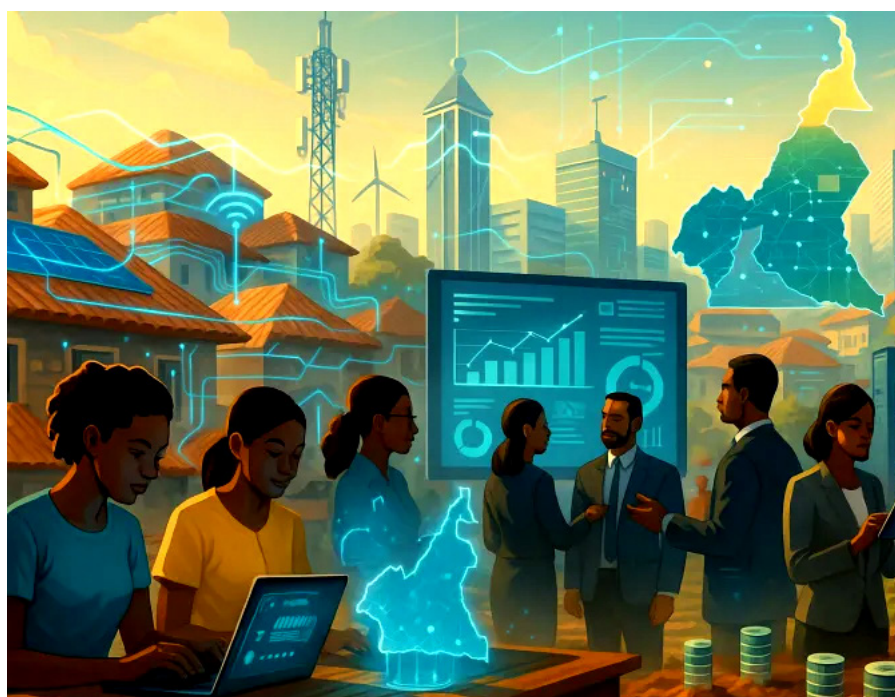
In this digital age and amid decentralisation, the West Region is undergoing a profound transformation of its posts and telecommunications services, driven by public and private investment.

The telecommunications landscape in the West Region has changed radically in recent years. The ongoing expansion of the optic fibre network and the increased density of 4G and 5G coverage by the main mobile phone operators have significantly improved access to rural areas. Today, Divisions that were once technologically isolated, such as Ndé, Upper-Nkam and Menoua, benefit from improved connectivity. This technological improvement directly supports the local economy, particularly the agricultural sector, general trade and the leading higher education institutions based in the region.

The Rise of Financial Inclusion and Mobile Money

The most visible impact of this digital revolution remains the widespread adoption of mobile payment services (Mobile Money). In a region where commercial activity is intense, the mobile phone has become the primary tool for financial inclusion. From the markets of Bafoussam to the coffee cooperatives of Foumban, digital transactions make exchanges more secure and stimulate the local economy, sometimes compensating for the limited banking coverage in remote areas.

Faced with a decline in traditional mail, the postal sector in the West Region is reinventing itself. The public postal operator (Campost) and private courier agencies have embraced digital technology and logistics. Postal services are gradually shifting from traditional operations towards e-commerce. Increasingly, post offices and bus stations now serve as



logistics hubs for parcel delivery, connecting artisans in the West Region with buyers in Douala, Yaoundé and the diaspora. Postal financial services, particularly money transfers and postal micro-loans, continue to play a role in stabilising the economies of rural families.

Several challenges nevertheless remain to be addressed if the full potential of the posts and telecommunications sector in the region is to be realised. These include improving the quality of service, which is undermined by network disruptions and optic fibre cable cuts that are still regularly reported and unfortunately affect business activities. There is also a need to improve the energy supply, which is often limited by instability in the electri-

city network, directly affecting the continuity of service provided by mobile base stations in some localities. Similarly, the rise in cyber-security threats and scams is a cause for concern. Increased connectivity is accompanied by a rise in attempted fraud via text messages and malicious calls, requiring greater public awareness. Looking ahead, the development of the posts and telecommunications sector in the West of Cameroon remains a key driver of regional development. The expected completion of new infrastructure projects and the strengthening of regulatory frameworks point to an even more robust digital economy, capable of bringing about lasting change to the daily lives of people in the 'Highlands'. ■

COMMERCE

L'Ouest, une terre d'entrepreneurs et de grands marchés

Portée par un dynamisme entrepreneurial unique et une position géographique stratégique, la région de l'Ouest s'impose plus que jamais comme la plaque tournante du commerce intérieur et transfrontalier au Cameroun.

L'activité commerciale de l'Ouest est toujours en mouvement. De Bafoussam à Mbouda, en passant par Foumban, Dschang ou Bangangté, le commerce dans cette région repose sur un tissu dense d'acteurs allant du secteur informel aux grands distributeurs. L'un des principaux piliers de ce secteur reste le commerce des produits de la filière agropastorale. Grâce à des terres fertiles et un climat favorable, l'Ouest ne se contente pas de ravitailler les populations locales. Elle alimente aussi les grands centres urbains du pays, notamment Douala et Yaoundé, ainsi que les pays voisins comme le Gabon, la Guinée Équatoriale, le Nigeria et le Tchad. Pommes de terre, maïs, plantains et produits avicoles sont les produits maraichers les plus commercialisés. Les marchés périodiques de la région, comme ceux de Fombot ou de Mbouda, drainent chaque semaine des centaines de grossistes. Ces espaces de transaction génèrent des flux financiers quotidiens se chiffrant en millions de francs CFA, consolidant le statut de la région comme « grenier du Cameroun ».

Au-delà de l'agriculture, l'Ouest se distingue par un secteur commercial diversifié :

- La quincaillerie et les matériaux de construction : c'est un segment ultra-dynamique porté par le boom immobilier régional.
- Le commerce de détail et les supermarchés : Bafoussam, la capitale régionale, voit l'émergence progressive d'espaces marchands modernes qui côtoient les réseaux de distribution traditionnels.
- L'artisanat et la culture : Le Noun, avec son porte-fanion, Foumban, brille par



l'exportation et la vente d'objets d'art uniques, attirant acheteurs locaux et touristes internationaux.

Transition numérique

Cette vitalité repose sur un modèle entrepreneurial profondément ancré dans la culture locale, caractérisé par une forte solidarité communautaire, des réseaux de financement informels (tontines) extrêmement structurés et une résilience à toute épreuve face aux fluctuations économiques.

Depuis quelques années, la transition numérique est effective dans le paysage commercial de l'Ouest. Les boutiques traditionnelles cohabitent désormais avec des supermarchés modernes et des plateformes de commerce électronique. Les jeunes entrepreneurs de la région s'approprient massivement le numérique : le « social selling » (vente via WhatsApp, Facebook et TikTok) est devenu un canal incontournable pour toucher une clientèle nationale et internationale. Parallèlement, la modernisation progres-

sive des infrastructures routières et des espaces marchands urbains facilite la fluidité des transports de marchandises, bien que des efforts restent attendus sur les axes secondaires reliant les bassins de production aux grands centres de consommation.

Cependant, de nombreuses contraintes freinent le plein potentiel du secteur. L'on pointe au premier rang, le besoin de structuration, d'autant plus qu'une part importante du commerce reste informelle, limitant l'accès des commerçants aux financements bancaires classiques. Il y a aussi la pression fiscale. Le secteur formel déplore régulièrement une fiscalité jugée lourde, tandis que la transition de l'informel vers le formel reste lente. Les opérateurs regrettent également l'inflation et les coûts logistiques, avec les fluctuations des prix du carburant et des intrants qui impactent directement leurs marges de bénéfices et le pouvoir d'achat des consommateurs. Il y a enfin la faible qualité des infrastructures de stockage, où le manque de chaînes de froid entraîne des pertes post-récoltes significatives pour les produits périssables.

Pour libérer pleinement son potentiel, la région mise sur le partenariat public-privé. Les attentes sont fortes en matière d'allègements sectoriels, d'accompagnement à la digitalisation et de formation des jeunes aux métiers de la distribution et de la logistique. Grâce à son capital humain et sa position géographique stratégique, la région de l'Ouest demeure un laboratoire d'innovation commerciale et un pilier incontournable de l'économie camerounaise. ■

ZONES AGRICOLES

Les terres exploitées occupent 65 à 70% de la superficie totale

Les statistiques officielles et disponibles concernant le sous-secteur de l'agriculture dans les services déconcentrés sont documentées par la Délégation régionale de l'agriculture et du développement rural de l'Ouest. On y apprend que les zones agricoles occupent la majeure partie des surfaces dans les arrondissements situés en dehors des chefs-lieux de départements. Céréales, tubercules et légumes en sont les principales productions vivrières.

Comme partout ailleurs au Cameroun, l'agriculture est l'une des principales occupations des populations dans la région de l'Ouest. Les zones d'arrondissements qui ne couvrent pas les chefs-lieux de départements sont celles où s'exercent beaucoup plus les activités agricoles. D'après les résultats d'une enquête réalisée il y a quelques années par l'Institut national de la statistique (INS), 06 actifs occupés sur 10, soit 61,1%, de la région de l'Ouest sont dans le secteur informel agricole. La même enquête révèle que la production agricole vivrière de la région de l'Ouest, de 2021 à 2023, est constituée, d'une part, des céréales telles que le maïs et le haricot. Et, d'autre part, des tubercules telles que le manioc et les pommes de terre, sans oublier les légumes, notamment le haricot vert.

C'est ainsi que pendant la période indiquée, la production du maïs est passée de 415 575 tonnes en 2021 à 421 417 tonnes en 2023. Toutefois, la filière a enregistré une baisse en 2022, avec 355 326 tonnes de maïs produites. La filière manioc a connu une trajectoire quasi identique dans la région de l'Ouest. En 2021, elle a enregistré une production de 383 810 tonnes. Mais en 2022, l'on n'a récolté que 320 112 tonnes de manioc, soit plus de 60 tonnes de déficit par rapport à l'année précédente. En 2023, il y a eu



un rebondissement significatif, avec 379 223 tonnes récoltées, soit une embellie de plus de 50 tonnes de manioc. Une production restée tout de même en deçà de celle obtenue en 2021.

Le haricot, l'un des aliments de base de la région, n'a pas connu meilleure fortune au cours de la même période. Avec 168 621 tonnes en 2021, la récolte a été

moins fructueuse que le manioc. La filière a même connu une chute drastique en ne produisant que 109 317 tonnes en 2022, avant de remonter la pente en 2023 par une production de 154 272 tonnes, loin du niveau de 2021. La production de la tomate, dont le Noun est l'épicentre dans la région de l'Ouest, était de 217 606 tonnes en 2021. En atteignant 217 930 tonnes

en 2022, la production de cette denrée a connu un accroissement de plus de 300 tonnes. Cette embellie a malheureusement fondu dans les plus de 2000 tonnes perdues dans la filière en 2023 lorsque la production annuelle s'est limitée à 215 689 tonnes.

La pomme de terre s'est mieux comportée au cours des trois années de référence, avec une production en évolution quasi constante. En 2021, la région de l'Ouest a produit 139 245 tonnes de pommes de terre. En baisse de moins d'une tonne l'année suivante, la filière a atteint une production de 161 060 tonnes en 2023. Cette année-là, la surface exploitée était moins étendue, soit 12 060 hectares, comparée aux deux années précédentes où la pomme de terre a été cultivée sur 11 630 hectares en 2021 et sur 15 025 hectares en 2023.

Populations laborieuses

L'on constate que le volume des productions vivrières au cours de la période d'enquête n'est pas forcément tributaire de la surface cultivée. Les récoltes sont même parfois inversement proportionnelles à l'étendue des cultures. Ainsi par exemple du maïs dont la surface cultivée en 2022 (240 922 hectares), pour une production annuelle de 355 326 tonnes, était plus importante qu'en 2021 (180 195 hectares), pour une production de 415 575 tonnes. Il en est de même du manioc. En 2021, cette filière a produit 383 810 tonnes sur une surface cultivée de 19 492 hectares. Mais en 2022, le gap par rapport à l'année précédente était de

plus de 60 tonnes bien que la surface cultivée, en augmentation, soit alors de 27 874 hectares. L'on observe la même situation dans la filière pomme de terre où, entre 2021 et 2022, les surfaces cultivées étaient respectivement de 11 630 hectares pour 139 245 tonnes et de 15 025 hectares pour 138 643 tonnes produites. Un volume à peine supérieur à celui de l'année précédente, obtenu sur une surface pourtant augmentée d'environ 33%. Les résultats de la filière tomate marquent beaucoup plus cette tendance. Sur une surface de 39 874 hectares cultivés en 2021, la production a été de 217 606 tonnes. Sur pratiquement le tiers de cette surface cultivée en 2023, soit 12 044 hectares, la production enregistrée est de 215 689 tonnes de pommes de terre.

De nombreuses autres cultures vivrières pratiquées dans la région de l'Ouest ont connu ces fluctuations relevées par l'enquête de l'INS. Des responsables du DR-MINADER les expliquent par les aléas climatiques causés notamment par les pratiques culturelles qui appauvrissent le

sol, dégradent l'environnement et perturbent le calendrier agricole. Il y a aussi les maladies végétales à l'origine des pertes de rendement. L'autre facteur, et non des moindres, concerne la baisse des importations d'engrais due aux chocs structurels avec des répercussions dans les économies nationales. La conséquence en est l'envolée du prix de ces intrants Ouest agricoles sur le marché local, passé du simple au double entre 2021 et 2023, atteignant 20 000 francs CFA au détail.

Des solutions endogènes sont en train d'être trouvées avec l'appui du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation à travers la fabrication des engrais adaptés à nos contextes. Cela permettra de limiter les importations et de réduire ainsi la dépendance du pays aux intrants extérieurs. En attendant, les populations laborieuses de l'Ouest au plan agricole continuent d'en faire l'une des régions qui comptent parmi les mamelles nourricières du Cameroun, et même de la sous-région. ■

Liste des programmes d'appui aux agriculteurs intervenant dans la région en 2023

PAIJA	Programme d'appui à l'installation des jeunes agriculteurs
PALAF2C	Programme d'Appui à la Lutte Antifongique dans les Filières Cacao/Café
PAPMAVQ	Projet d'Appui à la Production du Matériel Végétal de Qualité
PAUEF2C	Programme d'Appui à l'Utilisation des Engrais dans les Filières Cacao-Café.
PAD CACAO	Programme d'Appui au Développement du Cacao
PAR CAFE	Programme d'Appui à la relance de la production du Café
PADRT	Programme d'Appui au Développement des Racines et Tubercules
PADRT	Programme d'Appui au Développement des Racines et Tubercules
PCP-ACEFA	Programme de Consolidation et de Pérennisation du Projet d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales
PCP- AFOP	Programme de Consolidation et de Pérennisation du Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle dans les Secteurs de l'Agriculture, de l'Elevage et des Pêches
PDRM II I	Projet de Développement Rural du Mont MBAPPIT Phase II
PNAPCM	Programme National d'appui à la Production des Cultures Maraichères
PNDCC	Programme National de Développement des Cultures Céréalières
PNDCE	Projet National de Développement des Cultures Fruitières
PNVSA	Programme National de Veille et de Sécurité Alimentaires
PROSAPVA	Projet National de Structuration, d'Accompagnement des Producteurs et de Vulgarisation Agricole
PARPAC	Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole au Cameroun

Source : Annuaire statistique région avec DR-MINADER Ouest.

REPORTAGE

Quand la débrouille cartonne à l'Ouest

Le secteur informel fait ses beaux jours en dépit des conditions de travail précaires.

Tous les jours avant le premier chant du coq, les acteurs du secteur informel s'activent déjà dans divers coins des villes et villages de la région du soleil couchant. Avant même l'ouverture des services publics, les femmes déballent leurs vivres frais, les agriculteurs se rendent dans les champs, les éleveurs se dirigent vers les fermes pour prendre soin des bêtes. C'est le monde de la débrouille où, dès l'aurore, les activités turbinent à plein régime.

Au niveau du chef-lieu de la région, ville siège des institutions au plan régional, Bafoussam ne fait pas exception. Très tôt au marché "A", les mécaniciens sortent leurs clés, les couturières lancent leurs machines à pédales. Les bordures de routes se bondent de monde. Les tenanciers de cafétéria proposent alors les premières tasses de café et de lait chaud accompagnés de pain-omelette. À quelques encâblures, «mami makala» sert quotidiennement des beignets, de la bouillie et du haricot chaud à sa fidèle clientèle. Bienvenue dans le secteur informel, la vraie colonne vertébrale de l'Ouest Cameroun. Ici, il n'existe aucun registre de commerce, aucun bureau climatisé, aucune fiche de paie. Conséquences, les statistiques sont floues sur le répertoire informel.

En effet, personne ne donne de chiffre exact, mais selon les observateurs locaux, plus de 80% des emplois de la région passent par ce circuit. Pas de contrat, pas d'affiliation à la Cnps, mais du travail et rien que du travail, fut-il précaire. Et pourvu que l'on gagne son pain honnêtement. « Ici, on ne demande pas ton diplôme, on demande si tu peux coudre », lance Sandrine, 24 ans, apprentie couturière à Mbouda. Comme elle, des milliers de jeunes, parfois diplômés de l'enseignement supérieur, mais sans emploi formel,



se sont retrouvé dans la débrouillardise, faute de mieux.

Un moteur puissant, mais avec des pannes

Dans ce patchwork informel, mis à part le transport clandestin avec les motos-taxis surnommés "benskind", le commerce domine, animé par des vendeurs de vivres, téléphones, pièces détachées et de vêtements de seconde main encore appelés friperie. Vient ensuite l'artisanat, où l'on trouve la menuiserie, la coiffure, la soudure. Le secteur agro-pastoral ferme ce top trois et n'est pas négligeable dans cette échelle de valeur économique. Selon la Délégation régionale du Minader, environ 70% de la population de la région de l'Ouest pratique la culture des produits vivriers, tandis que les responsables du Minepia/Ouest estime qu'environ 55%

de la population pratique l'élevage de bovins, porcins et volaille.

Cependant, ce secteur qui contribue à atténuer les effets du chômage chez les jeunes et représente un régulateur social de la région a aussi ses failles. Pas de retraite assurée, des revenus qui dépendent de la météo et de la clientèle, des contrôleurs municipaux qui font des raids intempestifs. Et surtout, un accès quasi impossible au crédit bancaire. « Le banquier me demande des papiers que je n'ai pas. Impossible de le faire quand tu pèles des fruits pour vendre. Alors, je cotise avec mes frères à travers des tontines », confie Jean, la cinquantaine, vendeur de fruits au marché Mondial de Mbouda. Même stratégie chez sa consœur, Mama Rose, qui explique que le système de "collecte journalière" à travers une microfinance lui permet de mettre un peu

Réactions

d'argent de côté pour résoudre certains problèmes ponctuels. À ces difficultés viennent se greffer l'inaccès à la terre, le manque de subvention, l'insuffisance de formation et de suivi, le coût élevé des appareils de transformation de produits agro-pastoraux, une vulnérabilité aux crises économiques...

Vers une formalisation et une digitalisation

Comme palliatif à certaines difficultés, les institutions gouvernementales à travers le ministère des Petites et moyennes Entreprises, de l'Économie sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa), accompagnent les unités de production et de transformation vers la formalisation pour leur permettre de mieux se développer et de bénéficier d'appuis institutionnels. De plus, aujourd'hui, ce secteur connaît une transformation avec l'essor du commerce en ligne via les réseaux sociaux, notamment Facebook et WhatsApp, pour écouler divers produits et services. En fait, ces derniers sont postés soit dans des groupes de ventes soit sur des statuts de ces différentes plateformes. « Je prends les commandes le matin et je livre l'après-midi. Cela me permet d'économiser afin de pouvoir m'offrir une boutique plus tard », explique Amina, 30 ans, revendeuse d'ustensiles de cuisine à Fouban.

En définitive, le secteur informel cartonne à l'Ouest et constitue un rempart indéniable dans les objectifs de politiques sociales visés par le gouvernement, qui n'est plus en capacité d'absorber la masse des jeunes en recherche d'emploi. C'est donc une force à organiser, à accompagner et à formaliser, sans étouffer. ■

« Nous souhaitons que les autorités compétentes baissent le prix du carburant et améliorent l'état de la route ».

M. Fobasso, benskeineur dans la ville de Bafoussam.



« Je suis un moto man marié, père de trois enfants et j'ai 33 ans. Au quotidien, je transporte les passagers d'un point de la ville à l'autre ; je cherche les moyens de survie qui vont me permettre d'assurer mon bien-être. On fait avec, même si je me bats à joindre les deux bouts. Dans nos activités, nous rencontrons plusieurs difficultés : le problème de concurrence avec les taximen, le mauvais état de la route, le coût élevé du carburant et la commune qui ne cesse de nous chasser. Nous, moto men, parvenons à amener la population dans les destinations inaccessibles par la voiture. Par ailleurs, cette situation est un avantage pour nous car le client est obligé de payer, même si le prix est fort. Pour nous faciliter le travail, nous souhaitons que les autorités compétentes baissent le prix du carburant et améliorent l'état de la route ».

« Ce n'est pas facile de travailler, car les arnaqueurs multiplient des stratégies pour vider nos comptes ».

Marie, Call boxeuse, mère de plusieurs enfants.



« Mon travail consiste à faire les transferts, dépôts et retraits d'argent. Je fais cette activité pour rechercher un moyen de suivi. En plus de mon call box, je vends également les beignets pour joindre les deux bouts. Ce n'est pas facile de travailler, car les arnaqueurs nous mettent les bâtons dans les roues : ils multiplient tous les jours des stratégies pour vider nos comptes et ça nous ramène chaque fois à zéro. Si seulement les autorités compétentes pouvaient davantage créer les emplois pour les jeunes et augmenter nos commissions pour que nous puissions avoir un peu plus de gain ».

« Avec cette activité, je parviens à m'occuper de mes enfants et à les envoyer à l'école ».

Brigitte, vendeuse de pastèque.



« Avec cette activité, je parviens à m'occuper de mes enfants et à les envoyer à l'école. Je suis ambulante donc il faut marcher pour trouver les clients. Les fruits que je vends aident les personnes qui souffrent du mal gastrique à faciliter leur digestion. Il faut qu'on baisse le prix du carburant et les produits d'entretien des fruits pour faciliter le coût de transport et nos ventes aussi ».

«The council harasses us, but if we do not work, we will become a danger to society.»

Dilane, 31 years old, street vendor.



«I am married and father of two children. I sell food products at a pushcart (a kind of mini-shop). One reason is to make ends meet; after school, things did not go as I had hoped; while I was still at school, this is what I did and preferred to focus on it. Besides, these products allow people to buy nearby their homes. Overall, I do not complain; even if you earn millions, problems remain. Our main daily difficulty is with the council constantly harassing us throughout the day. We are in holiday time with students and pupils at the market. Competition is tough and it is very difficult, but we try to find a compromise. If anything needs improving, I would ask the authorities to provide us with a suitable place where we can be comfortable, because if we don't work, we will pose a danger to society.»

CARNET ÉCO

Les fleurons agro-industriels de l'Ouest : moteurs de l'emploi et de l'innovation

La région de l'Ouest s'impose comme le cœur battant de l'agro-industrie camerounaise. À travers des filières d'excellence (café, cacao, aviculture, cosmétique ou cultures maraîchères), ces grandes entreprises transforment le potentiel agricole en richesse nationale, créant des milliers d'emplois directs et dynamisant l'économie à la base. Tour d'horizon des plus en vue.

NEO INDUSTRY S.A. : L'OR NOIR DE KÉKEM AUX NORMES INTERNATIONALES :

Unité de transformation des fèves de cacao du Cameroun, dont le promoteur est Emmanuel Neossi, Pdg, cette structure basée dans le département du Haut-Nkam a pour seul leitmotiv l'amour de la culture quotidienne du cacao, le partage de la même passion et l'offre d'un produit fini de qualité supérieure aux consommateurs. L'usine approvisionne les marchés en beurre, poudre, masse et tourteaux de cacao. La mise en place de Neo Industry est l'aboutissement d'une vision, celle de la transformation des matières premières camerounaises sur place. C'est en vue d'y apporter de la valeur ajoutée et de créer des emplois.

Après la pose de la première pierre le 16 juin 2016, l'usine fut officiellement inaugurée le 26 avril 2019. Première usine nationale de broyage, elle transforme chaque année près de 33 000 tonnes de fèves 100 % camerounaises et garanties sans organismes génétiques modifiés. Son slogan est « Quand le Cameroun vous inspire. » Madame Chantal Bounkeu a succédé au Tunisien Jebali Nidhal depuis le 06 septembre 2024 à la tête de la structure, avec comme Directeur General adjoint, le Camerounais Idrissou Mouchili.



SOC SARL : LE GÉANT DE LA TRANSFORMATION CHIMIQUE

Basée à Bafoussam, la société des Savons, oléagineux et cosmétiques (Soc) s'impose comme un leader incontournable de la transformation agro-industrielle en Afrique Centrale. De ses usines sortent une gamme variée de produits allant des savons de ménage et détergents aux savons de toilette, des produits médicaux et d'entretien, des vinaigres, des huiles de table... En 2023, ses exportations de savons de ménage ont atteint 51,5 milliards de Fcfa. Le marché cosmétique est le troisième plus grand d'Afrique subsaharienne francophone.

La plus récente actualité concernant la Soc est l'annonce, le 04 juin 2026, par le Directeur général de BgfiBank Cameroun, Abakal Mahamat, d'un financement sous forme de crédit pour l'installation d'une raffinerie d'huile de palme à côté de l'actuelle usine. Le but étant la valorisation des matières premières locales. Soc emploie près de 260 personnes. D'où le vœu de renforcer sa production, sécuriser ses approvisionnements et gagner en compétitivité sur les marchés nationaux et de la sous-région.

UCCAO : LE MASTODONTE DE LA FILIÈRE CAFÉ

Fondée en 1958 à Bafoussam, l'Union centrale des coopératives agricoles de l'Ouest encadre plus de 50 000 planteurs et fédère les grandes coopératives de la région (Caplami, Caplabam, Caplande, Caplahn et Caplanoun). Elle gère la transformation et la commercialisation (locale et internationale) du café arabica et robusta issus des plantations des coopératives membres. Son ambition est d'intégrer la consommation du café local Made in Cameroon dans les habitudes de consommation des Camerounais à partir de la base. Des campagnes de dégustation sont régulièrement organisées, ainsi que la participation aux foires, salons et la multiplication des points de vente de son café sur le

territoire. Sa vision est de devenir la référence en matière d'accompagnement, de production qualitative et quantitative, de valorisation des produits dans la filière café en Afrique, et surtout redevenir le poumon économique de la région de l'Ouest Cameroun.

L'Uccao s'est dotée d'une nouvelle usine de torréfaction de café, inaugurée le 12 mars 2026 à Bafoussam par le ministre Gabriel Mbaïrobé de l'Agriculture et du développement rural. Elle est d'une capacité de six tonnes en huit heures de travail, en vue de l'automatisation de l'ensemble des opérations de transformation, du décorticage au calibrage, jusqu'à l'ensachage du café moulu, arabica et robusta.

SPC : L'EMPIRE AVICOLE DU GROUPE NJS

La Société des provenderies du Cameroun, située à Bafoussam (Bamendzi, route de Foumban), est un pilier historique du Groupe NJS, fondé par le regretté Jean Samuel Noutchogouin, leader dans la production et la commercialisation des œufs de consommation, des aliments complets pour le bétail, la volaille, les poissons et les petits ruminants.

Depuis sa création en 1981, cette société s'attèle à produire des aliments de qualité pour le bétail et la volaille à près de 80 000 tonnes. A côté de la Spc, l'on retrouve la société Belgocam du même Groupe Njs. Avec son slogan « Nouvelle Vision de l'Élevage », elle est portée sur l'importation et la commercialisation d'intrants (vitamines, prémix, minéraux), la fabrication d'aliments pour le bétail, et la fourniture de conseils et formations zootechniques pour professionnaliser le métier d'éleveur. Son siège social se trouve à Douala, dans le Littoral. L'une de ses missions est de sortir l'élevage de subsistance de la phase précaire pour en faire une véritable entreprise.

USINE DE DJUTITSA : L'EXCELLENCE DU THÉ ENTRE INDUSTRIE ET AGROTOURISME

La plantation et l'usine de transformation de la Cameroon Tea Estate, sont nichées au cœur des paysages montagneux de la Menoua (à Bafou, près de Dschang et Mbouda). Là-bas, les experts locaux transforment les feuilles fraîches en mélanges aromatiques pour une dégustation exceptionnelle de cette saveur royale sur le plan national et international. Dans les champs, de part et d'autre des vallées, le spectacle des récolteurs de thé à l'œuvre avec leurs paniers attire les curieux. La particularité de ce site est l'alliance entre agriculture, industrie et tourisme. Plusieurs visites des plantations et de l'usine de transformation de thé sont régulières de ce côté pour la découverte des techniques de culture du thé, la dégustation du thé et les échanges avec les agriculteurs. La plantation de thé de Djutitsa s'étend sur un domaine impressionnant de près de 500 hectares et produit jusqu'à 40 tonnes de thé par jour en période d'abondance.

SCS S.A. : UN ACTEUR CLÉ DANS L'INDUSTRIE DE LA SAVONNERIE ET DU RAFFINAGE D'HUILES

La Société camerounaise de savonnerie est une entreprise créée en 1989 par Fotso Jean II de regrettée de mémoire, un pionnier du monde des affaires à l'Ouest et au Cameroun au service du développement économique local. Star Oil est sa marque phare. Cette huile de palme 100% extra raffinée répondant aux normes internationales de qualité. C'est sans cholestérol et bénéfique pour la santé cardiovasculaire et enrichie en vitamines E et A. En plus de Star Oil, la SCS S.A. fabrique des savons de ménage en faisant des émules. Le 26 juin 2026, la localité de Badenkop, dans l'arrondissement de Bangou, a vu l'inauguration d'une industrie de transformation des produits locaux.

Cette unité de transformation lancée par Lisette Claudia Tame vient résoudre le problème non seulement de la conservation sur la durée des produits rapidement périssables, mais aussi contribuer à la valorisation de la main d'œuvre locale. L'autre paramètre est celui de la modernisation des structures de transformation qui sortent progressivement de leur phase artisanale. Cette structure moderne s'établit ainsi après celle de Mbankomo (région du Centre) et celle de Dimako (région de l'Est), toujours initiées par Lisette Tame.

En définitive, ces cinq géants industriels de l'Ouest, par leur capacité à transformer nos matières premières locales sur place, traduisent en actes la politique d'import-substitution voulue par l'État. Ils freinent efficacement la fuite des capitaux, valorisent le génie camerounais et dessinent les contours d'une nation économiquement souveraine et prospère. ■



INNOVATION

The Venture into Organic Wheat at Fongo-Tongo

High up in the hills of this village in the West, a small agricultural revolution is underway. Long considered unsuitable for local conditions, wheat is gradually making its mark on the agricultural landscape thanks to the boldness of a handful of farmers who are convinced of its potential.



The shortage of imported wheat caused by the Russia-Ukraine war has spurred local initiatives. In Melang, in the Fongo-Tongo Subdivision of the Menoua Division, Apollinaire Tsobeng is one of the pioneers. Since 2020, this water and forestry engineer turned farmer has been experimenting with growing wheat using agro-ecological methods, without chemical fertilisers or synthetic pesticides. His plots yield up to five tonnes per hectare. To help organise this emerging sector,

Bernard Nanfack, an agricultural operator, has set up several producer groups and distributed seeds to willing farmers. Local wheat is already selling for around 1,000 CFA francs per kilogramme, a price considered encouraging for a production sector still in its infancy. This initiative builds on the work of Professor Christopher Tankou, a lecturer and researcher at the University of Dschang, who introduced the first seeds to the area. It also benefits from the support of IRAD, whose researchers have developed varieties suited to the West Highlands.

The results are clear to see. Local production has risen from around 1.3 tonnes in 2019 to over 7 tonnes in 2025. This growth is fuelling hopes that a genuine national cereal sector will emerge. In a country heavily reliant on wheat imports to supply the bread industry, this initiative is seen as a matter of food sovereignty. In Fongo-Tongo, farmers want to demonstrate that “made in Cameroon” wheat can help reduce the trade deficit while creating jobs and generating income in rural areas. ■

INNOVATION

Apples Take on an Exotic Flavour in 237

Long regarded as a fruit that was exclusively imported, the so-called imported apples are now grown in several areas across the West Region. From Dschang to Bafoussam, via Galim, farmers are venturing into a sector that is still in its infancy but offers great promise.



T Apples have been cloned in the “Mboa”. So why not call it the Cameroonian apple from now on? This is a perfectly valid suggestion, given the growing number of such experiments in the West Region. In Kiénehang, for example, in the Galim Subdivision, René Nopa is something of a pioneer. This farmer has succeeded in growing apple trees from seed, demonstrating that this crop can adapt to the West Highlands. After several years of trial and error, marked by losses due to bad weather, he has

been harvesting fruit for the past four years and has big ambitions. His aim is to plant around fifty apple trees and achieve an annual yield of 10 tonnes by 2027. This prospect has sparked the curiosity of local residents and the interest of other growers.

High Cost of Inputs

Apple cultivation is also gaining ground in Dschang, Bafoussam, Baleveng, Bafang and Bandenkop. Specialised nurseries are already springing up around this industry, selling grafted saplings to interested far-

mers.

Despite this enthusiasm, the sector remains largely unstructured. Producers complain about the high cost of inputs and the lack of reliable data from official bodies on the areas under cultivation and the volumes produced.

Yet the economic stakes are high. For those promoting this crop, the development of local apple growing could go a long way towards reducing imports, creating jobs and opening up new, thriving markets for farmers in the West. ■



LOUISE KANMOGNE

A Success Story in the Artisanal Processing Sector

A passion for “Made in Cameroon” and a commitment to processing local agricultural produce have shaped this business-minded woman.

The shortage of imported wheat caused by the Russia-Ukraine war has spurred local initiatives. In Melang, in the Fongo-Tongo Subdivision of the Menoua Division, Apollinaire Tsobeng is one of the pioneers. Since 2020, this water and forestry engineer turned farmer has been experimenting with growing wheat using agro-ecological methods, without chemical fertilisers or synthetic pesticides. His plots yield up to five tonnes per hectare.

41 years in the agri-food sector and in the artisanal processing of produce from our fields. At the age of 76, Mrs Louise Kanmogne, Epse Nouanegne, is still hard at work. She has 18 products to her name, all of which have been tested, manufactured and brought to market. Furthermore, this tenacious and highly enterprising woman has already supported more than 120 artisans whose products compete on supermarket shelves with those of “SIPO Fruits et Légumes” (SIPO Fruits and Vegetables), the brand of which she is the promoter and CEO.

Where did she get the idea to process agricultural produce? To give our readers some insight, she provides an inspiring example here. “‘SIPO Fruits et Légumes’ started out as a bit of a curiosity,” she begins, with a ironic smile, before continuing her story. “Back in 1985, seeing the fruit going to waste in our farms and markets, I wondered how we could preserve it for later consumption. So I went to Njombe, in the Moundou Division, where a lot of fruit is grown, including guava. Seeing that our markets were sel-



ling guava juice imported from abroad, I decided to get into processing.”

National and International Awards

A turning point that proved highly successful. Since then, the “SIPO” brand has, over time, become a flagship of the renowned agri-food processing sector in Cameroon. Mrs Louise Nouanegne has won numerous awards at both national and international level.

As for the difficulties she has encountered, she regrets the lack of efficiency of support and guidance from public authorities. Nevertheless, the founder of “SIPO Fruits et Légumes” has become an accredited independent researcher, recognised by the Ministry of Scientific Research and Innovation. She also runs practical training courses, sponsored by the Ministry of Employment and Vocational Training. These courses are, without doubt, the cornerstone of the import substitution programme supported

by the State and its multilateral partners, including the United Nations Development Programme (UNDP) and the European Union (EU), amongst others.

With “Made in Cameroon” being the government’s flagship initiative in the fight against poverty during the 2020–2030 decade, operators such as the promoter “SIPO” are making a significant contribution to this effort, while ensuring they do not rest on their laurels. “I get up every day before 4 a.m. to prepare for my day and my appointments. I also sort out orders and organise deliveries. By 8 a.m. at the latest, I’m at the factory with my four permanent staff, who, as you can imagine, will eventually set up their own businesses one of these days. That’s actually my greatest wish,” says the businesswoman, while giving instructions to her staff.

All the way to the endpoint

Her role as a business owner does not mean she neglects her duties as a wife and mother. “Before I leave the house each morning, I make sure my husband has had his breakfast and that the day’s meals are all prepared.”

Originally a shorthand and typing teacher, Mrs Louise Nouanegne has become an icon of the artisanal revolution. It is a task she is determined to carry out with passion right up to the ‘endpoint’ of her life, despite the weight of age and family commitments. Mafo Kanmogne – as she was honoured with a title in Bayangam, her home village – maintains that she will not stop writing her success story until her strength finally fails her. ■

LABEL MELU'U PIYA

De l'arbre à la bouteille, le bon cru local

Bangang, grenier agricole des Bamboutos, innove grâce à une petite unité de transformation, de vin à base des feuilles d'avocatiers.

Il est 7h à Tchuelekouet où est situé les laboratoires de l'Institut Supérieur à Crest Polytechnique des Bamboutos Leonardo Da Vinci du Dr. Ndoungtio Kitio Vincent. Des sacs de feuilles d'avocatier arrivent des champs de Bangang. Ici, pas de gaspillage. Ces feuilles d'avocatiers, parfois négligées, prennent une seconde vie. « On récupère une bonne quantité par semaine. De plus, les feuilles d'avocatiers qui représentent l'élément de production de notre vin d'avocat est disponible toute l'année », explique M. Wantcha Lionel, responsable de production. Le processus de fabrication commence par le triage, vient ensuite le lavage et, enfin, l'infusion des feuilles qui se fait dans de grandes marmites grâce à la chaleur générée par les foyers améliorés. « Après le repos et le refroidissement du liquide, intervient l'étape de la fermentation du liquide recueilli dans de grosses bonbonnes prévues à cet effet. Au bout de 10 à 14 jours, le test d'alcool et la première filtration vont être faits », démontre le responsable de production. On en apprend en outre que le futur vin va alors passer au système de cave dans des bonbonnes pour mûrissement. Après cela, interviendront les étapes de filtrage, décantation et conditionnement du vin dans des bouteilles stérilisées. « Tout ce processus peut durer environ 2 mois », précise-t-il.

L'initiative a germé en mai 2025 par un groupe de quatre champions avec, à sa tête, l'ingénieur Dr Vincent Kitio. Le quatuor a décidé de faire fleurir l'idée de création d'un vin d'avocat. Pas un vin à base du fruit d'avocat, car très gras et trop lourd, mais plutôt à base de feuilles d'avocatiers. Cette petite unité de production d'à peine un an d'existence emploie à ce



jour six jeunes, dont une femme.

« Nos parents utilisaient les feuilles d'avocatiers comme tisane. Aujourd'hui, on en fait un vin qui se vend 2500F la bouteille de 75 cl à Mbouda et Batcham », témoigne Clarisse, 26 ans. Technicienne de labo, elle mentionne que le vin d'avocat est doux, 14% d'alcool, avec une note sucrée et un léger goût typique des feuilles d'avocatiers.

Cependant, le chemin n'est pas facile. Les principaux défis à relever consistent à conserver sans additifs, convaincre les consommateurs, respecter les normes Anor. Mais la demande monte. Restaurants et boutiques s'y intéressent. De ce



fait, il faudrait augmenter la capacité de production pour pouvoir satisfaire la demande.

Selon le promoteur, la prochaine étape sera de monter une Pme bien structurée qui va leur permettre, son équipe et lui, de mieux vulgariser le « Melu'u Piya », mais aussi « Effenzi » qui est du vin de raphia embouteillé.

Cette usine prouve une chose : les Bamboutos n'ont pas que des montagnes et des terres fertiles. Ils ont aussi de très belles idées de transformation. Transformer les feuilles d'avocatiers en vin, c'est transformer une contrainte agricole en opportunité. ■

Deux décennies à bêcher et à fouiller...

Ce jeune entrepreneur agro-pastoral s'est approprié la fable du cultivateur. Dans certaines localités des Bamboutos, il n'y a nul coin et recoin que ne passe sa faux. Chevalier de l'Ordre du Mérite Agricole, au titre du 20 mai 2026, il s'adonne à la culture des pommes de terre, du maïs et du haricot. L'élevage des bovins et des caprins aussi.

Son nom, à lui seul, est une curiosité. Meli Civil Dieuseul. Pas moins. C'est le promoteur de MCD Farm, une structure agro-pastorale basée dans la localité de Nzindong. Il est sur le terrain depuis plus de 20 ans et a fait de la culture de la pomme de terre son domaine de prédilection. « C'est le fruit d'un héritage familial de génération en génération. Je suis pleinement à l'œuvre au quotidien pour nourrir le Cameroun et l'Afrique Centrale à partir de la base », explique-t-il. Il y a une dizaine d'années, Meli Civil Dieuseul était un producteur anonyme, mais avec une forte conviction que le travail de la terre ne déçoit pas. Avec le temps, il a bénéficié du soutien des pouvoirs publics à travers le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MINADER), ainsi que de son géniteur, propriétaire terrien à Nzindong. Il rend également un vibrant hommage au ministre Emmanuel Nganou Djoumessi des Travaux publics pour ses encouragements. « À ce jour, la culture des pommes de terre s'étend sur 58 hectares à Nzindong et celle du maïs et du haricot sur 20 hectares dans le groupement Bamenkombo à Mbouda », déroule-t-il fièrement.

Sa vision est d'accroître sa capacité de production, puis de satisfaire l'offre locale, nationale et internationale. Pour cela, il reste motivé par son amour pour le travail, sans oublier le nerf de la guerre. Les revenus additionnels ne sont pas à négliger. Face aux contraintes de la filière mais ces derniers temps, le jeune entrepreneur entend combler le



gap par le truchement de la culture des pommes de terre. « L'un des sursauts de motivation est basé sur les subventions reçues de temps à autre du Minader », confesse-t-il, avant de préciser que, de manière spécifique, dans la zone de Nzindong, la mécanisation de l'agriculture facilite ses travaux grâce à un don du gouvernement en tracteurs il y a cinq ans. Les autres opérateurs agricoles du coin s'y appuient pour accroître aussi leurs productions.

Subventions étatiques, coopération allemande

Sur le plan technique, Meli Civil Dieuseul est l'un des premiers lauréats de l'école entrepreneuriale de la GIZ (Deutsche

Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), dans le cadre de la coopération allemande avec le Cameroun en 2016. C'est un élément clé de son parcours, en plus de son amour pour la terre, cultivé au sein du cadre familial. « Il ne fallait pas seulement faire l'agriculture de subsistance. Pour atteindre l'échelle supérieure de la production, la formation professionnelle a tout son sens. Avec beaucoup de courage, je me suis engagé. Aujourd'hui, je suis cité comme une référence », affirme-t-il, non sans rappeler au passage la posture des gouvernants à propos du travail de la terre. « Le président de la République, Son Excellence Paul Biya a d'ailleurs souligné dans l'un de ses discours que la

terre ne ment pas. De mémoire de jeune entrepreneur dans le domaine de l'agriculture, j'ai déjà reçu à deux reprises les visites du ministre Gabriel Mbaïrobé de l'Agriculture et du Développement rural dans mes plantations de pommes de terre à Nzindong », dit-il, convaincu que les responsables des services déconcentrés et centraux du Minader ont transmis à leur hiérarchie des informations positives ayant motivé la descente du ministre dans ses exploitations, la dernière visite y relative en 2025 ayant été un succès. Il s'en souvient encore, un brin nostalgique. « Quand je jette un coup d'œil sur le site Internet du Minader, je revois encore ces moments publiés comme une émulation. Il s'agit de montrer qu'on peut être dans les fonds de Nzindong et s'imposer dans le domaine de l'agriculture. »

Aux jeunes de son département, de sa région et du Cameroun en général, Meli Civil Dieuseul passe un message en reprenant les propos des pouvoirs publics : « La terre ne ment pas. Qu'on soit diplômé ou pas, il faut travailler, croire en soi et le reste vient tout seul. C'est mon expérience personnelle. Tout ce que nous faisons est observé par l'État, qui encourage tous ceux qui se démarquent ». Son travail lui a d'ailleurs valu la reconnaissance de la nation, qui l'a élevé au rang de Chevalier de l'Ordre du Mérite Agricole au titre du 20 mai 2026. Un réel motif de satisfaction pour l'heureux élu. « C'est une récompense qui m'encourage. À l'annonce de cette décoration, j'ai réalisé que tout ce que nous faisons n'est pas caché. C'est avant tout un honneur. Jusqu'ici, je suis très satisfait de savoir que le président de la République, chef de l'État Paul Biya, Grand Chancelier des Ordres nationaux pense à tous les bosseurs, y compris ma petite personne. J'en profite pour lui dire merci. »

Elevage des bœufs, vol d'une trentaine de têtes

Outre l'agriculture, Meli Civil Dieuseul exerce également dans le domaine de l'élevage des bœufs, des moutons et



des chèvres. Malgré le vol récent d'une trentaine de têtes de bœufs dans son pâturage à Nzindong, il n'est point ques-

tion pour lui de céder au découragement. L'ambitieux entrepreneur rural rêve grand et l'avenir semble radieux. En ligne de mire, la construction d'une chaîne de transformation de maïs et la création très prochaine d'une usine de transformation de pommes de terre en chips et en farine. Le business plan est déjà élaboré.

Le projet qui verra le jour bénéficiera de l'accompagnement de l'État du Cameroun, mais également de certaines banques. Son ambition est de voir les vastes étendues vertes du Cameroun se transformer en un immense chantier agricole moderne, où les machines remplacent peu à peu la houe, à l'image des impressionnants passages agricoles qu'il a découverts lors de l'un de ses voyages au Brésil. « Si un jour on a au moins 50% de cette opportunité, ce sera l'apothéose, le succès total pour une agriculture de deuxième génération, résolument tournée vers la modernité et l'émergence du pays », rêve-t-il. ■



ENJEUX

Le travail de la terre, un rempart contre le chômage et l'exode

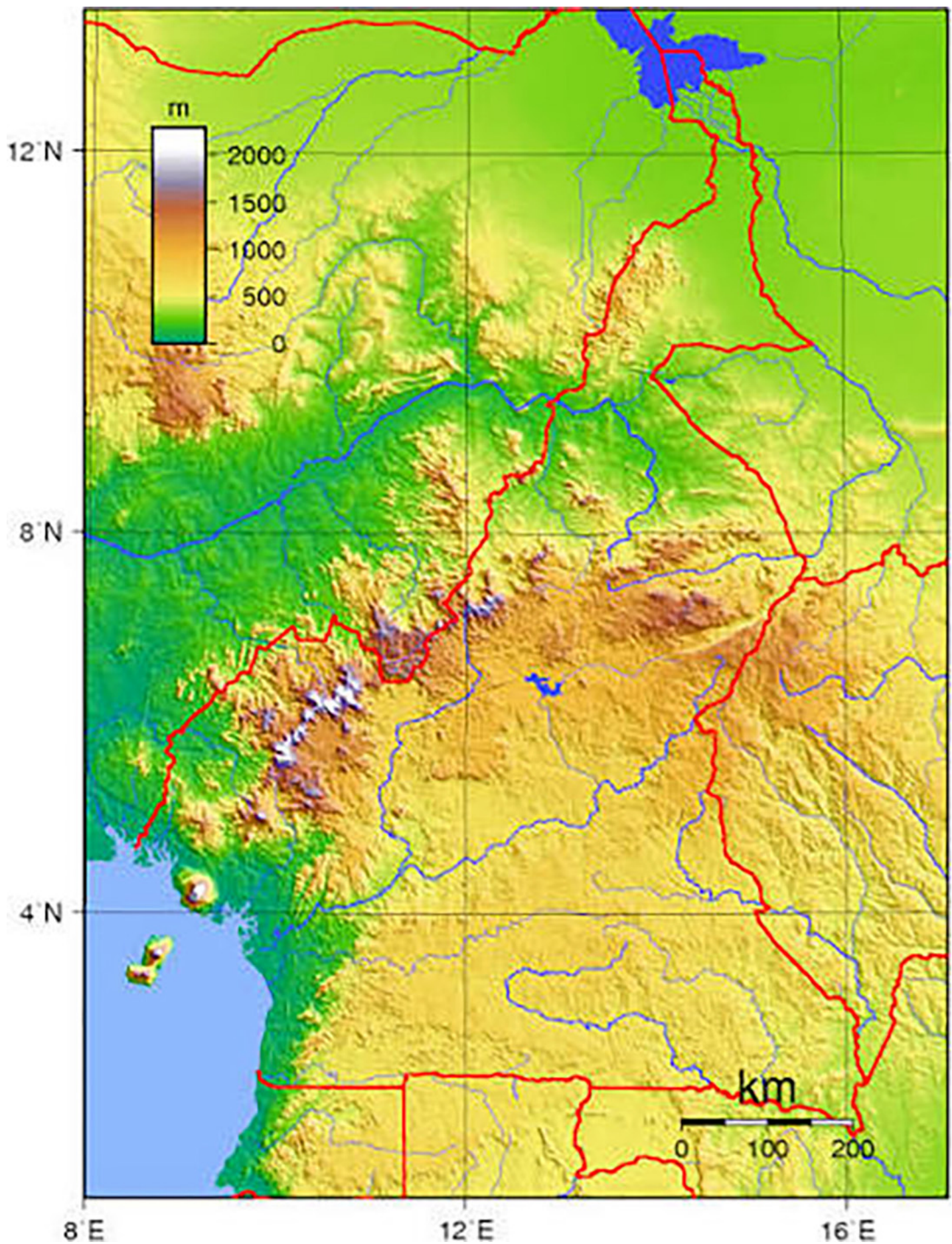
De plus en plus de jeunes de la région se tournent vers l'agriculture et espèrent davantage la transformation de leurs produits agricoles par des unités industrielles installées sur place.



Depuis une trentaine d'années, la région de l'Ouest s'est lancée dans l'industrie agroalimentaire, comme une solution contre le chômage et l'exode rural. Ce faisant, cette activité a contribué à lutter contre l'immigration dont la région de l'Ouest souffre. Des milliers de diplômés sortis de nos universités et grandes écoles se sont tournés vers l'agriculture et la transformation artisanale pour joindre les deux bouts. Dans les huit départements que compte la région, des fermes avicoles, des champs de tomate, d'oignon, d'épices vertes ou d'autres agrumes voient le jour. Grâce à ces actions, de nombreux cerveaux et bras sont restés au pays pour contribuer à sa construction et son développement. Des usines artisanales de transforma-

tion et de conditionnement poussent comme des champignons. « Je suis diplômé de l'enseignement supérieur depuis près de 40 ans aujourd'hui. C'est grâce à la culture de la tomate et des condiments verts que j'ai pu fonder ma famille et élever mes enfants. Aujourd'hui, je ne regrette pas de n'avoir pas été recruté dans la fonction publique », affirme Bruneau, un maraîcher de Bafoussam. Quant à Thomas N., il déclare : « J'ai appris à fabriquer les jus de fruits ici même à Bafoussam. C'est grâce aux revenus des ventes que ma famille a pu s'en sortir. Il n'est pas absolument nécessaire d'aller au Canada pour réussir sa vie. La vie au Cameroun nous offre de nombreuses possibilités. Il suffit d'avoir un peu de courage et de fonds, et le reste suivra. »

Nos villes et villages proposent désormais des jus de fruits made in Cameroun (pomme, fraise, ananas, mangues, citron, pamplemousse, gingembre, ...). Des poulets conditionnés seront bientôt mis sur le marché. Plusieurs centres de productions sont en chantier. A ce jour, plus de la moitié de volaille et de porcs élevés dans notre pays proviennent de l'Ouest. Ces produits sont souvent proposés à la criée dans les rues de nos villes et villages au grand bonheur des consommateurs qui n'ont plus besoin de se déplacer vers les centres commerciaux. La production agroindustrielle locale est désormais une réponse claire à la politique de l'import-substitution prônée par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre le chômage, la fuite des capitaux et des cerveaux. ■



DÉVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

Une explosion démographique qui redessine les territoires

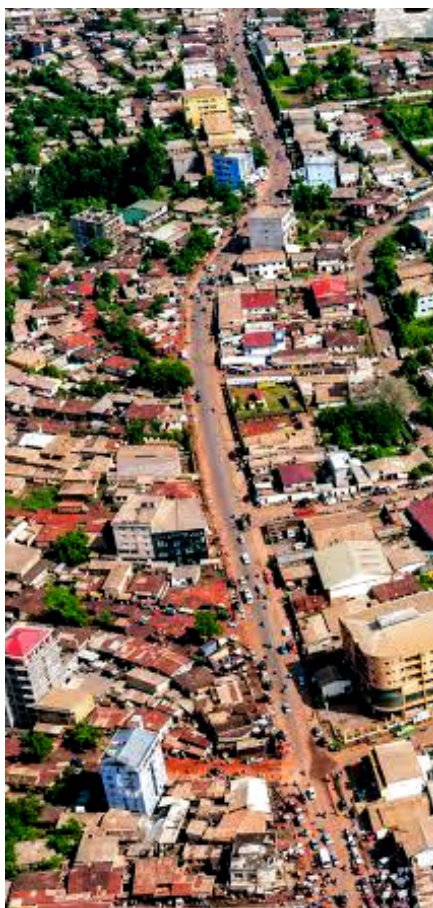
Les villes de la région de l'Ouest se transforment à un rythme soutenu, favorisé par une forte densité démographique et le dynamisme socio-économique de ses populations. Cette croissance rapide impose de nouveaux défis en matière de planification urbaine, de logement, de mobilité et de préservation de l'environnement.

La région de l'Ouest se caractérise historiquement par une forte densité de population et un réseau de villes secondaires très proches les unes des autres. Ce maillage urbain unique favorise un exode rural de proximité et une extension rapide des périphéries urbaines.

Face à cette pression, le marché de l'habitat connaît une mutation profonde. L'auto construit de maisons individuelles, bien que toujours prédominant, cède progressivement du terrain à des projets immobiliers plus structurés. Les immeubles locatifs à plusieurs étages se multiplient dans les centres urbains pour maximiser l'usage d'un foncier de plus en plus rare et coûteux.

Le relief accidenté de la région, caractérisé par des collines et des montagnes, constitue une contrainte naturelle majeure pour l'aménagement. L'accès au foncier n'étant pas de portée facile, l'occupation anarchique des zones à risques (flancs de colline, bas-fonds marécageux) expose régulièrement les populations à des risques d'éboulement et d'inondation.

Pour structurer ce développement, les municipalités, appuyées par l'État et les partenaires internationaux, intensifient l'élaboration de documents d'urbanisme, tels que les Plans directeurs d'urbanisme (PDU) et les Plans d'occupation des sols (POS). L'enjeu est double, à savoir : sécuriser les droits fonciers pour encourager l'investissement immobilier formel et viabiliser les nouvelles zones



d'extension avant leur occupation par les populations.

Vers des villes durables et résilientes

L'essor de l'habitat à l'Ouest ne peut se concevoir sans une mise à niveau des infrastructures de base. Le programme de

modernisation des capitales régionales a permis d'améliorer considérablement la voirie urbaine, notamment à Bafoussam. Cependant, des défis structurels persistent dans l'ensemble de la région. L'approvisionnement en eau potable et en électricité peine à suivre le rythme de création des nouveaux quartiers. La gestion des déchets solides et liquides reste un enjeu sanitaire et environnemental crucial pour les communes. La mobilité urbaine nécessite une réorganisation pour intégrer efficacement le transport par mototaxis et fluidifier le trafic.

L'avenir du secteur de l'habitat dans la région repose sur la transition vers un urbanisme durable. De nombreuses initiatives locales, parfois portées par des syndicats de communes ou des chefferies traditionnelles, émergent pour promouvoir l'éco-construction. L'usage de matériaux locaux (briques de terre stabilisée, pierres de taille) et l'intégration des énergies renouvelables commencent à être perçus comme des alternatives viables et économiques.

Pour réussir ce pari, l'accent devra être mis sur le renforcement de la gouvernance locale, l'application stricte des règles d'urbanisme (permis de bâtir) et le développement de partenariats public-privé innovants pour le logement social. L'Ouest-Cameroun dispose de tous les atouts économiques et humains pour transformer sa transition urbaine en un modèle de développement inclusif, résolument tourné vers des villes durables et résilientes. ■

YOUTH AND CIVIC EDUCATION

When Civic Values meet the Spearhead

Caught between entrepreneurial dynamism, socio-economic challenges and the need for moral renewal, young people in the West Region find themselves at a crossroads, driven by initiatives aimed at strengthening their sense of civic belonging.



In the West Region of Cameroon, issues relating to young people and civic education feature prominently on the agendas of public and community stakeholders. For several months now, awareness-raising campaigns have been on the rise across the Region's Divisions, from Mifi to Ndé, including Noun, Menoua, the Upper-Plateaux and Bamboutos, amongst others. The stated aim of the organising bodies is to curb the rise in anti-social behaviour in and outside schools, combat drug use and promote the values of peace and social cohesion. On the ground, these initiatives take the form of educational talks, workshops on the responsible use of social media and community outreach campaigns. "Civic education must no longer be merely a theory learnt in the classroom. It must become a daily reflex for every young person in our region," says a youth acti-

vity leader who wished to remain anonymous.

Entrepreneurship as a means of Social Integration

Beyond civic and citizenship education, youth support in this part of the country is closely linked to economic empowerment. In the face of the challenge of unemployment, public support programmes and private initiatives are heavily focused on self-employment. Many young people are thus benefiting from technical training, equipment support and funding to set up businesses in promising sectors such as resilient agriculture, innovative crafts and the digital sector.

Vocational centres and support services in the Region are seeing strong demand from young people keen to take charge of their own lives. Local observers view

this economic momentum as the best defence against delinquency and rural depopulation.

A Synergy of Local Stakeholders

The strength of local initiatives lies in close collaboration between sectoral delegations, traditional leaders, youth associations and civil society organisations. The traditional chiefdoms of the West, as guardians of ancestral values, play a key role in reminding young people of the importance of respect for institutions and community solidarity.

While many challenges remain, particularly regarding comprehensive coverage of remote areas, the combined efforts in West Cameroon demonstrate that investing in civic-mindedness and the potential of young people remains the cornerstone of sustainable and harmonious regional development. ■



EAU ET ENERGIE

La flamme du pétrole lampant vacille, l'odeur du gaz monte

Entre progrès des ménages et défis structurants, le secteur énergétique connaît d'importantes mutations dans la région. Derrière ces mutations profondes des modes de vie se profile le travail de titan mené par les structures sous-tutelle du ministère de l'Eau et de l'Énergie (MINEE) : de la Camwater et la Scdp, jusqu'aux nouveaux leviers de la distribution électrique avec la Socadel, en tandem avec la Sonatrel pour le transport.

La région de l'Ouest se caractérise historiquement par une forte densité de population et un réseau de villes secondaires très proches les unes des autres. Ce maillage urbain unique favorise un exode rural de proximité et une extension rapide des périphéries urbaines.

Aujourd'hui, le secteur énergétique est marqué par le déclin de l'offre du pétrole lampant à l'Ouest. Dans le même temps, l'odeur du gaz et la vrombissante activité des carburants montent plus haut. Cette tendance baissière du pétrole lampant dans les foyers de la région de l'Ouest traduit un basculement manifeste vers des modes de vie plus modernes. C'est l'enseignement majeur qui se dégage des données de l'Institut national de la statistique (INS) et des bilans récents de la Scdp-Ouest. Alors que ce produit recule durablement sur le marché local au profit de l'électricité, le super et le gasoil affichent, eux, une insolente bonne santé, portée par l'essor du parc automobile et le dynamisme du secteur des transports.

Énergie domestique : la fin annoncée de la lampe tempête et l'essor du GPL

De 2021 à 2023, la mise à la consommation du pétrole lampant a connu une chute vertigineuse dans la région, amorçant une transition profonde des ménages. Illustration par les chiffres :



- 2021 : 27 045,9 m3
- 2022 : 16 408 m3 (soit un recul spectaculaire de plus de 10 000 m3)
- 2023 : 6 678 m3

Ce recul s'explique par la vulgarisation progressive de l'électrification rurale et

urbaine, qui pousse les ménages à délaisser la lampe tempête au profit de l'éclairage électrique. En revanche, le gaz domestique (GPL) reste solidement ancré dans les habitudes urbaines. Cette dynamique d'approvisionnement est

d'ailleurs stratégiquement soutenu par la présence de deux centres emplisseurs de référence dans la région : Bocom à Bansoa et Green Oil à Bafoussam 2ème, qui garantissent une meilleure disponibilité du produit pour les consommateurs.

Logistique des carburants : dynamisme des flux et approvisionnement de la région

À l'inverse des énergies domestiques traditionnelles, les carburants de mobilité connaissent une croissance continue, alimentés par des flux logistiques rigoureux en provenance des dépôts côtiers de Limbé et de Douala vers l'Ouest.

Eau potable : Bafoussam en pole position et l'impact structurant du Projet des 9 Villes

Du côté de l'hydraulique urbaine et périurbaine, l'accès à l'eau potable se structure rigoureusement autour des agences de la Camwater. Sur un total de 63 314 abonnés recensés dans 19 villes de la région, la capitale régionale, Bafoussam, fait figure de poids lourd avec 32 376 abonnés (répartis en 32 036 particuliers, 276 administrations, 17 industriels et 45 bornes fontaines).

A la suite de Bafoussame, le Top 5 des centres d'abonnements les plus dynamiques est complétée par les villes suivantes :

- 2- Bafang (Haut-Nkam) : 5 229 abonnés
- 3- Foumban (Noun) : 4 849 abonnés
- 4- Bangangté (Ndé) : 3 337 abonnés
- 5- Dschang (Menoua) : 2 875 abonnés

Au-delà de ces chiffres, l'actualité hydraulique dans la région est fortement portée par le grand projet présidentiel des 9 villes mené par la Camwater. On relève d'une part les acquis de la Phase 1 de ce projet, qui a profondément modernisé les infrastructures de production et de traitement à Bafoussam. D'autre part, la dynamique s'amplifie à travers la Phase 2 du projet des 9 villes, dont la composante déployée à Dschang se concrétise par la construction d'un nouveau système d'alimentation intégrant une station de production moderne, des ouvrages de stockage accrus et l'extension significative des réseaux de distribution. Cet élan étatique se conjugue par ailleurs avec l'expansion des réseaux communautaires et des mini-forages portés par les communes pour irriguer les zones périphériques.

Défis et perspectives : l'impulsion conjointe de la Socadel, de la Sonatrel et de la Camwater

Malgré des indicateurs encourageants, la sécurisation de l'approvisionnement en eau et en électricité demeure une priorité absolue pour la Délégation régionale.

- Sur le front de l'électricité (Distribution et transport) :

L'embellie constatée dans la qualité de la distribution de l'énergie électrique à l'Ouest trouve un ancrage opérationnel décisif dans la synergie entre la Sonatrel et la Socadel. D'une part, la Sonatrel sécurise l'ossature en amont grâce au transport de l'énergie via la ligne haute tension 225 kV Bekoko-Bafoussam et la modernisation des postes de transformation majeurs, garantissant un meilleur transit du Réseau Interconnecté Sud (RIS). Dans la même perspective, l'arrivée prochaine de la ligne 400 kV Nachtigal-Bafoussam constituera un tournant décisif, appelé à booster considérablement la capacité de transit, à sécuriser l'approvisionnement et à répondre durablement à la demande croissante de la région. D'autre part, la Socadel, portée par la nouvelle dynamique de redynamisation des services publics de distribution, déploie des efforts accrus pour densifier les réseaux de proximité, remplacer les infrastructures vétustes, étendre l'électrification dans des zones clés comme Bafoussam, Banekane et Bansoa. Cet élan est complété par l'essor du solaire photovoltaïque et la valorisation de la petite hydroélectricité.

- Cap sur la décentralisation :

L'avenir du secteur repose désormais sur l'implication accrue des Collectivités territoriales décentralisées (CTD), avec en première ligne le Conseil régional et les communes. Grâce aux transferts de compétences, ces institutions se positionnent en véritables partenaires stratégiques de la gouvernance de l'eau, de l'énergie et de l'éclairage public, ouvrant la voie à des investissements ciblés et à des partenariats public-privé innovants pour une région de l'Ouest résolument tournée vers l'urgence. ■

Tableau de distribution du gaz domestique en TM 2025 et 2026 à l'Ouest

Mois	Livraison GPL	Livraison GPL	Différence mensuelle	Taux mensuel
	2025	2026		
Janvier	690	758	68	1,09%
Février	624	717	93	1,14%
Mars	656	720	64	1,09%
Avril	746	833	87	1,11%
Mai	681	784	103	1,15%
Juin	791	997	206	1,26%
Juillet	816	893	77	1,09%
Août	796	1 032	236	1,29%
Cumul global	5 800	6 734	934	1,16%

Source : Annuaire statistique de l'Ouest édition 2026, avec Scdp-Ouest

AFFAIRES SOCIALES

Entre urgences humanitaires et dynamiques d'inclusion

La région fait face à des mutations socio-économiques profondes qui accentuent les vulnérabilités. Entre l'accueil des populations déplacées internes, la prise en charge des personnes vivant avec un handicap et l'autonomisation des femmes rurales, le secteur des affaires sociales se retrouve en première ligne.

Les effets induits par les crises sécuritaires dans quelques parties du pays servent de cas d'école au façonnage de la vocation institutionnelle de certaines sectorielles. Le ministère des Affaires sociales en fait partie, tenu par le défi pressant de l'accueil et de l'insertion des exilés internes de la région de l'Ouest, dont la proximité géographique avec les zones en crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest entraîne depuis quelques années un afflux important de populations déplacées internes (PDI). Cet afflux exerce une pression continue sur les infrastructures de base (logement, éducation, santé) dans les départements d'accueil tels que la Mifi, le Ndé ou le Bamboutos. Sur le terrain, acteurs publics, organisations non gouvernementales (ONG) et associations locales multiplient les initiatives pour tisser un réseau de solidarité de plus en plus indispensable.

Les services déconcentrés de l'État, appuyés par des partenaires humanitaires, s'attellent à basculer d'une logique de première urgence (distribution de denrées et de kits d'installation) vers des programmes d'insertion durable. L'accent est de ce fait mis sur des formations professionnelles courtes et l'octroi d'appuis financiers ou matériels pour permettre aux ménages déplacés de développer des activités génératrices de revenus (AGR) et de s'intégrer harmonieusement au tissu socio-économique local.



Au cœur des priorités

Un autre chantier majeur reste la protection et la promotion des droits des personnes vulnérables, notamment les enfants de la rue, les personnes âgées et les personnes handicapées. Des groupes au cœur des priorités du Minas. À Bafoussam et dans les chefs-lieux de départements, les centres de promotion sociale (CPS) re-

doublent d'efforts pour faciliter l'accès de ces groupes aux services sociaux de base. La rentrée scolaire récente a par exemple vu la distribution de bourses d'études et de matériel didactique aux enfants issus de familles indigentes. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation sont régulièrement menées auprès des entreprises locales et des administrations pour

encourager le respect des quotas d'emploi des personnes en situation de handicap, un combat de longue haleine pour lequel la société civile reste fortement mobilisée.

La femme et la jeune fille

À l'Ouest, l'autonomisation de la femme et de la jeune fille est un levier de développement. Les femmes constituent le pilier de l'économie rurale, notamment à travers l'agriculture de subsistance et le petit commerce. Le secteur des affaires sociales y intègre donc un volet crucial d'accompagnement de la jeune fille et de la femme. Des Centres de promotion de la femme et de la famille (Cpff) proposent des modules d'alphabétisation fonctionnelle, d'éducation financière et de sensibilisation contre les violences basées sur le genre (VBG). « L'indépendance financière de la femme est le premier rempart contre la précarité familiale », explique un responsable associatif basé à Mbouda.

En structurant les femmes en coopératives, les projets d'affaires sociales de la région parviennent à maximiser l'impact des financements accordés et à sécuriser l'alimentation des ménages. Selon des sources régionales, ces ressources sont à optimiser face à l'immensité des besoins. Le manque de personnel spécialisé, la modicité des budgets alloués aux structures d'encadrement de premier niveau et l'enclavement de certaines localités limitent la portée des interventions en zone rurale.

D'où la nécessité d'une synergie d'actions coordonnées effective entre le secteur public, le secteur privé (via la responsabilité sociétale des entreprises) et les dynamiques de la diaspora de l'Ouest pour transformer la vulnérabilité en résilience et garantir qu'aucun citoyen ne soit laissé pour compte. ■

Le cœur du ballot des services du MINAS et du MINPROFF

Les statistiques les plus récentes liées à l'assistance aux couches défavorisées et au genre dans la région de l'Ouest datent de 2023. Elles indiquent les actions menées par les pouvoirs publics pour la protection des droits des enfants et des personnes vulnérables, ainsi que le fonctionnement des centres sociaux disponibles dans la région de l'Ouest. En 2023, on dénombre plus de 400 cartes d'invalidité, de 2000 placements scolaires et d'une centaine d'actes de naissance par ces administrations, leaders de la politique gouvernementale en matière de promotion et de protection des droits des couches vulnérables.

De fait, un total de 2930 enfants sans acte de naissance a été identifié et seulement 4,3% d'entre eux, soit 126 ont bénéficié de l'établissement de leur acte de naissance. Dans le cadre de la célébration de la Journée de l'Enfant africain (JEA), les services régionaux du ministère des Affaires sociales ont organisé en 2023, pas moins de 69 activités de promotion des droits de l'enfant. A cette occasion, 16 Députés juniors parmi les 32 sélectionnés dans les établissements scolaires de l'Ouest ont participé au Parlement des enfants à l'Assemblée nationale, à Yaoundé.

Au cours des dernières années, les services sociaux de la région de l'Ouest ont mené des actions d'identification et d'accompagnement psychosocial en faveur de 75 enfants victimes de traite et de 1921 enfants victimes de négligence. L'on y a assuré le suivi et le placement de 03 nourrissons abandonnés, de même que celui de 509 enfants en conflit avec la loi à travers l'accompagnement psychosocial, la participation aux audiences, l'élaboration des enquêtes sociales commission rogatoire, la mise en liberté, le placement institutionnel. Dans le même ordre d'idées, 16 enfants inadaptés sociaux ont bénéficié d'une prise en charge institutionnelle,

tandis que 8495 enfants déplacés internes et 05 enfants réfugiés ont été pris en charge au plan psychosocial. Les activités de sensibilisation et d'éducation par le biais des causeries éducatives sur l'usage responsable des réseaux sociaux et sur les dangers de la consommation des drogues et stupéfiants ont ciblé plus de 500 jeunes en 2023.

S'agissant de la protection et de la promotion des personnes handicapées, les structures du Minas en ont identifié un total de 565 dans cette catégorie. Parmi elles, environ 70%, soit 396 sont des handicapés moteurs. En 2023, 402 d'entre elles ont reçu une carte d'invalidité, dont le nombre établi a régressé par rapport à 2022, où ce chiffre se situait à 565. Dans la même année, 2133 placements scolaires en faveur des élèves handicapés et ceux des parents handicapés ont été réalisés, ainsi que 36 conférences de presse ou débats et 308 causeries éducatives. En vue de leur autonomisation par des activités génératrices de revenus, les services sociaux de la région ont organisé 03 sessions de formation à leur intention sur l'apiculture, l'élevage des poulets de chair et ceux du village, mais aussi distribué des dons à 150 personnes handicapées vulnérables. Le volet ludique n'a pas été négligé par le MINAS, qui a organisé 06 activités sportives en faveur des personnes handicapées et plusieurs autres actions d'autonomisation pour les personnes du 3ème âge telles que la distribution des dons, les marches intergénérationnelles, le renforcement des capacités au jardinage, greffage des avocatiers, apiculture, etc.

Quant aux structures d'encadrement des cibles du ministère des Affaires sociales, la région de l'Ouest en compte 153 en 2023, dont 32 structures pour l'encadrement des personnes âgées. Le nombre global était de 174 en 2022. ■



PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

L'entrepreneuriat vert comme levier d'émancipation

Les initiatives locales se multiplient, notamment dans le domaine agricole, pour renforcer l'autonomisation économique des femmes et consolider la cellule familiale, piliers essentiels de l'émergence régionale.

Dans l'organisation communautaire des Grassfields, la femme occupe une place centrale. Entrepreneure agricole, commerçante, garante des traditions et pivot de l'éducation, elle est le moteur invisible mais puissant de l'économie locale. Progressivement, les femmes brisent les plafonds de verre sociaux qui, autrefois, les confinaient dans des rôles peu valorisants dans la communauté, pour investir les cercles de décision. L'annuaire statistique régional de 2024 révèle qu'en 2023, l'Ouest compte 02 femmes sénatrices, 09 femmes députés, 05 femmes maires, 03 femmes sous-préfets, 20 femmes chefs d'entreprise et 2053 associations dirigées par les femmes. C'est dire qu'aujourd'hui, la promotion de la femme et de la famille s'impose non plus comme une option d'assistance, mais comme un levier stratégique de développement durable. L'agriculture reste cependant le principal levier d'émancipation pour les femmes de la région. À travers des coopératives dynamiques, les femmes de l'Ouest transforment le secteur. Elles ne se contentent plus de cultiver la terre pour la subsistance ; elles investissent désormais la chaîne de valeur. On les trouve de plus en plus dans la transformation locale, où elle s'adonne à la valorisation du manioc, du maïs et des produits maraîchers en produits finis. Leurs investissements sont soutenus par les microcrédits, auxquels elles accèdent par le biais des tontines traditionnelles et des microfinances pour financer de petits commerces. Dans la foulée, elles développent leurs capacités à travers la formation technique par l'appren-



tissage de techniques agricoles résilientes face aux changements climatiques. Ces actions permettent aux femmes de générer des revenus stables, augmentant ainsi leur pouvoir de décision au sein du ménage.

Education et protection de la famille

Promouvoir la femme à l'Ouest, c'est aussi sécuriser l'avenir de la famille. Plusieurs programmes locaux se concentrent sur des axes essentiels tels que :

- La scolarisation des filles : grâce à des

campagnes de sensibilisation sur cette thématique, le recul du mariage précoce dans les zones rurales est perceptible.

- L'éducation financière : elle est basée sur des formations dédiées à la gestion du budget familial et à la planification de l'avenir des enfants.

- La santé communautaire : ici, une attention particulière est portée sur l'amélioration de l'accès aux soins maternels et infantiles pour réduire la mortalité et renforcer la cellule familiale.

Il faut cependant rester vigilants face aux pesanteurs socioculturelles, qui freinent encore le plein épanouissement des femmes dans certaines localités. L'accès à la propriété foncière demeure un défi majeur, la terre étant traditionnellement léguée aux hommes. De plus, la charge mentale et physique qui pèse sur les mères de famille reste disproportionnée, limitant à la plupart d'entre elles, l'accès à l'éducation supérieure ou aux postes de décision politique locale.

Mais malgré ces défis réels, l'on ne saurait imaginer le développement de la région de l'Ouest sans la profonde implication des femmes. Le renforcement des capacités des plateformes associatives, l'appui des élites locales et la mise en œuvre des politiques publiques nationales (à l'instar des actions du ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille) sont autant de leviers à intensifier. Car, en consolidant la famille et en libérant le potentiel économique des femmes, les Grassfields se donnent les moyens de bâtir une société inclusive, résiliente et prospère. ■

Tableau de quelques statistiques sur le genre dans la région de l'Ouest en 2023

DELEGATION REGIONALE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE		Année 2023
Nombre de femmes préfet selon le département		00
Nombre de femmes sous-préfet par département		03 dans le Haut-Nkam (Bandja, Banwou, Bakou) 01 dans le Koung-Nki (Djebem)
Nombre de femmes maires		05 (Poumougne, Babadjou, Foumban, Bafang et Fokoué) 29 adjointes
Situation de la femme dans le domaine économique	Nombre de femmes chefs d'entreprise	20
	Nombre de femmes chefs d'agence de transport	01
	Nombre de femmes propriétaires d'une agence	03
	Nombre de femmes promotrices d'une auto-école	09
Situation de la femme dans le domaine politique	Nombre de femmes députés	09
	Nombre de femmes sénatrices	02
	Nombre de femmes conseillères municipales	318
	Nombre de promotrices des crèches et haltes garderies	100
Situation de la femme dans le domaine social et éducatif	Nombre de femmes disposant des structures d'encadrement des IDPs	50
	Nombre de directrices de formations sanitaires publiques	150
	Nombre de directrices de formations sanitaires privées	/
	Nombre de fondatrices d'écoles primaires	10
	Nombre d'inspectrices d'arrondissement du MINEDUB	09/40
	Nombre de directrices d'écoles maternelles	1222/1222
	Nombre de directrices d'écoles primaires	430 / 2182
	Directrices des centres d'alphabétisation fonctionnels	31/54
	Nombre de femmes déléguées régionales et assimilées	13
	Nombre de femmes proviseurs	23
Situation de la femme dans le domaine administratif	Nombre de femmes Sous-directeurs (MINESEC)	1/2
	Nombre de directrices des CES	05
	Nombre d'Inspectrices pédagogiques régionales	59
	Nombre de femmes délégués départementales et assimilées	54
	Nombre de femmes chefs services régionaux	/
	Nombre de structures de formation féminine publiques	08
Nombre de structures de formation féminine privées		14
Nombre de mariages collectifs célébrés		244
Statistique sur la participation des femmes dans les pools d'animation		90 (Noun)
Statistique sur la participation des femmes des Centres de promotion de la femme		1031 femmes et jeunes filles
Etat sur la participation des femmes dans les Centres de technologie appropriés		N'existe pas
Etat sur la participation des femmes dans les Centres de jeunesse et d'animation		31 filles (CMPJ)
Nombre d'ONG et d'associations chargées de la promotion de la femme		34 ONG ; 2053 associations ; 255 GIC
Nombre de femmes formées aux TIC sous l'initiative du MINPROFF		391 femmes ; 112 filles
Statistiques sur les actions en faveur des prostitués		-1986 prostitués sensibilisés sur le VIH /SIDA, les VBG et le planning familial ; -accompagnement sanitaire et juridique (Horizon Femmes)
Nombre de conflits conjugaux reçus et traités selon la nature		Conflits : - conjugaux : 111 ; - d'union libre : 66 ; - familiaux : 21.

Source : Annuaire Statistique région Ouest avec DR-MINAS & MINPROFF Ouest.

ÉDUCATION DE BASE

Le modèle unique du maillage communautaire

Profondément ancrée dans sa culture, la région de l'Ouest du Cameroun affiche des indicateurs scolaires parmi les plus encourageants du pays au niveau de l'enseignement de base. Cependant, derrière les taux de scolarisation globalement satisfaisants se cachent des réalités contrastées, oscillant entre solidarité locale exemplaire et impératifs de modernisation.

L'un des principaux moteurs de l'éducation de base à l'Ouest réside dans l'implication historique des communautés locales. Face aux limites budgétaires de l'État, les associations de parents d'élèves (APE) et les élites intérieures et extérieures jouent un rôle de premier plan.

Dans de nombreuses localités des départements de la Mifi, du Ndé ou des Bamiboutos, ce sont ces réseaux communautaires qui financent la construction des salles de classe, l'achat des tables-bancs et, très souvent, la prise en charge des enseignants vacataires (communautaires). Cette forte mobilisation garantit le maintien d'un taux de scolarisation élevé, y compris dans les zones rurales reculées.

Malgré cette résilience, l'offre éducative souffre encore de disparités structurelles majeures. La première d'entre elles est le déficit en personnel enseignant qualifié. Si les grands centres urbains comme Bafoussam, Mbouda ou Dschang sont relativement bien pourvus, les écoles des villages périphériques manquent cruellement d'enseignants fonctionnaires. La dépendance vis-à-vis des maîtres communautaires, parfois insuffisamment formés, crée un déséquilibre dans la qualité de l'apprentissage. A cela s'ajoute l'état des infrastructures. Plusieurs écoles publiques primaires affichent des structures vieillissantes. L'accès à l'eau potable, à l'électricité et à des blocs latrines décentes demeure un luxe pour de nombreux établissements ruraux. Les exigences



relatives à l'inclusion et au genre échappent souvent aux autorités éducatives, même en milieu urbain, avec l'absence des rampes pourtant censées faciliter l'accès en classe aux élèves handicapés, ainsi que le manque de toilettes sexo-spécifiques pour séparer les filles et les garçons.

En dernier lieu, la transition numérique reste une vue de l'esprit pour l'école primaire publique. À l'ère de la digitalisation de l'enseignement prônée par le Ministère de l'Éducation de Base (Minedub), l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) piétine en dehors

des écoles privées et des écoles publiques pilotes des centres-villes.

L'impact invisible de la crise humanitaire

Un autre facteur exogène qui pèse désormais sur le système éducatif de la région est l'accueil des populations déplacées internes (PDI) issues des régions voisines du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Depuis quelques années, les écoles de l'Ouest ont absorbé des milliers d'élèves supplémentaires. Si cette hospitalité honore la région, elle a provoqué une surcharge des effectifs dans les salles de classe des zones frontalières (comme la Menoua ou les Bamiboutos), rendant les conditions d'apprentissage plus complexes pour les encadreurs.

Pour consolider les acquis et corriger les faiblesses, les acteurs du système éducatif s'accordent sur la nécessité d'une contractualisation plus agressive des enseignants par l'État afin d'alléger la charge financière des parents d'élèves.

Par ailleurs, le renforcement de la décentralisation offre une lueur d'espoir. Les communes, désormais dotées de compétences transférées en matière de gestion des infrastructures scolaires, sont appelées à devenir les nouveaux pivots de la planification éducative locale. Le défi de demain pour l'Ouest-Cameroun ne sera pas seulement de scolariser, mais d'offrir à chaque enfant une éducation équitable, moderne et de qualité. ■

ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Le défi des effectifs et de la couverture en personnel

À l'heure du bilan et des nouvelles projections pédagogiques, la région de l'Ouest Cameroun apparaît comme un modèle de résilience entre quête d'excellence et réalités du terrain.

Ses taux de réussite confortables aux examens de l'OBC (Office du Baccalauréat du Cameroun) et du Cameroon GCE Board font généralement de la région de l'Ouest l'un des poids lourds du paysage éducatif national. Cette régularité parmi les têtes de file repose sur une forte culture de l'effort partagée par la communauté éducative, les parents d'élèves et les élites locales. Les établissements de référence, qu'ils soient publics, confessionnels ou laïcs, continuent de tutoyer les premières places des classements nationaux.

Toutefois, cette vitrine de l'excellence cache des disparités géographiques et matérielles criardes. Si les centres urbains comme Bafoussam, Dschang ou Foumban bénéficient d'un réseau scolaire dense, les zones périurbaines et rurales font face à d'importants défis d'infrastructures. Le manque de laboratoires scientifiques équipés, l'insuffisance des bibliothèques et le déficit en matériel informatique limitent l'application optimale des programmes basés sur l'Approche Par Compétences (APC).

L'autre équation complexe de la carte scolaire régionale réside dans la répartition du personnel enseignant. Malgré les efforts de contractualisation et d'affectation menés par l'État, un déséquilibre subsiste entre les départements de l'Ouest. Les zones enclavées souffrent régulièrement d'un sous-effectif chronique en enseignants de matières scientifiques (mathématiques, physique, chimie), souvent compensé par l'effort des Associations de parents d'élèves et d'enseignants (APEE) qui recrutent des vacataires à leurs frais.



Par ailleurs, l'environnement socio-économique global pèse sur la vie scolaire. La pression démographique, accentuée par l'accueil de populations déplacées internes issues des régions voisines en crise, a poussé de nombreux établissements à redoubler d'ingéniosité pour maintenir des effectifs gérables par classe afin de garantir la qualité de l'apprentissage.

L'essor indispensable de l'enseignement technique

Face au chômage des jeunes, la tendance régionale s'oriente résolument vers la professionnalisation. Les lycées techniques et les SAR/SM (Sections artisanales rurales et Sections ménagères) de la région connaissent un regain d'intérêt. L'objectif affiché par les autorités éducatives locales est d'arrimer la formation aux besoins éco-

nomiques réels de la région, notamment dans l'agriculture, l'artisanat, le numérique et la petite industrie.

Le secteur privé de l'éducation, particulièrement dynamique à l'Ouest, joue ici un rôle de premier plan. En investissant dans des filières technologiques innovantes, il offre une alternative crédible à l'enseignement général, bien que le coût de la scolarité reste un obstacle pour les ménages les plus modestes.

À l'aube des prochains défis évaluatifs, l'enseignement secondaire à l'Ouest se trouve à la croisée des chemins. Pour pérenniser son statut de pôle d'excellence, la région devra capitaliser sur la synergie entre les pouvoirs publics, les collectivités territoriales décentralisées et les partenaires privés afin de moderniser ses infrastructures et offrir à chaque élève les mêmes chances de réussite. ■



HIGHER EDUCATION

The Rise of an Academic and Technological Centre of Excellence

Between the growth of its state universities, the multiplication of private institutes, and a resolutely local development-oriented approach, the West Region presents a dense and diverse academic landscape. Its range of training programmes makes it one of the most dynamic and attractive university hubs in the country.

With a student population exceeding 50,000, the West region has become a vital intellectual crossroads. Higher education there is no longer simply a relay for learning but a driver of growth and innovation for the entire Central African sub-region, given its economic weight, demographic size, and commercial diversity. The academic landscape of the region is first and foremost based on its major public institutions. The University of Dschang, a true pan-African pioneer, continues to shine through its Faculty of Agronomy (FASA) and its research laboratories. More recently, the establishment of the University of Bafoussam has restructured public provision, bringing decision-making centres and training facilities closer to the regional capital. Alongside these state giants, private higher education institutes (IPES) are experiencing exponential growth. Whether confessional or secular, these institutions address a crucial need for diversification. They offer highly specialised courses in management, communication, and health careers, attracting thousands of students from all ten regions of Cameroon as well as neighbouring countries.

A shift towards Professionalisation and Digitalisation

To align with the realities of the job market, universities in the West are undergoing profound change. The focus is now on professionalisation. Technical fields, engineering, information technologies, and renewable



energies are gaining ground over traditional humanities and legal studies. Business incubators are multiplying on campuses. The objective is clear: to transform research projects into viable startups and encourage self-employment among young graduates. Partnerships between universities and the local business community (notably in agro-industry, commerce, and construction) facilitate better integration of students through regular practical internships. Despite this evident dynamism, challenges remain. The massive influx of students sometimes overwhelms reception infrastruc-

tures. Student accommodation, urban transportation, and access to a stable high-speed internet connection across all campuses remain priority areas for academic and municipal authorities.

However, the resilience and inventiveness of local stakeholders are gradually overcoming these obstacles. Thanks to close collaboration between the state, the private sector, and local communities, the West region is steadily consolidating its status as a centre of excellence. It demonstrates that Cameroon's future is shaped by a youth trained to meet international standards yet deeply rooted in the realities of their territory. ■

L'UNIVERSITÉ DES MONTAGNES

Fleuron de l'enseignement supérieur privé à l'Ouest

Fondée en l'an 2000 par l'Association pour l'éducation et le développement (AED), cette institution d'utilité publique répond aux besoins de formation de la jeunesse dans des secteurs clés comme la santé et les technologies afin de rendre ses cuvées élitistes, compétitives et directement opérationnelles sur le marché de l'emploi.

L'Université des Montagnes (UdM) ? C'est l'une des fiertés régionales qui font le rayonnement de Bangangté, chef-lieu du département du Ndé, au cœur de la région de l'Ouest Cameroun. Ce moule de formation universitaire s'est imposé depuis plus de deux décennies comme un pôle d'excellence académique incontournable en Afrique centrale par son engagement envers la qualité et la professionnalisation. Dès sa création il y a 26 ans, l'UdM a fait le choix stratégique de ses filières, ciblant des secteurs clés pour le développement socio-économique du continent. L'institution est aujourd'hui structurée autour de grands domaines de formation en proposant des parcours variés axés sur l'insertion professionnelle rapide des étudiants. Les principales filières qu'on y trouve sont :

- Les sciences de la santé : elles intègrent la médecine humaine, la pharmacie, la chirurgie dentaire et la médecine vétérinaire. Cette filière est le fleuron de l'université qui y forme des profils tels que des médecins généralistes, des pharmaciens, des chirurgiens-dentistes ainsi que des professionnels des sciences médico-sanitaires (infirmiers, techniciens de laboratoire, kinésithérapeutes).
- Les sciences et technologies : les matières pratiquées ici sont l'ingénierie biomédicale, l'informatique et réseaux. À travers ses programmes de génie (informatique, réseaux et télécommunications, biomédical), l'établissement prépare les ingénieurs de demain aux défis de la transition numérique et technologique.



- Les sciences de gestion et de l'environnement : elles proposent des formations adaptées aux réalités du développement socio-économique. Des cursus adaptés aux réalités managériales et écologiques actuelles viennent compléter cette offre académique.

Points forts

L'un des points forts de l'Université des Montagnes réside dans son ancrage pratique. L'apprentissage théorique est systématiquement couplé à l'expérience de terrain grâce aux infrastructures propres de l'institution. Ainsi, l'Hôpital clinique de l'Université des Montagnes (HC-UdM) sert non seulement de centre de soins de référence pour les populations de la région, mais aussi de terrain de stage d'excellence pour les étudiants en médecine. De plus, les laboratoires de recherche équipés permettent aux apprenants de manipuler des technologies de pointe dès leurs premières an-

nées d'études. Un centre d'enseignement virtuel complète l'offre pour la formation à distance.

Au-delà de sa mission éducative, l'UdM est un véritable moteur de développement pour la région de l'Ouest. Elle stimule l'économie locale à Bangangté et ses environs (logement, commerce, transports) et contribue activement à l'amélioration de l'offre de soins de santé.

Sur le plan international, la force de l'université réside également dans un solide réseau de partenariats, qu'elle a su tisser avec des institutions européennes, américaines et africaines. Ces collaborations facilitent les échanges d'enseignants, la mobilité des étudiants et la co-diplômation, garantissant ainsi des standards d'enseignement alignés sur les exigences mondiales.

Une vision tournée vers l'avenir

Portée par la devise « semper altissimo ascendere » (toujours rechercher l'excellence), l'école s'impose comme une référence dans le paysage universitaire privé du pays. Elle continue d'adapter ses programmes aux exigences du marché de l'emploi en Afrique centrale.

En combinant rigueur éthique, infrastructures de qualité et adéquation formation-emploi, l'Université des Montagnes démontre que l'Afrique peut former sur son sol des professionnels de premier ordre. Pour les bacheliers et étudiants en quête d'un avenir brillant dans les métiers de la santé et de l'ingénierie, l'UdM demeure une destination de choix au Cameroun. ■

PROFESSOR ROGER TSAFACK NANFOSSO
RECTOR OF THE UNIVERSITY OF DSCHANG

«Some Courses reach an Employability rate of 80%»

Mr. Rector, how does the University of Dschang adapt its training offerings to meet the demands of the Cameroonian labour market?

The professionalisation of education at the University of Dschang has two main dimensions: the first is to offer programmes in fields where there is labour market demand; the second is to train while abiding by the technical and ethical standards that govern the profession of university teaching. Regarding the first dimension, each year we review in various bodies (Institutional Councils, Management Boards, Scientific Council, University Council, etc.) project proposals for programmes to be launched in the following academic year. Thus, during the 2025-2026 academic year, we assessed and approved around ten new professional programmes and updated some of the existing ones for implementation in 2026-2027. These courses cover all levels and types of pathways, from BTS and DUT to Master's, including DEUP and 1st degree. The development of these new programmes is guided by two main variables: labour market demand and the strategic orientation of the SND-30, which is the compass for development in our country. Currently, at least 30% of courses taught at Dschang are professionally oriented.

In the second dimension, we place particular emphasis on training in university pedagogy. This training, organised annually for over 600 teacher-researchers, focuses on, among other things, the ethics of university teaching, new educational technologies, and subject-specific didactics. This year, we will place special emphasis on Artificial Intelligence in teaching and assessment. We also encourage our teacher-researchers to undertake placements in companies.



The University of Dschang played a notable role in constructing the new recently commissioned route on the Dschang cliff. Is this a demonstration of professionalisation?

Indeed, our institution established a 25-member task force on 29 November 2024 to produce a white paper on soil vulnerabilities in the West, particularly regarding the Foréké-Dschang cliff. The document produced by 31 December 2024 sets the general framework, contextualises the double landslide, analyses and diagnoses what happened, and provides recommen-

dations on technical and financial levels. Among other findings, we identified 10 critical factors of mass movement leading to the disaster. We proposed three bypass options, two to be made viable, in addition to reopening the asphalted road. The white paper contains our proposals, some of which inspired the works delivered on 1 October 2026.

We express our gratitude to the Minister of Public Works, Mr Emmanuel Nganou Djoumessi, who paid close attention to our work and took it into account in executing the new route. The recognition of our researchers' work is very encouraging, as it makes

the quality of our knowledge both useful and visible at an indisputable technical level. This contribution illustrates the professionalisation of our training programmes in applied geology, forestry and environmental sciences, geography and geographic information systems, socio-anthropology, civil engineering, and more. The Foréké-Dschang cliff is just one example of what we are capable of.

Are partnerships established to guarantee graduate employability?

The partnerships the University of Dschang has forged with private sector actors are diverse. This is facilitated by the fact that these actors (Gecam, Syndustriam, Chamber of Commerce, National Theatre, etc.) are members of our institutions' governing bodies and thus contribute to the tailored direction of our training programmes. In our annual performance report presented to the Board of Directors, we have assessed the employability of our graduates for over five years at the Institute of Fine Arts, the University Institute of Technology, the Faculty of Agronomy and Agricultural Sciences, the Faculty of Science, the Faculty of Economics, the Faculty of Medicine, etc. In some fields, the employability rate sometimes approaches 80%. Moreover, in legal professions, there is the expression "the school of Dschang," which reflects the excellence of the training we offer. Beyond the private sector, we have fruitful cooperation with national and international public and parapublic sectors. Our partnerships with organisations such as Sodepa, Sodecaco, Semry, consular chambers, as well as GIZ and UNDP, lend a special meaning to our relationships for delivering practical and competitive training—such as in eco-business (with 1,000 people trained), or earth brick production (100 people), among others. The University also hosts an Orange Digital Center (in partnership with Orange), which has enabled us to train 342 students to develop and realise their business ideas, alongside a Child Rights Centre (in partnership with UNICEF), where some fifty students so far have been trained on the



«The development of these new programmes is guided by two main variables: labour market demand and the strategic orientation of the SND-30, which is the compass for development in our country. Currently, at least 30% of courses taught at Dschang are professionally oriented.»

multifaceted care of children, which may further facilitate their employability.

What are the major innovations emerging from the university's incubation hub?

The incubation hub—if I may use that term—is one of the fundamental and distinctive features of the University of Dschang, aligning with the new orientation law enacted in 2023 by President Paul Biya. It includes two main entities: on one hand, the Centre for Support in Technology, Innovation and Incubation (CATI²); on the other, the Pierre Castel Entrepreneurial Chair (CPC). Alongside professional and vocational training at technological institutions (Fine Arts, Institute of Technology,

Agronomy, Medicine) and traditional faculties (Arts, Legal Sciences, Economics, Basic Sciences), these two incubation centres cultivate an entrepreneurial spirit, with most incubatees leaving with a formally created business. To date, beyond certifications earned by our trainers and 15 international awards and scholarships won by our start-ups, 150 companies have been formally established by our students from these incubators. These businesses currently provide 330 permanent jobs and 556 seasonal jobs. Similarly, we have recently filed 16 patent applications with OAPI, based on undeniable innovations from our students.

How do you support the transition from academic research to the commercialisation of products and services developed by students and researchers?

At the University of Dschang, for two years now, no thesis is submitted without an accompanying Policy Brief. In other words, the practical utility of each thesis must be documented in this policy paper addressed to development stakeholders. So far, the University has deposited 220 Policy Briefs across 24 administrations and organisations, including 38 at Minader, 26 at Minsanté, 23 at Minepia, 13 at Minac, 10 at Minjustice, among others. During our open days (scientific and cultural events, faculty week, etc.) we encourage students to exhibit and sell products they have designed and made. Many students at the University earn their living and pay their university fees through commercialising products they produce (soaps, honey, liquid chilli, plant fertilisers, dryers, crushers, huskers, electronic home monitoring systems, parking management systems, artworks, etc.). I need not emphasise the latest products from our pharmacy graduates that caused a stir on social media (erectile dysfunction treatments, feminine hygiene, etc.). Naturally, further steps must be taken so that prototypes or improved traditional medicines become industrial products capable of boosting the national economy. This requires investment, likely beyond the university's scope, involving other developmental stakeholders. ■



FORMATION SANITAIRE

Incursion au Centre hospitalier régional de Bafoussam

Inauguré il y a bientôt cinq ans et déjà une référence au service des populations de la région de l'Ouest Cameroun, avec des offres de soins de qualité.



La structure, dirigée par le docteur Ouassouo Passang, est un hôpital de deuxième catégorie dans le registre de la pyramide sanitaire nationale. Elle a été inaugurée le 11 décembre 2021 par le Premier ministre, chef du gouvernement, Chief docteur Joseph Dion Ngute. Bâti sur une superficie de 4800 mètres carrés et une surface de cinq hectares, cet hôpital est situé au quartier Kouekong à Bafoussam, sur la route de Foumban. Il s'agit de l'une des infrastructures de santé de pointe mises en place pour améliorer l'accès à des services de santé de qualité pour les populations de la région de l'Ouest et au-delà. Les services offerts par le Centre

hospitalier régional de Bafoussam (Chrb) incluent : la neurologie, la cardiologie, l'hépatogastro-entérologie, l'urologie, la neurochirurgie, l'anatomie pathologique, la pneumologie, l'oto-rhino-laryngologiste (Orl), l'ophtalmologie, la pédiatrie, la biochimie, la microbiologie, la néphrologie, l'imagerie médicale, la banque de sang, la gynécologie-obstétrique, la virologie, l'immunologie, la kinésithérapie, la réanimation polyvalente, la chirurgie, la psychiatrie, l'hématologie, la dermatologie et l'odonto-stomatologie. Les offres de soins dans l'ensemble sont les urgences, la réanimation, le bloc opératoire, l'appui au traitement, les hospitalisations cliniques et l'exploration

fonctionnelle.

Le Chrb est partenaire de la Medical Education Alliance (MEa) et du Groupe hospitalier Nord-Essonne en France. Sous la coordination du docteur Ouassouo Passang, les valeurs fondamentales prônées ici sont celles du service public hospitalier sûr et fiable, avec une offre de soins de qualité. Cela passe par des équipements de pointe, un plateau technique relevé et un personnel à la conscience professionnelle bien établie. La mise en place de cette formation sanitaire de référence fait suite à la matérialisation d'une décision du président de la République Paul Biya, dans le cadre du plan d'urgence triennal du domaine de la santé

publique. La pose de la première pierre avait été pilotée en son temps le 7 mars 2017 par le ministre de la Santé publique, André Mama Fouda.

L'actuel patron de la Santé publique, le docteur Manaouda Malachie, veille à l'implémentation de sa bonne exécution au quotidien pour une santé des populations répondant aux gages d'un avenir prometteur. Le Chrb entend également jouer sa partition dans la mouvance du développement durable avec, en toile de fond, la bonne santé des populations de Bafoussam, de la région de l'Ouest Cameroun et ses environs.

Le plateau technique y est relevé, avec des équipements modernes pour l'imagerie médicale, afin de donner un sens aux services de proximité. Plus besoin de parcourir de longues distances pour la prise en charge des pathologies graves. Son laboratoire dis-



pose d'une banque de sang adaptée à la modernité et d'une unité d'anatomo-pathologie. Les diagnostics des insuffisances rénales et osseuses par le dosage de la vitamine D y figurent aussi.

Grâce à une infrastructure moderne, à ses

services spécialisés et à son engagement en faveur de l'excellence, le Centre hospitalier régional de Bafoussam incarne la volonté du gouvernement de renforcer le système de santé camerounais et d'améliorer l'accès à des soins de qualité pour tous. ■

L'Hôpital régional de Bafoussam enrichi de 5 nouveaux générateurs



Le ministère de la Santé publique vient de doter le Centre d'hémodialyse de l'Hôpital régional de Bafoussam de cinq machines supplémentaires. L'objectif de ce don est de renforcer le plateau technique de cette structure sanitaire pour fluidifier la prise en charge et réduire les délais d'attente pour les patients en insuffisance rénale dans le cadre de la Couverture santé universelle. Un générateur d'hémodialyse est un dispositif médical essentiel qui agit comme des reins artificiels pour épurer le sang d'un patient en insuffisance rénale chronique ou aiguë. Il assure la circulation extracorporelle, filtre les toxines, équilibre les électrolytes et élimine l'excès d'eau (ultrafiltration) via un dialyseur.

HEALTH

Focus on the Regionalisation of Research and Healthcare

The West Region is witnessing a major acceleration in the modernisation of its health sector, in line with the new 2026–2030 National Health Strategy spearheaded by the Ministry of Public Health. Through the regionalisation of research and healthcare, the digitalisation of field data and preparations for health emergencies, the region is strengthening its medical autonomy, although persistent structural challenges remain.

The health landscape of the West Region is undergoing significant structural change, marked by the gradual strengthening of its infrastructure and the regionalisation of national health policies. Driven by investments from the Regional Council, the actions of the Ministry of Public Health and the dynamism of the faith-based network, the sector is modernising its technical facilities to respond more effectively to the needs of local populations. Hospital modernisation projects have taken shape through several major construction works undertaken by the regional authorities. Access to local healthcare has thus reached a new milestone, notably with the completion of key infrastructure projects, including:

- The Dschang Annex Regional Hospital: completion of the emergency department and development of high-standard inpatient wards.
 - The Mifi District Hospital (Bafoussam): construction of a new modern two-storey building to ease congestion in existing services.
 - The Bandjoun District Hospital: expansion of accommodation capacity to improve patient care in the Koung-Khi Division.
- These achievements are, of course, underpinned by the technical facilities already strengthened at the Bafoussam Regional Hospital Centre (RHC), which continues to provide specialised care and medical imaging services throughout the region.



A Diversified Healthcare System with Major Centres of Care

The healthcare system of Cameroon's West Region is characterised by the marked coexistence of the public sector, the secular private sector and faith-based facilities. Within the public healthcare network, the region has a network ranging from Integrated Health Centres (IHCs) to district hospitals, with the Bafoussam Regional Hospital and the Bafoussam Gynaecological, Obstetric and Paediatric Hospital serving as flagship institutions. In recent years, these referral institutions have benefited from programmes to upgrade their technical facilities and modernise their equipment. With regard to the non-profit private sub-sector, support from faith-based healthcare and low-cost private initiatives is indispensable. Private and faith-based health facilities, particularly Protestant and Catholic

institutions, play a crucial role in improving the geographical and financial accessibility of healthcare. Long-established institutions, such as Ndoungué Hospital, near the regional boundary, and the faith-based hospitals in Fouban and Mbouo-Bandjoun, regularly help make up for shortcomings in public healthcare in terms of patient care and proximity. By way of illustration,

"Bang-wa Protestant Hospital recently organised a large-scale, low-cost surgical campaign targeting serious conditions such as hernias, fibroids and cataracts," a regional official reports. The official adds that this initiative by the Evangelical Church of Cameroon demonstrates the strong commitment of religious networks to reducing the out-of-pocket costs borne by patients in rural areas.

Major Structural Challenges

Despite the extensive network, the regional health system faces several obstacles that limit universal access to quality healthcare. These include:

- Le Staff shortages and uneven distribution: Like the rest of the country, the West Region suffers from a severe shortage of specialised medical personnel. Qualified

doctors and nurses are concentrated mainly in urban centres such as Bafoussam, Dschang and Foumban, leaving rural areas, particularly remote parts of the highlands, underserved by medical services.

- **Financial access to healthcare:** Direct payment remains the norm. In the absence of fully operational and widespread universal health coverage, the cost of healthcare remains a major barrier for rural populations and people working in the informal sector.
- **Competition from traditional medicine:** Deeply rooted in local traditions, traditional medicine is often the first recourse for many patients. Although the health authorities are making efforts to promote integration and collaboration, delays in seeking conventional medical treatment sometimes worsen the prognosis for conditions that could otherwise be treated successfully.

Regionalisation of Research

With the government's recent launch of the National Strategic Plan for Health Research, the West Region is benefiting from a major paradigm shift: the territorialisation of research and healthcare. Decisions on identifying needs and allocating resources are no longer made solely in Yaoundé. Epidemiological and health issues specific to the divisions of the West Region, including Mifi, Noun and Menoua, are analysed directly at local level so that treatment protocols can be adapted to realities on the ground. This momentum is supported by the region's flagship hospital, the Bafoussam Regional Hospital Centre (RHC), whose continued development is helping ease the burden on local populations. With its advanced medical imaging equipment and specialised laboratories, the RHC now saves patients long and costly journeys to the major cities of Douala and Yaoundé. At the operational level, a

system for digitalisation and enhanced epidemiological surveillance is gradually being developed. The region's health districts are continuing to improve the health information system through the widespread adoption of digital data-collection tools, such as the DHIS2 software. This digitalisation enables the real-time monitoring of maternal and child health indicators, as well as vaccination coverage.

At the same time, in response to the risks posed by seasonal epidemics and emerging diseases, the regional health authorities are implementing locally the guidelines of the new Pandemic Fund national project, based on the One Health approach. The objective is to train medical personnel in the West Region and actively involve local communities so that the slightest health alert can be detected and addressed more rapidly.

Tightening Budgets

The progress observed in the West Region is in line with the new strategic directions presented by the government in Yaoundé, particularly the territorialisation of health research under the 2026–2030 Plan, launched in early September. The plan aims

to shift the centre of gravity of medical research towards the interior of the country in order to better document local epidemiological specificities.

In addition, the region is preparing to incorporate the forthcoming guidelines of the next National Health Conference, scheduled for the end of 2026. One of the major challenges will be to ensure the supply of essential medicines and sustain human resources in every health district.

Despite these significant technical advances, officials of the West Regional Delegation of Public Health must contend with an increasingly challenging international financial environment. The announced reduction, by 2027, in overall global funding for the fight against major pandemics, including HIV, tuberculosis and malaria, is prompting the region to rationalise its expenditure.

Local health stakeholders are therefore focusing on strengthening preventive medicine, improving access to local healthcare and reducing direct costs for households. These issues will be central to the next National Health Forum, expected at the end of the year. ■

Regional Health Statistics for 2019

Region	Population (2019)	Health District	Health Area	Health Facilities	MHCs	IHCs	District Hospitals	Regional Hospitals
	2 113 367	20	235	833	67	730	35	01
Malaria Control	Uncomplicated malaria cases	Severe malaria cases	Most affected health district		LLINs			
			Foumban					
			Uncomplicated cases	Severe cases				
	84 550	138 029	18 357 (21,63%)	24 529 (17,8%)	85 980			
Vaccination Coverage (2022)	Pregnant women	≤ 30%						
(RR1)	Children aged 0–11 months	30%						
Other types of vaccines		≥ 50%						
HIV Prevalence	Regional rate	2,39 %						
Prevalence in Health Districts Above the Regional Average	Kouptamo HD	3,55%						
	Foumbot HD	3,90 %						

Source: 2024 Statistical Yearbook for the West Region, in collaboration with the West Regional Delegation of Public Health (DRSP).

THÉODORE DATOUO

Pas à pas, jusqu'au panthéon du parlement

Le remplaçant de Cavaye Yeguie Djibril au perchoir a entamé sa riche carrière politique comme député suppléant ; une casquette qu'il combinait avec celle d'un homme d'affaires aguerri, en plus d'être généreux avec les populations de sa terre natale.

Question à 1000 balles à un fonctionnaire natif de l'Ouest. « S'il vous était donné de dire un seul mot sur le nouveau président de l'Assemblée nationale du Cameroun, ce serait quoi ? » Réponse du berger à la bergère : « Généreux. » « Mais encore ? » « Les malades souffrant d'insuffisance rénale dans les Grassfields lui doivent une fière chandelle. Grâce à lui, le centre d'hémodialyse de l'Hôpital régional de Bafoussam a repris vie et fonctionne à un rythme régulier ces derniers mois. Une aubaine pour les patients de la région de l'Ouest, habitués depuis des années à effectuer ces soins spécialisés dans les hôpitaux du même calibre à Bamenda ou dans les villes métropoles. »

En effet, resté longtemps en panne, le centre d'hémodialyse de l'Hôpital régional de Bafoussam a récemment bénéficié d'un appui financier de 40 millions de Fcfa offert par le président de l'Assemblée nationale. Le très honorable Théodore Datouo tenait ainsi une promesse annoncée quelques semaines plus tôt, lors d'une cérémonie organisée à Bafoussam pour célébrer son arrivée à la tête du perchoir de l'Assemblée nationale. C'est sur le champ social que Théodore Datouo a progressivement bâti sa notoriété au point de succéder à Cavaye Yeguie Djibril, qui y a trôné pendant 34 ans, depuis 1992, à la présidence de l'Assemblée nationale.

Sciences économiques

Né à Nkongsamba en 1960, Théodore Datouo se démarque dans sa jeunesse par un parcours scolaire brillant. Il obtient notamment en 1986, une licence en sciences économiques, option gestion, à l'Université



de Yaoundé. Il se démarque aussi sur le terrain professionnel comme un homme d'affaires prospère, avec des investissements dans le secteur forestier, l'immobilier, etc. C'est en opérateur économique aguerri que Théodore Datouo effectue son entrée sur le terrain politique du département des Hauts-plateaux dans les années 2000.

Au cours du scrutin parlementaire du 30 juin 2002, Théodore Datouo consacre sa présence dans l'arène politique en étant élu député suppléant. Il profitera de cette mandature pour se mettre en exergue, bien mieux que les titulaires Sonké Benjamin et Chedjou Gabriel. Sur le terrain, Théodore Datouo organise des compétitions sportives, recrute et accompagne l'entrepre-

neurariat des jeunes, etc. Ce fils de Bangou va aussi se distinguer sur le champ des réalisations en aménageant des routes, en offrant des dons aux hôpitaux et aux écoles, entre autres structures sociales.

Président de section à Bangou

Aux élections législatives du 22 juillet 2007, il est élu député de la nation parmi les deux candidats titulaires dans la circonscription électorale du département des Hauts-Plateaux. Le nouvel élu contribue au rayonnement du département des Hauts-Plateaux en multipliant la construction des ponts, des salles de classes, des hôpitaux et divers autres projets sociaux. Son engagement politique, il l'affirme lors de la division de la section Rdpc Hauts-Plateaux en trois nouvelles sections. C'est ainsi qu'il est depuis sa création, élu et réélu président de la section Rdpc hauts-plateaux Sud à Bangou. Il est aussi réélu successivement député titulaire lors des autres élections parlementaires du 30 septembre 2013 et du 9 février 2020.

Coopération Chine-Cameroun

Au parlement, l'honorable Théodore Datouo compte parmi les six vice-présidents de l'Assemblée nationale depuis deux mandatures. Cerise sur le gâteau, cet élu de la nation a présidé le Comité de coordination des travaux de construction du Palais de Verres Paul Biya, siège de l'Assemblée nationale. Une réalisation dont il a assuré le suivi avec expertise à la faveur de la coopération Chine-Cameroun. Un ouvrage qu'il brandit avec fierté. L'actuel président de l'Assemblée nationale, parmi ses challenges, veut améliorer le niveau du développement du pays et particulièrement de son département des Hauts-Plateaux natal. ■

ALBERT KOUINCHE

Le pari de la proximité

Du transfert d'argent à la diversification, l'entrepreneur originaire de Bandjoun a bâti un parcours marqué par l'anticipation et l'adaptation.

A l'origine de la trajectoire d'Albert Kouinche, il y a une formation juridique, une première expérience dans la finance et une intuition qui va transformer le quotidien de nombreux ménages : rapprocher les services de transfert d'argent des populations. Il fait alors le pari d'une idée simple, lancée en 1997 avec Express Union, à une époque où les mandats postaux rimaient encore souvent avec délais et démarches. Là où les échanges d'argent entre proches pouvaient prendre du temps, il choisit de miser sur la rapidité et la proximité.

Originaire de Bandjoun, dans la région de l'Ouest, et fils de commerçant, Albert Kouinche se forge d'abord un solide bagage académique à l'Université de Yaoundé, où il obtient une maîtrise en droit privé. En 1985, il commence sa carrière comme cadre au Crédit foncier du Cameroun. Cette expérience le familiarise avec les rouages de la finance. Mais l'esprit d'entreprise finit par prendre le dessus : il décide de quitter le confort relatif du salariat pour tenter sa chance dans l'aventure entrepreneuriale.

Son pari est alors de se concentrer sur le marché domestique, celui des transferts entre villes, quartiers et villages, tandis que les grands opérateurs internationaux privilégient surtout les flux transfrontaliers. En étendant progressivement son réseau, Express Union rapproche expéditeurs et bénéficiaires, des grandes métropoles aux localités les plus éloignées. Au début des années 2000, l'entreprise s'impose parmi les acteurs majeurs du transfert d'argent au Cameroun, avant d'étendre ses activités dans d'autres pays d'Afrique centrale et de l'Ouest. Le succès repose sur une intuition commerciale et des besoins concrets : soutenir un parent, financer les études d'un enfant ou faire face à un imprévu.



Express Union vs Mobile Money

L'arrivée du Mobile Money, au milieu des années 2010, bouleverse toutefois le paysage. Portés par les opérateurs de télécommunications, ces nouveaux services bousculent les modèles traditionnels et obligent Express Union à se réinventer, notamment à travers le développement de ses activités de micro-finance. Pour Albert Kouinche, l'enjeu n'est plus seulement de défendre son premier succès, mais de préparer la suite. Il engage alors une diversification de ses investissements dans plusieurs secteurs.

Il est notamment présent dans la banque et l'assurance, avec des participations dans Banque Atlantique Cameroun, devenue AFG, et Atlantique Assurances. Il dirige également la Société camerounaise d'équipements (SCE), spécialisée dans le crédit aux ménages. L'hôtellerie et l'immobilier complètent ce portefeuille, tandis que l'aquaculture ouvre un nouveau terrain d'investissement. Avec Fish & Co, il lance sur les berges de la Dibamba, dans le Littoral, un complexe d'élevage et d'écloserie de poissons d'eau douce annoncé à hauteur de 10 milliards de FCFA. Dans l'hôtellerie, il fait aussi construire à Yaoundé un établissement sous l'enseigne "Le Méridien", dont la ges-

tion fait l'objet d'un accord avec le groupe Marriott de Côte-d'Ivoire. Cette diversité d'activités lui vaut d'être distingué comme Champion national de l'investissement par l'Agence de promotion des investissements.

Ancrage politique : héritier du Koung-Khi

À cette stature économique s'ajoute un ancrage politique affirmé. Militant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), Albert Kouinche siège à l'Assemblée nationale comme député du département du Koung-Khi et appartient au Comité central du parti. Proche de Victor Fotso, industriel et figure tutélaire de Bandjoun, il est souvent présenté comme l'un de ses héritiers spirituels.

Dans sa circonscription, son engagement politique se double d'actions de soutien aux populations, notamment des bourses destinées à des doctorants et des appuis logistiques ou agricoles. Cédric Kuitche, qui dit avoir bénéficié de cette aide, témoigne : « Grâce à sa générosité, j'ai pu poursuivre mes recherches à l'université après mon master. » Une reconnaissance qui donne un visage plus personnel à un parcours souvent raconté à travers les entreprises et les investissements.

Albert Kouinche incarne ainsi une trajectoire fondée sur l'audace, la diversification et l'adaptation aux mutations économiques. De pionnier du transfert d'argent domestique à investisseur multisectoriel, il a appris à ne pas dépendre d'une seule activité. Mais, au-delà des participations financières et des projets industriels, son nom reste étroitement associé à une idée qui a fait son chemin dans les habitudes : permettre à chacun d'envoyer plus facilement de l'argent à un proche, où qu'il se trouve dans le pays. ■

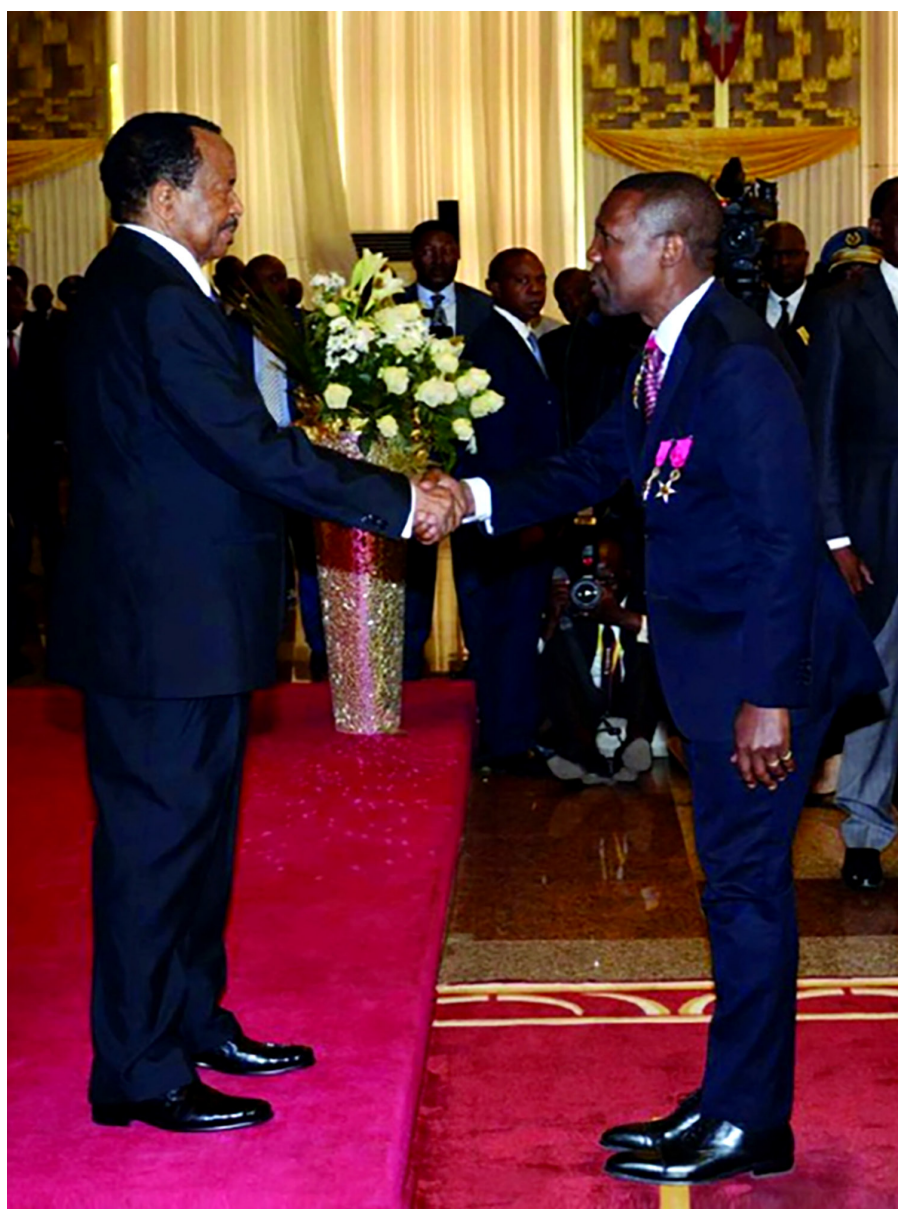
BERNARD FONGANG

Le baroudeur qui fait battre le cœur de sa communauté

Certains hommes collectionnent les titres pour leur propre prestige. Bernard Fongang, lui, bâtit l'avenir avec la communauté. Originaire de Bafoussam, ce fils du pays conçoit le développement de sa région comme son plus grand chef-d'œuvre. Zoom sur un citoyen qui n'a jamais oublié d'où il vient.

Ingénieur de génie civil. Entrepreneur visionnaire. Leader politique et parrain de la jeunesse. Bernard Fongang est tout cela à la fois. Un véritable combattant sur plusieurs fronts et avec ça, la tête bien pleine. De l'amphithéâtre à la création de richesses, son parcours académique et professionnel force l'admiration. Titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) en génie civil, obtenu entre la France et le Canada, il aurait pu se laisser séduire par les opportunités beaucoup plus avantageuses qu'offrent ces pays. Mais, le patriotisme brûlant dans ses veines va prendre le dessus et le décider à rentrer servir son pays.

C'est ainsi qu'il mettra d'abord son expertise au service de la transmission des connaissances à ses jeunes compatriotes, avant d'être piqué par le virus des affaires. « J'ai été enseignant à l'École nationale supérieure des travaux publics de Yaoundé, ensuite Directeur général adjoint de celle de Buea. Dans ces institutions-là, j'ai formé plusieurs promotions d'ingénieurs avant de choisir la voie de l'entrepreneuriat », confie-t-il. Pourquoi ce changement de parcours alors que vous étiez déjà à un niveau de palier enviable dans la hiérarchie de l'enseignement en tant qu'encadreur des étudiants et dirigeant d'une école académique et professionnelle ? « Pour moi, entreprendre est le prolongement naturel de l'enseignement, c'est une opportunité unique de créer des emplois, de dynamiser l'économie et de transmettre autrement. » Il



fonde alors des entreprises à fort impact socio-économique, parmi lesquelles Planet Hôtel Douala, Planet Immo et Planet Trade.

Le business dans le sang, la région dans le cœur

Désormais opérateur économique prospère, le succès de ses entreprises est impressionnant et laisse admiratifs ceux qui le côtoient. Comment fait-on pour passer des amphis au business avec autant d'éclat ? En fait, M. Fongang a le business dans le sang et la région dans le cœur. Homme de terrain, il refuse de se vautrer dans la fraîcheur de ses bureaux climatisés. Le secret de son immense réussite plonge ses racines dans la terre natale où, depuis l'enfance, il s'est forgé un tempérament de businessman en herbe, sous le signe du travail matinal et de la persévérance. Jeune, c'est dans les rues de Bafoussam, en vendant du maïs et des prunes braisées pour financer ses études, qu'il apprend la valeur sacrée de l'effort. Aujourd'hui encore, l'homme d'affaires reste profondément attaché à ces saveurs simples de son enfance. Il garde en lui cette authenticité et cette rigueur qui caractérisent les grands entrepreneurs de l'Ouest.

Dans sa région natale, et plus particulièrement dans le département des Hauts-Plateaux dont il est originaire, Bernard Fongang, en entrepreneur dynamique et homme politique engagé, investit massivement dans le développement du capital humain et le bien-être des populations. « Ma philosophie est qu'on ne doit pas être heureux tout seul. En outre, de par ma position, je me dois à mon niveau et avec mes moyens de soutenir la politique sociale préconisée en faveur des jeunes par le président national de mon parti, le Rdpc (Rassemblement démocratique du peuple camerounais, ndlr) », développe-t-il. Aussi, les jeunes sont-ils la cible privilégiée de ses actions, notamment les forums de l'emploi, les compétitions sportives, les programmes d'incubation, qu'il organise à leur intention. Et la jeunesse, à sa manière, le lui rend bien



en l'appelant affectueusement « Pichichi ». Un surnom hérité du football espagnol pour saluer son rôle de parrain et de leader d'impact.

Au cœur de la décentralisation, la Fondation Fongang

Son engagement pour le bien-être des communautés, dans l'ensemble, se traduit également par de nombreux élans de générosité manifestés dans le secteur de l'éducation et les infrastructures à travers la Fondation FONGANG. Dans cette optique, on peut citer la construction de plusieurs bâtiments scolaires à l'École publique primaire de Foubot dans le département du Noun, le parrainage de milliers de jeunes et la remise de distinctions scolaires à plus de 1 700 élèves méritants dans les Hauts-Plateaux et au-delà. Sur le plan politique, Bernard Fongang met sa vision au service de l'émergence du pays. Membre titulaire du Comité central du Rdpc et président de section à Batié, il a activement participé aux premiers pas historiques du Conseil régional de

l'Ouest en 2020, devenant un acteur clé de la décentralisation et du développement territorial.

Boosté par le soutien indéfectible de son épouse, fille de bonne famille de l'Ouest, qu'il décrit comme le souffle intérieur qui entretient la flamme lorsque le vent devient contraire, Bernard Fongang incarne trois valeurs fondamentales : le travail, la solidarité et la foi. En effet, derrière le chef d'entreprise et le notable respecté, vit un enfant de Bafoussam guidé par une conviction profonde. « La réussite n'a de sens que si elle est partagée », insiste-t-il, avant de conclure que « le développement inclusif de la région de l'Ouest est, sans conteste, le plus beau chantier auquel je suis heureux d'apporter ma pierre ».

Ancien dirigeant du mythique club Sable de Batié, il considère le football comme la meilleure école de management qui soit, valorisant l'esprit d'équipe, la solidarité et l'efficacité collective face aux défis. Autant de valeurs et de qualités qui font de ce baroudeur, le cœur battant de sa communauté. ■

PR EULOGE YIAGNIGNI MFOPOU

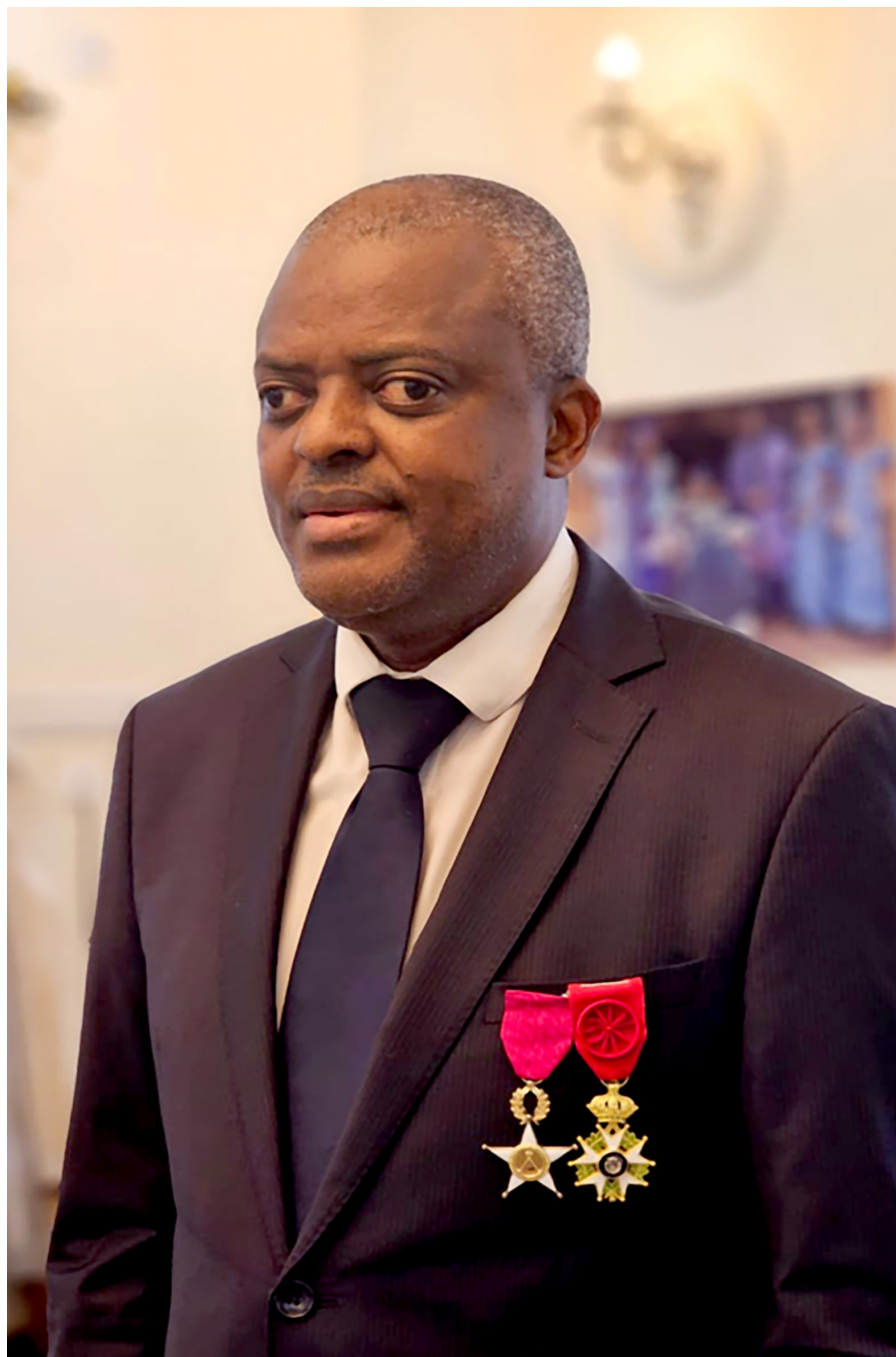
Le père de Corocur a proprement curé Covid-19

Toute une vie au service de la santé pour ce fils du Noun, l'un des inventeurs du siècle dans le domaine médical.

En 2019, le monde est frappé par une pandémie difficile à contrôler, causée par un germe pathogène dénommé Coronavirus. Parti d'une ville chinoise, le monstre se répand rapidement sur de nombreuses parties de la planète sous la forme d'une maladie très contagieuse et hautement létale appelée Covid-19. Ses ravages sont tels que l'Organisation mondiale de la santé la déclare pandémie de portée mondiale. Les images que montrent les télévisions occidentales rappellent les récits de l'apocalypse. Les populations sont décimées avec une rapidité métronomique. C'est la panique au sein de la communauté humaine. Les plus grands scientifiques et les chercheurs sont à pied d'œuvre pour trouver rapidement une solution au Covid-19.

Le Cameroun n'en est pas épargné. Les personnalités connues et moins connues succombent durant l'épidémie. Le gouvernement est en alerte maximale et prend des mesures urgentes telles que prescrites par l'OMS pour contrôler ou, du moins, circonscrire la pandémie et sauver la vie de ses populations. Le chef de l'État, Son Excellence Paul Biya prend la mesure de la gravité de la situation et instruit la recherche pour les solutions alternatives. Les chercheurs, les naturopathes et même le clergé se lancent donc dans la course pour trouver des solutions endogènes à cette pandémie qui en-deuille les familles.

Les résultats ne tardent pas à tomber, suscitant des lueurs d'espoir au sein des populations. Parmi les produits 100% camerounais mis sur pied par des fils du pays, il y a Corocur du professeur Euloge Yiagnigni Mfopou. Issue de la pharmacopée traditionnelle locale, l'invention ne tarde pas à être homologuée par le ministère de la Santé



publique du Cameroun, qui autorise sa commercialisation dès le 8 juillet 2021. « Les essais cliniques de Corocur ont été très concluants. Son efficacité a été démontrée dans la prévention du Covid-19 et le traitement des personnes atteintes. Le produit a sauvé la vie des milliers de personnes au Cameroun et à l'étranger. » Son succès va rapidement traverser nos frontières et faire les choux gras de la presse nationale et internationale. Mais qui est donc le Pr Euloge Yiagnigni Mfopou ?

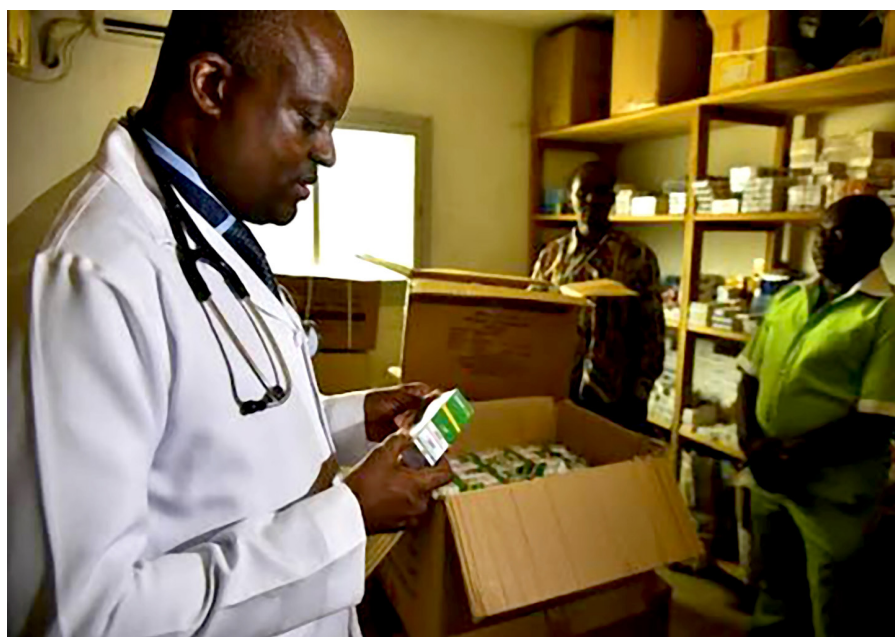
Jalousies et tentatives d'empoisonnement

Né le 10 mars 1970 à Fouban, le jeune Euloge débute sa scolarité à la mission catholique puis au lycée Sultan Njoya de Fouban. À l'époque, ses enseignants déclaraient déjà en lui des signes d'hyperactivité. Curieux, il touchait à tout et voulait tout comprendre ; ce qui heurtait parfois le tempérament plutôt calme de ses parents. Brillant élève, avec une réelle acuité dans les matières scientifiques, Euloge mettait à profit les vacances scolaires pour vendre les fournitures scolaires. Et son succès dans cette activité ponctuelle va provoquer des jalousies au point où le jeune élève va échapper à des empoisonnements.

« Après mon baccalauréat, je voulais devenir physicien. Mais c'est après mon admission au CUSS (Centre universitaire des sciences de la santé. NDLR) que je vais développer ma vocation pour la médecine », confie-t-il. À la fin de sa formation, il est affecté à l'Hôpital régional de Maroua. Par la suite, il est affecté à l'Hôpital de district d'Efoulan à Yaoundé. Son chemin y croise le célèbre cardiologue, le Pr Ndobu qui le familiarise à la cardiologie, la manipulation et l'interprétation de l'électrocardiogramme. Ce sera le déclic d'une longue carrière de cardiologue, qui le conduira en Allemagne sous l'encadrement académique du Pr Kuecherer.

Spécialisation en Allemagne après le Cuss

Après quatre années de spécialisation, le professeur de médecine revient au bercail malgré des opportunités beaucoup plus avantageuses qui lui étaient offertes. Il sera



mis à la disposition de l'Hôpital central de Yaoundé comme chef de Service de cardiologie. A sa grande satisfaction, il y retrouve son mentor, le Pr Ndobu aux côtés duquel il cheminera pendant quelques années, avant de demander sa mise à la retraite anticipée afin de se consacrer pleinement à ses travaux de recherche. Aujourd'hui encore, le Pr Euloge Yiagnigni est sollicité à travers le monde pour l'encadrement des chercheurs en phytothérapie innovante. Avant cela, il aura été tour à tour enseignant à la Faculté de médecine de l'Université de Yaoundé 1 ; chef de Service du Centre médical de l'Université de Yaoundé ; enseignant-chercheur à l'Université catholique d'Afrique centrale de Yaoundé ; coordonnateur du Programme de la promotion contre les maladies cardiovasculaires. Des états de service parlants.

En plus de ses qualités professionnelles connues, le professeur Yiagnigni œuvre dans le social. Il a notamment doté l'hôpital de Njissé à Fouban d'un scanner complet d'une valeur de 160 millions FCFA, a fait construire des forages dans des villages et hôpitaux, a financé plusieurs établissements scolaires du Noun pour l'achat du matériel didactique. Toutes œuvres qui vont dans le sens de la vision du développement du chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya

qui, en reconnaissance, l'a élevé au grade de Chevalier de l'Ordre de la Valeur.

Commandant de l'armée royale

D'autres distinctions internationales viennent confirmer l'estime de la communauté internationale et scientifique pour l'œuvre de cet homme pluridisciplinaire. On peut citer, entre autres, le Prix sous-régional de meilleure pratique médicale ; le Prix et médaille de travail exceptionnel Kigali 2025. Le professeur Yiagnigni a par ailleurs fondé des structures telles que « Le Centre médical les promoteurs de la bonne santé de Yaoundé ; le Complexe hôtelier Nji Pankaa qui fait la fierté du département du Noun ; le Centre de visite technique de Foubot.

Sur le plan traditionnel, le Pr de médecine a été anobli par le Sultan roi des Bamoun au titre de Nji Pankaa (commandant de l'armée royale). Au plan politique, il est militant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). On lui attribue la victoire, lors de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025, du candidat Paul Biya dans l'arrondissement de Magba, où il était le chargé de mission. Ainsi se présente ce chef de famille, à la fois père de quatre enfants et père de Corocur, qui a inscrit son nom dans le panthéon des scientifiques qui ont curé Covid-19 pour sauver les populations. ■

PR PASCAL NGUIHÉ KANTÉ

Le savoir, l'État et la proximité au service d'une vision

De l'université aux hautes responsabilités publiques, un parcours placé sous le signe de la transmission et de l'engagement.

Lest de ces parcours qui racontent une ambition personnelle, mais aussi une certaine conception du service à la communauté. Celui du Professeur Pascal Nguihé Kanté s'inscrit dans cette catégorie. Universitaire, juriste et haut responsable de l'État, il construit au fil des années une trajectoire à la croisée du savoir, de l'administration publique et de l'engagement en faveur de la jeunesse et des femmes.

Son itinéraire présente une particularité : celui d'un universitaire qui n'a pas limité son action aux amphithéâtres et aux travaux de recherche, mais qui a également investi le champ de l'action publique et, plus largement, celui de la proximité avec les communautés.

Un universitaire au parcours affirmé

Avant d'être associé aux hautes responsabilités administratives, Pascal Nguihé Kanté s'est d'abord construit dans le monde universitaire et juridique. Son parcours d'enseignant-chercheur à l'Université de Dschang l'a conduit à s'intéresser notamment au droit privé et au droit des affaires.

Cette dimension académique constitue un élément important de son profil. Elle renvoie à une conviction essentielle : le développement d'une société passe aussi par la formation des hommes et des femmes capables de comprendre les mutations de leur environnement et d'y apporter des réponses.

L'université apparaît ainsi comme l'un des fils conducteurs de son parcours : transmettre, former, encadrer et contribuer à la production des connaissances.



Du monde académique à la haute administration

La trajectoire du Pr Nguihé Kanté commence à l'Université de Dschang comme enseignant. Elle prend une nouvelle dimension lorsqu'il rejoint les hautes sphères de l'administration camerounaise. Notamment le 02 octobre 2015 lorsqu'il est nommé par un décret du chef de l'État, Son Excellence Paul Biya, à l'important poste de Secrétaire général adjoint des Services du Premier ministre. Bien avant cette haute confiance du chef de l'État, le digne fils de la Mifi a servi au ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation, où il y a occupé de nombreuses responsabilités jusqu'au rang de directeur. Cette double expérience universitaire et administrative constitue l'un des traits marquants de son profil.

La Mifi comme espace de transmission et de proximité

Au-delà des titres et des fonctions, c'est également sur le terrain de l'éducation et de la jeunesse que son action est régulièrement mise en avant.

À Bafoussam, la Journée de l'excellence scolaire et académique de la Mifi (Jesam) couplée aux concours semences génies sciences et technologies est devenue l'un des rendez-vous immanquables par la communauté éducative de la Mifi. En septembre 2026, sa onzième édition a permis de distinguer plus de 500 élèves, étudiants et enseignants, avec notamment l'attribution de bourses scolaires et universitaires, des prix spéciaux aux établissements scolaires, à certaines administrations, à la communauté Bororo et aux déplacés internes de la crise anglophone.

Au-delà des chiffres, le principe est révélateur : encourager l'effort, donner de la visibilité au mérite et rappeler que la réussite individuelle peut participer à la construction collective.

Le choix de célébrer les élèves et étudiants permet de déplacer le regard : la jeunesse n'est pas seulement perçue comme bénéficiaire de politiques publiques, mais également comme une force sur laquelle il faut investir.

La Jesam 2026 et le concours semences



génies sciences et technologie, organisés à Bafoussam, ont ainsi rassemblé des lauréats issus de différentes localités de notre pays. À côté de la promotion de l'Excellence, le Pr Pascal Nguihé Kanté organise également des championnats de vacances, la remise

des appuis financiers et alimentaires à la communauté musulmane, l'arbre de Noël au mois de décembre pour les tous petits de la maternel, la remise des semences améliorées aux agriculteurs de la Mifi. ■

CÉLESTINE KETCHA COURTÈS
**« J'AIME CUISINER LA DINDE FARCIE
AU ROMMERTOFF, FAÇON BELLE-
MAMAN, POUR MON ÉPOUX »**



La douce moitié de Courtès n'est pas une mince affaire. Au propre comme au figuré. Sa haute taille, sa silhouette massive, sa fratrie XXL, son parcours universitaire, ses diverses fonctions gouvernementales, politiques, économiques, traditionnelles et associatives, ainsi que ses multiples distinctions honorifiques en font une femme de poids. Originaire de l'Ouest Cameroun, département du Nde, madame le ministre de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu) ne passe pas inaperçue au milieu de ses camarades et homologues. Cette surexposition publique est inversement proportionnelle à sa vie privée, jalousement gardée. Mais à la faveur des Journées régionales de la communication, dont la première édition se tient dans sa région natale, cette épouse et mère de famille a accepté de faire honneur à JRC Magazine en se laissant découvrir dans d'autres facettes peu connues de nombreux Camerounais. Le récit qui suit fait mentir l'idée qu'il est difficile de parler de soi. Portrait.

Qui est Célestine Ketcha Courtès ?

« Je suis avant tout la fille d'un prince Bangangté et petit prince Bangoulap, fonctionnaire camerounais, le commandant Ketcha Étienne qui a servi avec foi, honneur et fidélité le Cameroun dans six régions de notre pays (d'où ma maîtrise de plusieurs dialectes). Je n'en dirais pas moins pour son épouse Mafeu Wamen, aussi généreuse que lui. Ma fondation porte leurs noms en signe de reconnaissance et d'hommage.

Je suis aussi une reine-mère, une épouse, une mère de famille et une responsable politique, présidente de section, une fonction autre fois réservée aux hommes. Après un brillant parcours universitaire (sans fausse modestie), j'ai mûri dans le secteur privé avant de prendre des responsabilités politiques et publiques. Opérateur économique, j'étais déjà jusqu'en 2007 militante au sein du Rdpc, et je suivais attentivement les très hautes directives du chef de l'Etat en étant parallèlement engagée pleinement dans le social. Mon élection à la mairie de Bangangté en 2007, au terme des primaires internes très disputées au sein du parti, associées aux directives du président national S.E.M. Paul Biya sur la responsabilisation des femmes, m'a donné une nouvelle impulsion, une autre visibilité et l'occasion de servir au niveau local pour l'amélioration des conditions de vie de nos populations et partant le développement de notre cher et beau pays le Cameroun.

Je suis aujourd'hui un membre du gouvernement très engagée dans la mise en œuvre de la vision du président de la République S.E.M. Paul Biya en faveur des villes durablement développées, sûres, inclusives et résilientes. Une ministre très reconnaissante de la très haute confiance du président de la République et à travers moi aux femmes, aux mères et aux maires.

Quel est le premier souvenir qui vous relie à votre enfance ?

L'amour de mon père oui, oui jusqu'à son départ un 30 avril ; son amour, sa tendresse et sa grande confiance m'ont



INTERVIEW

profondément façonnée. En effet, dans les années 1960 au moment où les filles étaient prédestinées au mariage et sans grande considération au sein des familles, sur une vingtaine d'enfants, mon père me donnera son nom Ketcha et le prénom de son frère aimé Célestine, au grand regret de ma mère qui lui dira sans ménagement que son nom disparaîtra à la faveur de mon mariage un jour.

Qui est la personne qui a cru en vous quand personne n'y croyait ?

Mon père bien sûr, oui papa. Ensuite, après le décès de papa, maman a dû sûrement se dire que ce n'était pas pour rien que son mari persista à me donner son nom quand tous mes autres frères et sœurs portaient des noms de ses parents et amis. Beaucoup de personnes disent que maman parlait de moi avec fierté. Cependant, je voudrais relever que tout au long de ma vie sans papa, beaucoup d'autres mains de Dieu ont été sur mon chemin : Mme Totouom, directrice du Centre universitaire de Douala, qui m'encouragea après le BTS à écrire au chef de l'Etat pour solliciter son intervention afin de m'admettre par décret à l'Essec. La décision très rapide du président de la République a relancé mon parcours universitaire. Cet incroyable privilège dont j'ai bénéficié a changé ma perspective de vie. Permettez-moi de citer mon ex époux, M. Ngatchou Paul qui a cru également en moi dès la classe de 3e et a respecté mon choix de me concentrer sur mes études avant que nos routes ne se séparent, mais qui est devenu un très bon ami. Et monsieur Courtès, mon socle à qui Dieu m'a unie selon ce qu'il avait écrit.

Maire de la commune de Bangangté, quelle est votre plus importante réalisation ?

Bangangté a eu la chance de faire l'objet, fin 2006, d'une étude du Programme national de développement participatif (Pndp) qui montrait les priorités exprimées par les populations de tout le département subdivisé en unités de planification. Nous nous sommes beaucoup

inspirés de cette étude pour tracer la feuille de route de l'équipe municipale que je conduisais.

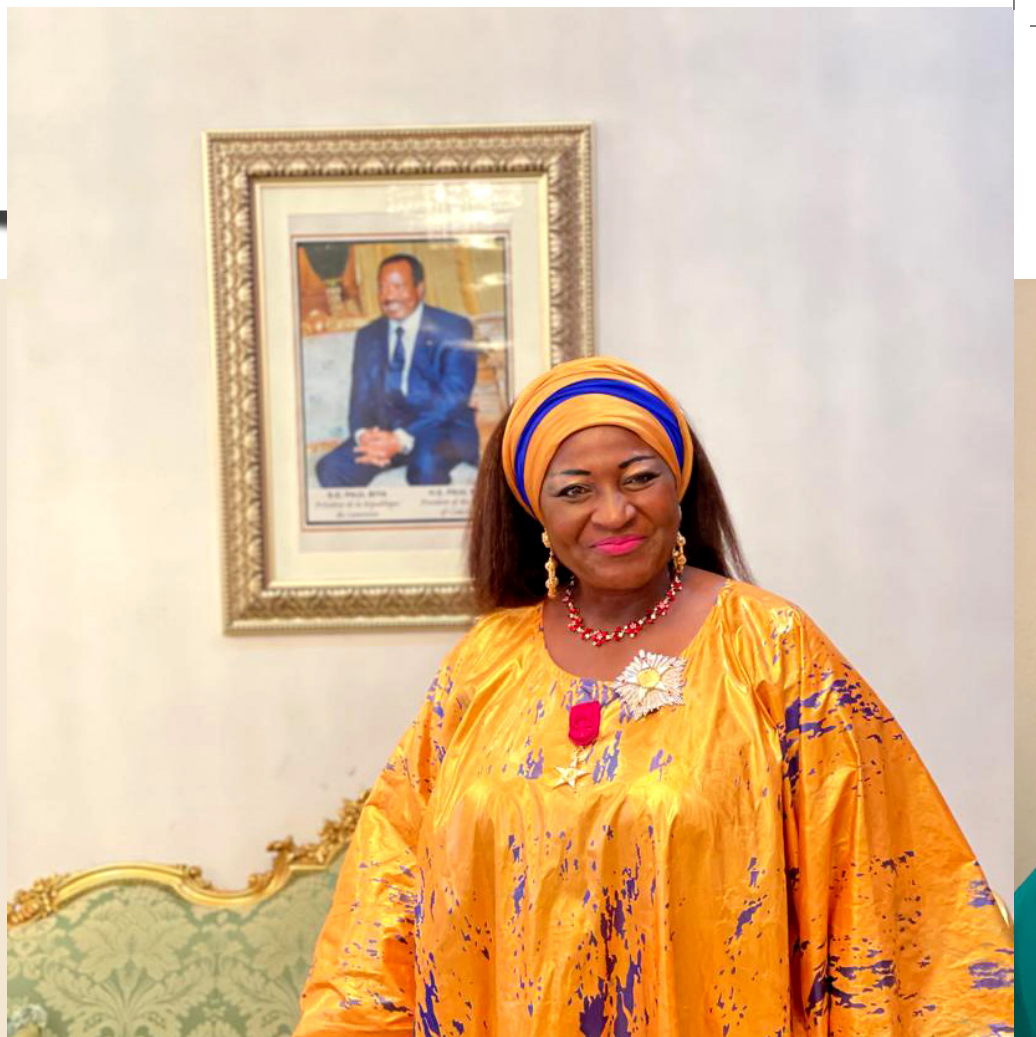
A la même époque, la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales de France et les communes étrangères était devenue possible. Nous nous sommes donc rapprochés de l'AIMF et de la fondation Véolia puis du SIAPP. Ceci a donné entre autres résultats concrets, la rénovation des Scan Water, puis la création de la station de traitement des boues de vidange, l'éclairage solaire de la ville, la construction des latrines écologiques. Notez que ces rénovations et créations n'étaient pas financées par des emprunts mais bien par des dons de ces partenaires. Nous devons aussi, ici, saluer la décentralisation impulsée par le chef de l'Etat S.E. M. Paul BIYA dont la coopération est fille aînée. Les plus grandes réalisations, y comprises immatérielles, de la commune de Bangangté (Ville propre, immeuble siège de l'hôtel de Ville, le marché A reconstruit, les hangars du marché B, le 1er centre de boues de vidange du Cameroun, le réseau d'eau autonome rapportant des ressources aux groupements

bénéficiaires, le champ solaire de l'hôpital de Bangangté, etc.) sont le fruit de nos deux mandatures et quelques mois avant notre élévation au poste de ministre de la République.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour parler de la Panthère de Bangangté Nzuimanto. Cette équipe fait désormais partie de l'héritage de ce département, sa fierté, un symbole de rassemblement, et au-delà du patrimoine sportif camerounais. Je suis très heureuse et fière d'avoir impulsé la dynamique de renouveau de ce club qui nous a conduit à la belle victoire de la Coupe du Cameroun 2025.

Que faisiez-vous à 7 h le jour de votre très haute promotion par le chef de l'Etat à l'important poste de ministre de l'Habitat et du Développement urbain ?

Justement nous préparions l'inauguration de la station des boues de vidange avec les partenaires français du SIAPP et de l'AIMF, le lundi le 7 janvier 2019. Un jour désormais unique dans ma vie et celle de ma famille.





Quelle est la mission que vous vous êtes fixée au lendemain de votre nomination ? A-t-elle été atteinte ?

Ai-je réussi les missions à moi confiées par S.E. M. Paul Biya, président de la République ? À mon humble avis, c'est au chef de l'Etat d'apprécier et nous savons tous que son principal indicateur est le degré de satisfaction des populations quant à l'amélioration de leurs cadre et conditions de vie. Cependant, si je cite pour l'ensemble des villes les travaux titanesques impulsés par le président et mis en œuvre par le Minhdu, il vous faudra des livres en plusieurs tomes pour publier, nous éloignant ainsi du cadre des Journées régionales de la communication (JRC). Je vous inviterai tout simplement à visiter Bertoua, Bafoussam, Maroua, Garoua, Batouri, Ngaoundéré, Ebolowa, Sangmélina et bien d'autres villes qui donnent fière allure. Et Yaoundé, Douala, Bamenda qui sont engagées dans une mue extraordinaire et durable. Je saisis l'occasion pour vous demander de bien vouloir remercier monsieur le ministre de la Communication et le président du

Comité local de l'opportunité pour faire connaître ces belles réalisations du chef de l'Etat à travers les JRC.

Quel est le dossier qui vous empêche de dormir ? Et pourquoi ?

La stratégie à adopter pour une pleine participation des populations à la mise en œuvre des projets, leur implication dans l'entretien des infrastructures et le respect de la chose publique. C'est une de mes grandes craintes : que les investissements massifs du chef de l'Etat dans les villes, plus de 400 milliards actuellement mobilisés, ne voient pas leur effet être limité dans le temps à cause de l'incivisme et du désordre urbain. A petite échelle, l'exemple de Bangangté montre que ces comportements ne sont pas une fatalité. On a vu les résultats de cette participation citoyenne dans cette ville, et donc peut-être que les maires gagneraient à prendre du temps et beaucoup de temps pour expliquer et obtenir l'adhésion des populations : c'est la clé de la réussite.

Quelles sont les trois valeurs de votre éducation familiale que vous

voudriez transmettre ?

La loyauté, l'honnêteté et la fidélité.

Quel est votre passe-temps favori ? Les raisons de ce choix ?

Avant, c'était le lawn-tennis, les petites balades en avion avec mon époux tous les deux aux commandes ; je n'oublie pas aujourd'hui dans ces passe-temps, la cuisine.

Quel mets aimez-vous cuisiner personnellement ?

Le Condré, le Ndolé et la sauce gombo de chez nous. La daube et dinde farcie au rommertoff, façon belle-maman, pour mon époux.

Quel plat de chez vous, vous ramène à l'enfance quand vous y goûtez ?

Riz sauce arachides ou sauce tomate le jour de Noël.

Comment conciliez-vous vos occupations de ministre, épouse et mère de famille ?

En 2007 et mon arrivée à la tête de la mai-



rie, nos filles n'avaient que 7 et 8 ans, j'ai, je crois, veillé quotidiennement à leur encadrement et leur éducation, puisque je les avais sortis de Dominique Savio (Collège français à Douala) pour le Collège Saint Jean Baptiste à Bangangté. Figurez-vous que mon époux Jean-Pierre Courtès a constaté que depuis 2019 et ma nomination au MINHDU, nous avons une vie de famille plus posée. Cela tient au fait que l'agenda d'un maire est fait en bonne partie par les événements du quotidien, les incidents et accidents dans la municipalité, la lutte contre la pauvreté de proximité qui sont chronophages et imprévisibles par nature. L'agenda d'un ministre est plus prévisible et permet de mieux aménager les temps de vie familiale. Ajoutez à cela que nos filles sont aujourd'hui plus âgées, et comprennent donc mieux les obligations et les contraintes. Vous comprendrez donc que mes responsabilités actuelles donnent plus de latitude pour avoir une vie familiale plus facile.

Dans cinq ans ou plus, que souhaitez-vous que l'on retienne de vous ?

Je n'ai pas vraiment cette préoccupation. J'agis en étant, au premier plan, loyale au chef de l'Etat et en veillant à poser des actes qui servent l'intérêt général. Plus tard, les gens jugeront peut-être selon ce que j'aurais semé.

Vous êtes reine-mère, quelle relation entretenez-vous avec les pratiques coutumières ?

Une des raisons qui font la pérennité des chefferies traditionnelles est de veiller à l'intérêt supérieur commun à long terme des populations. Ce principe est parfaitement compatible avec le rôle politique qui est le mien. Les traditions nourrissent les valeurs que je porte dans la vie publique : la dignité, la résilience, la générosité, le sens du bien et la solidarité qui sont un aspect de nos coutumes authentiques.

Quels conseils donnerez-vous à une femme qui veut suivre vos traces ?

Travailler avec foi, passion et abnégation. Croire en elle. Faire du bien sans compter, être fidèle et surtout s'éloigner de

tout ce qui est superficiel. Ainsi que je l'ai fait étant encore étudiante, qu'elle ait confiance au propos du chef de l'Etat qui croit en leur potentiel et veut leur donner leur chance, car ainsi qu'il le déclarait à la tribune des Nations Unies en 2016, « L'égal accès des femmes aux postes de prise de décision et la lutte contre toute discrimination basée sur le genre sont indéniablement un moyen de construire une société plus équitable et prospère au Cameroun ».

Si l'on devait retenir une seule photo de vous, parmi toutes celles mises à notre disposition pour illustrer votre portrait, ce serait laquelle ?

Toutes mes photos avec le chef de l'Etat, car chaque image a une histoire et exprime une joie profonde, de l'honneur, du privilège et du profond respect. La photo de famille d'enfance et celle avec mon époux et nos enfants. Bref, je suis photothèque et j'ai tellement de photos qui me parlent. ■

MATTHIAS DIESSE

Le maire qui a raté la soutane sans jamais quitter l'Église

Pharmacien, dirigeant sportif et ancien maire de Bafoussam, il a marqué sa ville par son action sur le terrain. À 85 ans, cet ancien séminariste reste fidèle à ses engagements et à sa paroisse.

Ancien maire de la commune urbaine de Bafoussam de 1977 à 1987, Matthias Diesse appartient à cette génération de personnalités dont l'empreinte se lit encore dans le paysage de la ville. « La voirie de la cité capitale de la région de l'Ouest est son œuvre », affirme Léopold N., fonctionnaire résident, qui salue également un homme accompli « au regard de son parcours académique et professionnel ». Une appréciation qui résume assez bien l'itinéraire de celui qui a su passer de l'officine aux terrains de football, puis aux responsabilités municipales, sans jamais renier ses convictions. Avant de se retrouver à la tête de la mairie de Bafoussam, Matthias Diesse s'est d'abord construit une solide formation universitaire. Après l'obtention de son baccalauréat au Cameroun en 1962, il décroche une bourse pour le Zaïre, aujourd'hui République démocratique du Congo. À l'Université de Lovanium, il poursuit ses études jusqu'à l'obtention d'un doctorat en pharmacie en 1968.

De retour au pays, il exerce dans plusieurs officines à Douala et à Bafoussam, avant d'ouvrir sa propre pharmacie à Mbouda. En 1970, il transfère son établissement à Bafoussam, où il poursuit son activité professionnelle. Mais l'homme ne se contente pas de délivrer des médicaments. Son sens du contact et son engagement social le conduisent progressivement vers d'autres terrains d'action.

Le football, premier terrain d'engagement

C'est dans le monde du sport que Matthias Diesse révèle aussi ses talents d'organisa-

teur. Son engagement le conduit à la tête du Racing football club de Bafoussam, une formation ambitieuse qui entend alors rivaliser avec les grandes équipes du championnat national.

Le principal intéressé se souvient de son arrivée au sein du club : « C'est le roi des Fusses, lui-même, qui me débauche de cette équipe de Bangou. J'étais sur le point d'en prendre la direction, pour accompagner le Racing de Bafoussam dont les ambitions étaient de rivaliser avec les équipes telles que l'Union sportive de Douala, Canon de Yaoundé, entre autres », déclare-t-il.

Sous son magistère, le Racing atteint un rendez-vous majeur de son histoire en affrontant le Canon de Yaoundé en finale de la Coupe du Cameroun de football en 1976. Une aventure sportive qui contribue à asseoir sa notoriété et précède son entrée dans la vie politique.

Un maire presque malgré lui

Matthias Diesse ne semble pas avoir fait de la politique son premier horizon. Ce sont plutôt les élites de la Mifi qui, après concertation, décident de le porter vers les responsabilités publiques. Coopté au Conseil municipal, il finit par en prendre la tête. Le 25 octobre 1977, il est élu maire de la commune urbaine de Bafoussam. À la tête de la municipalité, il s'attelle notamment au désenclavement de plusieurs quartiers. Tougang-ville, Tougang-village, Kouogouo, Banengo, Bamendzi et Tyo-ville figurent parmi les secteurs qui bénéficient de l'amélioration du réseau routier. Un chantier qui contribue à transformer progressivement le visage urbain de la capitale régionale de l'Ouest.



Les chiffres témoignent de l'ampleur du changement : sous son administration, la voirie urbaine bitumée passe de trois à quarante kilomètres. Cette évolution intervient notamment à la faveur du congrès de l'Union nationale camerounaise (UNC) et du comice agropastoral de 1980. Autant de réalisations qui inscrivent son passage à la mairie dans l'histoire de l'aménagement de Bafoussam.

La soutane manquée, la foi intacte

Mais réduire Matthias Diesse à ses diplômes, à ses responsabilités sportives ou à son bilan municipal serait oublier une dimension essentielle de sa personnalité. Avant la pharmacie et les affaires publiques, il y a eu le séminaire. Ancien séminariste de Mbanga et d'Okola, il n'a certes pas embrassé la prêtrise, mais il n'a jamais vraiment pris ses distances avec l'Église.

Aujourd'hui encore, il demeure le « pianiste en chef » de la paroisse Saint-Albert-Legrand de Tamdja, qu'il fréquente assidûment chaque dimanche. Une fidélité qui donne à son parcours une touche singulière : l'homme qui a contribué à ouvrir des routes dans sa ville continue, à sa manière, de tracer son chemin dans la foi. La soutane n'aura donc pas été sa destination. La pharmacie, le football et la mairie auront occupé une bonne partie de son itinéraire. Mais l'Église, elle, n'a jamais quitté son horizon. ■



ARTS AND CULTURE

A Blend of Tradition and Modernity

With its rich and impressive heritage, the Region is the heart beat of African culture. From centuries-old traditional chiefdoms to major heritage festivals and the vibrancy of a new generation of artists, the "Route des Chefferies" is constantly reinventing its relationship with the arts. An immersion in a Region where the past sheds powerful light on the present.

In the West, art is not confined to galleries in major cities. It thrives in step with the rhythms of the royal courts. From Bafoussam to Foumban, via Bandjoun, Dschang and Baham, the traditional chiefdoms – numbering over a hundred – serve as veritable museums. The architecture itself is a work of art: heritage huts with conical roofs, supported by carved wooden pillars, tell the story of dynasties and social hierarchies. Site-specific museums, which have proliferated in recent years thanks to heritage promotion programmes, attract an international audience keen to discover unique artefacts: beaded thrones, zoomorphic masks, anthropomorphic statues and royal textiles such as the famous Ndop fabric.

The Region's cultural vitality is also measured by the enthusiasm surrounding its major events, such as festivals, which are true catalysts for bringing people together and raising the Region's profile. The Ngouon festival of the Bamoun people, recently inscribed on UNESCO's List of Intangible Cultural Heritage of Humanity, is the most prestigious example of this. This centuries-old public and festive tribunal transforms Foumban into a vast open-air stage, where ritual dances, musket fire and craft fairs all take place side by side.

Alongside this major event, other biennial or annual celebrations punctuate the calendar, such as the Lie'la' in Chang, the Ngou-Ngoung in Baleng, and the youth initiation festivals. These events are not merely tourist attractions; they serve as key pillars of identity for the Cameroonian diaspora, who return to the country in large numbers for these occasions.



Contemporary art and craft: A dialogue between generations

While traditions run deep, contemporary creativity in West Cameroon is remarkably vibrant. Avant-garde cultural centres, such as the Bandjoun Art Station (founded by the internationally renowned artist Barthélémy Togo), are breaking down the boundaries between local and international art. This exhibition space and artists' residency fosters a dialogue between global contemporary art and local agriculture and handicraft.

In terms of arts and crafts, the Region remains a major centre of production, particularly in:

- Foumban (The City of Arts): world-renowned for its lost-wax bronze casters, woodcarvers and leather craftsmen, and;
- The Dschang-Bafoussam Route: re-

nowned for its beadwork on works of art and the weaving of intricate patterns.

West Cameroon thus demonstrates that culture is not a luxury, but a driver of development and national pride. It is an unmissable stop for anyone wishing to experience the creative pulse of today's Africa.

However, cultural stakeholders in the Region face structural challenges. The digitisation of works, the protection of artisans' rights against industrial counterfeiting, and the training of young people in heritage-related trades remain ongoing projects.

The current challenge lies in professionalising the cultural economy. The aim is to transform this anthropological and artistic potential into a genuine, sustainable tourism and creative industry, capable of supporting thousands of local families while preserving the authenticity of traditional rituals. ■

MARIAGES MIXTES

Le couple Nguini, symbole du vivre ensemble

A l'heure où les préjugés tribaux continuent parfois de dresser des barrières entre les communautés, Jacob Nguini, originaire de la région de l'Est et Christiane Nathalie Totouom Watet, fille de l'Ouest, démontrent depuis 24 ans que l'amour ne connaît ni frontières ethniques, ni appartenance régionale.

Passionnés de journalisme, Christiane Nathalie et Jacob se rencontrent en 2001. La jeune fille qui débarque pour son stage à la Station régionale de la Crtv-Ouest, se voit placée sous l'encadrement de Jacob qui y exerce déjà depuis une dizaine d'années. Entre reportages et socialisation, commence alors une histoire dont aucun des deux n'aurait parié du développement au cours des vingt-quatre dernières années. Parlant l'un de l'autre, aucune évocation tribale n'est au rendez-vous. « Il se distinguait par son élégance, son sérieux, sa maîtrise des sujets à dispenser, toujours très bien vêtu... bref, il avait un style unique qui le démarquait de ses autres collègues », se souvient Christiane Nathalie lorsqu'elle décrit celui qui deviendra plus tard son époux. Alors que la jeune étudiante est retournée à Yaoundé pour poursuivre ses études, Jacob, lui, s'organise pour lui rendre régulièrement visite. C'est ainsi que naît l'idée d'une union entre les deux.

La nouvelle d'un potentiel mariage entre leur fille et un homme d'une origine différente ne fait pas bon écho au sein de la famille de Christiane Nathalie. Repoussée de prime abord par sa famille, la jeune femme insiste fortement et finit par obtenir le consentement de ses parents. Le 6 juillet 2002, le mariage civil est célébré à Bafoussam et le mariage religieux à Bandjoun. A travers leur amour, c'est le Haut Nyong (région de l'Est) de Jacob et le Koung-Khi (région de l'Ouest) de Christiane Nathalie qui s'unissent pour la vie.

De cet hyménée, sont nés de magnifiques enfants qui font la fierté des deux familles. Forts de leurs vingt-quatre années d'union,



les deux époux affirment simultanément qu'en matière de mariage, la tribu ne saurait constituer un frein ou une contrainte déterminante dans le choix du conjoint. A leurs yeux, ce qui compte c'est le comportement, la bonne moralité, la crainte de Dieu, le respect mutuel et l'attention que l'un porte à l'autre. Autant de qualités qui amènent

chaque époux à donner le meilleur de lui pour s'adapter à la culture de l'autre dans le respect, voire l'admiration.

L'union de Christiane Nathalie et Jacob Nguini, bâtie sur le respect, la confiance et la complémentarité, est aujourd'hui le symbole vivant d'un Cameroun uni dans sa diversité. ■

MARIAGE COUTUMIER

Entre tradition et modernité, la dot reste sacrée

De l'annonce des fiançailles aux réjouissances du mariage scellé, l'étape de la dot est obligatoire par sa symbolique et son mystère qui marquent l'union de deux familles. Regards croisés dans les communautés bamiléké et bamoun.



Chez les Bamilékés, la dot se déroule en cinq ou six principales étapes, indépendamment des villages et des familles. Selon Baudelaire Tchouangwou, chef de la communauté Batchingou de Bafoussam, ces étapes vont de la présentation ou l'annonce à la cérémonie de la dot proprement dite, en passant par la demande de la main aux parents ou toquer porte, la remise de la liste des présents à offrir à la famille de la fiancée et les négociations ou les pourparlers.

La femme médiatrice incontournable

Dans un premier temps, les futurs époux vont officiellement rencontrer la maman ou la tutrice de la future épouse. Cette rencontre a pour but de présenter le futur époux à la maman. Après cette prise de contact officielle, elle pourra se faire une idée sur la personnalité de son futur gendre et devenir, si elle l'accepte, l'intermédiaire entre le fiancé et le père de la fille pour l'ouverture des pourparlers. C'est ainsi qu'intervient ce qu'il est coutume d'appeler

« le toquer porte ». C'est une assise familiale au cours de laquelle, le fiancé se rend chez les parents de la jeune fille accompagné de sa famille, munis de présents symboliques. Chaque délégation doit être composée d'au moins une femme, qui représente le consentement, la représentation de l'éducation familiale, voire la médiation. C'est l'occasion de faire les présentations officielles et d'obtenir, si possible, l'accord de la belle-famille pour la suite de la procédure. Quand l'accord est donné, la famille de la future mariée remet au père du futur époux



une liste des présents à apporter pour la suite des négociations. Bien que cette liste varie selon les villages et les familles, elle contient généralement les éléments comme du sel, des chèvres, des couvertures, des tines d'huile de palme, des pagnes, une poule et parfois des enveloppes financières... Une date est alors arrêtée de commun accord pour la réception desdits présents.

La tradition exige que la dot se fasse chez le père de la jeune fille. Cependant, si la mère de la jeune fille n'a pas encore été elle-même dotée, la cérémonie se déroulera chez les grands-parents maternels de la jeune fille. Tout commence par des négociations ou des pourparlers symboliques. Pour cette phase, chaque famille désigne son négociateur et ses assistants parmi les frères et amis de la famille.

Après l'accord des deux parties, la vérification des éléments de la liste, ainsi que du montant des enveloppes se fait avec minutie. La jeune fille est appelée pour confirmer à la demande de son père, son consentement devant les deux familles. Le mariage coutumier est ainsi scellé par la consommation du vin de palme et de la kola par les

époux et leurs pères respectifs. Puis s'en suivront les rites de bénédiction, la remise des cadeaux, et les réjouissances populaires.

Les symboles de la dot chez les peuples des Grassfields

Chez les Bamouns, les étapes sont raccourcies et les choses matérielles sont légèrement différentes. Bien que sacré et à l'origine du lien entre deux familles, le processus se déroule en trois étapes, à savoir : l'annonce, la présentation des cadeaux symboliques et la bénédiction.

La symbolique des présents d'une valeur affective

D'après Laurent Nji Njoya, patriarche bamoun, le 'toquer porte', est reconnu ici comme le premier contact officiel au cours duquel la famille du fiancé annonce ses intentions envers la jeune fille. Le fiancé, accompagné de quelques proches (oncles, parents) se rend chez la famille de la jeune fille, chargés de présents symboliques tels que du vin, des liqueurs, des noix de kola. Cette visite permet de demander la

main de la jeune fille et de fixer la date de la cérémonie de la dot. A cette occasion, le fiancé doit offrir des présents symboliques à sa belle-famille pour la remercier de l'éducation de sa future épouse. A cet effet, un pagne, une hache et une houe seront remis à la belle-mère, symbolisant le travail de la terre et de la peine qu'elle a prise pour élever sa fille. De son côté, le beau-père reçoit du vin de palme, une pipe et parfois une tenue d'apparat. Des cadeaux sont aussi réservés pour la future épouse. Ils sont constitués de bijoux, des sous-vêtements, des foulards et des beaux pagnes. Enfin, une enveloppe financière sera remise à la famille pour sceller l'union.

Dès que la famille de la mariée a accepté les présents, les anciens (patriarches) invoquent les ancêtres pour bénir le couple. Ils leur souhaitent la prospérité, la paix et une grande descendance.

La cérémonie se termine toujours par un grand repas, où les deux familles célèbrent leur nouvelle alliance en musique et en partageant des plats traditionnels. ■



RELIGION

Quand la cloche, le minaret et le tam-tam jouent la partition de la communion

A l'Ouest, la cloche de l'église sonne pendant que le muezzin appelle à la prière, non loin d'une chefferie où résonnent les tam-tams ancestraux. Dans plusieurs familles, la coexistence harmonieuse entre un catholique, un protestant, un musulman et un gardien des traditions, se fait sans que le ciel ne leur tombe sur la tête.

Dans cette région où les traditions ont la peau dure, les religions révélées ont profondément marqué les populations. Néanmoins, la cohabitation des différentes obédiences ressemble à une grande réunion de famille. Ici, autour de la table, les avis sur la foi et les pratiques divergent parfois. Mais au final, personne ne quitte définitivement la concession familiale.

Pour l'abbé Gilbert Ketcha, curé doyen de la paroisse Sainte-Catherine-de-Sienne de Fouban, « plusieurs valeurs transmises par nos traditions, comme le respect des aînés, la solidarité ou le sens du partage, rejoignent les enseignements de l'Église. L'essentiel est que ces pratiques contribuent à construire l'homme et à renforcer la paix. Le secret de cette harmonie réside dans la capacité à reconnaître ce que chaque héritage apporte de bon à la communauté ».

Pour le prêtre, la foi chrétienne n'a pas vocation à effacer les racines culturelles. Au contraire, elle peut dialoguer avec elles et les enrichir, telle que l'a reconnu le concile du Vatican II, parlant de la qualité de rapport que l'Eglise devra entretenir avec les religions non chrétiennes. La référence est contenue dans la déclaration "Nostra Eta Dey" promulgué le 28 octobre 1985 par le pape Paul VI.

Poignées de mains

Même son de cloche du côté de la communauté musulmane. Pour Cheick Imam Kamal Sin, la région de l'Ouest offre l'image d'une société où les différences religieuses n'empêchent pas les poignées de main,



les visites de courtoisie et les marques de solidarité. « Nous pouvons prier différemment tout en vivant ensemble. Les valeurs de paix, de respect et de fraternité nous rapprochent davantage qu'elles ne nous divisent », précise le religieux.

Dans les quartiers comme dans les villages, il n'est d'ailleurs pas rare de voir des voisins de confessions différentes partager les joies des mariages ou les peines des deuils.

Le pasteur Joseph Mfouapon de la paroisse Ecole Fontaine de Fouban voit dans cette diversité une richesse plutôt qu'une concurrence spirituelle. « Chacun est appelé à vivre sa foi dans le respect de celle des autres, insiste l'homme d'Eglise. Lorsque l'amour du prochain et le respect de la liberté de conscience guident nos actions, la cohabitation devient naturelle ». Selon lui, le véritable défi n'est pas la différence, mais l'intolérance.

La voix des ancêtres n'est pas en reste. A ce titre, Ibrahim Pouamoun, défenseur des traditions, rappelle avec un sourire que les coutumes locales n'ont jamais demandé à entrer en compétition avec les religions. « Dans une même famille, on peut trouver un musulman, un chrétien et un adepte des traditions ancestrales autour du même plat, sans débat théologique au dessert, poursuit-il. Ici, la religion est un choix personnel, mais l'appartenance à la communauté reste un héritage commun ».

La diversité culturelle, une richesse culturelle

Cette réalité qui se vit dans le département du Noun est répandue dans les autres départements de la région de l'Ouest, où la diversité des croyances est davantage une richesse culturelle qu'un sujet de discorde. « Les traditions sont la mémoire vivante de nos peuples. Elles racontent d'où nous venons et contribuent à maintenir les liens entre les générations », ajoute Ibrahim Pouamoun.

Au fond, à l'Ouest-Cameroun, la religion et la tradition ressemblent parfois à deux voisins qui ne portent pas les mêmes vêtements, ne parlent pas toujours le même langage, mais se retrouvent régulièrement autour du même repas. Les débats existent, les sensibilités aussi, mais la paix demeure le plat principal. Et tant que la cloche, le minaret et le tam-tam continueront à se répondre sans se couvrir mutuellement, la région pourra se vanter d'avoir trouvé sa propre recette du vivre-ensemble. ■

TRADITIONAL CHIEFDOMS

A Rich Cultural Heritage at the Service of Present and Future Generations

The traditional chiefdoms of Cameroon's West Region are governed by Decree No. 77/245 of 15 July 1977, which organises them into three administrative levels: first-, second-, and third-class chiefdoms. In many communities, third-class chiefdoms also include sub-chiefs of villages and neighbourhood chiefs.

The architecture of the Bamileke chiefdoms is an outstanding artistic expression distinguished by monumental buildings crowned with impressive conical thatched roofs. These remarkable structures have become enduring symbols of the Region's rich cultural identity and architectural heritage.

At the entrance to most chiefdoms stand two ceremonial huts topped with conical roofs. The number of cones traditionally signifies either the social rank of the ruler or the number of villages forming the chiefdom. Passing through this symbolic gateway, visitors discover, on one side, the residential quarter of the King's wives and their children. Nearby stands a large circular ceremonial hall constructed from woven bamboo and raffia, covered with a magnificent conical roof. Its carved wooden pillars are decorated with representations of animals, legendary figures and ancestral symbols that embody royal authority, the history of the kingdom and the continuity of tradition.

Within the royal compound are also the meeting houses of the various secret societies. These sacred buildings host the King's consultations with the Council of kingsmen, meetings of secret brotherhoods, and numerous rites that perpetuate the spiritual and cultural life of the kingdom.

The Royal Palace itself occupies a central place within the chiefdom. It serves both as the residence of the monarch and as the official venue for receiving distinguished guests, community leaders and visitors. The spacious Royal Courtyard, embellished with



traditional sculptures, forms the ceremonial heart of the kingdom. Behind it lies the private royal residence, comprising several sections dedicated to governance and family life.

The lodges of the traditional secret societies remain strictly reserved for initiated members, reflecting the profound respect accorded to sacred knowledge and customary institutions.

Beyond the palace stretch sacred forests, whose access is restricted according to ancestral traditions. These protected natural sanctuaries shelter wildlife, medicinal plants and numerous species used in traditional healing practices. They also serve as spiritual spaces where the ancestors are believed to dwell and where important purification ceremonies continue to be performed. Most

Bamileke chiefdoms are likewise crossed by a stream or natural spring, providing water for the surrounding communities while reinforcing the harmonious relationship between people, nature and spirituality.

The Fo: Custodian of Tradition and Spiritual Authority

Within the organizational structure of the chiefdom, the ruler—known variously as Fo, Fo'o, or Fouo, depending on the locality—is the supreme authority of the kingdom or village.

According to Bamileke customs, the Fo serves as the spiritual bridge between the living and the ancestors, reflecting the deeply rooted belief that the departed continue to participate in the life of the community.

The monarch governs alongside a Council of kingsmen and members of traditional secret societies.

The Council of Kingsmen is traditionally divided into two distinguished bodies: the Council of Nine and the Council of Seven.

The Council of Nine constitutes the supreme advisory body, exercising the highest customary authority. Its members assist the Fo in political, administrative and spiritual matters, settle disputes, and oversee the initiation of future rulers within the sacred La'akam, the traditional institution where royal successors receive their cultural and spiritual formation.

The Council of Seven serves as guardian of purification rites, spiritual well-being and social harmony, ensuring the preservation of the kingdom's moral and cultural values.

A Living Cultural and Spiritual Heritage

The cultural and spiritual organisation of the traditional chiefdoms reflects a heritage carefully transmitted from one generation to another.

This legacy includes the veneration of ancestors, illustrated by the preservation of the skulls of former rulers in sacred shrines, the safeguarding of royal regalia symbolising authority and historical continuity, and the performance of vibrant traditional dances during major ceremonies.

Customary courts operating within the chiefdom continue to regulate community life, settle disputes and preserve social cohesion.

Development committees have also become important institutions supporting local economic initiatives and community development.

Architectural heritage remains one of the defining features of these kingdoms, with their monumental sacred halls continuing to serve as centres of authority and venues where the kingdom's dignitaries deliberate on matters affecting the community.

Chiefdoms Recognized for Their Outstanding Architectural Heritage

Several major Bamileke chiefdoms have attracted the attention of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) because of the exceptional architectural significance of their traditional palace complexes, which have embodied political authority for centuries. Among the most remarkable are the chiefdoms of Bafoussam and Baleng (Mifi Division), Bandjoun and Batoufam (Koung-Khi Division), Baham, Bamendjou and Bapa (Hauts-Plateaux Division), as well as Bamendjinda (Bamboutos Division).

Their uniqueness lies not only in their architecture but also in the myths, ancestral beliefs and sacred symbols that continue to surround these royal institutions.



Colonial Influence on Royal Architecture

The colonial period also left visible traces on certain royal palaces throughout the West Region.

One of the most striking examples is found in the Bamoun Kingdom of Foumban, where Sultan Njoya designed his celebrated palace after the residence of the former German Governor of Cameroon, Jesko von Puttkamer, in Buea.

Within the Bamiléké cultural area, another significant example is the Bayangam Chiefdom in Koung-Khi Division. Its Royal Palace, built in 1908 under Fo Kom Maleu, withstood decades of colonial conflicts, attacks and fires.

Today, the palace is undergoing restoration under the leadership of the current Paramount Chief, His Majesty Pouokam II Georges Désiré, with the ambition of transforming it into one of Bayangam's leading cultural and tourism destinations.

Traditional Diplomacy among Chiefdoms

The traditional chiefdoms of the West Region have long maintained enduring alliances with one another. Examples include the partnerships between Bapa and Bandenkop, Bansa and Bamougoum, Bandjoun, Baham and Bafoussam, Baleng and Bamendjinda, as well as Bamendjou

and Bameka, among many others.

These alliances constitute a sophisticated form of customary diplomacy founded upon mutual trust, non-aggression agreements and reciprocal assistance.

Within this framework, monarchs often designate fellow rulers as testamentary confidants entrusted with important responsibilities during royal succession, including the symbolic apprehension of the future ruler, the sharing of sacred rituals and the custody of royal fetishes that preserve stability between neighbouring kingdoms.

These customary alliances are further reinforced through agreements governing the peaceful management of land and natural resources.

Sacred Symbols of Peace, Unity and Spiritual Harmony

The continuity of these traditional institutions is strengthened through sacred ancestral symbols that remain central to customary diplomacy and spiritual life.

Among the most significant are the red kola nut, the Peace plant, raffia wine, and the jujube or African jujube (Seeds of Peace, Djidjim, or Ndedem). The red kola nut symbolises fraternity, hospitality and unity. It is shared ceremonially as a mark of sincerity, respect and friendship. The Peace plant represents reconciliation, protection and harmony, while also serving as a natural boundary marker on land.

Raffia wine, harvested from raffia palms growing in wetlands, accompanies traditional meetings and ritual ceremonies as a symbol of solidarity, communion and social cohesion. The jujube is traditionally associated with restoring peace, dispelling negative influences and promoting lasting reconciliation within the community.

Today, the traditional chiefdoms of Cameroon's West Region remain vibrant centres of governance, culture, spirituality and heritage. Their exceptional architecture, ancestral institutions and living traditions continue to preserve the identity of the Bamileke people while enriching Cameroon's cultural diversity and enhancing the Region's appeal as a destination for heritage tourism and intercultural dialogue. ■

CHEFFERIES TRADITIONNELLES

Symboles d'enracinement identitaire, un riche patrimoine communautaire

Les chefferies traditionnelles de l'Ouest-Cameroun sont encadrées par le décret n° 77/245 du 15 juillet 1977. Structurées en premier, deuxième et troisième degré, elles comptent dans certains cas, les sous-chefs des villages et les chefs de quartiers dans les chefferies de troisième degré.

Lorsque l'on parle des chefferies Bamiléké, la première chose qui vient à l'esprit c'est leur architecture exceptionnelle, qui allie plusieurs matériaux de la nature. L'art est ce qui les caractérise. Ici, les cases surmontées d'immenses toits coniques sont des chefs d'œuvre. Elles représentent également les symboles d'un langage codé.

En effet, à l'entrée des chefferies se trouvent généralement deux cases coiffées de toits coniques. Le nombre de cônes indique soit la caste d'appartenance du maître des lieux, soit le nombre de villages que compte le groupement.

Une fois que l'on traverse les deux cases situées à l'entrée d'une chefferie, l'on aperçoit, de gauche à droite, le quartier des reines avec leurs enfants. En contrebas se trouve généralement une grande case circulaire aux toits coniques, construite en tiges de bambou et de raphia tissées. Cette case est soutenue par des poteaux recouverts de représentations d'animaux et de personnages emblématiques qui matérialisent le pouvoir et l'histoire du royaume. On y retrouve également des cases des différentes confréries. Ces cases abritent les réunions du monarque avec le conseil des notables, ainsi que celles de certaines confréries. Elles abritent également d'importants rites coutumiers.

Outre ces cases, il y a le palais proprement dit. Cet espace sert de lieu d'accueil des invités spéciaux du roi, des habitants du village. La cour royale est un vaste ensemble ouvert avec des sculptures aux abords. Le palais du roi est en arrière-plan et dispose de plu-



Chefferie Batoufam.

sieurs compartiments, tenant lieu de siège du pouvoir et de résidence privée du chef. Les cases des sociétés secrètes sont strictement privées et réservées aux initiés qui y sont attachés.

Caste des 9 et des 7

Plus loin se trouvent les forêts sacrées, interdites d'accès à certaines personnes. Les dites forêts hébergent des animaux et des plantes médicinales, essences de la pharmacopée traditionnelle. Elles s'imposent comme une forme naturelle de clôture où les esprits des ancêtres se reposent et où certains rites de purification sont exécutés. Une rivière ou une source jonche généralement les chefferies Bamiléké. Elle sert de point d'eau aux populations qui habitent les chefferies.

Dans la nomenclature de plusieurs chefferies en général, le chef, encore appelé Fo, Fo'o ou Fouo, selon les localités, est l'autorité supérieure du groupement ou du village. À l'Ouest-Cameroun, les us et coutumes font du chef la courroie de transmission entre le monde des vivants et celui des ancêtres. Car il est établi ici que les morts ne sont pas morts. Dans l'organisation politique des chefferies traditionnelles, le chef est entouré des notabilités et des membres des sociétés secrètes. Les notables sont de puissants conseillers coutumiers, regroupés autour de deux castes. Celles des neuf et des sept, gestionnaires des instances décisionnelles et juridictionnelles.

Les notables des neuf sont les membres du conseil suprême, détenteurs des plus grands pouvoirs, en termes de décision.

Ils soutiennent le chef dans les domaines politique, administratif et mystique. Ils s'occupent du règlement des conflits. Le cadre d'initiation des futurs monarques au La'akam relève de leur compétence. Quant aux notables du conseil des sept, ils sont les gardiens des rites de purification, de la santé mystique et de la cohésion sociale.

Culte des ancêtres et cases sacrées

L'organisation culturelle et spirituelle des chefferies traditionnelles à l'Ouest-Cameroun tient compte du riche patrimoine reçu de génération en génération. En pole position, il y a le culte des ancêtres avec la conservation des crânes des anciens chefs dans des cases sacrées. Il y a également la transmission des objets qui s'inscrivent dans le registre des trésors royaux, symboles de pouvoir et de l'histoire du peuple et des danses rythmées au cours des grandes cérémonies. Les tribunaux coutumiers au niveau de la chefferie régulent l'ordre social et préservent l'harmonie.

Les comités de développement sont institués pour le soutien de l'économie et de plusieurs domaines d'activité de base. Les éléments liés à l'architecture donnent une plus-value avec les grandes cases sacrées comme épices du pouvoir et lieux de la tenue des réunions des dignitaires du royaume.

Parmi de grandes cases sacrées patrimoniales ayant cristallisé l'attention de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (Unesco) en tant que complexes architecturaux de pouvoir depuis des siècles, on retrouve celles des chefferies supérieures Bafoussam et Baleng (Mifi), Bandjoun et Batoufam (Koung-Khi), Baham (Hauts-Plateaux) et Bafoussam (Mifi), Baleng (Mifi) et Bamendjinda (Bamboutos), Bamendjou et Bameka (Hauts-Plateaux), entre autres. C'est une forme de relations diplomatiques entre les chefferies, avec en substance les pactes de non-agression et de confiance. C'est dans cet esprit d'alliance que les monarques font de leurs homologues des confidentes testamentaires avec pour mission l'arrestation du futur chef, le partage des rituels et des fétiches sacrés pour une bonne stabilité entre les différents peuples. Des traités sont également établis pour une paix durable

Von Puttkamer

La présence des colons a laissé quelques empreintes en matière d'architecture des palais royaux. L'un des cas les plus palpables à ce jour se trouve dans le pays Bamoun du Sultanat de Fomban, dans le Noun. Sa



Chefferie Bandekop.

construction par le roi Njoya a été inspirée du palais de l'ancien gouverneur allemand au Cameroun, Von Puttkamer, à Buea, dans la région du Sud-Ouest. Dans le rayon Bamiléké, un cas d'empreinte coloniale est la chefferie supérieure Bayangam, dans le département du Koung-Khi, avec le palais royal du chef Fo Kom Maleu en 1908. Entre chocs, incendies et fortes attaques, cette bâtisse a longtemps résisté à la période coloniale. Elle est en cours de restauration par l'actuel chef supérieur, Sa Majesté Pouokam II Georges Désiré pour en faire l'une des destinations touristiques de Bayangam.

Les chefferies traditionnelles à l'Ouest-Cameroun reposent aussi sur des alliances tissées avec d'autres chefferies. Parmi ces alliances, on peut citer les cas des chefferies Bapa et Bandenkop, dans le département des Hauts-Plateaux, Bansa (Menoua) et Bamougoum (Mifi), Bandjoun (Koung-Khi), Baham (Hauts-Plateaux) et Bafoussam (Mifi), Baleng (Mifi) et Bamendjinda (Bamboutos), Bamendjou et Bameka (Hauts-Plateaux), entre autres. C'est une forme de relations diplomatiques entre les chefferies, avec en substance les pactes de non-agression et de confiance. C'est dans cet esprit d'alliance que les monarques font de leurs homologues des confidentes testamentaires avec pour mission l'arrestation du futur chef, le partage des rituels et des fétiches sacrés pour une bonne stabilité entre les différents peuples. Des traités sont également établis pour une paix durable

dans la gestion des terres et des ressources naturelles.

Diplomatie et pactes de non-agression

Les symboles ancestraux sacrés renforcent la plupart des actions à pérenniser. Ce sont des éléments de la diplomatie coutumière et spirituelle. L'on peut citer, entre autres, la noix de kola rouge, l'arbre de paix, le vin de raphia et le jujube. La noix de kola rouge est le symbole de la fraternité, de l'hospitalité, de l'union. Il se partage avec honneur en toute sincérité. L'arbre de paix symbolise l'entente, la protection et la réconciliation. Il joue un rôle de bornage naturel dans le domaine foncier. Le vin de raphia est issu d'une plante des bas-fonds champêtres. Il est utilisé lors des réunions, des cérémonies rituelles en signe de cohésion sociale et de solidarité. Le jujube a pour mission d'apaiser les tensions, d'éloigner les énergies négatives et de convoquer le retour à l'accalmie de manière durable.

Aujourd'hui, les chefferies traditionnelles de l'Ouest restent des pôles dynamiques de gouvernance, de culture, de spiritualité et de patrimoine. Leur architecture exceptionnelle, leurs institutions ancestrales et leurs traditions vivantes continuent de préserver l'identité du peuple Bamiléké. Toutes choses qui enrichissent la diversité culturelle du Cameroun et renforcent l'attrait de la région en tant que destination pour le tourisme patrimonial et le dialogue interculturel. ■

CHEFFERIE BAMENDJINDA

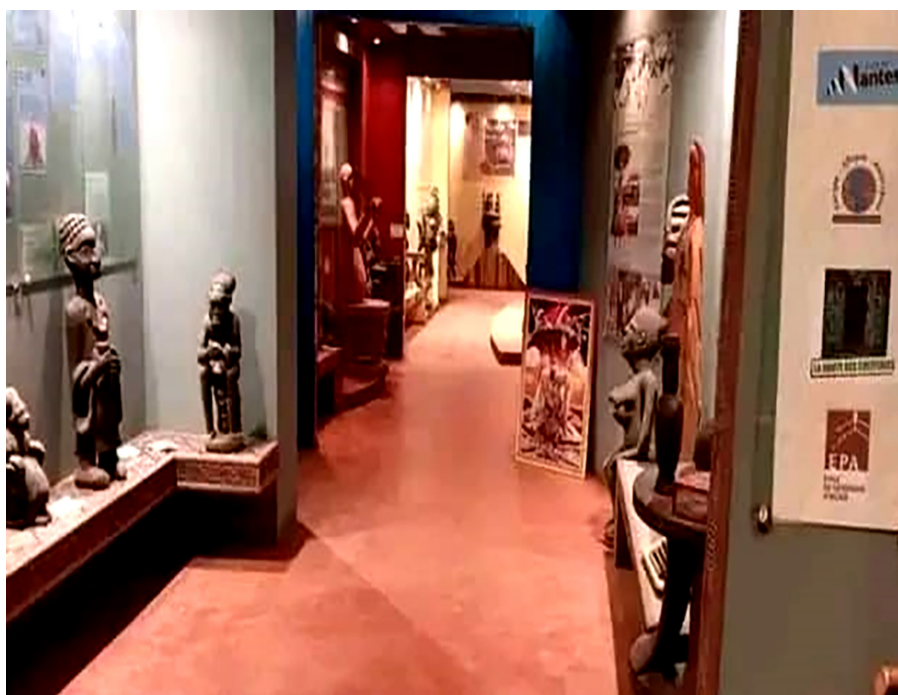
Un trésor emblématique chargé d'histoire

Cette chefferie de 2^e degré dans les Bamoutos possède un riche patrimoine culturel plongé dans trois siècles d'histoire, d'art et de tradition.

Située à 5,8 km à l'ouest de l'arrondissement de Mbouda, dans le département des Bamoutos, la Chefferie Bamendjinda est l'une des plus anciennes de l'Ouest. Elle a été créée vers la fin du 17^e siècle par le Chef Mbougong. Fo'o Mbougong est l'ancêtre commun des Bamendjinda, Bamesso, Babete, Bafounda, Bamenkombo et Bamendjo. De plus, le nom Bamendjinda signifie "peuple des rusés". La chefferie descend de l'éclatement du royaume Nda, entre le 15^e et 16^e siècle.

En entrant dans la cour royale, le regard est frappé par une architecture et des symboles qui racontent une histoire : les toits coniques et pyramidaux, à l'allure majestueux, les grandes cases, les masques et portes sculptés représentent des symboles codifiés. Dans la culture Bamiléké, ils sont symboles de la justice, de la politesse et de la parole donnée. De plus, les bâtiments s'inspirent des formes vernaculaires locales caractérisées par l'utilisation de matériaux traditionnels tels que la terre, le bois et le chaume.

Par ailleurs, la chefferie de Bamendjinda comporte en son sein le premier musée de l'esclavage au Cameroun appelé Case Patrimoniale de Bamendjinda. Inauguré le 12 décembre 2009 par Sa Majesté Jean Marie Tanefo dans le cadre du programme de valorisation du patrimoine culturel de la Route des Chefferies, le Musée Communautaire de Bamendjinda est singulier. Il se distingue par sa thématique unique dans la région. Là, le visiteur découvre dans un premier temps l'histoire ethnographique du peuple Bamendjinda, puis dans un deuxième temps celle de la traite négrière, et la différence entre l'esclavage coutumier et l'esclavage négrier sans oublier les consé-



quences historiques et sociales au sein de la Chefferie. Cette visite peut être prolongée par un parcours incluant la grotte de Mekoup, la chute de Mezuiné, le lieu sacré Mbado et l'ancienne place du marché des esclaves. Un véritable lieu de mémoire pour les visiteurs, scolaires et chercheurs. Cette Case Patrimoniale est inscrite à l'Office du tourisme de la Commune de Mbouda.

De plus, deux événements majeurs attirent de nombreux visiteurs et curieux au sein de ce groupement. A cet effet, tous les 2 ans, le groupement Bamendjinda vit au rythme du Festival «Nekou» qui vise à purifier et exorciser le village. Les notables parcourent le village pour bénir, implorer les dieux pour les récoltes. Moment fort : les sorciers viennent déposer leurs objets maléfiques dans des

paniers placés dans chaque quartier. Tout est ensuite brûlé dans la cour de la chefferie. Le festival attire de nombreux touristes étrangers.

La fête du Taro quant à elle se célèbre chaque année. Pour la petite histoire, elle a été instaurée par le fait que des notables édentés ne parvenant plus à consommer les tubercules de Taro, les femmes ont entrepris de le piler et de le faire accompagner avec la sauce noire ou larmes de singes et du sissongho pour fortifier les notables. Ensuite, elles ont aussi ajouté la sauce jaune aussi considérée comme la sauce des ancêtres et plus tard comme un médicament au vu des diverses épices qui rentrent dans sa préparation. ■

CHEFFERIE SUPÉRIEURE DE BANA

Plus d'un siècle d'excellence au service de la tradition

Au cœur du département du Haut-Nkam se dresse l'une des institutions traditionnelles les plus prestigieuses du Cameroun : la Chefferie Supérieure de Bana, gardienne d'un patrimoine culturel exceptionnel et symbole vivant de l'identité bamiléké. Classée parmi les chefferies traditionnelles de premier degré, elle incarne depuis des siècles les valeurs d'autorité, de sagesse, de courage et de cohésion qui fondent la grandeur du peuple Bana.



L'histoire du royaume Bana remonte au XVe siècle. Selon la tradition orale, le royaume est fondé vers 1424 par Fon Halieu, à la suite de plusieurs conquêtes territoriales qui permettront l'émergence d'un puissant royaume sur

les hauts plateaux de l'Ouest Cameroun. Le nom Bana proviendrait de l'expression « Pa Nnée », qui signifie « ceux qui poursuivent » ou « ceux qui bousculent pour s'installer », en référence au caractère conquérant de ses ancêtres.

L'arrivée des Allemands au début du XX^e siècle marque une étape déterminante dans l'histoire de la chefferie. Après l'installation d'un poste administratif à Bana en 1903, le 10 février 1910, l'administration coloniale allemande érige officiellement Bana

en Chefferie Supérieure de premier degré. Cette distinction consacre l'influence politique et territoriale du royaume, qui devient un centre majeur de l'administration coloniale dans la région. Ce statut sera maintenu après l'indépendance du Cameroun, confirmant ainsi le rôle historique de Bana parmi les grandes chefferies traditionnelles du pays.

Depuis plus d'un siècle, les souverains qui se succèdent sur le trône perpétuent l'héritage de leurs ancêtres en veillant à la préservation des coutumes, des rites et des valeurs qui constituent l'âme du peuple Bana. Aujourd'hui, sous le règne de Sa Majesté Sikam Happi V, la chefferie poursuit cette noble mission en conciliant fidélité aux traditions et ouverture sur le développement moderne. Le palais royal demeure un haut lieu de dialogue, de médiation, de transmission des savoirs et de promotion de la culture Bamiléké.

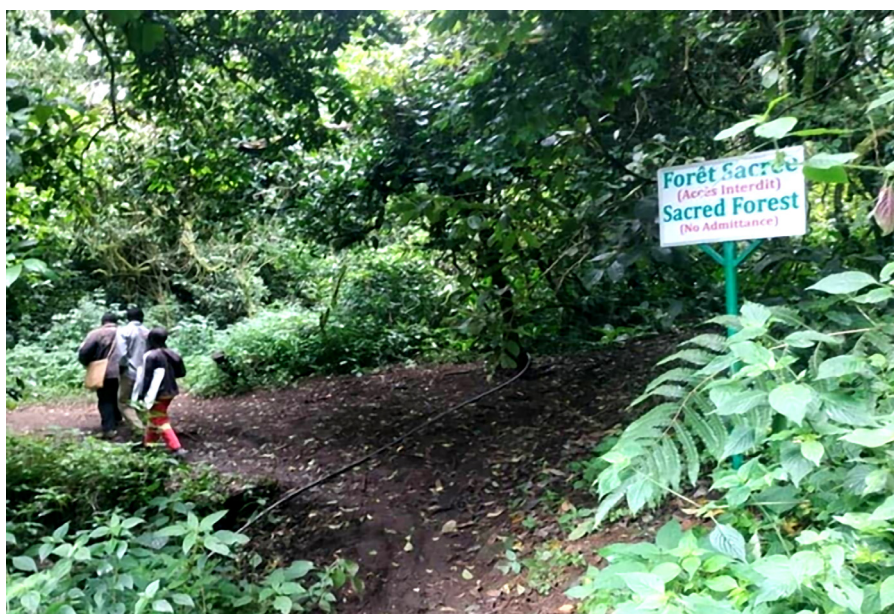
Au-delà de sa fonction coutumière, la Chefferie Supérieure de Bana constitue un véritable pôle touristique et culturel. Son architecture traditionnelle, ses objets d'art, ses espaces sacrés, ses cérémonies ancestrales et son riche patrimoine attirent chaque année de nombreux visiteurs, chercheurs et passionnés d'histoire.

Fière de son passé et résolument tournée vers l'avenir, la Chefferie Supérieure de Bana demeure un symbole d'excellence, de stabilité et d'identité culturelle. Plus qu'une institution, elle est le cœur vivant d'un peuple qui continue de transmettre avec fierté l'héritage de ses ancêtres aux générations futures.

Le village de Bana est connu à travers ses rites, tel celui dédié aux jumeaux. Parmi les autres rites et pratiques traditionnelles qui caractérisent cette chefferie de premier degré, on peut citer :

- **Les rites d'intronisation du chef traditionnel** : ils sont entourés de nombreuses cérémonies sacrées. Le futur chef passe par une période d'initiation avant son installation officielle. Certains rituels ne sont connus que des notables et des gardiens de la tradition.

- **Le culte des ancêtres** : les ancêtres occupent une place centrale dans la spiritualité Bana. Des libations et des cérémonies sont



organisées pour solliciter leur protection, leur bénédiction ou leur intervention lors des grands événements de la communauté.

- **Les rites des sociétés secrètes traditionnelles** : comme dans plusieurs chef-

feries bamiléké, Bana possède des sociétés traditionnelles dont les membres jouent un rôle dans la justice coutumière, la transmission des savoirs et la protection des institutions coutumières. Leurs cérémonies restent en grande partie confidentielles.

- **Les rites liés aux funérailles des dignitaires** : les obsèques d'un chef, d'un notable ou d'une personnalité importante sont marquées par des danses, des sacrifices symboliques et des cérémonies destinées à accompagner le défunt vers le monde des ancêtres.

- **Les rites agraires** : certaines cérémonies sont organisées avant les semailles ou après les récoltes afin de remercier les ancêtres et d'implorer des saisons favorables et l'abondance.

- **Les danses rituelles** : plusieurs danses traditionnelles exécutées par les notables, les guerriers ou des groupes spécifiques ont une valeur spirituelle et symbolique. Elles interviennent lors des fêtes coutumières, des intronisations ou des grandes célébrations.

Il faut toutefois préciser qu'une partie importante de ces rites relève du patrimoine immatériel de la chefferie et n'est pas rendue publique. Les chefs traditionnels et les notables veillent à préserver certains aspects sacrés qui ne sont transmis qu'aux initiés. ■



BANDENKOP

Un village entre mémoire, traditions et modernité

Dans les hautes terres de l'Ouest-Cameroun, Bandenkop se raconte à travers son histoire, ses traditions et la détermination de ses habitants à construire l'avenir sans renier leur identité.



La chefferie Bandenkop constitue un élément important du patrimoine culturel Bamileké. Selon la tradition orale, les Bandenkop sont venus de Kwop. La dynastie régnante est rattachée à la lignée de Boua'agang, fondateur de ce groupement. À Bandenkop, le visiteur découvre bien plus qu'un simple village. Ici, chaque chemin, chaque concession et chaque espace communautaire porte une part de

l'histoire d'un peuple profondément attaché à ses racines. Comme dans de nombreuses communautés de l'Ouest-Cameroun, la vie sociale demeure fortement structurée par la solidarité, le respect des anciens et la transmission des valeurs culturelles.

Un patrimoine vivant

Bandenkop puise une grande partie de son identité dans son patrimoine culturel.

Les traditions, les cérémonies, la chefferie, les pratiques communautaires et les savoir-faire transmis de génération en génération constituent autant de repères pour les populations. Cette richesse culturelle représente également un potentiel touristique. Le patrimoine architectural, les paysages, les traditions et l'artisanat, mais aussi les installations de ses complexes industriels et la qualité de ses élites contribuent à faire



connaître davantage Bandenkop au-delà de ses frontières.

Au lendemain de son intronisation en octobre 2009, Sa Majesté Homsî Feze Francis, chef supérieur Bandenkop a fait de la préservation des us et coutumes de sa communauté une de ses priorités. La restauration de la chefferie en est une parfaite illustration. Les cases traditionnelles dans le groupement Bandenkop sont des constructions qui témoignent de l'histoire, de l'organisation sociale et des croyances de la communauté. L'architecture traditionnelle accorde une grande importance à la forme et à la décoration. Certaines cases présentent des ouvertures relativement petites, des piliers en bois sculptés et des éléments décoratifs représentent des motifs géométriques, des animaux ou des symboles liés à la culture

Bamilékés. On en dénombre plus d'une dizaine de catégories : le pah beng, le thap, le pah piedjuie, le tchemssum, le meudié, le Kempah ou sak feck, le Tchouèpueu, le tcheng. Celles-ci sont hiérarchisables. D'autres par contre ne le sont pas. Il s'agit du pouh pouong et du theûh.

Outils de communication non verbale

Ainsi, les cases traditionnelles de Bandenkop ne sont pas de simples bâtiments : elles constituent un patrimoine architectural et culturel qui permet de comprendre le mode de vie, les croyances et l'organisation sociale du peuple Bandenkop. En somme, elles constituent des outils de communication non verbale, avec leurs symboles et leurs symboliques. Autrement dit, en sachant à

qui appartient tel type ou catégorie de case, on sait à qui on a affaire.

Outre ces outils matériels de la culture, le patrimoine culturel immatériel est aussi riche. Illustration peut en être faite par des groupes de danse. Chez les hommes par exemple, on compte les danses Kena, Dadji, Djouonka, Lali et Mèchè, le Kang, le Kougang et le Komfem. Chez les femmes, on en dénombre également un grand nombre, dont le Kouodjang, le Dimassa, le Sansankou, le Mèbang et le Gueugheu. Les jeunes ont également leurs groupes spécifiques de danse, notamment le Mèkouangfé et le Pomèdjouong.

La diversité architecturale, artistique et culturelle du groupement Bandenkop est un patrimoine que sa Majesté Homsî Feze Francis veut préserver à tout prix. ■

CHEFFERIE SUPÉRIEURE BANGANGTÉ

Une dynastie de cinq siècles condensés en trois points

L'histoire de la chefferie supérieure de 1^{er} degré de Bangangté se résume à celle d'une dynastie établie par un certain Nganmegne ou Ngami, au début du 16^{ème} siècle.

HISTOIRE

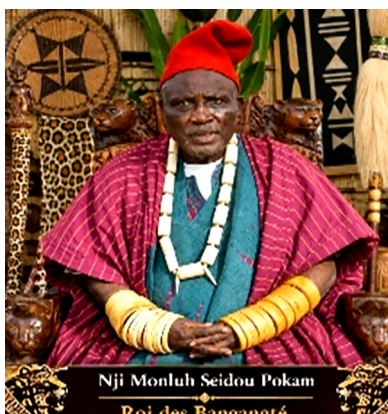
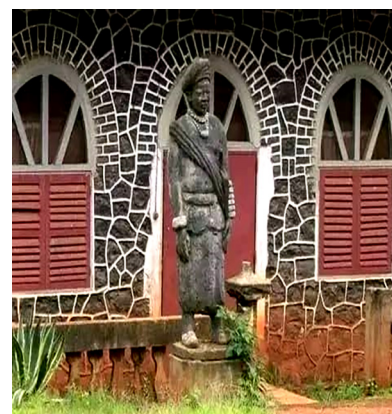
Chasseur venu de Banka dans le Haut-Nkam, le surnommé s'impose comme souverain régnant sur le village en 1615. Comment en est-on arrivé là ?

Ngami de la prononciation locale - il est à rappeler qu'à cette époque les Africains n'ont pas de prénom, qui est une émanation du colonialisme - est un chasseur très habile, qui par ses largesses en viandes et autres produits de la chasse va conquérir la sympathie du peuple et devenir très populaire. Il profite de cette popularité et grâce à sa ruse pour s'imposer comme Chef. Il établit donc sa chefferie au lieu-dit Batetla, un quartier du village Bangangté.



HÉGÉMONIE

Au fil des années et grâce à son talent de chasseur et de guerrier, il conquiert et soumet de nombreux chefs dans le village, qui deviennent ses vassaux. À l'arrivée de la colonisation, contrairement à ses confrères, il ouvre ses portes aux occidentaux, ce qui lui vaut des grandes amitiés avec le pouvoir dirigeant. Cette amitié bénéficie aussi grandement à sa chefferie qui est mise au-devant de la scène jusqu'à être hissé plus tard au rang de chefferie de premier degré par l'État du Cameroun.



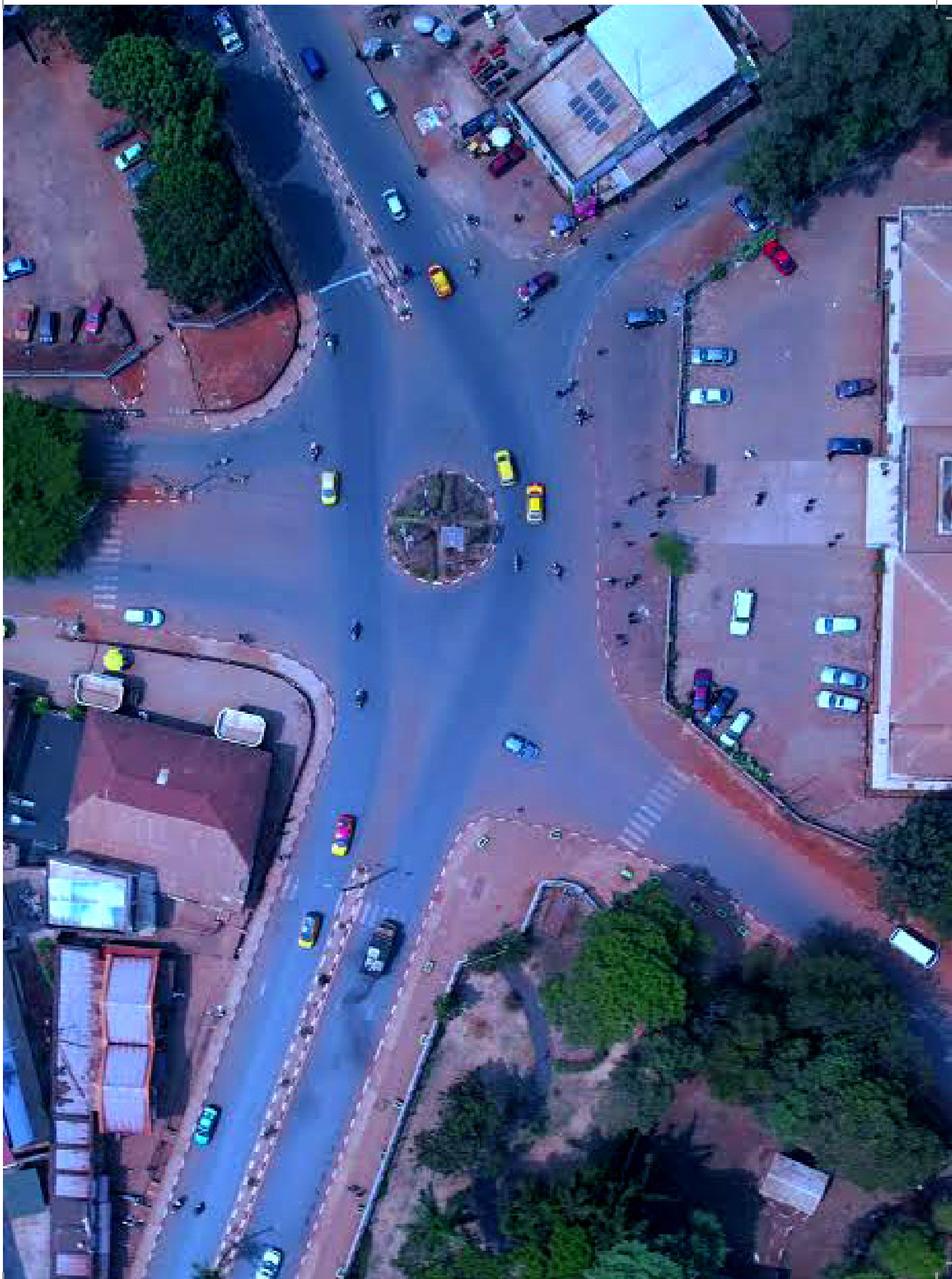
ACTUALITÉS

La chefferie supérieure de Bangangté est aujourd'hui marquée par l'empreinte de Sa Majesté Nji Monluh Seidou Pokam, au trône depuis 39 ans.

Il a tout aussi initié avec la reine-mère, Célestine Ketcha épouse Courtès, et conduit avec beaucoup de réussite le Festival des fils et filles Bangangté, le COMEN'NGANTÉ, qui se tient tous les deux ans.

À l'occasion du dernier festival COMEN'NGANTÉ, un musée à ciel ouvert y a été inauguré par les soins du préfet du Ndé, Auguste Essomba. Et l'édition de 2026 qui se tient en décembre promet encore de plus belles choses. ■







MOUNT BAMBOUTOS

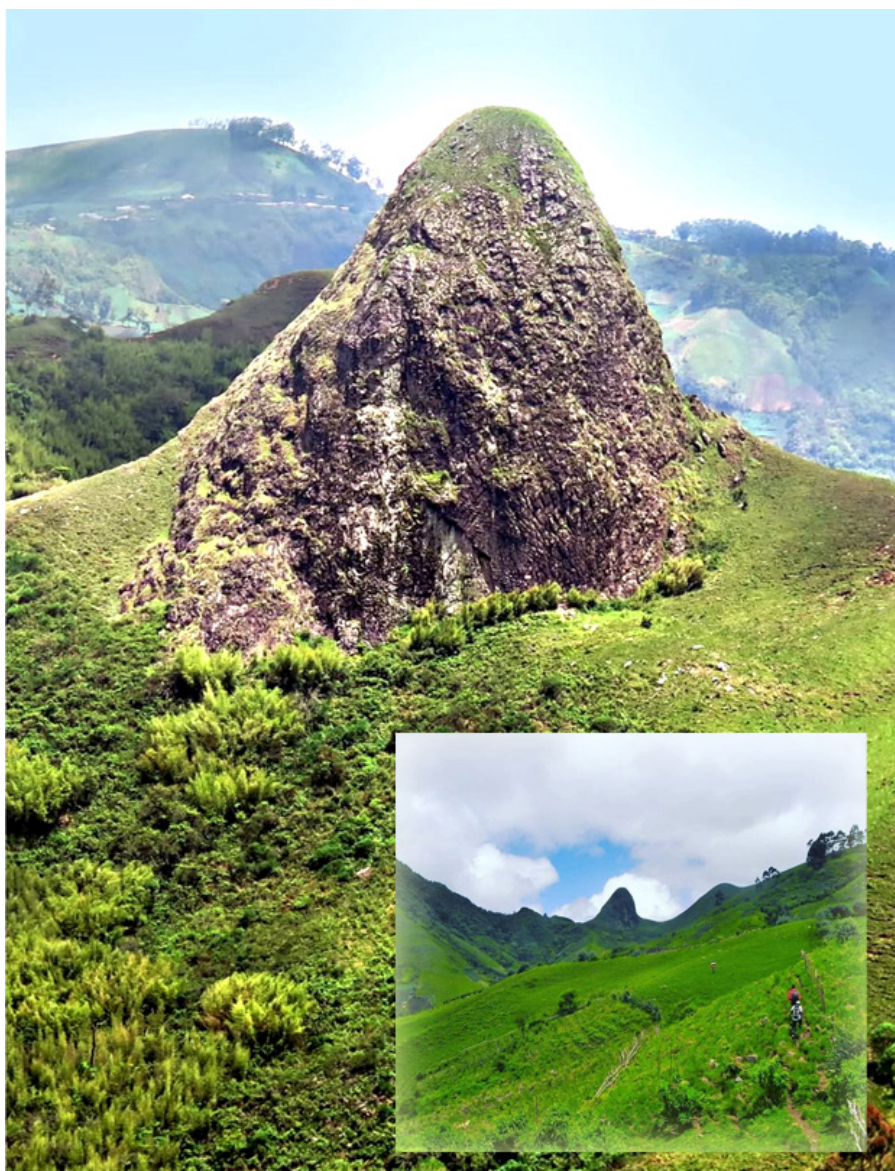
A Multifaceted Marvel

This place offers tranquillity and natural comfort, and is an ideal setting for agriculture thanks to its unusual climate.

Standing proudly on its massif at nearly 2,740 metres of height, Mount Bamboutos rises majestically, offering visitors a breath-taking view. This natural wonder arouses the curiosity of most hikers. It is the third-highest peak in Cameroon after Mount Cameroon (4,100 metres) and Mount Oku (3,008 metres). It spans through three regions: the West, the South-West and the North-West. It is a jagged mountain range with a higher peak forming the main summit. Its slopes are characterised by valleys and picturesque landscapes of endless variety.

Affectionately known as Mount Mangwa by the people of the Division, this masterpiece holds cultural and symbolic significance through its sacred places, which are ancestral sites of contemplation. It is a protective mountain, steeped in ancestral history and myths. The surrounding communities share a deep cultural connection with these mythical sites.

Historically speaking, Mount Bamboutos is a volcanic field formed over 23 million years ago. Its slopes served as a refuge for nationalists in the 1960s. During local trade, travellers found a safe place to rest there. Thus, the Bamelo Falls served as a resting place for the ancestors during their trading journeys. Today, thanks to its fertile volcanic soil, Mount Bamboutos is a major agricultural centre, nicknamed the “nurturing breast” of the Division and of Central Africa. While out walking, one can see fields of various crops stretching as far as the eye can see. In fact, the area enjoys a cool, humid high-altitude climate that is ideal for agriculture (potatoes, carrots, cabbages, maize, etc.) and livestock farming. To this end, the Mbororo community can be seen daily grazing their cattle on



the slopes of this mountain. The mountain also serves as a natural “water tower” for the region.

Mount Bamboutos attracts many hikers every year with its waterfalls, caves and lush landscapes. ■

MONT BAMBOUTOS

Une merveille aux multiples facettes

C'est un lieu propice à la tranquillité, au réconfort naturel et un cadre idéal pour l'agriculture grâce à son climat atypique.

Rèremment dressé sur son massif d'une hauteur de près de 2740 mètres, le Mont Bamboutos, s'érige majestueusement, offrant ainsi aux visiteurs un décor impressionnant. Cette merveille naturelle suscite la curiosité de la plus part des randonneurs. Il représente le troisième plus haut sommet du Cameroun après le Mont Cameroun 4100 mètres et le Mont Oku 3008 mètres. Il s'étend sur trois régions à savoir l'Ouest, le Sud-Ouest et le Nord-Ouest. C'est une chaîne montagneuse en forme de dents avec un pic plus élevé qui constitue le sommet principal. Ses flancs sont constitués de vallées et de paysages pittoresques à mille visages.

Affectueusement appelé Mont Mangwa par les peuples du département, ce chef-d'œuvre représente une importance culturelle et symbolique à travers des lieux sacrés qui représentent des sites ancestraux de recueillement. C'est une montagne protectrice, chargée d'histoire ancestrale, des mythes ancestraux. Les peuples environnants entretiennent avec ces sites mythiques une intimité culturelle. Pour la petite histoire, le Mont Bamboutos est un champ volcanique formé il y a plus de 23 millions d'années. Ses flancs ont servi de refuge aux nationalistes dans les années 1960. Lors des échanges locaux, les voyageurs y trouvaient un lieu de repos sûr. C'est ainsi que les chutes de Bamelo servaient de lieu de repos aux ancêtres lors de leurs trajets commerciaux. Aujourd'hui, grâce à ses sols volcaniques fertiles, le Mont Bamboutos représente un pôle agricole majeur surnommé la « mamelle nourricière » du département et de l'Afrique Centrale. Lors des randonnées, l'on peut aper-



cevoir des champs de diverses cultures à perte de vue. En fait, la zone bénéficie d'un climat d'altitude frais et humide propice à l'agriculture (pommes de terre, carottes, choux, maïs etc.) et à l'élevage. A cet effet, l'on peut apercevoir quotidiennement la présence de la communauté Mbororo qui

fait paître ses bovins sur les flancs de cette montagne. Le mont sert aussi de « château d'eau » naturel pour la région.

Le mont Bamboutos attire chaque année de nombreux randonneurs avec ses chutes d'eau, ses grottes et ses paysages luxuriants. ■

CHUTES DE LA METCHE

Quand l'âme de l'eau chante la mémoire de l'Ouest

Situées à Bafoussam dans le Département de la Mifi, Région de l'Ouest Cameroun, les chutes de la Metche sont à la fois un lieu touristique, de légende et de spiritualités respectées.

A 15 minutes du centre-ville de Bafoussam, juste avant le pont de la rivière Metche, le bruit saccadé de l'eau se fait entendre sur une centaine de mètres. Ce bruit, à lui seul, suffit à orienter le visiteur jusqu'au pied des chutes. Hautes d'une quarantaine de mètres et nichées dans une végétation luxuriante, elles offrent un spectacle sonore et visuel unique. C'est généralement en saison des pluies, qu'on peut mieux apprécier le volume impressionnant des cascades, qui augmentent avec le débit de l'eau. C'est également à cette même période, que le flux des visiteurs connaît son pic. « Entre juillet et octobre, les visiteurs sont nombreux ici. Le niveau de la rivière augmente et les chutes sont de plus en plus grosse » confie SUFFO KAM, un des guides du site.

La brume d'eau, les bambous et les hautes fougères environnantes, offrent un microclimat paisible et frais, favorable à la détente et à la méditation. Le sentier qui mène au pied des chutes a été aménagé et le visiteur a le choix entre randonnée, photographie, découverte de la légende et même purification.

Un lieu de légende et de spiritualité

Pour les riverains, la Metche n'est pas une chute ordinaire. Plus qu'un espace de loisirs, la Metche est un lieu de mémoire. « C'est d'abord un lieu sacré qu'il faut respecter. C'est ici que les ancêtres venaient effectuer des sacrifices et des rituels de purification. Jusqu'aujourd'hui, des chefferies et des familles viennent de partout pour effectuer des rites » lance le guide Suffo Kam pour corroborer la légende autour du site. D'ail-



leurs, le nom Metche viendrait de son appellation originelle Metcha, qui signifie " lieu de rencontres avec les esprits". C'est pourquoi, il est conseillé à tout visiteur, de se munir de quelques noix de kola et de sel de cuisine à donner comme offrande aux esprits, pour honorer leurs mémoires.

D'accès libre tous les jours de la semaine entre 7h et 18h, il est cependant conseillé à tous ceux qui viennent visiter les chutes ou

y exécuter un rite, de réserver un pourboire au guide local (pour la plupart des prêtres traditionnels NDLR).

Classé parmi les plus belles chutes du Cameroun, le site de la Metche a besoin d'être plus attrayant. L'organisation du circuit et l'entretien de l'espace font défaut. On peut le constater au niveau de l'accès, de l'accueil, de l'orientation des visiteurs et surtout de la sécurité du site. ■

LES CHUTES DE LA MOUANKEU

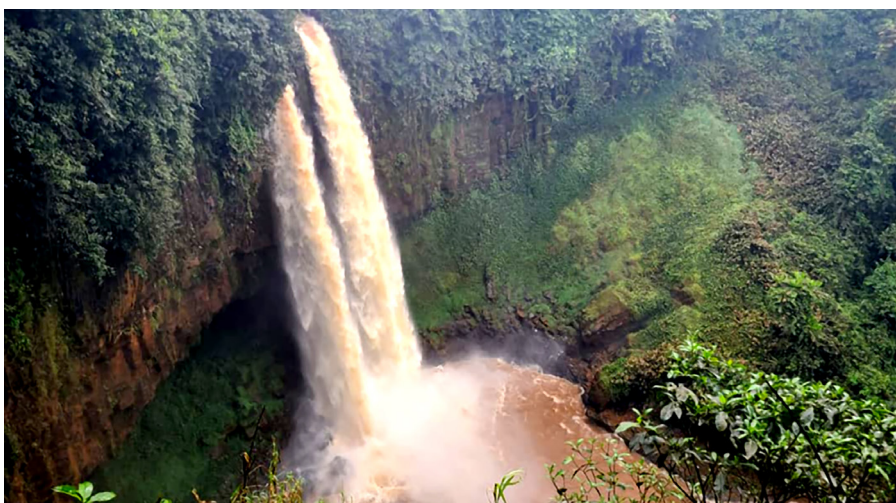
Un joyau naturel et culturel au cœur du Haut-Nkam

Ce site exceptionnel, où la nature exprime toute sa majesté, constitue une destination incontournable pour les amoureux des paysages, de l'écotourisme et du patrimoine culturel camerounais.

À l'entrée de la ville de Bafang, chef-lieu du département du Haut-Nkam, se dresse l'un des plus beaux trésors touristiques de la région de l'Ouest : les chutes de la Mouankeu. Alimentées par deux cours d'eau qui se rejoignent avant de se jeter dans un ravin, elles offrent un spectacle fascinant. Le grondement de l'eau, la fraîcheur de la végétation environnante et le voile de brume qui enveloppe les lieux créent une atmosphère unique, propice à la contemplation et à la détente. Plusieurs points d'observation permettent aux visiteurs d'admirer la cascade sous différents angles, offrant des panoramas saisissants et des souvenirs inoubliables.

Au-delà de leur beauté naturelle, les chutes de la Mouankeu sont un haut lieu de spiritualité et de tradition. Depuis des générations, elles occupent une place importante dans la culture des peuples du Haut-Nkam. Des cérémonies coutumières et des rites ancestraux y sont encore célébrés, faisant de ce site un symbole vivant de l'identité culturelle locale et de la transmission des valeurs traditionnelles.

Facilement accessibles depuis la route nationale reliant Douala à Bafang, les chutes de la Mouankeu représentent un atout majeur pour le développement du tourisme dans le département. Leur proximité avec le centre-ville de Bafang favorise l'accueil des visiteurs, qu'ils soient camerounais ou étrangers, venus découvrir les richesses naturelles et culturelles du Haut-Nkam. Véritable patrimoine national, les chutes de la Mouankeu méritent d'être davantage promues et préservées. Elles témoignent



du potentiel touristique remarquable du Haut-Nkam et contribuent au rayonnement de Bafang comme destination de choix pour un tourisme durable, respectueux de l'environnement et des traditions. Visiter les chutes de la Mouankeu, c'est

vivre une expérience où se rencontrent la puissance de la nature, la richesse de l'histoire et l'authenticité des cultures locales. Un site d'exception qui fait la fierté de Bafang et de tout le département du Haut-Nkam. ■

GROTTES DE FOVU

Entre le monde des vivants et celui des ancêtres

En langue locale, Fovu désigne un endroit profond, mystérieux, habité par les esprits. Contrairement à l'équipe de football locale, célèbre et beaucoup plus jeune, les grottes de Fovu existent depuis plusieurs siècles. Son histoire déborde une carte postale.

Site naturel et spirituel, le lieu sacré de Fovu est considéré comme la porte d'entrée entre le monde des vivants et celui des ancêtres. Il est fréquenté par l'homme depuis plusieurs siècles, d'après les recherches du Pr Germain loupette, archéologue de renom de l'université de Yaoundé 1. Le professeur souligne que si des travaux d'archéologie étaient menés sur le site, les grottes de Fovu pourraient être classées au patrimoine mondial de l'Unesco.

Détails du site

C'est un vaste champ de rochers granitiques avec des cavités naturelles, de la végétation boisée et des cours d'eau souterrains. Les masses de gravité vont jusqu'à 15 mètres de haut. Le site est situé dans le village boukué, à quelques kilomètres du palais royal de Baham dans le Département des Hauts Plateaux.

Rôle spirituel depuis six siècles

Lieu de retraite traditionnelle des rois de Baham, les grottes de Fovu servent depuis des siècles de cadre pour les rituels, les prières et les prises de décisions importantes.

Depuis la fondation du royaume Baham, il y a six siècles, le peuple a recours à ce lieu spécialement pour :

- Le recueillement dans les moments difficiles.
- La célébration des victoires du peuple.

Les initiations secrètes du royaume, notamment les réclusions initiatiques appelées Laakam, comme dans la culture Bamileké en général et Baham en particulier.



- L'expiation et la purification : des personnes venues du monde entier s'y rendent pour laver mystiquement les malades, prier et demander les bénédictions à Dieu.

Les gardiens du lieu

Le responsable en chef du lieu sacré Fovu est Té Meukam Tatchueng, le prêtre assermenté, chargé des offices religieux royaux. Il est souvent assisté de Té Dzu Tamdjou.

Les servants et servantes de Dieu

Mkamsi (hommes) et Magnessi (femmes). Comme des moines, ils prient à haute voix dans la nuit. Ce sont des « Appelés de Dieux », qui servent d'outils pour la guérison par l'eau sacrée de Fovu.

Rapport statistique de fréquentations du site de Fovu. Fréquentation officielle via le Musée royal Baham.



Sur la base des visites guidées enregistrées au musée royal, les grottes de Fovu reçoivent en moyenne une dizaine de personnes par mois. Ce chiffre est très en dessous de la réalité. Le site étant ouvert, beaucoup de visiteurs viennent directement à Fovu sans passer par le musée. Ce qui fait que les visites réelles ne sont pas comptabilisées. Ce qui est un point à déplorer.

Période de fortes affluences.

Le pic de fréquentation se situe entre juillet et septembre correspondant aux périodes des vacances. Les familles viennent alors par vague pour visiter Fovu.

Périodes creuses.

Janvier à juillet et octobre à janvier sont les périodes où il y a très peu de visiteurs.

Informations pratiques

– Heures de visite : du lundi à dimanche, de 7 h à 18 h.

Il est indiqué de s'y rendre en journée. L'accès de nuit est strictement interdit, sauf pour des rites traditionnels autorisés.

Pour les tournages /reportages, il faut demander une autorisation préalable au palais royal de Baham.

Règles d'accès et interdictions

Parce que c'est un site sacré avant d'être touristique, l'accès est très réglementé. Il est de ce fait exigé à tout visiteur de :

- Passer par le palais royal pour désignation d'un guide touristique.
- Arborer une tenue décente : pas de mini-jupe, short, torse nu, chapeau dans certaines zones. Les femmes en période de menstrues n'ont pas accès à certaines grottes.
- Garder le silence : c'est un lieu de prière et de communication avec les ancêtres.

Comportements interdits :

- Prendre des photos / vidéos sans autorisation, surtout dans les zones où se font les rites.
- Crier, manger, boire, uriner sur le site.
- Entrer avec des chaussures dans certains espaces : on marche pieds nus par respect.
- Toucher ou déplacer les objets rituels :

pierres calebasses etc.

– Ce qu'il faut faire dans le cadre des reportages

- Demander une autorisation écrite au chef supérieur Baham ou au secrétaire du palais royal.

- Donner une petite enveloppe ou présent symbolique aux gardiens / notables : C'est la coutume.

- Prévoir un guide : il connaît les zones à filmer et celles qui sont interdites. ■



LE HARAS DE BALATCHI

Entre splendeur sauvage et modernité

Dans le département des Bamboutos, ce havre de paix est le coin idéal pour s'évader et rentrer en parfaite harmonie avec la nature.

À l'entrée de la ville de Bafang, chef-lieu du département du Haut-Nkam, se dresse l'un des plus beaux trésors touristiques de la région de l'Ouest : les chutes de la Mouankeu. Alimentées par deux cours d'eau qui se rejoignent avant de se jeter dans un ravin, elles offrent un spectacle fascinant. Le grondement de l'eau, la fraîcheur de la végétation environnante et le voile de brume qui enveloppe les lieux créent une atmosphère unique, propice à la contemplation et à la détente. Plusieurs points d'observation permettent aux visiteurs d'admirer la cascade sous différents angles, offrant des panoramas saisissants et des souvenirs inoubliables.

Au-delà de leur beauté naturelle, les chutes de la Mouankeu sont un haut lieu de spiritualité et de tradition. Depuis des générations, elles occupent une place importante dans la culture des peuples du Haut-Nkam. Des cérémonies coutumières et des rites ancestraux y sont encore célébrés, faisant de ce site un symbole vivant de l'identité culturelle locale et de la transmission des valeurs traditionnelles.

Facilement accessibles depuis la route nationale reliant Douala à Bafang, les chutes de la Mouankeu représentent un atout majeur pour le développement du tourisme dans le département. Leur proximité avec le centre-ville de Bafang favorise l'accueil des visiteurs, qu'ils soient camerounais ou étrangers, venus découvrir les richesses naturelles et culturelles du Haut-Nkam.

Véritable patrimoine national, les chutes de la Mouankeu méritent d'être davantage promues et préservées. Elles témoignent du potentiel touristique remarquable du Haut-Nkam et contribuent au rayonnement de Bafang comme destination de choix pour un tourisme durable, respec-



tureux de l'environnement et des traditions. Visiter les chutes de la Mouankeu, c'est vivre une expérience où se rencontrent la puissance de la nature, la richesse de l'his-

toire et l'authenticité des cultures locales. Un site d'exception qui fait la fierté de Bafang et de tout le département du Haut-Nkam. ■

TEMPLE OF TARO

At Ma'a Gi's, the Secret of the Pots is Passed on

In the heart of the administrative centre of Bafoussam, Julienne Djimo, affectionately nicknamed «Ma'a Gi», has been preserving a culinary heritage passed down through generations for nearly forty years. In her restaurant, now a local institution, Bamiléké gastronomy is as much savoured as it is told.

The aroma of Taro (also known as "Achu" in English-speaking zones), steaming okra, and meat lingers in the streets of Bafoussam's administrative centre.

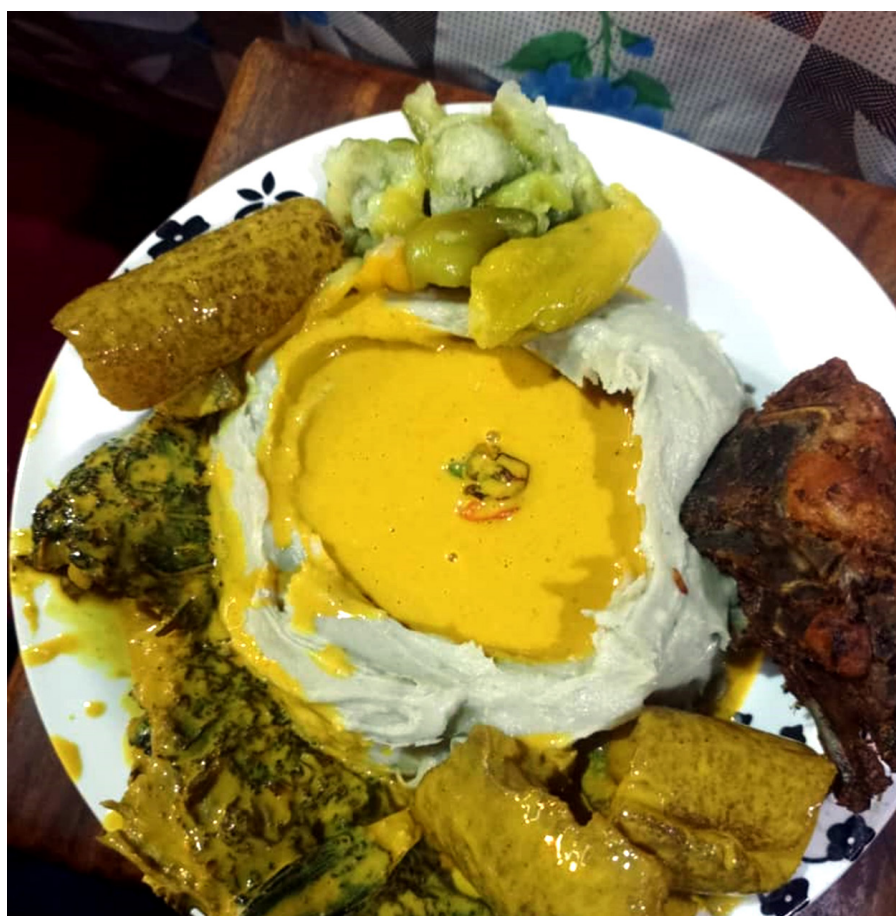
Just a few metres from the state's devolved offices, the interministerial building, and the main administrative offices of the city, one address stands out for lovers of traditional cuisine: Julienne Djimo's restaurant, better known as Ma'a Gi's.

For customers, the appointment begins at 1 p.m., when the first dishes arrive at the tables. But behind the pots, the day starts much earlier. From dawn till midday, Monday to Saturday, Ma'a Gi and her team are busy. Vegetables are sorted, cut, and cleaned, spices carefully prepared, meats seasoned, and sauces cooked gently over low heat. Nothing is left to chance.

At lunchtime, the restaurant transforms into a true social crossroads. Civil servants, traders, passers-by, students, and moto-taxi drivers gather there in a friendly atmosphere. Here, social distinctions fade away in front of the plate. All come seeking the same thing: the authentic taste of the local land.

Wednesday is undoubtedly the most anticipated day. The famous taro served with its yellow and black sauces draws a loyal clientele. The rest of the week offers a menu that has become an institution: eru, pumpkin seeds (egusi) sauce, corn fufu, kondré, and traditional broth.

Behind this success lies a story of passing on a legacy. Julienne Djimo inherited her expertise from her mother and carried on the business after her mother's death. Thanks to the restaurant, she raised her children,



funded their education and secured their future.

Today, the next generation is already being groomed. In the back kitchen, her grandchildren are learning the secrets of the family recipes. "This one already knows how to make taro," she says proudly, pointing to one of her granddaughters.

More than just a restaurant, Ma'a Gi has created a place of remembrance where the flavours and traditions of the Western Highlands live on. In her pots, much more than just a meal is simmering: a living heritage that continues to nourish generations in this temple of taro. ■

SULTANAT BAMOUN

Déjà six siècles d'histoire au cœur du patrimoine africain

Au pied des reliefs volcaniques des Hautes Terres de l'Ouest du Cameroun, la cité historique de Foumban incarne la permanence d'un héritage culturel, politique et artistique exceptionnel. Entre traditions ancestrales, innovations royales et modernité assumée, ce royaume demeure un symbole de fierté pour le peuple bamoun et pour le Cameroun tout entier.

Parler de Foumban, c'est parler de la ville multifacette chargée d'histoires et de symboles. L'histoire du Sultanat débute à la fin du XIV^e siècle avec le roi fondateur Nchare Yen. Guerrier et stratège, il parvient à unifier plusieurs communautés et établit les fondements d'un royaume qui s'imposera progressivement comme une puissance majeure dans la région des Grassfields. Ses successeurs poursuivent cette œuvre de consolidation, parmi lesquels le roi Mbuembue, dont le règne est marqué par l'expansion territoriale et le renforcement de l'autorité royale.

Une renommée politique de premier rang

Mais aucun souverain n'aura autant marqué l'histoire du royaume que le roi Ibrahim Njoya. Monté sur le trône à la fin du XIX^e siècle, il fait entrer le Sultanat dans une période de profondes transformations. Visionnaire, il invente l'écriture Shümmom, destinée à préserver la langue et les savoirs bamoun. Il favorise également l'éducation, développe les échanges diplomatiques et encourage les arts. Son règne demeure aujourd'hui encore une référence en matière d'innovation et de gouvernance traditionnelle.

Le rayonnement du Sultanat se poursuit au fil des générations, notamment sur le plan politique. En effet, du 17 au 21 juillet 1961, la ville de Foumban inscrit ses lettres de noblesse dans l'histoire du Cameroun



uni. C'est ici que se tient la Conférence de Foumban. Dirigeants du Southern Cameroonian (britannique) avec à sa tête son Premier ministre John Ngu Foncha et ceux de la République du Cameroun dirigée par le président Amadou Ahidjo, se réunissent afin d'élaborer une constitution pour le nouvel État fédéral du Cameroun méridional britannique et de la République du Cameroun. A cette occasion, la forme de l'Etat, les institutions (l'institution de deux Etats Fédérés), le bilinguisme (français et anglais langues officielles) adoptées ont

consacré un nouveau Cameroun.

Plus, récemment, le roi Ibrahim Mbombo Njoya s'est illustré par son engagement en faveur de la préservation et de la promotion du patrimoine culturel bamoun. Sous son impulsion, plusieurs projets structurants ont vu le jour, contribuant à faire de Foumban une destination culturelle incontournable. Aujourd'hui, le Sultan Mouhammad-Nabil Mforifoum Mbombo Njoya poursuit cette mission en veillant à la transmission de l'héritage légué par ses illustres prédécesseurs.

Un patrimoine riche et attrayant captivant

Au cœur de cette histoire se dresse le majestueux Palais royal de Foumban. Construit en 1917 sous le règne d'Ibrahim Njoya, cet édifice impressionne par son architecture singulière, mêlant influences européennes et symboles traditionnels bamoun. Véritable centre du pouvoir traditionnel, le palais abrite de précieuses collections composées de trônes, d'armes, de costumes royaux, de masques et d'objets d'art qui racontent plusieurs siècles d'histoire.

À quelques mètres de là, le Musée des rois Bamoun complète cette immersion dans la mémoire du royaume. Considéré comme l'un des plus importants musées royaux d'Afrique centrale, il présente des milliers d'objets témoignant de la richesse culturelle et historique du peuple bamoun. Son architecture moderne, inspirée de l'araignée et du serpent à deux têtes, symboles royaux de sagesse et de puissance, constitue à elle seule une œuvre remarquable.

Au-delà de ses monuments, le Sultanat Bamoun demeure une institution vivante. Les cérémonies traditionnelles, l'artisanat, la musique, la sculpture et surtout le Nguon, célébration emblématique du peuple bamoun, perpétuent un héritage transmis de génération en génération. Cette vitalité culturelle fait de Foumban un véritable conservatoire des traditions africaines.

Dans un monde en perpétuelle mutation, le Sultanat Bamoun apparaît ainsi comme un exemple remarquable de préservation de l'identité culturelle. Entre mémoire et modernité, il continue d'écrire son histoire et de porter haut les valeurs d'un peuple profondément attaché à ses racines. ■

La dynastie Bamoun, une succession de 20 monarques

Le tout premier roi qui fonde la dynastie des Bamoun en 1394 est Nshare Yen, un prince Tikar venu de Rifum. Guerrier particulièrement rusé et doté d'un incroyable sens du combat, il soumet successivement 18 souverains dans des guerres dont le but est alors d'asseoir son hégémonie sur les autres peuples. C'est lui qui instaure le Nguon comme instrument de démocratie pour une bonne gouvernance. À sa mort en 1418, la princesse Nguopu' fut désignée parmi les princes, dont beaucoup étaient majeurs, pour la pérennité du pouvoir. La reine Nguopu' gouvernera jusqu'en 1461, date de sa disparition.

Plusieurs monarques vont se succéder au trône, notamment leurs majestés Monjou (1461-1498), Mengap (1498-1519), Ngouh (1519-1544), Fifen (1544-1568), Ngouh II (1568-1590), Ngapna (1590-1629), Ngouloure (1629-1672), Kou'ou (1672-1757). Tous contribueront à consolider les acquis de leurs prédécesseurs avec des fortunes diverses.

Puis vint le onzième souverain, en la personne de Mboumbouo en 1757. Fils de la reine Mandu, sa première déclaration dès son installation au trône fut : « Je poserai les limites du royaume avec du sang et du fer noir. La guerre, c'est mon affaire ». Sous lui furent créés plusieurs chefs-d'œuvre d'art comme le trône à deux figurines, le serpent bicéphale, source matérielle du combat victorieux sur deux fronts, la double cloche dite Mùnjemndù. À sa mort en 1814, quatre autres monarques lui succéderont, à savoir Gbetkom (1814-1817), Mbiengkou' (1817-1818), Ngouhouo (1818-1863), mais surtout la reine Ngoungoure, dont le règne n'aura duré que... trente minutes. Juste le temps de passer le pouvoir à son fils Nsangou. Ce dernier régnera entre 1863 et 1889. Il est présenté comme un guerrier coléreux, courageux et cruel, même si parfois on lui découvrait de rares moments de générosité. Il a remporté 15 campagnes

militaires. Il succombe à ses blessures au cours d'une guerre fratricide organisée à Banzo en 1889. Avant de se rendre à cette guerre, comme mu par une vision, il choisit le jeune Njoya pour lui succéder au cas où l'issue de la guerre lui serait fatale.

L'arrivée de Njoya au trône (1889-1933) marquera un tournant décisif et déterminant dans l'histoire du peuple Bamoun. Il va contribuer au rayonnement du royaume sur plusieurs plans. On lui doit le développement de l'art et l'artisanat, l'invention d'une écriture nommée « Akauku » en 1696, la création d'une langue nommée « shûmom », la fabrication du moulin à écraser le maïs, la construction d'un fabuleux palais (1917-1896), ainsi que plusieurs publications.

Après sa mort, son fils Njimoluh Njoya lui succède en 1933. Le 18ème roi va entreprendre de restaurer l'unité et la stabilité de son peuple déchiré par des guerres. Il va se lancer en politique et fut député à l'Assemblée représentative, puis à l'Assemblée nationale et maire de la commune de Foumban, de 1958 à 1992. Il avait joué un rôle déterminant dans la conférence de Foumban en 1961. Il a su protéger son peuple lors des troubles politiques ayant marqué la période des indépendances. Le roi Njimoluh Njoya tirera sa révérence en 1992.

Son fils, Ibrahim Mbomo Njoya, va lui succéder avec pour principale mission de poursuivre l'œuvre gigantesque que son père lui a légué. Après ses études au Cameroun et à l'étranger, il est rentré servir son pays où il occupera de hautes fonctions comme celles de chef de cabinet, de directeur de cabinet, de vice-ministre, d'ambassadeur, de ministre, avant de démissionner pour s'occuper à temps plein de la succession à la tête du royaume Bamoun. Il décède en 2021 en laissant le peuple Bamoun à son fils, Mforifoum Mbombo Njoya Mouhammad Nabil, l'actuel monarque. ■

SPORT ET ÉDUCATION PHYSIQUE

Un pôle stratégique de détection de talents

Le paysage sportif et éducatif de l'Ouest est dynamisé par des infrastructures récentes. Portée par une jeunesse passionnée, la région voit son potentiel éducatif et sportif renforcé à travers le développement des activités physiques favorables à l'inclusion scolaire et universitaire.



L'Éducation physique et sportive (EPS) occupe une place centrale dans les établissements de la région. Des championnats scolaires (Fenassco) aux compétitions universitaires, les encadreurs s'activent pour faire du sport un levier d'inclusion et de santé publique. Les institutions locales, portées par les directives du ministère des Enseignements secondaires et du ministère des Sports et de l'Éducation physique, mettent l'accent sur la diversification des disciplines. Au-delà du football, l'athlétisme, le handball, le basket-ball et les arts martiaux gagnent du terrain auprès des jeunes élèves.

Le sillage de la CAN et l'essor des infrastructures

L'héritage de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) se fait profondément et agréablement ressentir à l'Ouest. Le stade om-

nisports de Kouekong à Bafoussam, ainsi que les différents stades d'entraînement annexes (Mbouda, Bandjoun, Bafoussam), ont considérablement amélioré les conditions de pratique sportive. Ces structures de standard international permettent non seulement d'accueillir des rencontres d'élite, mais inspirent également les clubs locaux de ligues régionales et départementales.

Cependant, cette effervescence n'occulte pas les difficultés majeures que rencontre le secteur. Les acteurs locaux indexent régulièrement les problèmes relevant de :

- La maintenance des infrastructures : préserver la qualité des pelouses et des équipements sur le long terme reste un défi budgétaire.
- L'enclavement de certaines zones rurales : les établissements scolaires excen-

trés manquent parfois de matériel didac-

tique de base pour l'EPS, contrairement aux grands centres urbains qui bénéficient de plateaux techniques modernes.

- L'appui aux initiatives privées : les académies de football et les centres de formation de sports individuels nécessitent davantage de partenariats publics-privés pour stabiliser leur modèle économique. Qu'à cela ne tienne, le mouvement sportif à l'Ouest Cameroun se structure pas à pas. L'enjeu des prochaines années réside dans la formation continue des moniteurs et professeurs d'EPS, ainsi que dans la décentralisation des compétitions pour toucher l'ensemble des départements, de la Mifi au Ndé, en passant par le Noun et les Bamiboutos. Grâce à un vivier de talents exceptionnel et une ferveur populaire historique, les Grassfields possèdent tous les atouts pour consolider leur statut de terre de champions. ■

INFRASTRUCTURES SPORTIVES

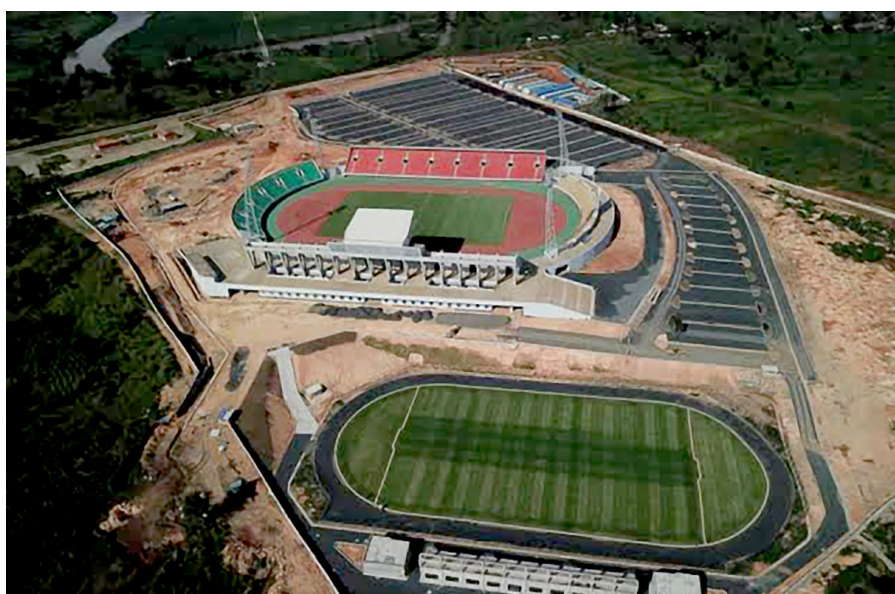
L'Ouest logé à très bonne enseigne

Avec deux stades omnisports à Bafoussam et d'autres structures modernes dans les chefs-lieux de départements, la région est bien équipée pour accueillir des compétitions de tous ordres.

Le grand meeting de remerciements du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) au président de la République, pour l'ascension d'un digne fils de la région de l'Ouest au poste prestigieux de président de l'Assemblée nationale, en la personne de Théodore Datouo, a été organisé le samedi 26 juillet 2026 dans le stade omnisports de Tocket à Bafoussam.

Cette enceinte, située au cœur de la capitale régionale, est donc devenue aujourd'hui un lieu de grands rendez-vous, non seulement à caractère sportif, mais aussi des événements culturels ou socio-politiques. Le stade de Tocket fut pourtant pendant longtemps le cauchemar de la ville, sa face la plus hideuse. En effet, le chantier de construction du stade omnisports de Bafoussam, au quartier Tocket, fut lancé en 1979 avant d'être laissé à l'abandon l'année d'après alors que le gros-œuvre (clôture et gradins en béton) était déjà réalisé. Le site, envahi par la broussaille, était devenu un repaire de bandits la nuit et un champ de cultures pour agriculteurs clandos le jour.

Il a fallu que le Cameroun accueille sa deuxième Coupe d'Afrique des nations de football (Can 2021) de l'histoire pour que le stade omnisports de Tocket soit enfin réhabilité. Avant la grande Can, finalement organisée en janvier-février 2022, le Cameroun devait organiser la Can féminine en 2016. Le pays s'est alors lancé dans un vaste chantier de construction ou de réhabilitation de ses infrastructures sportives. C'est ainsi que le nouveau Tocket a vu le jour, moins spacieux que le projet initial qui visait 30 000 spectateurs, mais aux standards internationaux avec pelouse naturelle, piste d'athlétisme, vestiaires, tribunes et éclairage électrique.



Kouekong, talisman du Sénégal

Dans la même mouvance, l'Etat a mis de gros moyens pour mettre aux normes d'autres stades de la région : les stades municipaux de Mbouda et de Bandjoun, mais aussi le terrain annexé au complexe touristique privé Le Tagidor à Bangou, fief de l'équipe du Sénégal de Sadio Mané et Kalidou Koulibaly pendant la Can 2021. Cette Coupe d'Afrique fut décidément une grâce pour le développement des infrastructures dans la région de l'Ouest. Les stades de Tocket, Mbouda, Bandjoun et Bagou ont servi de terrains d'entraînement aux équipes du groupe B. Les vieux stades municipaux de Bamendzi (Bafoussam), Bafang et Bangangté ont aussi reçu un coup de lifting. Et tout un nouveau stade omnisports moderne, dédié à la compétition, est sorti du sol à Bafoussam, le stade de Kouekong à 10km

du centre-ville sur la route de Foubot, d'une capacité de 20 000 places, inauguré le 30 avril 2016. Il a accueilli des matches de la Coupe d'Afrique des nations de football 2021, dont un huitième de finale. Les journalistes sénégalais ayant couvert cette Can victorieuse pour les Lions de la Teranga ne cessent de rappeler que la ville de Bafoussam leur a porté bonheur. L'équipe du Sénégal était logée dans le groupe B à Bafoussam, et a joué tous ses matches du 1er tour et le 8e de finale contre le Cap-Vert à Kouekong, avant de monter à Yaoundé à partir des quarts de finale jusqu'à la finale le 6 février 2022 où elle a conquis son premier sacre continental en battant l'Egypte aux tirs au but.

Avec Tocket et Kouekong, Bafoussam est donc l'une des rares villes du pays à disposer de deux stades omnisports. ■

THE TOP 5

The Legendary Football Clubs of the West

For a time, the West accounted for half of the clubs in the national first division. This was the result of a long-standing tradition, as illustrated by the history of the teams from the Region's main Divisions, starting with one of Cameroon's oldest clubs, AIGLE of Dschang.



AIGLE ROYAL: STRONG SYMBOL OF THE MENOUA

A look back at sport in general, and football in particular, in the Menoua Division reveals that its history dates back to the distant period before the Second World War, under colonial rule. The Division's flagship football club, AIGLE of Dschang, was formally established in 1932, at the instigation of the French sub-prefect at the time, Mr Soulier. However, the true origins of this legendary team actually date back to 1927, when four local teams merged to form a new entity: Moineau Club, led by

Captain Michel Fotso; Ether, led by Captain Charles Kamdoun; Diable Rouge, led by the French doctor Dr Manton; and the CREPS team, the predecessor of the National Institute of Youth and Sport, which trained physical education and sports teachers.

AIGLE (the eagle), a bird of prey known to inhabit the mountains, was chosen as the name for the new unifying club, not only as a symbol of power and conquest – hence its nickname “El Pacha” – but also as a living symbol of the unity of the entire Menoua Division, nestled within the mountain range of West Cameroon. The

club's management team during those years consisted of Simon Moutoundji (chairman), Léon Tchato and Abel Zoleko (vice-chairmen), Martin Claude Assongmo (secretary), David Simo (treasurer) and Maurice Gallo Kenfack (deputy treasurer). The Aigle Royal of the Menoua, its current official name – formerly known as Aigle Royal Bamiléké of Dschang – is thus one of Cameroon's oldest football clubs. It had, in fact, contested several finals prior to the country's independence in 1960, including the final of the ‘Leclerc Cup’, which it lost 0–3 at the Hippodrome Stadium in Yaoundé in 1958, in the presence of the last

French High Commissioner to Cameroon, Xavier Torr .

Until the country's independence in 1960, the club's star players included Antoine Kuenkam (defender and captain), Mathias Dongmo (forward) and Debeauplan Njoya (goalkeeper). This team was managed by Marcellus Fonkwa, a Treasury official at the time and treasurer of the Regional Football League. His son, Edouard Kwassy, would later also play for the club and is now a football administrator in the Menoua Divisional League.

The history of the Aigle of Dschang has been shaped, right up to the present day, by the presence of renowned players, including Paul Kopa Tsopgny, Jacques Wendji, Charles Tientcheu, Mondeleba, Sylvestre Amalanga, Mbock – who was one of the key figures behind the club's promotion to the top flight – Achille Bakinde, Alongnomo, Wamba (known as 'Petit Michel'), and Honor  Keutcha...

UNISPORT OF UPPER-NKAM: THE "FLAMBEAU DE L'OUEST" (TORCHBEARER OF THE WEST) REIGNITED

Founded in 1959 in Bafang, Unisport of Upper-Nkam, affectionately nicknamed "The Brazilians of Bafang" or "The Torch of the West", remains one of the most iconic clubs in the history of Cameroonian football. A true sporting institution, Unisport has left its mark on several generations of supporters through its spectacular style of play, its ability to nurture young talent and its commitment to the values of fighting spirit and excellence. The club has made its mark on the national football record books, notably by winning the Cameroon Championship in 1996 and competing in several African continental competitions. After several years of rebuilding, Unisport of Upper-Nkam has made a triumphant return to the ranks of the title contenders in the MTN Elite One. For much of the 2025–2026 season, the Bafang-based club even topped the league table, demonstrating remarkable consistency against the

heavyweights of the Cameroonian league. In Bafang, as in all seven Divisions of Upper-Nkam, Unisport is much more than just a football club. It represents a symbol of identity, unity and collective pride. Every victory by the "Flambeau de l'Ouest" is celebrated as a victory for the entire Division. The club remains a powerful force for social cohesion and an ambassador for Upper-Nkam on the national and continental sporting stages.

PANTH RE SPORTIVE OF ND : FOREVER THE PIONEERS

The club, so dear to the people of the Nd  Division, also emerged from the merger of several teams. Three, to be precise, including Vent and Rafale FC, which finally joined forces in 1955. The new team took the name Panth re ("Nzui Manto", in the Mendumba language). Panth re, then managed by Dr Joseph Sandjong, was promoted to the First Division in 1965. Relegated to the Second Division at the end of the 1968–1969 season, they bounced back the following year to remain firmly among the national elite. With an impressive record to its name: it was Panth re that, in 1988, secured the first national title for the entire West Province (as the Regions were known at the time), by winning the Cameroon Cup against Racing of Bafoussam (1–0). The Bangangt -based club repeated the feat in 2009, this time defeating Astres of Douala (3–2). Panth re of Nd  has won three Cameroon Cups to date, the most recent of which was in 2025 against Colombe of Dja and Lobo (1–1, then 3–1 on penalties).

RACING OF BAFOUSSAM: THE REGIONAL POWERHOUSE

The flagship club of the regional capital is also the most successful in the entire West Region: four-time Cameroon champions (1989, 1992, 1993 and 1995) and one-

time Cameroon Cup winners (1996), not to mention three unsuccessful attempts in the latter competition. It must be said that it was in the Cameroon Cup that Racing Club de Bafoussam established its reputation, reaching the final as early as 1976 while still playing in the second division. Its striker Serge Alain Tsemo and its goalkeeper Jean-Joseph Kamdem made a lasting impression on that occasion. Incidentally, it was during that same year, 1976, that Racing – also known as Tout Puissant de l'Ouest (TPO) – set the record of 47–0 in a match against Renaissance of Bamendjou...

Originally known as Amateur of Bafoussam, Racing was formed from the merger of two of the town's youth teams in 1953. Having produced international players such as goalkeeper Simon Nlend, defender Marie-Chantal Nd  and midfielder Richard Tchakounang, the club – also famous for its supporters' group "L'Arm e cingl e" – has been going through a rough patch for several seasons and currently plays in the second tier, the MTN Elite Two.

F D RAL OF NOUN: THE STRENGTH OF RESISTANCE

While the team, so dear to the mighty Bamoun people, is currently languishing in the depths of the West Regional Second Division, it has often been a major force in national football competitions, particularly the national first-division championship back when it comprised 16 clubs. Although its national honours list remains, of course, devoid of any titles, "F d ral, it's time" can boast of having been one of the few clubs to supply a player to the Indomitable Lions for their very first World Cup appearance, in Spain in 1982. Number 5, Elie Onana Eloundou, who started in all three of Cameroon's matches, was in fact F d ral's libero, preferred to Fran ois Doumb -L a by the new manager Jean Vincent. A distant memory now for a club founded in 1960, according to its official Facebook page, and one that is seeking to recapture its former glory. ■



SENIORS

Onze figures de sport originaires de l'Ouest

La région, dans divers métiers et disciplines, a déjà offert au Cameroun un nombre impressionnant de grands champions. Dans l'impossibilité de les énumérer tous, en voici un top 10 évidemment subjectif.

FRANCIS NGANNOU, LE ROC DE BATIÉ



Le grand champion des arts martiaux mixtes (MMA) Francis Ngannou aura 40 ans le 5 septembre 2026. Autant dire que sa carrière sportive de haut niveau est derrière lui, mais quelle carrière ! Le quatrième d'une fratrie de cinq enfants, né dans le département des Hauts-Plateaux où il commencé à se forger dans les mines de sable, est passé par

des moments de galère en France qu'il rejoint en traversant la Méditerranée dans un canot pneumatique, avant de s'imposer comme une icône mondiale des sports de combat. Champion du monde des poids lourds MMA en 2021 sous la bannière de l'UFC la plus grande organisation de ce sport, qu'il quitte en janvier 2023 pour rejoindre la boxe anglaise. S'il perd aux points le duel contre la légende Tyson Fury, il gagne en notoriété et en prestige. Revenu victorieusement à la MMA en octobre 2024 via l'écurie PFL, Ngannou n'a jamais oublié d'où il vient, d'où ces investissements multiples dans son pays dont la Francis Ngannou Arena à Douala.

GÉRÉMI NJITAP FOTSO, UN PIED DROIT EN OR



Aujourd'hui président du Syndicat national des footballeurs du Cameroun (Synafoc), Geremi Njitap, 47 ans, est l'un des plus beaux palmarès de footballeur au pays des Lions indomptables. Celui qui a été formé à l'Ecole de football des Boissons du Cameroun (EFBC) a connu 118 sélections avec l'équipe du Cameroun, remportant la médaille d'or

olympique en 2000 en tant que capitaine, ainsi que trois Coupes d'Afrique des nations dont deux avec les Lions indomptables seniors (2000 et 2002) et une avec les Lionceaux juniors (1995). Ce joueur polyvalent, milieu de terrain ou latéral droit, passé par Racing de Bafoussam club de sa ville natale, a rendu de fiers services à de multiples clubs professionnels en Amérique latine et en Europe, avec des passages remarquables dans les prestigieux Real Madrid et Chelsea, où il a fait admirer la merveille de son coup de pied droit sur balle arrêtée comme en phase de jeu.

BONAVENTURE DJONKEP, L'AS DES DRIBBLES CHALOUPIÉS



Les fans l'ont surnommé Johnny Rep, en souvenir d'un célèbre ailier hollandais. D'autres l'appellent "Teacher" en référence à sa science du dribble sur un flanc de l'attaque que ce professeur d'EPS formé à l'INJS de Yaoundé pourrait bien enseigner à des apprentis footballeurs. Ce n'est du reste pas un hasard si l'ancien pensionnaire de Unisport de Bafang (ville où il est né le 20 août 1961 tout en étant originaire de Bangou), de Union de Douala et de Tonnerre de Yaoundé s'est reconverti avec bonheur dans le métier d'entraîneur, remportant notamment le titre de champion du Cameroun en l'an 2000 avec

Fovu de Baham. Comme joueur, Djonkep possède aussi un palmarès ronflant : leader de l'équipe du Cameroun U20 qui participe à son premier Mondial juniors en 1981, il est élu la même année Ballon d'or camerounais ; avec les Lions indomptables seniors il remporte deux Coupes d'Afrique des nations (1984 et 1988) et fait partie de l'épopée du Mondiale 1990 en Italie.

MICHAEL NGADEU-NGADJUI, SYMBÔLE DES VAINQUEURS DE LA CAN 2017



La dernière Coupe d'Afrique des nations de football remportée par le Cameroun, c'était à Libreville en 2017, avec une sélection des "Non Name" à l'époque, sous les ordres du coach belge Hugo Broos. Dans cette équipe surprenante qui fit sensation émergèrent notamment des ressortissants de la région de l'Ouest, notamment la paire magique de l'axe central de la défense composée de Adolphe Teikeu (Batié) et de Michael Ngadeu-Ngadjui (Bafang), au-

teur de deux buts dans la compétition. Si les héros de Libreville 2017 se sont depuis lors éclipsés, le colosse Ngadeu a prolongé l'aventure avec les Lions indomptables, participant notamment à tous les matches qualificatifs à la Coupe du monde Qatar 2022 pour laquelle il n'est malheureusement pas retenu. L'actuel sociétaire de Beijing Guoan en Chine, 35 ans, passé par Slavia Prague en République tchèque et La Gantoise en Belgique symbolise ces nombreux footballeurs camerounais partis de rien mais qui ont su se faire un nom.

IDRISS CARLOS KAMENI, L'ANGE GARDIEN



Son heure de gloire a sonné en septembre 2000 quand, à 17 ans, il est appelé à suppléer Daniel Bekono et de prendre la place de numéro dans les buts des Lions indomptables espoirs en pleins Jeux olympiques de Sydney. Essai concluant, et le petit gamin couvé par la légende Thomas Nkono, entraîneur des gardiens de buts, sera couronné de la médaille d'or après le triomphe en finale du tournoi de football contre l'Espagne. Idriss Carlos Kameni,

formé à la Kadji Sport Academy, est devenu depuis lors une référence au poste de goal-keeper. Vainqueur de la coupe du roi

d'Espagne et finaliste de la coupe de l'UEFA en 2006 avec le club Espanyol Barcelone, il étoffe son palmarès en sélection avec le titre de champion d'Afrique à la CAN 2002 même s'il était réserviste d'Alioum Boukar, et avec le statut de finaliste de la Coupe des confédérations 2003 et de la CAN 2008.

ERNEST TCHÉ NOUBOSSE, COUTEAU SUISSE DE L'ATHLÉTISME



Ils sont combien, les athlètes qui peuvent exceller dans le saut en longueur, le triple-saut, le lancer du poids, le lancer du javelot, le 100m, le 4x100m, le 400m, et même le décathlon ? Le sieur Tché Ernest, lui, l'a fait, devenant champion dans ces différentes épreuves au Cameroun et en Afrique centrale. Né en 1956, il a aligné 16 médailles d'or dans les championnats nationaux d'athlétisme entre 1982 et 1988. Il eut également le

bonheur de représenter son pays aux Jeux olympiques de Los Angeles 1984 et de Seoul 1988.

CHARLIE TCHIKANDA, L'INSPIRATEUR DES VOLLEYEURS



Charlie Tchikanda est manifestement né (à Bamena dans le Ndé) pour la promotion du sport. S'il s'est illustré plus tard dans la formation et l'encadrement des volleyeurs, lui-même fut un sportif de haut niveau mais international de... handball ayant participé aux Jeux africains de Brazzaville 1965. Au volleyball, bâtisseur infatigable, ancien entraîneur national, il a créé des écoles de volley partout où sa carrière de fonctionnaire (professeur d'EPS) le conduisait : à Yaoundé-Messa, à Bertoua et à Bafoussam, où directeur des stades il supervisa la construction du complexe multisports de la ville en vue des Jeux Ossuc de 1983. Il a surtout fait émerger une génération exceptionnelle des filles du volley, médaillées d'or des Jeux Ossuc de 1977 à

Nkongsamba et devenues toutes de solides internationales à l'instar de Sylvie Tchialeu-Mendo, Charlotte Maka ou Nicole Tcheuffa. Le Comité national olympique ne s'y est pas trompé qui a fait entrer ce personnage haut en couleurs au panthéon du sport camerounais en 2009.

ROGER KANGO BOWEN DIT BALACE, LA RACE DES SEIGNEURS



On le présente parfois comme le Roger Milla du volleyball camerounais, tellement ce fils de médecin originaire de la Menoua a marqué l'histoire de ce sport dans son pays. L'homme d'un seul club, Sonel VB et capitaine emblématique des heures de gloire de l'équipe du Cameroun a laissé un style de jeu inimitable de sa position de centre. Avec ses lieutenants tels que Tchamot, Denguessi ou Matip, capitaine Balace a remporté les Jeux d'Afrique centrale en 1986, les Jeux africains

de Nairobi 1987 et la Coupe d'Afrique des nations à Abidjan en 1989. Reconverti avec bonheur dans les affaires à la fin de sa carrière, la force tranquille du volleyball camerounais ne fait jamais entendre sa voix dans le chahut et les conflits à répétition qui minent la fédération nationale de cette discipline sportive depuis des années. Ne laissant au sein de l'opinion que l'image du grand champion au filet qu'il fut.

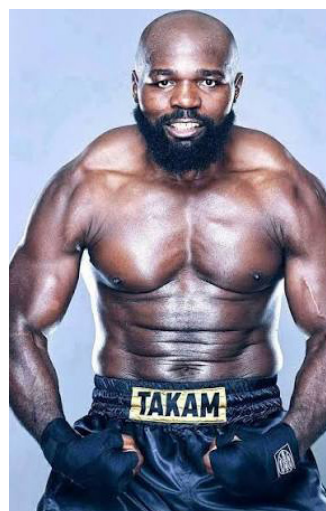
JUSTINE DIFFO TCHUNKAM, TÉNOR DES ARTS MARTIAUX



Connue jusque-là comme professeur de droit des universités et militante féministe, Justine Difo fait une entrée fracassante en février 2023 dans le cercle très fermé des dirigeants du sport national au Cameroun, quand elle est élue présidente de la Fédération camerounaise de nanbudo. Depuis Mangoh à la Fédération camerounaise de boxe, on n'avait plus vu une

femme diriger une fédération des sports de combat au Cameroun. La native de Baham dans le département des Hauts-Plateaux ne se contente pas de brandir sa ceinture noire, elle contribue à l'animation de sa discipline sportive favorite, par la création des clubs de nanbudo, et donc en prenant la direction de la fédération qui abritera cette année les championnats du monde.

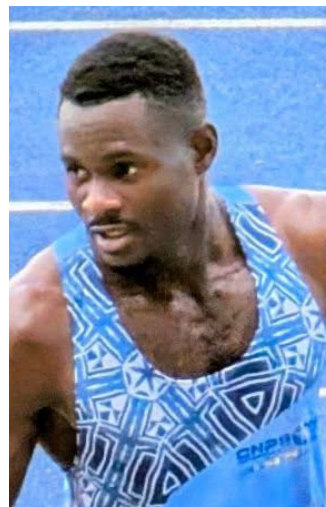
ARMAND CARLOS TAKAM, LE TÊMÉRAIRE DES RINGS



Originaire de Bamendjou, Carlos Takam, né le 6 décembre 1980, s'est forgé un chemin respectable dans le monde alambiqué de la boxe professionnelle internationale. Ses hauts faits d'arme sont la ceinture WBC Silver qu'il remporte le 6 juin 2014 contre Tony Thompson, et la victoire d'autorité contre Tony Yoka le 11 mars 2023 à l'Accor Arena de Paris. A signaler aussi le combat épique que ce désormais boxeur retraité livra contre l'ogre Anthony

Joshua le 28 octobre 2017 à Cardiff alors qu'il remplaçait au pied levé Kubrat Pulev forfait sur blessure : Takam tint tête au champion du monde britannique des poids lourds pendant 10 rounds avant l'arrêt du combat par l'arbitre.

JEAN CLAUDE KAMMOGNE FRANCHIT LA LIGNE



Professeur d'EPS, cet athlète discret originaire de Baham a tout de même été double champion du Cameroun des 200m et 400m en athlétisme. Entraîneur sportif de haut niveau, il a également encadré beaucoup de jeunes. Délégué régional émérite des Sports et de l'Éducation physique (nouvellement retraité 2026), Jean-Claude Kammogne laisse une empreinte indélébile de compétiteur dans la région de l'Ouest. ■



Les bonnes adresses à Bafoussam

Police : 117 (numéro local Esir)

N° Vert (Cabinet Délégué Général à la Sûreté Nationale) : 1500

Les flottes

Commissaire Central Ville Bafoussam : 655 976 960

(1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} Arrondissement)

Commandant GMI n°3 : 655 976 952

Commandant ESIR : 656 970 448

Commissaire Chef Service Communication DGSN / Région Ouest : 655 976 931

Délégué Régional à la Sûreté : 655 976 630

Sapeurs-Pompiers : 118 ou 33 42 52 52

Les pharmacies de la ville de Bafoussam

Nouvelle Pharmacie du Bénin : 233 44 15 57 / Bafoussam : Carrefour Auberge

Pharmacie Amiennoise Bafoussam : Place des Fêtes : 233 44 51 10

Pharmacie Ange Gabriel Bafoussam : Feu Rouge : 233 44 18 33

Pharmacie Binam Bafoussam : Route Foumban : 233 44 25 55 ; 233 44 32 31

Pharmacie de la Mifi Bafoussam : Carrefour Total : 677 75 09 38 ; 233.44. 11.63

Pharmacie de la Vision Bafoussam : Sens Interdit : 699 51 25 16 ; 233 44 63 15

Pharmacie des Martyrs Bafoussam : Carrefour Biao : 699 92 57 69 ; 233. 44.66.80

Pharmacie des Montagnes Bafoussam : Face Uccao : 699 99 41 94 ; 233.44.44.56

Pharmacie du Marché «B» Bafoussam : Marché «B» : 699 96 85 40 ; 243. 55.71.66

Pharmacie du Secours Bafoussam : Tamdja : 699 59 32 03 ; 233 44 13 27

Pharmacie Espérance Bafoussam : Ancienne Marie Rurale : 699 82 8283 ; 233 44 52 00

LIEUX DE DÉTENTE



SITUÉ À L'ARRIÈRE
DE L'AGENCE BICEC
BAFOUSSAM

OUEST



RESTAURANT SITUÉ DU CÔTÉ
OPPOSÉ À L'ENTRÉE PRINCIPALE
DE L'HÔTEL ZINGANA



RESTAURANT LOUNGE Ô MULEMA SITUÉ
AU QUARTIER TAMDJIA (AKWA), 1^{ÈRE} RUE
APRÈS CELLE DE L'HÔTEL LE PRÉSIDENT.
(TÉL : 655 270 981)



BOULANGERIE, RESTAURANT ET PIZZERIA
SITUÉE AU QUARTIER TAMDJIA EN FACE DU
PARC DE LOISIRS PAUL BIYA / À L'ARRIÈRE
DE LA RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR.
(TÉL : 693 75 90 15)



RESTAURANT TCHOP ET YAMO SITUÉ EN FACE DU MONUMENT
WANKO, DU MÊME CÔTÉ QUE LA DÉLÉGATION RÉGIONALE DE
LA COMMUNICATION AVEC POUR SPÉCIALITÉ LOCALE LES
BEIGNETS-BOUILLIE-HARICOTS (TÉL : 694 36 65 26)



THE MEETING PLACE,
RESTAURANT, BAR ET LOUNGE
SITUÉ À PROXIMITÉ DE L'HÔPITAL DE FAMLA,
AU QUARTIER DIT AKWA (TÉL : 658 34 35 03)



RESTAURANT SITUÉ NON LOIN DE L'HÔPITAL DE
DISTRICT DE FAMLA (ANCIEN MARCHÉ DES FRUITS)
TÉL : 659 93 09 61/ 650 57 65 77